DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE - Nº 13460 - 6 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Fontaine

- DIMANCHE 8-LUNDI 9 MAI 1988

Moscou et le PCF

111 - 11/1/1

On savait de longue date que les dirigeants soviétiques ne nourrissaient pas une estime excessive pour M. Georges Marchais, La polémique qui a éclaté dans les colonnes des « Izvestia » et de « l'Humanité » (« le Monde » du 5 mai), entre Moscou et le PCF, est pourtant sans précédent et révélatrice de tensions d'un type

Certes, ce n'est pas la pre-mière fois que des désaccords s'expriment ouvertement entre communistes français et soviéti-ques. Ainsi le PCF avait-il timidement dénoncé en 1968 l'invasion de la Tchécoslovaquie et critiqué par intermittence les pratiques répressives qui persistaient en URSS sous le règne de Brejnev.

Mais on n'a pas souvenir qu'une telle volée de bois vert ait été infligée de Moscou à la direc-tion du PC français. Si son auteur, M. Bovine, ne s'exprime pas au nom du PC soviétique, omme s'est empressé de le souligner, après que la polémique eut éclaté, le rédacteur en chef des « Izvestia », il s'agit tout de même du journal du gouverne-ment de l'URSS, et la distinction peut paraître subtile entre ce dernier et la direction du parti. Ses critiques, au demeurant, ne quant plus précisément au PC français, celles que M. Dobry-nine, secrétaire du comité centrai, avait exprimées quelque temps plus tôt à Prague {« le Monde » du 16 avril} à l'égard du mouvement commu niste dans son ensemble. L'originalité, mais elle est significative, est que la réquisitoire porta sur la politique suivie en France même par le PCF, non sur des prientations d'ordre internatio-

est-il l'une des conséquences de la « glasnost » aujourd'hui à l'honneur en URSS, et qui veut que l'on dise tout haut ce que, hier, on réservait à de discrètes confidences? Si oui, il faudra aller au fond des choses, et les historiens ne seront pas les seuls à en tirer profit. A moins qu'au nom de la «Realpolitik» ce genre de traitement ne soit destiné qu'à des partis en voie de marginalisation, au bénéfice de relations nouvelles avec des partis socialistes ou sociauxdémocrates participant au pou-

En reprochant, d'autre part, au PC français d'être en retard d'une « perestroïka », les « Izvestia » se conforment-elles bien au principe plusieurs fois énoncé par M. Gorbatchev de stricte non-ingérence dans les affaires d'un parti frère ? On retrouve ici trace de l'ambiguité de la démarche adoptée vis-à-vis du mouvement communiste international par le secrétaire général du PC soviétique, qui, tout en parlant beaucoup d'indépendance et de spécificités nationales, ne cesse d'inviter les partis communistes à une

Les PC à travers le monde doivent-ils continuer

— pour le meilleur ou pour le pire - à déterminer leur stratégie et leur tactique en fonction d'orientations définies, ou de lecons données, à Moscou ? Les communistes italiens ont depuis longtemps manifesté leurs réserves à l'égard d'une résurrection, même sous une forme rénovée, du mouvement communiste international. On conçoit qu'à Paris, au fond des difficultés dans lesquelles il se débat, le PCF ne soit pas plus enthou-



Durcissement à la fin de la campagne, divisions de la droite, appels au centre

Le second tour marque la première étape de la recomposition du paysage politique

Après une sin de campagne particuliè-rement rude, le second tour de l'élection présidentielle marque la première étape d'une recompostion du paysage politique français. M. Mitterrand devait prendre la parole, le samedi 7 mai, en fin d'après-midi à La Haye, devant le « Congrès de l'Europe 1988 ». Il avait répondu à une invitation de M. Enrique Baron Crespo, président de ce mouvement et viceprésident du Parlement européen, avant

même d'annoncer sa candidature. La veille à Toulouse, il avait appelé aux « républi-cains », quitte à « laisser sur le bord de la route . ceux qui, aujourd'hui, le contestent le plus violemment.

M. Chirac, lui, a achevé sa campagne à Clermont-Ferrand où M. Giscard d'Estaing lui a demandé, s'il est élu le 8 mai, d* avoir comme premier objectif de faire travailler ensemble les deux moitiés de la France ».



L'écart déterminant

conformément à la pratique spécifique de cette République, à dési-

depuis longtemps, mettre fin à ce jeu qui consiste à livrer la France à une seule moitié d'elle-même, à exclure une partie et à assurer la domination de l'autre. Telle est pourtant la logique de l'élection présidentielle qui explique largement le durcissement des derniers iours de campagne. M. Mitterrand cherchait à dépasser cette logique. M. Chirac s'y soumet au contraire pleinement. D'abord parce qu'il est en position de rival. Ensuite parce qu'il agit en conformité avec sa situation politique : il lui faut préserver sa majorité politique du 16 mars 1986 et, donc, s'il est élu le statu quo parlementaire. En revanche, pour M. François Mitterrand, toute la question est de savoir de quelle marge d'action il pourra disposer, s'il est élu. Celle-ci peut être une ultime étape dans sa marche en avant personnelle : 44,80% en 1965 face au général de Gaulle.

49,19% en 1974 face à M. Giscard d'Estaing, 51.75 % en 1981... Mais l'essentiel est de savoir si son résultat du 8 mai 1988 lui donnera ou non les moyens d'obtenir, enfin, la «recomposition» du paysage politique à laquelle il aspire. Si sa victoire est aussi large que le lui promettaient les sondages publies jusqu'au 30 avril (55% contre 45 % selon la SOFRES) le séisme, à droite, est assuré. En revanche, si la marge est étroite, il lui faudra batailler ferme contre une droite battue, mais pas abattue, sur laquelle M. Chirac aurait de fortes chances d'assurer son leadership.

Les derniers jours de campagne s'expliquent par cette obsession qu'a eue M. Chirac, sinon de gagner, du moins de réussir sa sortie en interdisant à M. Mitterrand une réélection glorieuse, de même que M. Barre a pu, grâce a une belle fin de campagne, rester dans le jeu malgré sa défaite, de même M. Chirac comptait-il sur une belle sortie, à défaut d'une vic-

(Lire la suite page 6.)

Violents combats à Beyrouth

Amal et le Hezbollah s'affrontent PAGE 3

Les otages du Liban racontent...

Humiliations, chaînes, simulacres d'exécution...

La situation en Nouvelle-Calédonie

Calme précaire à la veille du second tour PAGE 9

Le Danemark vote le 10 mai

La fidélité à l'OTAN, enjeu central du scrutin PAGE 4

Les «prisons privées» sur la sellette

La commission centrale des marchés demande une enquête de l'inspection des finances PAGE 10

Eau polluée à Mulhouse

La nappe phréatique atteinte par des produits chimiques PAGE 10

Le sommaire complet se trouve en page 20

Les nouveaux anti-européens

par Jacques Amalric Queile que soit l'issue du

second tour de l'élection présidentielle, la vie politique française va être affectée à assez court terme par l'un des résultats, peu noté, du premier tour: l'apparition, le 24 avril, d'un parti anti-européen. celui du Front national. M. Le Pen, empêtré dans des nostalgies européennes d'un autre âge et d'une tout autre signification (« L'Europe sera impériale ou ne sera pas », déclarait-il en avril dernier à Strasbourg), ne paraît pas encore s'en être très bien rendu compte. On peut cependant lui faire confiance pour rattraper assez vite son oubli et jouer dorénavant à fond sur toutes les frayeurs et les inquiétudes encore diffuses que fait naître dans de nombreux secteurs économiques et sociaux la perspective de ce grand marché unique dans lequel douze peuples devront vivre - et se concurrencer - à partir du 1er janvier 1993.

Une étude rapide des résultats du premier tour de l'élection présidentielle interdit d'expliquer les 14 % de M. Le Pen uniquement

Français aux valeurs traditionnelles de l'extrême droite. Et si les problèmes posés par l'immigra-tion peuvent aider à comprendre le succès du Front national sur ils ne servent guère à éclairer ce qui s'est passé en Alsace et en Lorraine ainsi que dans beaucoup d'autres circonscriptions rurales où les frictions ethniques ne sont pas particulièrement violentes. Alors? Force est de constater

que M. Le Pen, parfois sans le chercher ouvertement, a obtenu les votes des descendants de ceux qui ont fait jadis les beaux jours du poujadisme : artisans, commerçants, paysans, petites gens mal formées ou pas formées du tout à affronter le grand large, cette concurrence tous azmuts que nous promet le grand marché européen dans cinq ans. Les angoisses de ces survivants d'un ordre économique et social menacé sinon condamné, sont infiniment plus profondes qu'on ne le pense, même si elles ne sont pas encore clairement formulées.

(Lire la suite page 8.1

La baisse du chômage fait craindre un retour de l'inflation

Les paradoxes américains

baisser aux Etats-Unis. Retombé à 5.4 % de la population active en avril, il retrouve son niveau de 1974. Ce bon résultat confirme la solidité de la croissance américaine. Les milieux financiers craignent cependant une surchauffe de l'économie, favorisant une reprise de l'inflation.

WASHINGTON de notre correspondant

Tout va bien, trop bien, donc tout pourrait aller mal... Le chomage s'est à nouveau fortement contracté en avril aux Etats-Unis, pour atteindre son niveau le plus bas depuis quatorze ans (5,4 % de la population active, deux fois

Le chômage continue de moins qu'en Europe), et divers indices attestent de la vigueur persistante de l'économie américaine.

> Mais les Cassandre, qui après le krach de Wall Street, à l'automne dernier, annonçaient une récession, n'ont pas vraiment déposé les armes. Elles ont simplement changé leur fusil d'épaule et prévoient désormais une reprise de l'inflation.

Les chiffres publiés, le vendredi 6 mai, par le département du travail sont encore meilleurs que prévu. En un mois (de mars à avril), le taux de chômage a diminué de 0,2 % contre une réduction moyenne de 0,1 % au cours des mois précédents. Au total, plus d'un million d'emplois ont été créés aux Etats-Unis depuis le début de cette année. L'emploi

retrouve son niveau de 1974, au début du premier choc pétrolier, même si un nombre assez important d'embauches sont à temps partiel. Le regain concerne en particulier des régions touchées ces dernières années par une crise sévère, notamment certains Etats du Midwest et de la « Ceinture de rouille», où une multitude de petites entreprises se sont créées récemment.

Ce haut niveau d'activité est dû à la fois au maintien d'une forte consommation intérieure (les înquiétudes nées de la crise boursière semblent déjà oubliées) et d'un haut niveau des commandes à l'exportation, qui laissent prévoir une poursuite de l'amélioration de la balance commerciale. JAN K: AUZE

(Lire la suite page 17.)

A L'ÉTRANGER: Algérie, 3 DA; Marco, 6 dir.; Tunisie, 700 m.; Allemagne, 2,50 DM; Autriche, 20 ach.: Belgique, 40 fr.; Canada, 1,75 \$; Côre-d'Ivoire, 315 F CFA; Danemark, 10 kr.; Espagne, 175 pec.; G.-B., 60 p.; Grèce, 180 dr.: Intande, 90 p.; Italie, 2 000 L.; Libye, 0,400 DL: Luxembourg, 40 f.; Norvège, 13 kr.; Paye-Bas, 2,50 fl.; Payre-Bas, 2,50 fl.; Payre-Bas,



Le Monde

75427 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-97-27

Télex MONDPAR 650 572 F Télécopieur : (1) 45-23-06-81 Edité par la SARL le Monde

> André Fontaine, lirecteur de la publication

Anciens directeurs :

Hubert Beure-Méry (1944-1969) Jacques Fauret (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :

cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social:

620 000 F

Principaux associés de la société :

Société civile Les rédacteurs du Monde »,

Société anonyme des lecteurs du Monde,

Le Monde-Entreprises.

MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

> Administrateur général : Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :

Corédacteur en chef : Claude Sales.

PUBLICITE

5, rue de Montiessuy, 75007 PARIS Féi : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71 Télex MONDPUB 206 136 F

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS

BP 507 09

75422 PARIS CEDEX 09

Tél: (1) 42-47-98-72

399 F

762 F

954F 1009F 1404F

1m | 1200 F | 1380 F | 1800 F | 2530 F

ETRANGER:

Par voie aérienne

tarif sur demande.

Pour vous abonner

RENVOYER CE BULLETIN

accompagné

de votre règlement

à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL

3615 LEMONDE

code d'accès ABO

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

Adresse :

Pays:

Code postal: _____

6 mois 9 mois 1 am

972 F

1 337 F

THE FRANCE MENEUR

354 F

672 F

mission paritaire des journaux et publications, nº 57 437 ISSN : 0395 - 2037

Dates

Il y a cent vingt ans

La libéralisation de la presse

Maintes fois modifié, le régime de la presse en France a été défini par la loi du 29 juillet 1881, qui a fixé les règles du jeu entre le gouvernement et le quatrième pouvoir. Mais c'est un texte adopté le 11 mai 1868 — il y a ceut vingt ans — qui avait ouvert la voie à l'expansion de la presse politique.

ANS l'histoire de la presse fran-çaise, 1868 marque une double inflexion décisive. La loi du 11 mai, d'abord, marque le début d'une libéralisation qui s'épanouit ensuite sous la III République. A plus d'un titre, la loi du 29 juillet 1881 n'en fut que l'aboutissement logique, retardé seulement par les graves crises politiques des années 70. Ensuite, et c'est sans doute le plus important, le système mis en place par le Second Empire dans les années 1860 s'est accompagné d'une extaordinaire progres-sion du marché de la presse, alors que la loi de 1881 n'a entraîné aucun changement notable en la matière. De 1867 à 1880 le nombre des journaux quotidiens est passé de 78 à 272, et leur tirage global de 970 000 exemplaires à 2,8 millions : cette progression n'a d'équivalent dans aucun autre pays à l'époque. En desserrant la tutelle administrative sur les journaux, c'est la loi du 11 mai 1868 qui a permis ce formidable épanouissement.

> Le système des « avertissements »

Dès le coup d'Etat du 2 décembre 1851, le gouvernement de Louis-Napoléon Bonaparte avait ordonné, grâce à l'état de siège, une hécatombe de journaux. A Paris, leur nombre fut réduit de 52 à 13, et en province ne survécurent que les organes préfectoraux et cléricaux. Le décret du 23 février 1852 organisa la surveillance des feuilles survivantes. Le cautionnement — lourde charge financière (50 000 F pour un quotidien parisien, l'équivalent de 500 000 F de 1988) que peu de commanditaires pouvaient accepter de fournir aux journaux qui couraient le risque d'une amende ou de la suppression - fut maintenu, ainsi que le timbre à 6 centimes par exemplaire de quotidien ans les grandes villes, qui accr 25 % à 30 % le prix de l'abonnement et interdisait pratiquement la vente au numéro. L'autorisation préalable était rétablie, ce qui permettait aux préfets de refuser la création de feuilles hostiles et d'interdire le passage des feuilles dévouées dans le camp de l'opposition. Les débats parlementaires ne pouvaient être commmentés et devaient être présentés par la seule publication de leur résumé officiel. Sans rétablir la censure, le système des avertissements délivrés arbitrairement par l'autorité administrative aux feuilles qui avaient mécontenté le pouvoir permettait de contrôler fort efficacement le contenu des journaux : le premier était sans effet, le second entraînait une suspension brève, le troisième la sup-

Publications inoffensives

Commentant ce décret, Armand Bertin, directeur du Journal des débats, déclarait à un ami : - On dira ce que l'on voudra du décret, sauf que son auteur est une bête. Il me constitue surveillant des écarts de mon propre journal et fait de moi un fonctionnaire gratuit chargé d'empêcher les attaques contre la Constitution et de maintenir l'ordre au profit du gouvernement. - C'était le moyen le plus hypocrite et le plus efficace d'imposer aux journaux la plus conformiste des autocensures, et son efficacité fut telle qu'il fut peu employé : la simple menace d'un avertissement suffisait, le plus souvent, à ramener les directeurs de journaux dans les chemins du dévouement et à retenir la plume de leurs journalistes.

Le décret prévoyait aussi l'obligation pour les journaux de publier les communiqués que leur adressait l'administration pour rectifier leurs « erreurs » d'interprétation de la vérité officielle.

Sous l'effet de nombreux facteurs qui à la fois affaiblirent l'autorité du pouvoir et

tirèrent la vie politique de son long sommeil, le gouvernement fut contraint de lentement alléger la contrainte qu'il faisait peser sur les journaux. Il leur rendit, le 24 novembre 1860, le droit de commenter les débats du Corps législatif. Il autorisa la création de feuilles nouvelles, dont le Temps en 1861 et le Figaro en 1866, avec l'arrière-pensée d'affaiblir l'opposition en multipliant les organes rivaux.

Surtout, un des aspects les plus originaux et les plus habiles de la politique impériale fut de développer la diffusion de la presse non politique. Il s'agissait de satisfaire le besoin croissant de lecture des classes moyennes et populaires où le nombre des alphabétisés ne cessait de croître (53 % de conscrits illettrés en 1832, 27 % en 1870) en le détournant vers des publications idéologiquement inoffensives de littérature romanesque ou de vulgarisation culturelle. Une loi postale de 1856 permit la vente au numéro de ces journaux non politiques, donc bon marché parce que non « timbrés ». La surprenante réussite de cette politique fut celle du Petit Journal, quotidien à un sou de demi-format, et de ses imitateurs qui, en 1867, diffusaient cinq cent mille exemplaires par jour, deux

Le projet de loi, mis au point dès mars 1867, renonçait donc au régime préventif du contrôle arbitraire a priori par l'administration pour adopter le régime répressif du contrôle judiciaire a posteriori. Il rencontra l'hostilité farouche du personnel administratif de l'Empire autoritaire, en particulier de Rouher, ministre d'Etat, qui offrit sa démission, de Baroche, garde des sceaux, de l'impératrice et de la plupart des journalistes officieux à Paris on en province. Les libéraux y virent un progrès, certes insuffisant — ils demandaient le jury — mais significatif.

Une formidable effervescence

Le projet ne fut pas soumis à la délibération pendant la session de 1867. Il fut longuement discuté au Corps législatif du 19 janvier 1868 au 11 mars. Rouher fut contraint de défendre un texte dont il avait réclamé le retrait. Les libéraux exigeaient toujours le jury, la réduction du cautionnement, la liberté du colportage. Berryer, Thiers, Pelletan, Jules Faure, Jules Simon illustrèrent ces débats. Le

mépris » par un formidable succès : elle diffusa plus de 125 000 exemplaires. « Ce ne sont plus seulement les bohèmes de la finance, de la littérature ou de l'industrie, ce ne sont plus seulement les boutiquiers qui lisent la Lanterne, écrit Baroche ; les ouvriers l'achètent en grand nombre ; ils vont en attendre la distribution chez les libraires, dans les lieux de dépôt ; le pamphlet passe de mains en mains dans les ateliers. Le respect est toujours mélangé d'un peu de crainte : comment espérer que les masses conservent leur foi dans le prestige d'un souverain qu'on insulte impunément? »

Homiliath

Le gouvernement se révéla incapable de limiter cette montée de l'opposition: la répression judiciaire, relativement lente, se révéla inadaptée pour sanctionner des délits politiques. Certes les poursuites et saisies furent nombreuses. En 1868, on condamna 79 journalistes à quatre-vingtneuf mois de prison et à 121 000 F d'amende, en 1869, soixante-quatorze à soixante-neuf mois de prison et 46 000 F. Mais la répression n'intimida ni les journalistes opposants, ni l'opinion, puisqu'en 1869 Rochefort fut élu député de Paris et dirigea alors un journal franchement révolutionnaire, la Marseillaise.

Napoléon III tira la leçon des faits; il renvoya ses anciens ministres, appela Emile Ollivier au pouvoir. Celui-ci lui assura la victoire contestée du plébiscite de janvier 1870. Le 16 mai 1870, il déposait un projet de loi confiant au jury la sanction des délits de presse — qui ne put être voté car la guerre franco-prussienne éclatait en juillet.

Après le 4 septembre 1870, la République effaça les dernières traces du régime préventif: le timbre fut supprimé le 5 septembre, le cautionnement le 10 octobre. Le 12 octobre, on facilita la diffusion des journaux politiques en ballots, favorisant par là leur vente au numéro. La loi du 15 avril 1870 établit le jury, mais la loi du 6 juillet 1871 rétablit la correctionnelle et le cautionnement. Il fallut attendre le 8 février 1878 pour que le colportage soit définitivement débarrassé de la surveillance des autorités. La loi de 1881 rétablit définitivement le jury et supprima le cautionnement: les autres réformes libérales qu'elle confirma étaient depuis longtemps

PIERRE ALBERT,
Professeur à l'université de Paris-II.

★ OUVRAGES DE RÉFÉRENCE: Louis Grard, Napoléon III, Fayard 1986. La contribution de Pierre Guiral au tome 2 de l'Histoire générale de la presse française, PUF, 1969. Voir également la thèse inédite de l'Ecole des chartes de Philippe Vallas, la Presse politique parislenne après la loi de 1868.



Madame Anastasie par Gill.

fois plus que l'ensemble des quotidiens politiques parisiens. On avait donc alors créé un double marché de la presse : une presse populaire, bon marché, d'une grande inocuité politique, vendue au numéro, et une presse d'opinion, chère, réservée aux seuls abonnés ou aux cabinets de lecture.

Contrôle judiciaire

La montée de l'opposition libérale et républicaine, les échecs extérieurs affaiblissaient l'Empire. Napoléon III décida de changer de cap. Sa lettre du 19 janvier 1867 annonçait sa volonté de libéraliser le régime, cédant, en quelque sorte, à la revendication des « libertés nécessaires » formulées par Thiers au Corps législatif dès le 11 janvier 1864 et aux sollicitations de Persigny au Sénat, le 14 février 1866, en faveur des « libertés accessaires ». Elle annonçait qu'une loi serait proposée « pour attribuer aux tribunaux correctionnels l'appréciation des délits de presse et supprimer le pouvoir discrétionnaire du gouvernement ». projet voté par 240 voix pour, I contre et quelques dizaines d'abstentions au Corps législatif, reçut le 8 mai la sanction du Sénat et fut promulgué le 11 mai. La loi maintenait le cautionnement, le timbre (réduit de I centime). la réglementation du colportage et laissait à l'administration le droit d'interdire la vente des journaux sur la voie publique. Elle supprimait le système des avertissements et l'autorisation préalable : une simple déclaration suivie du versement du cautionnement suffisait désormais pour fonder un journal.

La nouvelle loi entraîna une formidable effervescence dont les autorités n'avaient prévu_ni l'ampleur ni la portée sur l'opinion. En trois ans, le nombre des journaux doubla en province, 19 quotidiens nouveaux, sans parler d'une vingtaine d'hebdomadaires politiques, parurent à Paris, dont le Rappel, inspiré par Victor Hugo, le Français, orléaniste, et le Gaulois, modéré. A Paris et en province, les tirages de la presse politique doublèrent. Les nouvelles feuilles se situèrent majoritairement à gauche et le succès à Paris alla aux titres de l'extrême gauche. Le ton de ces journaux surprit par sa violence et la Lan-terne, pamphlet hebdomadaire d'Henri Rochefort, inaugura la « révolution du

Rendez-vous

Dimanche 8 mai. - Equateur : second tour de l'élection présidentielle.

RFA : élections régionales dans le

Lundi 9 mai. — *Canada* : visite de la reine Béatrix des Pays-Bas. *Bolivie* : visite de Jean-Paul II,

Mardi 10 mai. — Danemark : élections générales anticipées, Roumanie : visite de M. Gromyko.

Mercredi 11 mai. -- Ganève : Nouvelle rencontre entre M. Shuitz et M. Chevardnadze (jusqu'au 12).

Autriche : congrés extraordinaire du Parti socialiste.

Chili : grève générale à l'appel du Commandement national des travailleurs.

Vendredi 13 mai. — Iran : deuxième tour des élections législatives.

Samedi 14 mai. – Pérou : visite du pape Jean-Paul II à l'occasion du Congrés eucharistique international (jusqu'au

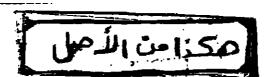
Dimanche 15 mai. - Afghanistan : début du retrait des troupes soviéti-

8 MAI
LA NUIT PRÉSIDENTIELLE

avec IPSOS et SE MONTE ELECTION
36.15 LM

8 MAI
LA NUIT PRÉSIDENTIELLE

avec Le Monde et IPSOS
ELECTION
36.15 LEMONDE



Etranger

Après la libération des otages français au Liban

La France mise en observation par ses alliés occidentaux

Pas de contrepartie mais des intérêts. A en croire une source autorisée ouest-allemande qui s'est confiée vendredi 6 mai à l'agence Reuter, la seule concession du gouvernement français à l'Iran en échange de la libération des trois derniers otages français du Liban, Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, aurait été l'acceptation de rembourser entièrement le prêt iranien au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), assorti d'intérêts réclamés par Téhéran, mais toujours refusés – jusqu'à ces derniers jours – par Paris (le Monde du 7 mai).

A l'origine de cette révélation se trouve, toujours selon cette source allemande, M. Jean-Bernard Raimond lui-même. Le ministre français des affaires étrangères aurait fourni ces explications lorsqu'il a reçu, jeudi au lendemain de la libération des trois otages, les ambassadeurs de RFA, de Grande-Bretagne, d'Italie et des Etats-Unis, les représentants de quatre pays ayant des ressortissants toujours retenus en otage au Liban.

24 24 24

+_==;*

Rendez-voli

L'ambassadeur américain, M. Joe Rodgers, a, pour sa part, eu droit à un traitement de faveur, puisqu'il a également été reçu, ce même jeudi, par M. Charles Pasqua, principal artisan des tractations ayant mené à la libération de Marcel Carton, Marcel Fontaine et Jean-Paul Kauffmann, via l'« équipe Marchiani» — du nom de M. Jean-Charles Marchiani, ancien agent secret et proche collaborateur du ministre de l'intérieur.

Des explications apaisantes

Reste à savoir si les explications de MM. Raimond et Pasqua ont réussi à apaiser les inquiétudes des Occidentaux — et plus particulièrement des Américains — sur les conditions exactes de la libération des otages français. Il semblerait que Washington ait décidé de garder la France en « observation » pendant encore quelque temps. « Nous prenons note des déclarations françaises à ce propos et nous surveillerons avec attention tout développement futur », a ainsi déclaré le porte-parole du département d'Etat. « Nous serons particulièrement sensibles à toute action pouvant être interprétée comme une récompense aux preneurs d'otages », a ajouté M. Redman.

M. Kedman.

Celui-ci a en outre relevé que le gouvernement français avait publiquement remercié l'Iran et que ce dernier pays « s'était attribué le mérite » de la libération des otages. « Ceci démontre une fois de plus que l'Iran exerce une influence substantielle sur les preneurs d'otages, et la question demeure à présent de savoir ce qui a amené le gouvernement iranien à user de son influence », a conclu M. Redman.

Ministres français, proches de M. Chirac et membres de l'équipe Marchiani se sont pour leur part relayés vendredi pour démentir avec l'éville de l'évi

force — à deux jours du deuxième tour de l'élection présidentielle qu'une quelconque rançon ou autre contrepartie ait été versée à l'Iran ou aux ravisseurs libanais.

De son côté, M. Mitterrand a indiqué, vendredi, avoir « contribué à parvenir » à la libération des otages. « Il n'y a pas de distinction entre le gouvernement et moi dans une matière aussi sensible » que le problème des otages, a-t-il simplement dit dans un entretien à TF I.

En tout état de cause, l'épouse de Michel Seural, enlevé en même temps que Jean-Paul Kauffmann et décédé en détention, s'est montrée révoltée par l'attitude des autorités françaises. D'une part, a déclaré man Mary Seurat, M. Chirac a publiquement « remercié » les « assassins » de son mari. D'autre part, elle a qualifié de « manipulation psychologique » les déclarations de Jean-Paul Kauffmann selon lesquelles Michel Seurat serait mort d'un cancer. Elle a accusé les auto-

rités d'avoir soufflé cette explication

au immaliste. . Pourouoi m'a-t-on

menti sans arrêt? », s'est-clic écrié sur le plateau de la Cinq.

Par ailleurs, le mystère s'est dissipé autour de l'identité de cet « ami de la France et de l'Iran », si chaleureusement remercié, jeudi, par M. Chirac pour son rôle dans la libération des otages. Il s'agit, indiquet-on de très bonne source, d'un homme d'affaires chiite libanais de Côte-d'Ivoire, M. Najib Zaher, dont le nom avait déjà été cité lors de la libération d'autres otages français.

Y. H.

Les conditions de détention de MM. Carton, Fontaine et Kauffmann

Humiliations, chaînes, simulacres d'exécution : trois ans de cauchemar

La volonté de lutter, la foi en Dicu, la conviction d'être libre un jour, ont permis à Jean-Paul Kauffmann, l'un des trois otages français libérés mercredi dernier à Beyrouth, de tenir le coup tout au long d'une captivité de plus de trente-cinq mois extrêmement éprouvante. « Dieu m'a protégé. Je n'ai jamais coulé, jamais vraiment désespéré. Je savais que j'allais m'en sortir. Quand je me sentais découragé, je priais et, le lendemain, quelques petits signes me permettaient de remonter la pente», a déclaré à l'AFP le journaliste, à l'hôpital parisien du Val-de-Grâce, qu'il a quitté vendredi 6 mai, de même que Marcel Carton et Marcel Fontaine.

« Longtemps non pratiquant, je suis aujourd'hui imbattable sur la Bible, ajouto-t-il avec un sourire. Sa relecture avec des yeux neufs m'a permis de découvrir un ouvrage proprement révolutionnaire. Avec Gaerre et paix de Tolstol, que j'ai lu entièrement vingt et une fois, la Bible a constitué un réconfort permanent.

Pourtant, même si ses geôliers, à l'exception des deux derniers mois, lui ont régulièrement fourni des lectures plus ou moins intéressantes — il avoue en riant avoir « dévoré avec appétit » de nombreux titres de la collection à l'eau de rose « Harlequin », — la vie quotidienne, entrecoupée de nombreux « déménagements » — dix-huit au total, — fut loin d'être une sinécure.

Jean-Paul Kauffmann précise ainsi qu'il a vécu dans la lumière artificielle pendant vingt-sept mois.

« Il n'y avait pas vraiment de journée type, tant nos lieux d'hébergement ont changé, poursuit-il. Il n'y avait pas d'avantages acquis, si j'ose dire. Chaque fois que nous déménagions, il fallait renégocier nos conditions de vie. Le moindre changement avait un retentissement considérable sur notre existence et notre moral. Une tasse de café était une véritable fête. Une bouteille de Pensi-Cola. boisson que i'avais

interdite à mes enfants et qu'on maintes nous offrait deux ou trois fois par mois, était un cadeau du ciel... ront en

Comme partout ailleurs, j'imagine, certains de nos geôliers étalent très humains, mais dans un contexte très dur », souligne le journaliste français. « Il y avait un Abou Hassan qui ne parlait pas un mot de français mais qui était attentif, prévenant, toujours de bonne humeur, ce qui n'était pas le cas de beaucoup de ses comparses, très instables, parfois pervers. La plupart n'arrivaient pas à se tenir à une position médiane. Le meilleur alternait avec le pire pour des raisons qui nous échappaient. »

« Tuez-moi, tuez-moi!»

Jean-Paul Kauffmann cite le cas d'un certain Ali, dont le comportement frisait la cruauté : • Il nous laissait dans la saleté, car pour lui nous étions impurs. Il ne cessait de multiplier les humiliations, sans parler d'un simulacre d'exécution, en juin 1987, particulièrement éprouvant. La première année, et surtout les premières semaines, ont été les plus dures, car j'ai mis du temps à me mettre dans la peau d'un prisonnier. Le privilégié de naguère était brutalement plongé dans l'enfer de Dante. Ils essayaient de nous infantiliser; ils nous dépossédaient de tout, y compris de notre prénom. » Le journaliste explique que ses ravisseurs leur avaient choisi chacun un prénom : Habib, pour Marcel Carton; Najib, pour Marcel Fontaine, et Labib pour lui-même... Il y a deux mois seulement que ses

Exception faite de la maladie atroce de Michel Seurat, l'un des pires souvenirs de Jean-Paul Kauffmann remonte au début de 1987, quand les Syriens sont entrés à Beyrouth. Pris de court, ses ravisseurs, comme ils l'avaient déjà fait à

ôliers l'ont à nouveau appelé Jean-

maintes reprises, l'ont - momifié - avec des bandes de sparadrap et l'ont enfermé dans une sorte de cercueil bricolé sous la caisse d'un camion

• Il leur fallait une bonne quinzaine de minutes pour fixer les boulons. Avant de partir, nous devions jurer d'être silencieux à chaque arrêt du véhicule sous peine d'être exécutés. D'habitude, les trajets duraient peu de temps, mais cette fois-là, nous nous sommes rendus au Liban sud, et le déplacement a duré trois heures. La chaleur de la tôle était telle que j'ai eu les jambes légèrement brûlées. L'odeur de gazet d'essence était étouffante. Ils me disaient : « Si tu continues à crier, » on va te tuer. » Et je répondais : « Tuez-moi, tuez-moi, ça m'est » égal. « C'est la seule fois où je me suis vraiment moqué de ma propre mort », dit-il.

De son côté, Marcel Fontaine a déclaré que les pires moments de sa détention au Liban ont été les simulacres d'exécution. Il a raconté ces seènes canchemardesques au micro d'Europe !. Il s'est vu accusé d'être, « un espion français travaillant pour la CIA ou les Israéllens ». « Le tribunal vous a condamnés, vous étes exécutés ce soir », se souvient-il. « Ils m'ont mis une cagoule et m'ont mis face au mur », poursuit M. Fontaine. « Alors il y en a un qui mettait un pistolet sur la nuque et l'autre qui tirait par-derrière », ajoute-t-il.

M. Fontaine a également précisé qu'ils étaient enchaînés « jour et nuit », et la nuit « pour dormir on enlevait le bandeau, mais il faisait le bandeau pour se chauffer les oreilles », raconte-t-il. Toutefois, « les derniers six mois, avant d'être libéré, j'étais très bien détenu », ditil, « j'avais un appartement, on me faisait mon lit, on passait l'aspirateur, et on m'amenait à déjeuner ». Ce qui m'a aidé à tenir, quand j'avais la télévision, c'était « L'école des fans » et « Champs-Elysées » de Michel Drucker », poursuit-il.

LIBAN

Combats meurtriers entre miliciens chiites dans la banlieue sud de Beyrouth

De très violents combats opposaient, le samedi 7 mai, et pour la deuxième journée consécutive, les deux milices chiites Amal et Hezbollah (intégristes pro-iraniens). Depuis environ cinq heures, le bruit de la canonnade était entendue dans les différents quartiers de Beyrouth-Ouest, et les secouristes ont affirmé ne pas pouvoir évacuer les blessés en raison des tirs.

BEYROUTH

de notre envoyée spéciale

La très vive tension qui règnait depuis trois mois entre les deux mouvements qui se disputent le contrôle de la communauté chiite a dégénéré. C'est la première fois que des affrontements de cette ampleur - selon un bilan provisoire, il y a déjà seize morts et des dizaines de blessés - opposent aux portes de Beyrouth-Ouest, où est déployée l'armée syrienne, les miliciens des deux mouvements. Les troupes de Damas, qui contrôlent tons les accès à la banlieue sud, n'y ont jamais pénétré.

Amal et le Hezbollah se sont rejeté la responsabilité du début des combats. Ils ont commencé à l'aube de vendredi, après qu'un incident, qualifié tout d'abord d'a individuel a, eut fait quatre morts, trois miliciens d'Amal et un du Hezbollah. Immédiatement, les partisans des deux bords se sont déployés dans toute la banlieue sud et ont dressé des barrages avant de s'affronter à l'arme automatique, au lanceroquettes puis bientôt au canon et, enfin, au mortier. Les deux milices comptent chacune environ cinq mille hommes dans cette banlieue surpeuplée où vivent, dans des conditions précaires, quelque trois cent mille chiites.

Les combats ont été particulièrement violents dans les quartiers de Bir-el-Abed, place forte du Hezbol-ah, de Havy-Madi, où se trouve une caserne de ce mouvement, et à Haret-Hreik. C'est dans ce quartier notamment que seraient détenus la plupart des quinze otages occidentaux encore prisonniers au Liban. Les appels au calme lancés par des religieux, délégués par l'ambassade d'Iran, sont restés lettre morte toute la journée. Et les comités mixtes mis en place sous les auspices de l'Iran, après la mission de médiation entreprise par l'ayatollah Jallati pour

régler » par le dialogue » le conflit Amal-Hezbollah, ne se sont pas même réunis. Ce n'est qu'en fin de soirée qu'un bref cessez-le-feu a été obtenu, après une réunion à l'ambassade d'Iran entre les délégués d'Amal ainsi que ceux du Hezbollah et l'ambassadeur d'Iran à Beyrouth.

Polémique autour de la bataille de Maïdonn

Cette siambée de violence est intervenue au lendemain de la vive polémique qui oppose le Hezbollah à Amal au sujet de la bataille de Maïdoun, petit village chiite de la Bekaa-Ouest, occupé, après de sanglants assontements, par l'armée israélienne qui l'a rasé maison par maison mercredi et jeudi. Le Hezbollah et Amal se disputent la paternité de cette bataille, dans laquelle le mouvement intégriste a perdu quinze hommes.

Dans un discours à Baalbek, au cours de l'enterrement de douze d'entre eux, le cheikh Ibrahim Al Amine, porte-parole du Hezbollah, a mis en cause le mouvement Amal, sans toutefois le nommer, en déclarant que seuls les intégristes avaient défendu Maïdoun, «théâtre de guerre et non de fuite». Il a toutefois affirmé, alors que les affrontements se déroulaient déjà dans la banlieue sud: « Nous ne voulons pas nous perdre dans les méandres des conflits et des complots internes, et nous ne voulons pas porter les armes contre quiconque à l'intérieur

Il ne fair pas de doute que la résistance du Hezbollah contre l'armée israélienne, qui a perdu trois hommes, dont un officier, à Maïdoun, base de la résistance islamique, a donné une brusque impulsion au mouvement intégriste, encore sous le coup de sa défaite dans le sud du Liban.

La bataille engagée dans la banlieue sud de Beyrouth revêt une importance d'autant plus grande que celle-ci constitue le principal fief du Hezbollah dans la capitale libanaise où il est en liaison directe avec l'ambassade d'Iran, que le sort des otages occidentaux encore détenus par les pro-Iraniens peut être mis en cause et que, enfin, l'armée syrienne campe à toutes les entrées de la banlieue.

FRANÇOISE CHIPAUX.

ISRAËL

Washington proteste contre l'expulsion d'un Palestinien de citoyenneté américaine

M. Moubarak Awad, militant palestinien de la non-violence dans les territoires occupés, a œuvré « contre l'existence même de l'Etat d'Isroël de concert avec les organisations terroristes palestiniennes », a indiqué, le vendredi 6 mai, un

communiqué officiel de la présidence du conseil à Jérusalem. M. Awad, Palestinien de citoyenneté américaine, qui est frappé d'un ordre d'expulsion signé par le premier ministre Yitzhak Shamir (le Monde du 7 mai), est actuellement incarcéré au quartier général de la police israélienne de Jérusalem, où il a reçu, vendredi matin, la visite de ses avocats et de son

Ses avocats, Mª Jonathan Kuttab et Abraham Gal, ont déclaré qu'ils feraient appel au nom de leur client devant la Cour suprême d'Israël contre la décision de M. Shamir. La Cour devait se prononcer dimanche sur cette affaire, a-t-on indiqué de sources judiciaires.

Dans le communiqué officiel de la présidence du conseil israélien, il est dit notamment que M. Awad se trouve « en situation illégale depuis le 22 novembre 1987 », son visa de séjour en Israél ayant expiré à cette date et les autorités israéliennes ayant refusé, depuis, de le lui renou-

Les Etats-Unis se sont élevés contre cette mesure. « Nous avons protesté contre ce ordre d'expulsion aux niveaux les plus élevés du gouvernement israélien », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman. Il a fait valoir que M. Awad ne devrait passètre forcé de partir sans avoir eu droit a être entendu par la justice. M. Redman a noté que M. Awad est un citoyen américain né à Jérusalem « qui prône la non-violence et la réconciliation entre Palestiniens et Israéliens ».

Il a rappelé l'opposition du gouvernement américain aux mesures d'expulsion, estimant qu'elles ne font qu'« approfondir le ressentiment » entre les deux communautés,

Le porte-parole a toutefois évité de se prononcer sur le bien-fondé des accusations portées contre M. Awad, précisant que, « si le gouvernement israélien pense que M. Awad s'est livré à des activités illégales », ce dernier devrait néanmons être soums à un processus judiciaire « complet et public pour pouvoir se défendre ». — (AFP.)

Afrique

BIBLIOGRAPHIE

« Un Français en apartheid », de Pierre-André Albertini

Le voyageur engagé

En octobre 1986, un jeune coopérant français de vingt-six ans est arrêté par la police du Ciskel, un bantoustan sud-africain pseudo-indépendant. Libéré un an plus tard à la suite d'un mouvement d'opinion en France et dans le cadre d'un échange de prisonniers à l'initiative de Paris, accepté par l'Angola et l'Afrique du Sud, Pierre-André Albertini livre aujourd'hui son témoignage. Attention! prévient-il modestement dans la préface, « je ne suis pas le héros de ces pages [...], je ne suis qu'un témoin ». L'auteur ne précise pas qu'il est « engagé », mais les premières lignes de son ouvrage ne laissent aucun doute à cet égard.

Pour le Congrès national africain, l'ANC, qui est interdit en Afrique du Sud et qui constitue le principal mouvement armé contre l'apartheid, Pierre-André Albertini revendique haut et fort avoir • servi de courrier, transmis des messages et transporté des armes •. C'est pour cela qu'il fut arrêté, mis au secret et torturé – chambre à air sur la bouche – par la police du bantoustan. Et c'est pour avoir refusé de témoigner contre ses amis noirs arrêtés en même temps que lui – et, eux, lourdement frappés – qu'il fut condamné à quatre années de prison.

Fils de militants communistes, pigiste à Révolution, P.-A. Albertini

n'a certes pas débarqué à l'université noire de Fort-Hare comme un nouveau-né dans l'antre du diable. Il le dit lui-même : si les fonctionnaires du ministère français de la coopération n'avaient pas la moindre idée de l'endroit où se trouve le Ciskei – ce qui est tout de même inacceptable de la part d'une administration aussi spécialisée que celle-là, — lui savait très bien » où il allait « Je ne suis pas un militant, mais j'ai des convictions », écrit-il, et c'est tout naturellement que le jeune homme officiellement chargé d'enseigner la langue de Molière aux Noirs deviendra « porteur de valise » pour le compte de l'ANC.

On lui en saura d'autant plus gré d'avoir su éviter le recours systématique à la « langue de bois » et d'avoir livré un ouvrage plutôt sobre dans sa forme et même parfois émouvant. «Un Français en apartheid n'est pas un livre de propagande », affirme l'éditeur au dos de la jaquette.

En effet, pour sa plus grande partie le texte s'apparente à un reportage vivant et plein de ferveur dans
un monde finalement assez peu
connu et dédié corps et âme à la
lutte contre un système inique. Les
militants noirs portraiturés avec
amour et admiration par Albertini
ne ressemblent en rien aux « terroristes » décrits quotidiennement par

la propagande gouvernementale de Pretoria. Ce sont des hommes de chair et de pensée qui ne sont peutêtre pas aussi angéliques que leur compagnon blanc veut le croire, mais qui se battent pour survivre dans un environnement sans pitié.

L'Afrique du Sud est en

guerre », affirme l'auteur, ce qui estvrai si l'on considère que la guerre sévit partout où des hommes affrontent la répression pour acquérir leur dignité, et faux au sens littéral du terme. En réalité, et c'est l'un des drames de l'ANC, après soixantedix ans d'existence et plus de vingt années de lutte armée, personne ne peut même prétendre que le pays est en situation pré-insurrectionnelle généralisée. Au total, le problème sud-africain est trop complexe pour tenir dans les deux cent cinquante pages signées par un généreux et passionné coopérant français dont l'analyse exhaustive n'était d'ailleurs pas l'ambition.

Pour le boycottage total

La question sud-africaine ne se résume en aucun cas à une lutte entre des . bons Noirs . et des . méchants Blancs . P.-A. Albertini affirme en substance la même chose dans sa préface. Pourtant, sauf le respect dû à celui qui a ris-

qué sa vie et sa liberté pour aider une cause juste d'une manière jugée par lui appropriée, on se serait bien passé des clichés par trop simplistes du genre « les Blancs sont mal habillés, aucun style, aucune tenue, aucune classe », alors que les Noirs, eux., « même les plus démunis, sont élégants ».

L'ouvrage est ainsi émaillé de petites connotations anti-Boers qui contredisent le credo de l'ANC selon lequel « l'ennemi n'a pas de couleur ». Il ne faudrait pas qu'emporté par sa passion et sa haine des Boers, ces « paysans » responsables de tous les maux sudafricains selon Albertini, il désigne la nation afrikaner tout entière à la vindicte de ses lecteurs. Ces anglophones, qui représentent environ 35 % des Blancs sud-africains, et contre qui l'auteur s'abstient, en revanche, de toute critique, ne sont pas seulement, comme il dit, « les otages de l'apartheid », ils en sont aussi, économiquement, les principaux bénéficiaires.

Dernière réserve sur le contenu politique de l'ouvrage : Albertini avoue ne pas comprendre comment un gouvernement socialiste a pu, en 1981, conclure un accord de coopération culturelle avec « le régime fasciste et raciste » de Pretoria. Lui milite pour un boycottage total et complet des échanges culturels avec

ce pays, mais regrette en même temps que, d'après un sondage de l'Humanité, les deux tiers des Français aient ignoré encore en 1984 jusqu'au nom de Nelson Mandela. Deux questions sur ce sujet : faut-

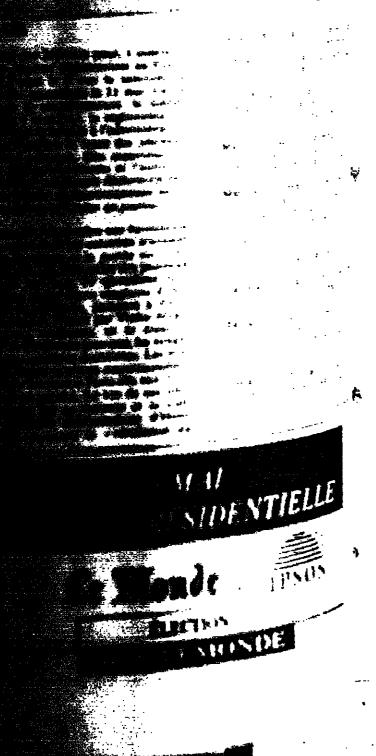
il bannir des scènes françaises de music-hall un Sud-Africain du cru comme Johnny Clegg, qui popularise mieux que personne la lutte anti-apartheid sans porter le drapeau de quiconque? Et fallait-il interdire à Pierre-André Albertini de se rendre au Ciskel pour écouter, lutter et enfin lancer un utile pavé dans une vitrine de l'apartheid?

PATRICE CLAUDE.

* Un Français en apartheid, de
Pierre-André Albertini. Gallimard, collection - Au vif du sujet -, 85 F.

 ALGÉRIE: la profanation de la synagogue, « acte crapuleux », selon les autorités. — Huit adolescents, âgés de quatorze et quinza ans, ont été arrêtés après la profanation de la synagogue d'Alger (le Monde du 7 mai).

« L'enquête de police indique que le vol a été le seul mobile de cet acte. Plusieurs objets dérobés ont été récupérés chez un receleur » et « les autorités algériennes condamnent cet acte crapuleux », écrit l'agence Algérie Pressa Servica, le vendredi 6 mai. — (AFP.)



Europe

DANEMARK: les élections législatives anticipées du 10 mai

Le gouvernement de M. Schlüter fait de la fidélité à l'OTAN l'enjeu central du scrutin

Le chef du gouvernement minoritaire de stre-droit, M. Poul Schlüter, avait décidé

le 19 avril de dissoudre la Chambre, cinq

jours après le vote par l'opposition de gau-

Pour la seconde fois en huit mois, les ois vont se rendre aux urnes. Le 10 mai, ils éliront cent soixante-dix-neuf députés à l'Assemblée nationale - le Folketing. Douze partis, contre seize l'année dernière, présentent des listes, et l'issue du scrutin est, comme d'habitude dans ce pays où l'ins-tabilité est chronique, particulièrement incertaine.

che et les radicaux d'une résolution de nature, selon le premier ministre, à « isoler le Danemark au sein de l'OTAN ». Aux termes de ce texte, le gouvernement doit adresser aux capitaines des navires de

mouillant dans les ports danois une lettre rappelant que *« le Danemark n'accepte pas* le passage dans ses eaux territoriales de bâtiments équipés de missiles nucléaires ». Cette résolution avait aussitôt provoqué de vives réactions tant à Londres et à Washington qu'au quartier général de l'alliance atlantique à Bruxelles.

COPENHAGUE de notre envoyé spécial

C'est pratiquement la première nis depuis le début du siècle qu'une campagne électorale au Danemark porte sur des questions de politique étrangère, de défense et de sécurité. Habituellement, ce sont les problèmes économiques, les querelles sur les impôts les plus lourds d'Europe et les réformes sociales qui dominent le débat politique. A l'évidence, la discussion autour de cette fameuse résolution durcissant la politique antinucléaire danoise ne me pas les électeurs.

Huit mois après les dernières législatives, les partis ne se sont pas lancés dans une nouvelle et coûteuse opération d'affichage, au demeurant toujours discrète ici. Dans certains milieux politiques, on se demande si ces élections s'imposaient vraiment. Néanmoins, deux partis peuvent en tirer profit à gauche, les socialistes du peuple, qui ne cessent de grigno-ter des voix à un Parti social-démocrate divisé et en déclin depuis dix ans; à l'extrême droite, les . progressistes - qui veulent expulser manu militari du Danemark « tous les musulmans et les réfugiés de complaisance ». Le royaume ne doit pas devenir « un nouveau Liban » ou pas devenir « un nouveau Liban » ou quelque « bureau d'assistance et d'aide sociale » pour le monde entier. Ce discours populiste à souhait, accompagné d'une déclaration de guerre contre le fisc, « paye » aussi au Danemark, et le Parti du progrès devrait, selon les sondages, réaliser un score supérieur aux 4,8 % des suffrages de sentembre 1987.

des suffrages de septembre 1987. Le « trèfle à quatre feuilles », autrement dit le gouvernement qua-dripartite de centre-droit minoritaire

de M. Poul Schlüter, vent faire de ce scrutin une sorte de référendum sur l'OTAN et la «pleine apparte-nance du Danemark à l'alliance atlantique». En fait, il estime que la «résolution» du 14 avril a été la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. C'était en effet la vingt-

troisième fois depuis son arrivée au pouvoir à l'automne 1982 que la coalition était mise en minorité au Parlement sur des questions de politique étrangère par une opposition de matiquement la stratégie de l'OTAN, le déploiement des euro-missiles, les dépenses d'infrastructure, etc. A vingt-deux reprises, M. Schlüter, estimant qu'il s'agissait de manœuvres tactiques de la part de sociaux-démocrates prêts à tout pour revenir aux affaires, a refusé de démissionner. Mais le mois dernier « les limites du supportable étalent dépassées », et cette lettre, rappelant la politique antinucléaire danoise, qui devait être remise aux capitaines des bateaux de guerre alliés, mettait en péril à ses yeux la position de son pays au sein de l'OTAN. L'alliance atlantique a toujours eu pour principe de ne fournir aucune information sur le type d'armement - nucléaire ou conventionnel - qui équipe ses navires.

Inquiétude des alliés

Compte tenu de la position stratégique du Danemark, à l'entrée de la Baltique, la résolution n'a guère été appréciée à Washington, Londres, Bonn et Oslo. Les Britanniques, qui doivent venir renforcer l'armée danoise en temps de crise avec les 13 500 hommes de leur • force

pourent à l'avenir effectuer des manceuvres dans les détroits et le Skaggerak. Les Norvégiens commencent à s'inquiéter pour la défense du sud de leur pays, de même que les Allemands pour le nord et l'est de leur territoire. Du côté américain, on souligne que ces divisions au sein de l'alliance ne peuvent que faire le jeu des Soviétiques. Le fait que les députés danois rechi-gnent à augmenter substantielle-ment les crédits militaires, comme le souhaite le gouvernement afin de moderniser les matériels, ne fait qu'ajouter à la confusion actuelle.

Le Danemark est un pays profon-dément pacifique, où l'on a long-temps considéré un peu nalvement que « la meilleure désense est une société homogène et harmonieuse. Plus de 60% de ses habitants sont favorables à l'OTAN, mais, selon le premier ministre conservateur et ses feuilles » (libéraux, centristes démo-crates, chrétiens populaires), cette appartenance doit être « à part entière » et non « symbolique ». En d'autres termes, les Scandinaves doivent respecter leurs engagements et ne pas seulement profiter des avan-tages de l'OTAN. - Bien sûr, déclare le ministre des affaires étrangères, M. Ellemann-Jensen, nous sommes pour la paix et le désarmement, mais un petit pays comme le nôtre ne peut prendre d'initiatives unilatérales. Ces initiatives pour le désarmement nucléaire, august pour sommes nucléaire, auquel nous sommes attachés, doivent être décidées en concertation avec nos alliés. Seuls, nous ne sommes pas crédibles. » Comme le dit un sociologue de l'uni-versité de Copenhague : « Les petits

pays qui n'ont pas de poids écono-

ouvriers, qui étaient trois mille

chez eux. Mais, selon Solidarité, dix

des douze mille employés des chan-tiers sont prêts à se mobiliser « en

Aux aciéries de Nowa-Huta, la

situation est beaucoup plus confuse. Les autorités indiquent que les acti-

vités n'ont que * partiellement » repris en dépit de la brutale inter-

vention, jeudi, des forces de l'ordre. Plusieurs ouvriers ont été déférés, vendredi, devant des tribunaux de

simple police. Les premières condamnations rendues publiques témoignent d'une grande sévérité :

tennognem d'une grande sectife ; entre deux semaines et un mois de prison ferme ou 80 000 zlotys d'amende, soit l'équivalent d'environ

M. Bogdan Lis, membre de la direction nationale de Solidarité, a

été condamné, vendredi, à Gdansk,

à trois mois d'emprisonnement pour • incitation à la grève •. Les respon-

sables du syndicat dissous pour la région de Varsovie ont appelé, le

6 mai, tous les ouvriers des entre-prises de la province à entreprendre

des - actions de protestation - pour soutenir les grévistes de Gdansk et

Nowa-Huta. L'agitation continue se développer par ailleurs dans le milieu étudiant à Gdansk, Cracovie,

De son côté, l'épiscopat polonais a

officiellement annoncé, vendredi,

tion qui s'étaient rendues, sous son

patronage, à Nowa-Huta et à

Gdansk pour tenter de trouver une

A Londres, le Foreign Office a

appelé le gouvernement polonais à

recourir - à la persuasion et au dia-

logue plutôt qu'à la coercition et à

la répression - dans la situation actuelle. En France, les confédérations CFDT, CFTC, CGC, FO et

FEN protestent dans un texte com-mun qui a été remis, le 6 mai, à

l'ambassade de Pologne à Paris - contre l'attitude du pouvoir polo-

nais qui essaye, par une répression

brutale, d'écraser les grèves - et

souhaitent que celui-ci - entame des

négociations avec les comités de grève ». – (AFP, Reuter.)

l'échec des deux missions de média

Lublin, Varsovie et Wrocaw.

solution aux conflits.

deux mois de salaire en Pologne.

cas d'urgence •.

mique ou politique n'ont plus qu'un

A gauche, les sociauxdémocrates, qui ne prévoyaient sans doute pas les dégâts que causerait leur résolution • anodine », accusent le gouvernement de faire « un big show de petits détails » et d'appeler à son secours Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Sur leurs affiches, on peut lire: «Ce ne sont pas eux qui décident pour vous. Le Dane-mark décide lui-même! » Selon le leader du PSD, M. Svend Auken, il s'agissait « simplement » de rappe-ler aux alliés une politique appliquée depuis trente ans. Incontestable-ment, le parti fait sur ce point mar-che arrière à l'approche du scrutin et veut éviter « une crise dans les relations avec l'OTAN ». En fait,

terrain pour se faire remarquer : celui de la morale et des principes

par l'aile gauche de son parti emme née par l'ancien premier ministre M. Anker Jörgensen. Dans cette campagne, les sociauxdémocrates préférent parler des vrais problèmes cruciaux qui préoccupent les Danois », à savoir la dégradation de la situation économique et le chômage, qui est de l'ordre de 8 %.

M. Auken était personnellement

favorable à un compromis avec le

gouvernement, mais il a été débordé

Quel gouvernement?

Le thème de la « pleine apparte-nance à l'OTAN » doit normalement favoriser les quatre partis de la coalition, tandis que le « non aux armements nucléaires », une ques-tion en quelque sorte subsidiaire, et l'emploi avantagent les formations de gauche. Au soir des élections de mardi prochain, la situation parlementaire danoise risque d'être encore plus confuse que dans l'Assemblée sortante. Le • trèfle à quatre feuilles, au pouvoir depuis plus de cinq ans et qui ne contrôle que 70 des 179 sièges du Folketing, paraît en effet un peu fatigné. L'entente laisse à désirer entre conservateurs, libéraux, centristes démocrates et chrétiens populaires. Des divergences de plus en plus nettes se manifestent sur l'orienta-tion de la politique économique, la politique agricole et l'aide au tiersmonde. Par ailleurs, les chrétiens populaires ne sont pas sûrs d'obtenir le 10 mai les 2 % de voix nécessaires pour siéger au Parlement.

L'incertitude plane également à gauche, où les socialistes du peuple, forts de leurs 14,6 % des suffrages aux élections de septembre dernier, rêvent de former une coalition rouge > avec les sociaux-démocrates. Ils multiplient les avances et les concessions, en acceptant par exemple du bout des lèvres l'OTAN et le Marché commun qu'ils rejetaient catégoriquement voici quelques années. Les sociauxdémocrates demenrent très prudents et choisiraient sans doute, en cas de

victoire, de constituer un cabinet minoritaire homogène. Une fois de plus, il est probable que le Parti radical (6,2 % des voix en 1987) jouera un rôle-clé entre les deux blocs de force sensiblement égale, au lendemain de la consulta-tion. Champion du pacifisme, de la coopération internationale et du compromis sur la politique étran gère, ce parti desire que son conduise M. Niels Helveg Petersen, conduise les négociations sur la formation du futur gouvernement, qui pourraient cette fois être longues...

Elections superflues ? Beaucoup le pensent à Copenhague. Durant la campagne, on a parlé de l'OTAN, de la politique antinucléaire danoise, des armements atomiques britanni ques et américains, de M™ Thatcher et de Ronald Reagan, qui veulent • imposer leur loi aux Danois -. Pas un mot en revanche des navires soviétiques porteurs d'armes nucléaires qui naviguent dans les caux internationales au large des cotes danoises...

ALAIN DEBOVE.

(Publicité) -

JOBERT: « LA FRANCE DANS LA NASSE » L'ev-chef de la diplomante montre comment aberrations, contradictions et erreurs de calcul ont mené Paris à l'impasse, dans le

Dans le numéro de mai d'ARABIES en kiosques et en librairies 78, rue Jouffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14.

Diplomatie

Le retour de M™ Prieur en France

Le Quai d'Orsay invoque également de « graves raisons familiales »

Le capitaine Dominique Prient a été accueilli, dans la nuit du ven-dredi 6 mai au samedi 7 mai, à l'aéroport militaire de Villaconblay, par le ministre de la défense, M. André Giraud. Un petit groupe de journalistes et de photographes présents était teau à distance par les services de sécurité. Mª Prieur, qui est âgé de trente-huit ans, portait, malgré l'obscurité, des lunettes noires, apparemment pour camou-fler son visage. Elle était accompa-gnée de son époux, le commandant Joël Prieur.

Vendredi, en fin d'après-midi, un porte-parole du Quai d'Orsay avait déclaré que Mªs Prieur était enceinte, et que son retour revêtait « un caractère d'urgence particulier pour des raisons familiales graves ». • Le gouvernement néo-zélandais, a-t-il précisé, a été immézeiandas, 3-4-1 precise, à ete iname-diatement informé en même temps qu'il était invité, en application de l'accord franco-néo-zélandais du 9 juillet 1986, à procéder à une expertise médicale. » « La base médicale de Hao ne disposant pas de facilités appropriées, le rapatrie-ment vers la métropole de Domini-que Prieur a été décidé », a-t-il sionté.

Vendredi soir, M. Louis Maire, le père de Mª Prieur, lui-même hospi-talisé, a déclaré, dans un entretion taise, à deciare, dans un entreuen téléphonique diffusé par RMC, que le retour de sa fille constituait une surprise « absolue ». « Je suis très malade, ce qui me fera plaisir, c'est de la revoir avant de mourir », a-t-il dit. Il a néanmoins affiché sa surprise en ajoutant : « Elle disait qu'elle n'en avait plus que pour dix-sept ou seize mois » dans sa dernière

De son côté, M. Jacques Chirac a déclaré, vendredi à Agen (voir par ailleurs l'article de Patrick Jarreau), que le retour de l'agent de rensei-gnement français était - conforme aux accords franco-néo-zélandais ». « M= Prieur est actuellement enceinte et l'accord prévoyait que, dans cette circonstance, elle devait ans cette circonstance, ette aevait étre rapatriée à Paris. Moi, je res-pecte ma signature. Son état a été officiellement constaté par la faculté, j'ai pris la décision de la ramener à Paris », a-t-il dit en ren-dant un vif hommage au capitaine Prieur ainsi qu'au commandant Mafart, ramené en métropole en décembre également pour raisons de

Entre-temps, le représentant de la France à l'ONU, M. Pierre-Louis Blanc, a informé le secrétaire général de l'organisation internationale, M. Perez de Cuellar, des raisons du retour en métropole de M= Prieur. L'ONU avait facilité, en 1986, le néo-zélandais en offrant son arbitrage. M. Perez de Cuellar a refusé de se prononcer sur le transfert du capitaine Prieur. « Je n'ai pas encore eu le temps d'étudier cette affaire et il est encore trop tôt pour

donner une réaction », a-t-il déclaré à l'AFP.

Après avoir déclaré que ce trans fert s'était effectué sans le consente ment de son gouvernement - donc, apparemment, contrairement à l'accord franco-néo-zélandais, - le premier ministre de Wellington a décidé, depuis, d'attendre l'issue du scrutin présidentiel de dimanche pour faire d'autres déclarations sur cette affaire. Dans la capitale son rélandeire en estime qu'il seienters zélandaise, on estime qu'il rejettera alors les explications françaises. Jeudi, en annonçant le retour en métropole de Mª Prieur, M. David Lange avait contesté qu'un état de grossesse pouvait justifier un trans-iert. « L'accord ne dit rien de tel. Il est précis et ne prévoit pas cela. Depuis des temps immémoriaux, les gens du Pacifique ont des bébés sans aller en France. L'accord stipule que les agents - je cite n'auront sous aucun prétexte le droit de quitter l'atoll [de Hao] sauf accord mutuel entre les deux

Entre-temps, cette affaire ainsi que les circonstances de la libération des trois otages au Liban et la tragédie de Nouvelle-Calédonie sont l'objet de graves critiques outre-Manche. « Honte à Chirac », titre, samedi, le Times de Londres, en commentant : « La politique fran-çaise est devenue un horrible mélange d'arrogance brutale à mélange d'arrogance brutate à l'égard des faibles — les militants de Greenpeace, les Néo-Zélandais, et les Canaques de Nouvelle-Calédonie — et de servilité à l'égard d'un Etat qui semble avoir aujourd'hui emprise sur la France. Et tout cela pour servir de petits intérêts politiques, au détriment de ceux du pays et du monde libre. » ceux du pays et du monde libre. »

« Il ne s'agit pas de patriotisme mais de vulgaire opportunisme, indigne d'une grande nation », estime le quotidien conservateur.

Le Daily Telegraph parle, pour sa part, de «cynisme» et d'« impu-dence» en ajoutant : « La conduite française est déplorable (...) mais on sait blen que la moralité n'a jamais eu la moindre part dans la diplomatie française. » Le Finan-cial Times, qui, à l'instar du Tele-graph, donne M. François Mitter-rand « grand favori », estime que la rand - grand favori -, estime que la campagne électorale a pris, au cours des derniers jours, la tournure d'une « mauvaise farce ». Au-delà « des questions restées en suspens » dans les affaires des otages du Liban et de la Nouvelle-Calédonie, les deux te la rouvelle-caleudie, les deux événements - posent de sérieux pro-blèmes de principe politiques », ajoute le quotidien des milieux d'affaires. « Et pour couronner le tout », M. Chirac ordonne le rapatriement de M. Prieur - au mépris elle », conclut-il.

Enfin, l'organisation Greenpeace a fermement condamné le transfert de Ma Prieur, exprimant sa - colère contre l'arrogance de l'action fran-

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan Deux photographes soviétiques tués

Alexander Sekreteriov et Sergueï Sevrouk, photographes aux *Izvestia*, ont été tués à la suite d'une embuscade tendue par la résistance, le mercredi 4 mai, à un convoi militaire à proximité du tunnel de Salang, sur la route reliant Kaboul à la frontière

D'autre part, le département d'Etat américain a indiqué, vendredi, qu'un gouvernement provisoire formé par la résistance, pour faire pièce à par la resistance, pour raire pièce a celui de Kaboul, devrait répondre à certains critères, dont le contrôle d'une partie du territoire afghan, pour être reconnu par Washington.

Enfin, avant de quitter New-Delhi, où il a effectué une visite officielle de trois jours, le président Najibullah a confirmé qu'il refusait de prendre une confirme qu'il rerusait de prendre une mesure de grâce en faveur du Fran-çais Alain Guillo et de l'Italien Fausto Bilaslovo, deux journalistes en prison à Kaboul pour « actes d'espionnege et de subversion ». — (AFP.)

Grèce Démission du ministre de l'éducation et des cultes

Le premier ministre grec, M. Andréas Papandréou, a accepté la démission, le vendredi 6 mai, du ministre de l'éducation et des cultes, M. Antonis Tritsis. Le départ d'un des chefs de file du PASOK (Parti socialiste au pouvoir) intervient alors que les enseignants du secondaire ont décidé une grève illimitée à partir du 23 mai, lorsque débuteront les examens de fin d'année. Ils se sont déjà mis plusieurs fois en grève depuis le mois de janvier pour réclamer des hausses substantielles de salaire et la modernisation du sys-tème d'éducation. A la fin de l'année demière, les étudiants avaient égale-

ment manifesté à plusieurs reprise pour protester contre le manque de moyens des universités et des écoles techniques.

Par ailleurs, M. Tritsis s'était fait remarquer en 1987 en faisant voter une loi sur l'expropriation des biens de l'Eglise orthodoxe, lui valant les foudres des autorités religieuses. Après plusieurs mois de conflits, le gouvernement et l'Eglise sont parvenus à un compromis au début de

URSS

M. Gorbatchev souhaite qu'une « nouvelle page » s'ouvre dans les relations avec le Japon

Moscou. – M. Mikhaii Gorbatchev a souhaité, la vendredi 6 mai, qu'une *∢nouvelle page* » s'ouvre dans les relations entre l'URSS et le Japon. « il est grand temps de tourner, enfin, une nouvelle page», a-t-ü déclaré lors d'une rencontre avec le chef du Parti socialiste japoneis, M Takako Doi, selon l'agence officielle soviéti-que Tass. L'approche soviétique des relations bilatérales est guidée par « les réalités de l'après guerre », a ajouté le numéro un soviétique, faisant apparemment allusion aux îles Kouriles du Nord, rattachées à l'URSS en 1945 et dont le Japon réclame la restitution.

Cette question est la principale entrave à l'amélioration des relations bilatérales. L'Union acviétique refuse d'aborder le problème, affirmant que le Japon a renoncé à sa demande de restitution de l'archipel en signant un traité de paix en 1951. M. Gorbat-chev a estimé « anormal » l'état actuel des relations soviétojaponaise alors que des progrès sont réalisés dans les relations de l'Union soviétique avec l'Europe occidentale, l'Amérique latine « et même, en dépit de grandes difficultés, avec les Etats-

POLOGNE

Les autorités envisagent des mesures d'exception pour mettre fin aux grèves

Confère des pouvoirs « extraordi naires » et qui doit être présenté à la Diète le 11 mai, le gouvernement polonais pourra interdire « toute grève et toute forme de protesta-tion - et condamner les organisateurs à un an d'emprisonnement. Ce projet a été discuté, le vendredi 6 mai, au cours d'une réunion du conseil économique et social de la Diète, présidé par M. Mieczyslaw Rakowski. Ces pouvoirs exception-nels seraient également accordés au gouvernement jusqu'à la fin de l'année pour mettre en œuvre les réformes « qui sont à l'origine des

au pouvoir de contourner les régle mentations bureaucratiques exissalaires, créer de nouveaux impôts, procèder à des licenciements accèlite pour les entreprises déficitaires, renvoyer des dirigeants d'entreprise et ordonner des changements dans les structures de gestion ».

Les ouvriers des chantiers navals Lénine à Gdansk ont entamé, le samedi 7 mai, leur sixième jour de grève et d'occupation des usines, autour de Lech Walesa, le leader de

Selon un projet de loi qui lui troubles sociaux ». Ils permettront Solidarité. Le complexe industriel était toujours encerclé par un important dispositif policier. Le nombre au début du mouvement, a sensible ment diminué au fil des jours. Ils ne sont plus à présent que mille cinq cents. Une grande partie d'entre eux, peut-être effrayés par les rumeurs d'une offensive - toujours imminente • des forces de l'ordre, ont préféré rentrer discrètement

tantes afin de e geler les prix et les lérer les procédures de mise en fail-

ESPAGNE Les dirigeants socialistes en proie à la calomnie

MADRID de notre correspondant

Une campagne est en cours visant « saper la confiance des citoyens dans leurs responsables politiques » et, par là même, à « affaiblir la crédibilité du système démocratique -. Depuis plusieurs semaines déjà, certains dirigeants socialistes le laissaient entendre. Cette fois, c'est le président du gouvernement, M. Felipe Gonzalez lui-même, qui l'a franchement affirmé lors d'une conférence de presse, donnée le vendredi 6 mai au palais de la Moncloa à Madrid.

M. Gonzalez a dénoncé les « colincidences dans les attaques sur l'honorabilité - des hommes politiques aujourd'hui au pouvoir. Habi-tuellement très réservé dans ses déclarations, il n'a cette fois pas mâché ses mots : • Certains identi-fient aujourd'hui classe politique et vénalité, et le font depuis des positions liées au passé le plus sombre de l'Espagne. Ce qui leur déplaît, c'est que les socialistes aient obtenu deux fois de suite la majorité absolue. Cela déplait à ceux qui étaient habitués à penser que le pouvoir constituait un droit naturel de la classe, ou du petit groupe auquel il

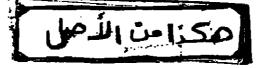
Qu'est-ce qui a motivé de la sorte l'ire gouvernementale? Diverses attaques, tonjours très étayées, lancées ces dornières semaines par plusieurs journaux et reprises ensuite par l'opposition, mettant en cause certains proches de M. Gonzalez.

Ces derniers sont accusés d'avoir bénéficié des faveurs de l'adminis tration dans des opérations immobi-lières, notamment en Andalousie. Derrière ces critiques ponctuelles se dessine, dans certains organes de presse, une campagne plus insi-dieuse, présentant l'ensemble des responsables politiques comme des professionnels de la combine, et le Parlement comme une simple source de dépenses excessives grevant le contribuable.

 Nous faisons face à une vérita ble tourmente antidémocratique, affirmait, il y a quelques jours, M. Alfonso Guerra, vice-premier ministre. Si l'expression a été jugée exagérée, elle n'en reflète pas moins l'inquiétude réelle du gouvernement. Certains de ses membres soulignent en privé que la faiblesse électorale de l'opposition est en train de provoquer un pourrissement du débat politique national. Face à l'hégémo nie du Parti socialiste, la critique à l'égard du pouvoir tend à se concen trer de plus en plus dans les colonnes de la presse, férocement hostile dans sa grande majorité au gouvernement, plutôt qu'à la tribune du Parlement. Ce qui rend la réplique difficile, d'autant que la lenteur traditionnelle de la justice espagnole rend illusoire le voie du recours en dissantion. Vainqueurs indiscutés dans le combat électoral, les socialistes espagnols semblent avoir perdu tragiquement la bataille des

THIERRY MALINIAK.

movens de communication.



Amériques

BOLIVIE: deux possibles médiations pour Jean-Paul II

Sept mille grévistes de la faim contre la politique économique

LIMA

correspondance

La grève de la faim décrétée dans les derniers jours d'avril par la Cen-trale ouvrière bolivienne (COB) pour pretester contre la politique économique du régime néo-libéral a economique du regime neconterat a fait boule de neige. Peu avant la visite du pape Jean-Paul II, le lundi 9 mai, on comptait plus de sept mille

grévistes.

L'Eglise poursuit sa médiation entre les dirigeants syndicaux et les autorités. Sur un point, le conflit a pu trouver une solution, puisque le gouvernement a repoussé la mise en œuvre de son projet de décentralisation de l'éducation et de la santé. Cette décentralisation, qui devait être approuvée par la majorité parlementaire, avait suscité une violente polémique dans le pays car elle prévoit de transférer aux mairies la gestion du fonctionnement des écoles et des hôpitaux. Or l'administration des hôpitaux. Or l'administration municipale dispose d'un budget si exign qu'elle a déjà beaucoup de peine à trouver des ressources pour payer ses employés.

Un deuxième point concerne les augmentations de salaires. Le mois dernier, le gouvernement a lancé une nouvelle série de mesures qui se sont traduites par une majoration

sont traduites par une majoration des prix de 40 %, alors que celle des salaires n'a été que de 10 % dans le secteur public et 20 % dans le secteur privé.

Le pouvoir d'achat a diminué de 40 % depuis août 1985, date à laquelle a été appliquée une politi-que d'austérité préconisée par le fonds monétaire international pour juguler une inflation galopante. Les recettes néo-libérales ont eu le mérite de réduire fortement l'infla-tion (environ 60 % en 1987). mais tion (environ 60% en 1987), mais tion (environ 60% en 1987), mais elles ont entraîné une récession dramatique. La Bolivie a battu plusieurs records négatifs l'année dernière avec un déficit commercial de 300 millions de dollars, les exportations ne représentant que 450 millions. L'appareil productif ne travaille qu'à la moitié de sa capacité, 20% de la population active est an chônage (quatre cent mille travailleurs). Parmi les chômeurs, les trois quarts des vingt-sept mille mineurs de l'entreprise d'Etat Comibol et trente-deux mille ouvriers victimes trente-deux mille ouvriers victimes du lock-out d'une centaine d'usines.

Le mécontentement n'est pas le fait des senis travailleurs. Les chefs

d'entreprise ont lancé un cri d'alarme au cours d'un séminaire organisé par la Chambre nationale organisé par la Chambre nationale d'adustries. « Le pays court à la ruine. [...] Le marché interne a été réduit de façon impressionnante. Les importations et la contrebande maisent à la production nationale, et la construction de la construction le programmme de relance écono-

mique n'a pas encore porté ses fruis », a remarqué, à cette occa-

sion, M. Alfredo Jimenez, vice-président de l'organisation des industriels. Au déclin des activités minières et industrielles répond l'essor du sec-teur «informel», dont le moteur reste le trafic de cocaine. Les experts estiment que ce secteur fait tourner actuellement 60% de l'éco-

NICOLE BONNET.

Le problème de l'accès à la mer

SANTIAGO-DU-CHILI correspondance

Le pape Jean-Paul II pourrait offrir sa médiation pour favoriser une solution diplomatique au pro-blème particulièrement irritant pour les Boliviens de leur accès à l'océan res bonviens de leur acces à l'ocean Pacifique. Telle est en tout cas la rumeur qui circule à Santiago. La Bolivie peut certes utiliser les installations du port chillen d'Arica pour ses exportations vers le Pacifique, mais ne dispose plus d'une fenêtre maritime en toute consecutations. maritime en toute souveraineté, depuis la guerre du Pacifique au dix-neuvième siècle, qui opposa le Chili au Pérou et à la Bolivie. Cette guerre a été gagnée par le Chili. Depuis, l'une des revendications majeures de la diplomatie bolivienne est ce qu'on appelle à La Paz

Falida an mar ».

Jean-Paul II, qui a visité en avril 1987 le Chili et l'Argentine, avait, avec succès, offert sa médiation pour régler le conflit séparant ces deux pays sur le canal de Beagle. Pour cette raison, les dirigeants chiliens avaient qualifié Jean-Paul II de « messager de la paix ».

Un nouveau pas important a été tranche cette semaine autre franchi, cette semaine, entre Buenos-Aires et Santiago-du-Chili, vers un renforcement très net de cette paix instaurée l'année der-nière, sous l'égide du Vatican.

La médiation de Jean-Paul II dans le problème de la «sortie à la mer» de la Bolivie impliquerait au moins un peu de bonne volonté de la part des gouvernements de Santiago et de Lima. On exprime dans les milieux dirigeants chiliens la plus grande réserve et un certain scepticisme face à cette hypothèse. En 1987, des négociations avaient été engagées, au niveau des chancel-



leries, entre le Chili et la Bolivie pour dégager les bases d'un accord. Le général Pinochet avait donné son vert. Mais les négociations avaient été brutalement rompues en raison de l'intransigeance de certains des membres de la junte de gouvernement de Santiago, en parti-culier de l'amiral Merino, chef de la

Le climat ne semble a priori nelles avec Jean-Paul II, et le Vatican fait un geste de courtoisie évident envers le gouvernement de Lima en incluant dans le voyage du pape une « escale technique » d'un jour et demi réservée à la capitale jour et demi reservee a la capitale péruvienne, après la Bolivie et avant le Paraguay. Jean-Paul II s'est déjà rendu au Pérou en 1985, et cette escale ne s'imposait pas. D'autant plus que les risques pour la sécurité du pape sont encore plus grands en mai 1988 qu'en 1985. Pour la première fois, en effet, un prêtre a été récempent tue par le enfeille à

MARCEL MEDERGANG.

Le Monde Dimanche 8-Lundi 9 mai 1988 5

Asie

CAMBODGE

La France forme six officiers d'état-major de l'armée sihanoukiste

Les Etats-Unis ont demandé à l'Union soviétique de jouer un rôle plus actif, notamment en faisant pression sur leurs alliés vietnamiens, afin de débloquer la négociation du conflit cambodgien, a rapporté, le vendredi 6 mai, le Washington Post en citant des responsables américains. Cette demande aurait été transmise par M. Gaston Sigur, secrétaire d'Etat adjoint pour l'Asie et le Pacifique, à M. Igor Rogatchev, vice-ministre soviétique des affaires étrangères, lors de leurs récents entretiens à Paris (le Monde du 28 avril).

PÉKIN de notre correspondant

Le gouvernement français a effectué un geste symbolique de soutien militaire au prince Norodom Sihamilitaire au prince Norodom Siha-nouk en acceptant de former six officiers d'état-major de sa petite armée. Cette décision a été prise par M. Jacques Chirac sur la demande du fils du prince Sihanouk, le prince Ranariddh, qui commande l'Armée nationale sihanoukiste (ANS), une des trois composantes de la résistance khmère. Le prince Ranariddh en a informé son père, à Pyongyang, en avril, et a alors précisé dans son message que les six officiers khmers se trouvaient déjà en France pour un stage d'une durée indéterminée. Le prince Sihanouk a aussitôt adressé an premier ministre français une lettre de remerciement pour cette aide si noble et généreuse ».

La France est le premier pays à fournir une telle formation à des membres de l'armée sihanoukiste. qui revendique 17000 combattants, L'ancien monarque cambodgien reconnaît que 9500 de ces hommes sculement sont suffisamment armés pour le combat, mais insiste régulièrement, ces temps-ci, sur le fait que son armée est de loin la plus puissante des deux formations nationalistes de la résistance antivietnamienne depuis que le groupe de M. Son Sam est tombé en déli-

Cette assistance française permet d'expliquer les propos très chaleu-reux envers M. Chirac que le prince Sihanonk a tenus dans un long arti-cle écrit de sa main et adressé récemment à la presse étrangère depuis la capitale nord-coréenne. S'y expliquant sur les raisons de son échec à débloquer l'impasse du constit cambodgien pour le moment,

consiste à appeler plusieurs pays, y compris la France, à l'aider à élargir sa base militaire. Le prince Siha-nouk demande à Washington, à Pékin, à la France, « si son [prochain] gouvernement a comme pre-mier ministre M. Jacques Chirac », et aux pays du Sud-Est asiatique qui ment déjà, de lui donner de quoi constituer - une puissance armée de cinquante mille hommes au minimum ». Il assure qu'avec une telle armée, il serait en position de prévenir un éventuel - putsch militaire » de la part des trente mille à quarante mille Khmers de retrait vietnamien.

Cela, dans son raisonnement, priverait du même coup le Vietnam du prétexte que lui fournissent les Khmers rouges à maintenir ses troupes, au Cambodge en jouant sur la peur de « l'épouvantail » Pol Pot Dans l'hypothèse d'un retrait vietnamien, l'armée sihanoukiste, affirme t-il, n'aurait pas pour objectif de faire la guerre aux Khmers rouges mais de « déstabiliser » les Vietnamiens en attendant l'arrivée d'une force internationale de maintien de

Un appei à M. Arafat

Il envisage également, pour sortir de l'impasse, de faire appel à M. Yasser Arafat pour que le leader palestinien, dont les services ont déjà contribué à l'amorce d'un dialogue entre l'ancien monarque et l'administration de Phnom Penh, rassemble un forum de chefs de pays non alignés décidés à favoriser une table ronde cambodgienne. Celle-ci proclamerait le démantèlement de l'administration pro-vietnamienne

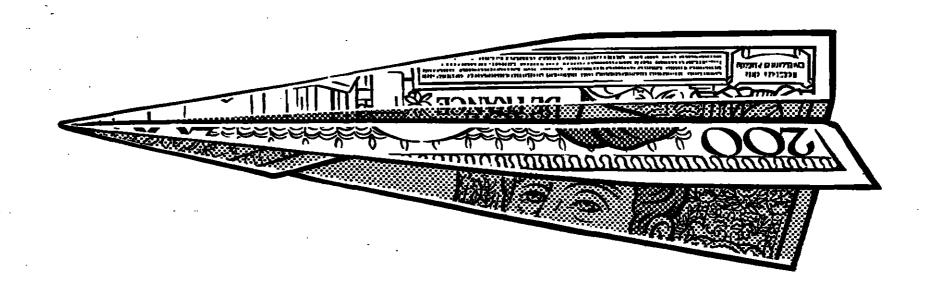
l'ancien monarque y propose quatre solutions nouvelles, dont la première consiste à appeler plusieurs pays, y l'actuel premier ministre de Phnom-Penh), mais restant ouvert à un élarpissement any deux autres factions de la résistance. Enfin, le prince Sihanouk propose une solution plus-guerrière mais difficilement envisageable : la création par « la CIA et les bérets verts de l'Oncle Sam » d'un mouvement armé du type

> naires européens ou autres »... L'ancien monarque s'apprête à reprendre ses voyages à l'étranger. Il compte se rendre à la frontière du Cambodge, en Thaïlande, ainsi que dans plusieurs pays du Sud-Est asiatique, au Japon, aux Nations unies et en France. Avec le très faible espoir, à le lire, que d'ici là quelque chose se produira qui lui permettrait de reprendre, sur le sol français, son «travail de sauvetage» du Cam-

FRANCIS DERON.

● CORÉE DU SUD : le chef du service des renseignements renseignements nationaux a été démis de ses fonctions par le président Roh Tae Woo et remplacé par un ancien ministre de la justice, lors d'un remaniement annoncé, le samedi 7 mai, à Sécul. M. Bae Myung In, cinquante-six ans, considéré comme un modéré, a été nommé directeur de l'Agence nationale de renseignements (NSPA), en remplacement du général en retraite Ahn Mu Hyuk. Le ministra de l'intérieur, M. Lee Sang Hee, a, kui, été remplacé par M. Lee Chun Ku, cinquante-quatre ans, ami intime de M. Roh, également général en retraite. L'opposition avait réclamé le

Paris-Londres 790f A/R*. Bien entendu, vous pouvez refuser...

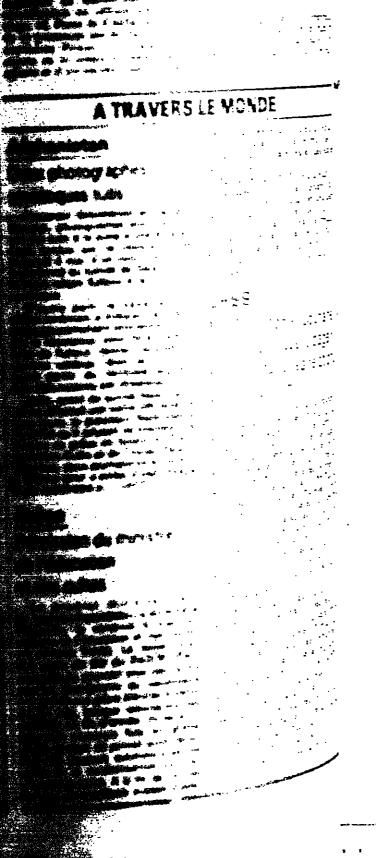


Vous voulez faire des économies? Partez à Londres. British Airways vous propose 8 vols par jour, 8 occasions pour vous de faire une bonne affaire.

BRITISH AIRWAYS

*Tarif soumis à des conditions particulières, consultez vite votre agent de voyages.

The world's favourite airline.



Politique

La campagne de M. François Mitterrand

« La République demain, la République toujours »

PORTET-SUR-GARONNE (Haute-Garonne) de notre envoyé spécial

"M. François Mitterrand n'a pas vraiment apprécié que les partisans de M. Jacques Chirac tentent de se poser – face à lui qui en serait le fessoyeur – comme les défenseurs exclusifs de la République. En organisant un rassemblement de défense de la République à Paris, en développant ce thème, ils lui ont, en quelque sorte, fourni l'essentiel de la trame du dernier grand discours électoral de sa carrière politique.

M. Mitterrand a donc prononcé un discours aux accents très républicains, commencé sur un ton badin et ironique pour mieux introduire, comme à l'accoutumée, les accents l'griques de la suite.

Ironie d'abord pour évoquer la manifestation parisienne: « Encore, dit l'orateur, les passions politiques bruissent-elles du côté de la place de la Concorde, où l'on prétend sauver la République, mais je ne sais pas laquelle, contre le président élu par les Français! Seulement voilà, cela prouve d'abord qu'ils ne sont pas tranquilles sur les résultats de dimanche! Ensulte. c'est supposer que le peuple français, dans sa majorité, serait disposé à se laisser faire! Et cela laisserait penser que moi-même je serais disposê à me laisser faire! Eh bien! Je dis en souriant - parce qu'il y a dans tout cela beaucoup de bruit pour rien que je compte bien qu'à partir du moment où la France se sera prononcée nous allons nous mettre au travail en laissant sur le bord de la route un certain nombre d'hommes et de femmes qui ne se sont pas encore remis de leur agitation chro-

Lyrisme ensuite pour évoquer, sous la vague d'applaudissements qui enste à mesure, « la République,

M. François Mitterrand a tenu, le vendredi 6 mai, à Portet-sur-Garonne, près de Toulouse, le dernier meeting de sa dernière campagne présidentielle. Devant environ cinquante mille personnes, il s'est attaché à dénier aux chiraquiens le monopole de la République, tout en adressant un bommage appuyé à M. Lionel Jospin et une sorte d'adieu aux nombreux dirigeants socialistes présents, dont M. Michel Rocard, qu'il a également félicités. La chanteuse Barbara, qui avait interprété, lors du premier meeting à Rennes, le 8 avril, sa chanson Regarde, composée après le 10 mai 1981, l'a également chantée, cette fois en duo avec Jacques Higelin, pour cette tombée de ridean.

demain, demain, la République, encore, la République, toujours plus », pour rappeler « l'histoire que nous portons aujourd'hui et que j'entends porter plus loin », pour dire qu'il a « vécu avec au fond de [lui] l'image de ces foules montantes, de ces foules souffrantes (...), de ces foules abandonnées qui, depuis le début de l'ère industrielle, avaient fini par croire que seul le désespoir seroit leur lot, pour eux et pour leurs enfants... »

La République que définit M. Mitterrand pour demain devrait se fonder sur un projet :

Liberté (...), égalité des chances (...), respect des autres. A travers cette devise actualisée, le ésident-candidat peut brasser tous les thèmes qui lui tiennent à cœur : la décentralisation, parce qu'en France il y a autant de républiques qu'il y a de façon d'être », la cohésion sociale, la nécessité du par-tage, la Nouvelle-Calédonie (voir par ailleurs), parce que c'est l'éducation qui ancre en l'homme • le désir [...] acharné [...] du respect de l'autre, aussi indispensable là-bas qu'ici ». Mais aussi la nécessité d'introduire la - beauté - dans la vie de tous les jours, de penser à la vie quotidienne des gens parce que l'extrême droite se nourrit des désordres intimes d'une société sans équilibre ». « La France, c'est quand même d'abord les Fran-çais! », lance M. Mitterrand.

En Gironde

Un militant socialiste blessé dans une altercation

Un militant du PS et de la Ligue des droits de l'homme, M. Jean-Paul Lason, a été blessé à l'œil, dans la nuit du 4 au 5 mai, à Soulac (Gironde), d'un coup de pistolet à gaz lacrymogène au cours d'une altercation entre colleurs d'affiches. M. Lason rentrait chez lui après une distribution de tracts en compagnie de trois camarades, dont Jean-Pierre Dubernet, secrétaire de la section socialiste de Saint-Vivien-de-Médoc. Les quatre hommes surprirent une équipe électorale en train, selon M. Dubernet, de « recouvrir d'affiches et d'inscriptions Chirac 88 les

panneaux indicateurs de la commune et le perron de la mairie. Les militants socialistes poursuivirent en voiture l'équipe adverse, qui rentrait à Soulac.

Devant le domicile de l'an des colleurs d'affiches, il y eut une brève altercation. Toujours selon M. Dubernet, «l'un des hommes s'est énervé, a sorti un pistolet et a tiré sur Jean-Paul Lafon». Celui-ci a été hospitalisé dans un service ophtalmologique du CHR de Bordeaux, et son avocat, Mª Gérard Boulanger, a déposé une plainte contre X. — (Corresto.)

Accusé d'être un mauvais républicain, un homme du passé, un divi-seur des Français, le présidentcandidat, l'air de rien, s'emploie à réfuter minutieusement, point par point. La République? On l'a vu. L'avenir? Le « quelque chose » qu'il faudra commencer des le 9 mai - Nous n'avons pas besoin, cette fois-ci, de promettre le changement. Ils se fera, si j'ose dire, tout seul »,
— est l'un des leitmotivs d'un discours entamé, comme pendant toute la campagne, par un couplet sur l'Europe. Le rassemblement des Français? Le Sud-Ouest, lui aussi, avalera sa louche de potion d'- ouverture » politique et de « rassemblement », pimentée d'ancrage à ganche, puisque M. Mitterrand ne veut surtout pas faire de peine à ses amis socialistes, dont, d'une certaine facon, il prend congé. « J'en appelle

« Sortir de nos propres frontières »

au rassemblement contre l'affronte-

ment », dit le président-candidat,

qui juge lui-même qu'il s'agit de • paroles de sagesse -, mais qui • seront entendues jusqu'au plus

petit village de France ».

Reste l'ouverture : - On ne peut, a souligné le président-candidat, *élar*gir ses bases qu'à la condition pre-mière de rester fidèle à soi-même. On ne peut chercher à rassembles l'immense majorité des Français, v compris nombre de ceux qui nous combattent encore aujourd'hui, que si nous leur offrons, ouvertement et franchement, tout ce que nous sommes en mesure de proposer pour la France, à partir de nos convictions. Nous ne voulons humilier personne, mais il y a assez de chantiers aui s'ouvrent devant nous pour que des bras multiples s'y attaquent. Nous ne sommes pas assez nombreux nous-mêmes. Nous avons besoin des Français au-delà de nos de nos propres frontières. »

La salle applaudit, bien sûr. D'accord pour l'ouverture. Mais il y a des limites à ses dispositions pacifiques, comme en témoigne ce dialogue de M. Mitterrand avec la foule. Le président : • Des législatives, oui, mais quand? [...] D'abord, est-ce qu'il en faut ? • • Oul », rugit la salle. • Plus tard, ou plus tôt ? •

reprend le président. « Plus 101 !», hurle très distinctement l'assistance. « Vous êtes bien pressés, répond le président, moi le n'en sors pas !»

Féroce pour les « statistiques déplorables » du gonvernement — la relative embellie des chiffres du commerce extérieur arrache à M. Mitterrand an cruel : « Dans un naufrage, il n'est pas désagréable de sauver quelques planches ». — pressé d'en finir avec la « parenthèse » 1986-1988, M. Mitterrand sera, avec une certaine coquetterie, resté fidèle jusqu'au bout à sa ligne de conduite : un dédain — qui se veut d'autant plus meurtrier qu'il est plus affiché — des attaques, jugées trop basses, de l'adversaire : « Je n'attaquerai pas spécialement les personnes, lance-t-il au début du meeting. Je ne l'ai pas fait ; je n'ai pas été payé de retour... Mais si je pense, pardonnez cette vanité, que je puis fournir un assez bon sujet de dissertation pour mes adversaires, eux ne m'intéressent pas assez pour que je compose la rédaction!»

Et à la fin de la réanion: « Je ne me livrerai à aucune méchanceté ni à aucune polémique hargneuse; je n'aurai pas un cri de colère, même si, parfois, j'en ai ressenti le besoin. Si les injures entendues de jour en jour pendant des mois (...) avaient pu m'user, il ne resterait rien de moi (...), mais je dispose peut-être à l'intérieur de moi d'une forme de résistance qui me permet de traver ser ces périodes difficiles avec le sentiment qu'au bout du compte je ne rendrai pas la pareille, avec cependant un petit sourire satisfait d'avoir à me dire, avec tous ceux qui m'entourent (...): après tout, c'est nous qui sommes là...»

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

• Derniers appels pour M. Mitterrand. - Plusieurs person-nalités d'origine maghrébine ont signé un appel à voter pour M. Fran-çois Mitterrand au second tour de la présidentielle. Elles ont expliqué qu'il tellait « faire barrage au danger qui pèse sur la République française », précisant : « Tout simplement parce qu'il y a 15 % de voix pour Le Pen et que Pasqua a les mêmes valeurs que lui. » Parmi les signataires, on relève les noms de M. Mehamed Ben-Geouer, ancien préfet, Tahar Ben Jelloun, prix Goncourt 1987, Smain, comédien. De son côté, M. Gérard conduit la liste Initiatives 1984 aux élections européennes de 1984. appelle lui aussi à voter pour M. Mit terrand, qui « a réussi ce pari extraordinaire de réconcilier les Français et leurs entreprises ». Il critique ainsi la prise de position de M. Bernasconi en faveur de M. Chirac. « dont le gouvernement, d'après M. Touati, n'a nen fait pour les petites et nouvelles entreprises ».

L'écart déterminant

(Suite de la première page.)

Le premier ministre aura, de toute manière, durci le combat si radicalement que le débat politique de l'après-8 mai en sera marqué. Comme l'explique pour. semble-t-il, le regretter l'un des plus « chiraquiens » des représentants de l'UDF, M. André Rossinot, président du Parti radical, la bataille a été si rude qu'elle ne peut conduire qu'à une dissolution rapide de l'Assemblée nationale et à une nouvelle guerre de tranchées législative.

Pour M. Mitterrand, la victoire de 1981 était l'aboutissement d'une stratégie, celle de l'union de la gauche, le début d'une réhabilitation du socialisme au pouvoir et la manifestation attendue des vertus de l'alternance politique. Une nouvelle victoire le 8 mai serait le commencement d'autre chose, d'une « aventure » comme dit M. Chirac - dont on ne connaît pas les contours. Pour les dessiner, M. Mitterrand disposerait de deux instruments : la formation d'un gouvernement de large ouverture ou, du moins, qui ne serait pas, comme celui de M. Mauroy en 1981, socialiste quasi homogène; le programme de ce gouvernement établi sur la base de sa campagne présidentielie - revenu minimum, impôt sur les grandes fortunes, crédits pour l'éducation et latitude laissée à l'Assemblée, donc aux centristes, de modifier la loi électorale, - mais orienté de telle sorte qu'il pourrait correspondre soit à l'espoir de faire naître des majorités d'idées, soit à la volonté de dissondre immédiatement l'Assemblée nationale.

> JEAN-MARIE COLOMBANI et JEAN-YVES LHOMEAU.

Les adieux à Toulouse

PORTET-SUR-GARONNE (Haute-Garonne) de notre envoyé spécial

Cela ressemblait à des adieux, en termes de music-hall, à une première sortie. François Mitterrand a pris, le vendredi 6 mai au soir, congé de Toulouse, la ville fétiche des meetings de fin de campagne. Il sait qu' on n'y dressera plus de chapiteau pour son compte, puisque, après le 8 mai, il ne briguera plus, dans sept ans, de nouveau mandat.

Aussi s'est-il autorisé, sans lyrisme, comme pour une confidence en famille, à dresser un bilan de son œuvre, à évoquer son départ, un jour, et le testament qu'il laissera derrière lui. Coquetterie ? Toute la soirée, le chef de l'Etat a parlé comme s'il pensait raisonnablement être élu dimanche. Mais, bouleversant les règles de la chronique personnelle. Les candidatures à la présidence de la République [...], a-t-il expliqué, « tout cela n'a qu'un temps, et d'abord la vie, et d'abord la mienne. Je sais bien que j'ai engagé en ces mois de mars, d'avril et de mai l'ultime bataille politique [...]. Il me faudra désormais aider les autres à assurer la suite ».

suite ».

Il n'éprouve « ni de peine ni de nostaigie ». « Parce que nous commençons quelque chose. » Mais avec lui, après lui, un jour, d'autres viendront. « Le témoin passe. » « Il y aura d'autres combats. Vous y serez. Je n'en serai pas très éloigné. » Pour François Mitterrand, le mouvement lancé le 10 mai 1981 doit s'amplifier le 8 mai 1988 en rassemblant au-delà du Parti socialiste. Pour la suite, plus tard, il rêve d'une large majorité républicaine, mais il a prévenu, vendredi, comme une évidence : il n'en sera plus. Ou alors comme un sage retré des affaires de la cité auprès

duquel on pourra aller cherche

Lui aura assuré la première phase et il s'en accorde quelques mérites. « Avoir tenu les anneaux de la chaîne assez longtemps pour avoir changé mon temps. » Avoir donné « à la société française un sans nouveau ». « Alors, a-t-il affirmé, je puis le dire très tranquillement, alors j'aurai le sentiment d'avoir réussi ma pro-

A d'autres reviendra la charge de poursuivre « le rassemblement des Français». Plus à lui. Plus au PS non plus, qui, avec les années, devra convaincre d'autres courants de l'opinion. Alors, avec ces adieux d'avant l'heure, paradoxaux à la veille d'une victoire qu'il estime possible, le président-candidat a aussi évoqué cette page à tourner, dans l'avenir du prochain septentat, en saluant les socialistes de la première époque.

Lionel Jospin surtout, dont François Mitterrand a rappelé qu'il allait bientôt quitter, à sa propre demande, la tête du Parti socialiste. Il a distingué de ses autres compagnons, son lieutenant (dont M. Jospin est l'un des représentants à l'Assemblée). « Il en vaut la peine. » Puis il a passé en revue la troupe de ses fidèles, « les bons soldats qui [n'avaient] pas cherché à devenir des capitaines ». Les capitaines aussi, dans une liste apparemment chronologique. Pierre Mauroy, « l'homme des fondations », Laurent Fabius, « l'homme de séclosions », Michel Rocard, « l'homme de tant de renou-

veaux », ovationnés par la foule.
En parlant d'eux, en remontant le temps, c'était déjà une manière avant terme de passer la mein. Toulouse, en fin de premier tour, avait été de bon augure en 1981. François Mitterrand a renouvelé son voeu auprès d'elle en 1988. Il était donc normal qu'elle fût la première à être remerciée « pour l'avoir accompagné jusqu'à cette étape de [son] chemin ».

Ph. BOGGIO.

POINT DE VUE

Rassembler, vite!

par Jean Vries (*)

Plus encore que la clé du second tour, c'est la clé de l'après-8 mai que nous livrent les résultats du 24 avril. Ils désignent à la fois le mal et le seul remêde possible.

Le mal, dont le vote Le Pen n'est plus seulement le symptôme, mais un des aspects les plus inquiétants, le mal, c'est la peur : peur de l'autre, peur du futur, peur de se perdre. Peur née de la crise économique ; du brouillage de nos points de repère

Peur née de la crise économique; du brouillage de nos points de repère culturels et moraux; de tous nos dysfonctionnements, ajustements sauvages, retards à l'allumage...

Ce pays stressé, floué, ce pays qui semble ne délaisser ceux qui lui parlaient de guerre sociale que pour s'attrouper autour de ceux qui lui parlent de guerre raciale, ce pays a besoin d'une cure de confiance.

beson d'une cure de confiance.

Mais cette confiance ne pourra luiêtre inspirée ni par le Parti socialiste
à lui seul, ni par l'actuelle majorité à
elle seule : cela aussi est un enseignement du 24 avril.

La mission que les chiffres du premier tour impartissent à François Mitterrand est dès lors claire, pour difficile qu'elle soit : mobiliser, audelà de la gauche, le plus grand nombre de bonnes volontés démocratiques, pour s'attaquer, avec l'énergie, la lucidité et la générosité qui s'imposent, aux causes objectives de la peur.

Les mesures à prendre sont coûteuses; elles peuvent être impopulaires; leur cohérence peut ne pas apparaître au premier abord; il faudra retrousser ses manches et se creuser la tête : ne faut-il pas à la fois transférer des ressources en faveur de la formation et alléger les charges des entreprises ? Favoriser la prise de risques et combattre l'exclusion ? Intégrer les étrangers et lutter plus efficacement contre l'immigration clandestine ? Construire l'Europe et retrouver la saveur de la patrie ? Dépister les SIDA et faire respecter les droits des personnes atteintes ?

De telles mesures ne peuvent être assumées que par un gouvernement suffisamment à l'abri des polémiques et des surenchères. Un gouvernement qui n'ait pas à se garder constamment à sa droite et à sa gauche. Un gouvernement dont les initiatives n'aient rien de grave à craindre du débat public. Un gouvernement qui ferait taire, pour un temps, les querelles désornais dérisoires entre ces sociaux libéraux que sont devenus les socialistes et les libéraux sociaux de la « droite civilisée». Un gouvernement d'ouverture préparant, lorsque les rancœurs seraient digérées, un gouvernement

Encore faut-il que le rassemblement ne soit pas seulement le fruit d'une habileté de candidat, le produit d'un compromis d'appareils. Rassembler deux Français sur trois : aous savions déjà que c'était possible

Depuis le 24 avril, nous savons que c'est vital.

(*) Pseudonyme d'un groupe de hauts fonctionnaires.

EN BREF

● Quatre anciens premiers ministres pour M. Chirac. — MM. Michel Debré, Maurice Couve de Murville, Jacques Chaban-Delmas et Pierre Messmer, qui furent premier ministre du général de Gaulle ou de Georges Pompidou, ont lancé un appel pour voter pour M. Chirac afin de « sauver la V République ». Car. d'après eux, M. Mitterrand en « ne cachant pas qu'il gouvernera avec des majorités de rencontres pervertir l'esprit des institutions (...) et veut augmenter le pouvoir des formations politiques ».

• M. STIRBOIS: contre Khomeiny. -- Lors d'un meeting, le vendredi 6 mai à Poissy (Yvelines), M. Jean-Pierre Stirbois, secrétaire général du Front national, a commenté « la soudaine libération des otages du Liban », estimant : « Il est clair que Khomeiny a voté Chirac, tout aussi sürement que moi Stirbois, je ne voterai Jamais Khomeiny. »

■ M. STASI: pas de relliement. — Dans une interview à l'Express, M. Bernard Stasi affirme qu'il n'est « pour le moment pas question » de rejoindre une nouvelle majorité en cas de réélection de M. Mitterrand. Il ajoute: « Je suis et je reste solidaire de mon parti. Simplement j'entends me bettre pour éviter toute dérive. [...] Nous refusons le tout ou rien. Nous ne serons pas des opposants systématiques. Nous ne sommes pas à droite. Pour le reste on verra. »

● Le Mouvement des démocrates vote blanc. — Le Mouvement des démocrates que préside M. Michel Jobert, ancien ministre du commerce extérieur dans la gouvernement Mauroy, préconise de voter per un « bulletin blanc » afin de « renvoyer dos à dos les deux candidats » et « sanctionner leur comportement négatif puisque, quel que soit l'élu, celui-ci ne pourra affirmer la capacité nécessaire pour mener utilement le septennat à son terme ».

la. Voici deux manieres de s'en Peter Glorz, depute SFD au buit aucune, noten foccuper. Le première s'inscrit destag, qui, dans la même revue. échappé e à la name revue. échappé e à la seconde décrit des en Europe provient avant tout de mie mixte ». olutions dominantes et envi- son incapacité à concevoir une Ils décrivent

LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

tennat est celui de l'Europe, de 1992 et audelà. Voici deux manières de s'en préoccuper. La première s'inscrit dans une perspective volontariste et engagée, la seconde décrit des évolutions dominantes et envisage, à partir de ces données, l'avenir. A l'heure du message superficiel et rapide, qui privilégie l'ampleur de la diffusion plutôt que la profondeur de la réflexion. il faut beaucoup d'énergie et pas mal de courage pour lancer une revue trimestrielle de quelque deux cents pages. Saluons donc l'entreprise d'Edgard Pisani et de ses amis qui proposent le premier numéro de l'Evénement européen. Revue politique et culturelle. européenne au sens large, qui veut « épouser la gauche européanne » sans être l'émanation d'un parti, explique Edgard Pisani. i enchaîne aussitôt avec une réflexion sur « socialisme et société ».

On eo retiendra la double invitation cui est faite aux socialistes français. La première est de s'enraciner davantage dans la société, plus, en tout cas, que dans l'Etat. La seconde est d'inventer une autre France qui dépasserait « une défense négative de la nationalité » pour aller vers « la construction continue de la nation ». Dans sa manière habituelle l'auteur n'hésite pas à bousculer les modes de pensée et les certitudes de ses amis socialistes. Ils doivent devenir, affirmet-il. des acteurs sociaux du quotidien plutôt que de s'enfermer

dans des débats de section !

Las autres socialismes européens ne sont pas plus avancés et
Edgard Pisani les appelle à se
remettre pareillement en cause,
sans perdre leur spécificité mais

en s'accordant avec leurs partenaires dans leur vision de l'Europe. Ce souci est partagé par Pater Glotz, député SPD au Bundestag, qui, dans la même revue, écrit : « Le malaise de la gauche en Europe provient avant tout de son incapacité à concevoir une politique européenne. »

Parmi les autres contributions qui balayent tout le paysage politique européen, figure celle de

L'Europe dans tous ses Etats

l'écrivain Manuel Vazquez Montalban, qui évoque avec subtilité la transition démocratique en Espagne et appelle l'Eurogauche à se donner d'autres instruments « que ceux dont elle dispose actuellement, à savoir une simple politique d'Etat — et quelques déraisons d'Etat ! » et à élargir sa base sociale aux mouvements qui dénoncent les désordres nouveaux du capitalisme.

Dans le Moloch en Europe, Mattei Dogan et Dominique Pelassy examinent deux mouvements qui affectent les pays europeens comparables : la part croissante du rôle et de la place de l'Etat et sa « corporatisation », en ce sens que « les forces vives qui animent le tissu social remontant largement à l'intérieur des artères > du Moloch moderne. Cela ne se fait pas partout de la même manière mais, par exemple, au niveau des masses financières brasses par l'État, la France n'est pas dans une situation

exceptionnelle. Sur les quinze démocraties compétitives et durables qui se trouvent en Europe, aucune, notent les auteurs, n'a échappé « à la transformation de son économie libérale en économie mixte ».

cipaux pays concernés ont vécu cette évolution et comment le corps social a réagi à travers le jeu combiné de ses divers acteurs (électorat, groupes de pression, syndicats, personnels politiques). On voit bien que, dernière la grande variété des situations, des comportements et des structures, îl y a une communauté de problèmes. Ce qui conduit les auteurs à s'interroger sur les orientations que prandront les sociétés européennes, suivant qu'elles continueront ou non à s'étatiser et à se

Plusieurs facteurs entreront en ı, parmî lesquels Mattei Dogan et Dominique Pelassy recens l l'ubiquité de la socialdémocratie en Europe », le rôle de ∢ la nouvelle classe mandarinale », concept désignant « le clergé étatiste », qui favorisent la croissance de l'Etat ; la capitalisation des pensions, l'actionnariet populaire, la participation des salariés au capital de leur entreprise, la limitation de la fonction immobilière de l'état au profit de l'accession à la propriété, qui développent la société civile en réduisant la part étatique de la gestion. Une approche de Europe de demain qui devrait intéresser tous ceux qui s'interrogent à ce sujet.

* L'Evénement européen: la gauche dans tous ses états. Seuil, 173 pages, 75 F. * Le Moloch en Europe, par Mattei Dogan et Dominique Pelassy. Economica, 226 pages, 98 F.

Politique

La campagne de M. Jacques Chirac

Les partisans du premier ministre place de la Concorde

« Tout est possible »

Chacun a travaillé dans son « créneau ». Chantal Goya, l'idole des rockers des bacs à sable, a lancé un message vibrant : « Pour tous les enfants de France, j'appelle à voter Jacques Chirac. » Alain Prost, plus pilote que jamais, a demandé a tous un bon geste pour que Chirac puisse mettre « la France en pole position ». Et Paul-Loup Sulitzer, auteur de best-sellers et brasseur d'affaires, a clairement signifié qu'il ne fallait pas donner - de chèques en blanc à des littéraires », les socialistes, qui « font de l'économie comme la Cicciolina fait de la poli-

Sur le pont arrière du podium instalié place de la Concorde, à Paris, Jean d'Ormesson, éditorialiste du Figaro Magazine et organisateur, avec l'amiral Philippe de Gaulle, de cette manifestation pour « la défense de la V. République », pouvait, enfin, respirer. Non, il n'était pas cet - inconscient >, ce « rêveur », cet « hurluberlu » qu'il avait redouté d'être depuis trois jours : plusieurs dizaines de milliers de Parisiens, massés entre l'avenue des Champs-Elysées et les Tuileries, étaient bien devant lui, tous occupés à agiter des drapeaux blen, blanc, rouge, et à crier : « Chi-rac, Chi-

Alors, Jean d'Ormeason a pris le micro des mains de Nicolas Sarkozky, maire RPR de Neuilly, et Monsieur Loyal de cette réunion, pour revigorer une foule ne sachant plus s'il faut encore y croire ou déjà se préparer à l'échec. « Vous êtes maintenant plus de trois cent mille! - s'est-il exclamé. Hum... Des sourires sages out accueilli cette hyperbole. Mais c'est vrai qu'ils furent nombreux à passer faire un tour, après le bureau ou plus tard, profitant d'une journée magnifique, pour entendre les déclarations énamourées, graves, inquiètes de Jacques Martin (« soucieux pour sa famille »), de Philippe Bouvard (« Je crois de tout mon cœur que Jacques Chirac est le président qu'il faut à la France ») ou encore de Jacques Faizant (« Voter blanc, c'est voter rose. Je voudrais dire à ces daltoniens qu'en votant blanc en ne sachant pas qu'ils votent rose, ils

ssembler, site!

Sur un rythme disco énergique, les grands patrons de médecine, les vedettes du show-biz, les entrepreneurs émérites, les sportifs de hant niveau n'ont pas arrêté de gravir les marches du podium pour venir saluer les sympathisants de la majorité ou jeter trois mots bien sentis et bien préparés. C'était, en termes de speciacle, un plateau de rêve avec, an coude à coude, Francine Gomez et Guy Drut, Jean Desailly et le professeur Cabrol. Yves Saint-Martin et M= Lino Ventura, et même Aurel Cornéa, ancien otage au Liban, annoncé au micro par Nicolas Sarkozy, le président Antoine Pinay, la famille Debré et tant d'autres. C'était ébourissant, et ils n'ont rien obtenu en échange.

mais jamais l'on ne sentit ce souffle qui soulève l'enthousiasme.

En réalité, ce n'était pas tant une fête en l'honneur de Chirac que la « fête » de François Mitterrand, bro-« fête » de François Mitterrand, bro-cardé mille fois, moqué sur tous les tons. Le Mouvement initiative et liberté (MIL), dirigé par Pierre Debizet, ancien « patron » du Ser-vice d'action civique (SAC), a généreusement distribué par milliers des autocollants très appréciés signi-fiant sans circulocutions : « Mitter-cand socialista houteur » « Mitterrand socialiste honteux », « Mitterrand Tonton magouille », « Mitterrand, c'est le droit de vote aux immigrés », ou encore « Mitter-rand ou la France, il faut choisir ».

La France et les otages

Presque au complet, les ministres du gouvernement Chirac se sont abstenus de participer à cette sêtelà. De Michèle Barzach à Albin Chalandon, de Jean-Bernard Raimond à François Léotard, de Robert Pandraud à Edouard Balladur, ils se sont réfugiés dans les plis du drapeau tricolore, revenant sans cesse sur leur « amour de la France », comme renforcé depuis l'opération militaire d'Ouvéa et la libération des trois derniers otages français retenus au Liban. « Ce soir, nous sommes encore un peu plus fiers d'être Français. Nous ne voulons pas d'une France emmitoussée », a résumé

La France et les otages. Les otages et la France. Ce fut le refrain têtant de cette soirée, ponctuée par l'apparition de Charles Pasqua, onguement applaudi, cherchant à doper des militants assurément actifs mais très incertains quant à leur victoire : « C'est vrai que l'espoir a changé de camp, leur a-t-il assuré. C'est vrai que maintenant tout est possible. Dimanche, Chirac sera président. ». Et tandis que le ministre évoquait la Nouvelle-Calédonie, quelques centaines de personnes scandaient « Tjibaou assassin, Tjibaou assassin! ».

Dans les premiers rangs de ce rassemblement improvisé en quelques jours, des jeunes, coiffés d'un canotier et converts d'autocollants, acclamaient cet homme fort apparu sur une musique d'enfer. Il leur restait, en finale, à ovationner Jacques Chirac, qui, par la magie d'un satellite et d'un écran géant, est apparu pour leur dire quelques mots et un grand « merci ». Il leur restait à entonner une Marseillaise — « celle de Valmy, celle du cœur » - avec Line Renaud en jupe noire et veste rose. Il leur restait, encore, la joie de défiler jusqu'à la place de l'Opéra, renvoyant François Mitterrand à Latche et expédiant Jacques Chirac à l'Elysée, se disant que, dimanche soir, la rue ne serait peut-être pas à

LAURENT GREILSAMER,

M. Pasqua affirme que M. Mitterrand n'est strictement pour rien dans la libération des otages du Liban

de notre correspondant

Au cours d'un meeting, le ven-dredi 6 mai à Fréjus (Var), M. Charles Pasqua a longuement commenté la libération des otages détenus au Liban, ainsi que l'opéra-tion menée par l'armée en Nouvelle-Calédonie. Le ministre de l'intérieur s'est notamment indigné « qu'il y ait toujours dans ce pays le parti du dénigrement ». «Il y a toujours ceux, a-t-il insisté, qui sont prêts à débiner la France et à débiner les Français, à se faire l'écho de tous les ragots qui peuvent courir ici ou là, à l'étranger ou en France. Nous n'avons aucune leçon à recevoir de l'étranger. Nous n'avons aucune leçon à recevoir concernant la Nouvelle-Calédonie de l'Australie ou de la Nouvelle-Zélande. Qu'ils fassent donc le ménage chez eux! Concernant les otages du Liban, nous n'avons aucune leçon à recevoir de l'Angleterre et de M= Thatcher. Et je m'inscris en faux contre les calomnies répandues par ceux qui disent : « Ils ont payé! » Nous n'avons pas payé, mais ils pensent que nous avons payé parce que c'est ce qu'ils ont fait. Eux, ils ont payé

M. Pasqua a ensuite répondu aux déclarations faites par M. François Mitterrand lors de sa dernière intervention dans le cadre de la campa-gne officielle à la télévision. «Il a dit : « Il n'y a pas de distinction » entre le gouvernement et moi, j'ai » pris ma part dans la libération » des otages ». J'ai le regret de dire et je suis très modéré dans mes propos - que le président de la République n'y est strictement pour rien. Peut-être aurait-il pu nous

Au sujet de la libération par la force des otages d'Ouvéa, le ministre de l'intérieur a confié à son auditoire: «Cela a été pour moi un grand moment que celui où j'ai vu le premier ministre décider en conseil de sécurité que l'assaut serait donné [...] quel qu'en soit le prix à payer [...]. Lorsque j'ai appris que les terroristes avaient été mis hors d'état de nuire et que malheureusement deux soldats d'élite du 11º Choc avalent trouvé la mort pour libérer leurs camarades, j'al eu en même temps un grand sentiment de fierté et beaucoup de peine. Je me suis senti comme vous redevenir fier d'être Français. »

Les VUES de Raymond Depardon



Vendredi 6 mai, 20 h 30

Place de la Concorde Le rassemblement pour la défense de la V• République est terminé. Beaucoup de personnalités ont défilé sur le podium, de l'amiral de Gaulle à Chantal Goya, et de Jacques Martin à Antoine Pinay. Michel Debré était là aussi

en tête des parlementaires. Seule Claude Chirac a refusé de se montrer en public. Pas question d'aller à l'Arc de Triomphe comme en 1968. Les temps changent. Les amoureux ont toujours vingt ans.

Le meeting de la majorité à Clermont-Ferrand

M. Giscard d'Estaing prodigue ses conseils à l'élu du 8 mai

CLERMONT-FERRAND de notre envoyé spécial

M. Jacques Chirac a passé la dernière journée de sa campagne en terre UDF. L'UDF radicalocentriste à Agen, puis l'UDF vieille socialiste et rapatriée à Perpignan, ont accueilli le candidat « unique » qui s'est imposé à elles le 24 avril, avant que le père de l'UDF, s'engage · délibérément · au côté de son ancien premier ministre à Clermont-Ferrand.

A Agen, sous un chapiteau dressé dans l'un des deux en-buts (la «Terre promise») du stade de rugby Armandie, le Grand Sud-Ouest était représenté, autour de M. Jean François-Poncet, président du conseil général du Lot-et-Garonne, l'un des grands ducs du barrisme, par M. Dominique Baudis, maire de Toulouse, président du conseil régional de Midi-Pyrénées, autre barriste, et par M= Michèle Alliot-Marie, secrétaire d'Etat à l'éducation nationale. Il l'était plus encore, peut-être, par le président de la Fédération frane de rugby, M. Albert Ferrasse, que M. Chirac a assuré de sa pré-sence au Parc des Princes, le 24 mai

M. Baudis a assuré M. Chirac de son soutien «loyal» et «désinté-ressé», et M. François-Poncet l'a félicité d'avoir «réussi pour la France», M. André Rossinot, minis-tre des relations avec le Parlement,

président du Parti radical, témoignait son appui en silence. Le pre-mier ministre s'est rendu, ensuite, à Perpignan, où il a été accueilli par le maire. M. Paul Alduv, sénateur (PSD), et par M. Jacques Blanc, député (UDF-PR), président du conseil régional du Languedoc-Roussillon. Accompagné de M. Camille Cabana, secrétaire d'Etat, M. Chirac a renouvelé, devant quelques centaines de per-sonnes, dont de nombreux rapatriés, ses engagements envers ceux-ci.

C'est à l'aéroport d'Aulnat, près de Clermont-Ferrand - le maire de la ville, M. Roger Quilliot, ancien ministre socialiste, ayant, paraît-il, refusé de louer son palais des sports pour la circonstance – que M. Chirac est venu recevoir l'adou-bement promis par M. Giscard d'Estaing. Entré seul sur la scène, le premier ministre en est descendu, après avoir salué l'assistance, pour accueillir le président du conseil régional d'Auvergne. Celui-ci a d'abord expliqué pour quelle raison a-t-il dit, que l'union, que j'ai sans cesse appelée de mes vœux depuis sent ans, est la condition nécessaire de toutes nos victoires et, dimanche,

- On va gagner !-, scandait la foule. "On va gagner, a répondu M. Giscard d'Estaing, mais, juste avant, on va parler. - Il y avait de quoi, on allait le voir. L'Auvergne, d'abord, « chacun le sait, c'est le cœur de la France, le centre de l'Europe ». C'est bien pourquoi, selon l'ancien chef de l'Etat, M. Chirac y avait - débuté - sa campagne le 7 mars (la campagne du premier ministre avait commencé, alors, depuis un mois et

Le cœur et non les promesses

Au « cœur » de la France, au centre de l'Europe, il est bien normal, pour un futur président de la République, de recevoir les conseils d'un prédécesseur... Ils n'ont pas manqué. Il faut poursuivre les privatisations, estime M. Giscard d'Estaing, mais il faut dire à quoi on en affectera le produit : à la forma-tion, aux communications et à l'insertion sociale des exclus. Disons-leur que la France n'abandonnera pas ses blessés », a demandé l'ancien chef de l'Etat. Sinon, « le parti de l'égolsme, qui a toujours existé », mais qui « a toujours attiré le malheur sur notre pays ., grandira encore

non pas le langage des promesses faites pour séduire et, souvent, pour tromper, mais le langage de l'élan du cœur, celui qui, hier, nous avait fait gagner », a proposé M. Giscard d'Estaing, Hier, c'était, bien sûr, il y a quatorze ans, lorsque le candidat de la majorité d'alors avait victorieusement contesté à M. François Mitterrand le - monopole du cœur -. Celui de la majorité d'aujourd'hui n'aurait-il à proposer que des « promesses » ?

« Retrouvons le langage du cœur,

Puis M. Giscard d'Estaing s'est adressé à sa « famille ». l'UDF, qu'il a appelée à ne pas - se décourager, ni, surtout, se disperser », au moment où « ses idées ont progressé au point de devenir les valeurs de référence de presque toute la classe politique française. Il faut, selon l'ancien ches de l'Etat, qu'elle continue à se battre « pour [ses] idées et pour [ses] valeurs. à la différence de ceux qui sont prêts à accepter

A sa « patrie », enfin, l'ancien pré-sident de la République a demandé de choisir la continuité, afin que la France ne redevienne pas, comme sous la IVº République, « l'homme malade de l'Europe», mais il a insisté, surtout, sur le « besoin d'union » et, parlant pour l'élu du 8 mai, quel qu'il soit, tout en s'adres-sant à M. Chirac, il a déclaré : « Monsieur le Premier ministre, si vous êtes élu, dimanche, président de la République, si vous connaissez, à voire tour, la fête et la fierté exaltante d'avoir gagné la confiance et le soutien de notre peuple, je vous demande d'avoir comme premier objectif de faire travailler ensemble les deux moitiés de la France.» Etant entendu que M. Giscard d'Estaing était venu demander à ses amis « de voter pour le candidat de notre majorité UDF et RPR, Jacques Chirac ».

Invité par son hôte à bannir les-propos polémiques, M. Chirac a dû, au surplus, rappeler lui-même les récents résultats de son action pour la libération des otages du Liban, pour celle des gendarmes détenus en Nouvelle-Calédonie et pour le retour en France du capitaine Dominique Prieur, « tor ibée enceinte » — ce qui a été « dûment constaté par la Faculté - - et, donc, selon-lui, rapa-triée en métropole conformément à l'accord conclu avec la Nouvelle-Zélande et sans qu'il soit possible de supposer que ce retour ait été - programmé de telle sorte qu'il intervienne à la veille du second tour de

L'important, c'était la photogra-phie de MM. Giscard d'Estaing et Chirac, et ce dernier s'est accordé avec l'ancien chef de l'Etat pour juger que « l'union de la majorité est la clé de voûte de toute action politique si elle veut conduire au succès »

PATRICK JARREAU.

Le trou de mémoire

Après le poids des « coups », le choc des dates. La course à l'événement s'est achevés, vendredi soir, place de la Concorde, sur un recours au passé, un sursaut de mémoire. A vingt ans de distance, les gaullistes ont tenté de se réchauffer au souvenir du 30 mai 1968. Etonnant jeu de la mémoire et du hasard! S'ajoutant à d'autres, la référence dessine en effet une année 1988 encombrée d'anniv saires, toute en réminiscence : le RPR qui fiirte avec la rhétorique de 1958, la Nouvelle-Calédonie qui fait surgir le fantôme de la guerre d'Algérie, et jusqu'à M. Le Pen qui nous oblige à fêter le centenaire de l'irruption triomphale du général Boulanger, sous la IIIª République...

Les gaullistes semblent avoir compris trop tard où était l'enjeu caché de cette élection : une affaire de mémoire, justement. Quelles que soient leurs arrière pensées tactiques, M. Séguin, quand il appelle à « rester soi-même », à retrouver des « références », ou M. Pasqua, quand il quête, contre l'« embourment », un « mouvement populaire », font le bon diagnostic. Il ne suffit pas de proclamer l'avenir, la modernisation, l'efficacité, l'immédiateté, il faut aussi incamer un passé dans le présent, mettre en scène un imagi collectif surgi de la longue durée, brasser ces deux mémoires que distingue l'historien Pierre Nora, l'idéologique et la sociale. Las, il suffisait de se promener dans la foule très BCBG de la Concorde pour comprendre le malheur du RPR: la prise de conscience est bien tardive et le fisme populaire bien mai en point.

L'agitation de ces demiers jours a quelque peu chassé l'ombre du Front national, comme dans un exorcisme. Pourtant, ce dialogue du passé et du présent est au cœur du succès de M. Le Pen. Durant cette décennie, il s'est glissé sur la scène politique par un trou de mémoire. « Une mémoire en France, c'est ce qui justifie la prétention d'une force politique au pouvoir, voir aux mains des manipulateurs de la politique », écrit encore Pierre Nora (1). C'est parce que les mémoires fondatrices de la France d'après guerre sont en crise, déchirées, dévalorisées, que la vieille tradition française d'extrême droite resurgit sous les atours de la

Le travail du devil

M. Le Pen a un avenir parce qu'il a un pass perce qu'il en vit et le proclame. En face, la France paye l'oubli. Mémoires gaulliste et communiste se noumissaient l'une l'autre dans la construction d'une légende : le refus d'affronter le souvenir d'une France d'abord collaboratrice et pétainiste, le vocabulaire de la grandeur recouvrant la réalité d'un retrait historique sur la scène mondiale, l'amnésie vollant la guerre d'Algérie et la fin de l'empire. 1988 scelle l'effondrement de ces deux imaginaires. La France s'est refusée à cette *« maîtrise du* passé », cette Vergangenheitsbewältigung, que les jeunes générations allemandes ont imposée

à leurs pères. La crise, le chômage, la nouvelle pauvreté ne suffisent pas à rendre compte de l'hypothèque désormais, et durablement, sur la vie politique française. La Front national se nourrit

aussi d'un imaginaire de la crise, du déclin, de l'insécurité sous toutes ses formes, de répré-sentations venues du passé qui travaillent la némoire collective du pays comme l'illustrent à foison les travaux du démographe Hervé Le Bras (2). Qu'il s'agisse des guerres coloniales, du « détail » sur les chambres à gaz, des valeurs nationalistes et de la « grandeur de la France », M. Le Pen assume le passé oublié, y construit sa propre légende, réécrit l'histoire rours le présent Tel est le défi lancé au grand artisan tactique

de l'ascension de l'extrême droite : François Mitterrand. En déstabilisant les mémoires gaullistes et communistes, en imposent une révolution culturelle aux socialistes, n'e-t-il pas, kui aussi, perdu le fil du passé ? La conversion au réel, à la gestion, à la modernité, n'e-t-elle pas égaré, en chemin, les références, l'ancrage dans une tradition, dans un imaginaire qui puisse affint affronter celui qu'incame M. Le Pen ? Car celui-ci prend au mot un certain discours convenu, consensuel, sur la France, sa préten-tion à la grandeur, et la personnalisation du pouvoir imposé par ses institutions depuis 1958, ce bonapartisme récurrent.

Le temos n'est-il pas venu, au contraire, de faire le travail du deuil, cher aux psychanalvstes ? D'assumer pleinement une France qui n'est plus celle de la légende ?

EDWY PLENEL

(1) Pierre Nora, « Quatre coins de la semoire », in revue H Histoire, nº 2, juin 1979. (2) Cf Hervé Le Bras, les Trois France, Odile Jacob, 1987

L'extrême droite dans l'Histoire et son poids dans l'élection présidentielle

Le Pen a-t-il pris la suite du colonel de La Rocque?

par Jacques Nobécourt

L'équation Le Pen égale La Roc-que est la forme actualisée d'un des nvihes où se résume l'avant-guerre français. La passion polémique d'alors s'y est ossifiée en certitude historique. Pour signifier à quel point le chef du Front national est ominable, ses adversaires le voient successeur de La Rocque, dans l'emploi d'avatar du dirigeant fasciste français, simultanément redoutable et ridicule. Inversement, il est vrai que les électeurs agés de M. Le Pen retrouvent devant lui la ferveur de leur jeunesse et l'intronisent héritier. «Le Colonel» pour ceux-ci, «Casimir» pour ceux-là, que vient faire La Rocque dans cette campagne électorale, et sur-tout à cette place?

Ce n'est vraiment plus son affaire... L'équation Le Pen égale La Rocque n'est pas vérifiée du seul fait qu'un historien patenté l'écrit. Il s'agit d'une interprétation politique conjoncturelle. Le recours aux références historiques est toujours menacé par l'anachronisme, d'où s'inspirent tous les procès d'intention, à l'un ou l'autre bout de la chaîne. Quant aux faits nus... c'est de longue date qu'à la Fondation nationale des Sciences politiques des historiens en ont opéré la remise en perspective dans leur temps, en se dégageant de l'emprise du combat quotidien (1).

Le projet des Croix-de-Feu en 1933

Cette équation a été inscrite tout récemment par M. Serge Berstein. sseur d'histoire contemporaine à l'Institut d'études politiqu cialiste du Parti radical-socialiste (2). Il l'étaie par une paraphrase des documents publiés le 1º octobre 1933 dans le Flambeau, organe du mouvement Croix-de-Feu. Nous décomposons son propos, dont

- La solution est simple : - que les « braves gens », les « vrais patriotes », les « nationaux », descendent dans la rue pour imposer à un pouvoir faible et laxiste, vendu à l'étranger, les véritables solutions aux difficultés nationales, l'allégement immédiat et rationnel du poids de la fiscalité, la défense de e contre les pro cédés abusifs de la concurrence mise de l'Etat dans les domaines appartenant à l'activité privée, la garantie effective des droits de la main-d'œuvre française, la limita-tion et l'adaptation de la maind'œuvre étrangère aux stricts

- Programme simple, apparemment efficace, désignant les étran-gers comme le bouc émissaire des difficultés nationales, qui répo aux problèmes et aux angoisses des Français des années trente...

» C'est inconstestablement du national-populisme - des Croixde-Feu que le mouvement incarné par Jean-Marie Le Pen apparaît comme l'héritier légitime. »

Le professeur Berstein marque bien ensuite les différences et son refus de « pousser trop loin la comparaison -. Aux ligues qui pronaient - pression - dans la rue, dont ivers était celui du défoule ment, non de l'action raisonnée », il oppose la stratégie parlementaire et ctorale du Front national et estime que la transformation des Croix-de-Feu en parti Social francais ne leur a valu que - des mécomptes électoraux ». Différence des clientèles enfin : les ligues recrutaient dans les classes moyennes, et non dans les classes populaires.

Ces chapitres précisément, pourrait-on objecter à M. Berstein, ne sont pas ceux de différences mais

Un développement serré, fondé sur beaucoup de textes et de preuves permettrait de renverser les opi reques, notamment sur les points sui-

L'emploi de la violence dans la rue ? La Rocque la proscrit formellement et fréquemment. La Croix-de-Feu ce qui fut la marque des ligues rivales : Jeunesses patriotes, Solidarité française, Camelots du Roy.

- La voie parlementaire? tlons, des refoulements massifs s'imposent. Plus que jamais, nous La Rocque a toujours visé à y aboutir. Les textes sont nombreux où il fait clairement allégeance au régin républicain et à l'héritage de 1789. Loin de le déconcerter, la dissolution des Ligues en juin 1936, sert si bien son dessein qu'il peut mettre immédiatement sur pied un grand parti de masse, le Parti social français, qui, au lieu de subir des e mécomptes ctoraux», recueillera à la veille de la guerre environ trois mille élus locaux. Une centaine de députés lui

sont prédits pour les législatives de juillet 1940.

- Le programme? De politique intérieure. Il est fort classique et, en ce temps, surgit sur tous les horizons politiques. On y trouve aussi des thèmes qui, vingt ans plus tard, feront fortune.

Nous réclamons: « L'association progressive du capital et du travail. C'est dans le plan de la profession organisée et de l'action sociale indélante que nous fonderons la paix et la prospérité civique... La notion de l'Etat doit être restaurée, la classification logique des pouvoirs rétablies. »

La France « collectivité-cadre »

Sur l'essentiel, le racisme et le rejet des immigrés, aucun rappro-chement n'est justifiable entre les thèses du Front national de 1988 et celles de La Rocque... Il est qu'en 1988 certaines restrictions heurtent la sensibilité et les convictions. modelées par l'évolution qu'a imprimée le racisme ou choquées par l'aveuglement des nationalismes.

Mais, sur le principe de base, La Roque s'oppose à Le Pen aussi radicalement qu'une philosophie de l'accueil au réflexe de l'exclusion. Tout le discours de Le Pen vise la

Né le 6 octobre 1886 à

Lorient, François de La Rocque

entre à Saint-Cyr en 1906.

Affecté en Algérie puis au Maroc,

il fait campagne dans le protec-torat jusqu'en avril 1916, reçoit

de graves blessures qui l'éprou-veront jusqu'à la fin. Comman-

dant un bataillon d'infanterie

dans les tranchées jusqu'en

1918. il nasse à l'état-major du

maréchal Foch, commandant en

chef des armées alliées. Après

des séjours en Pologne puis de

nouveau au Maroc, il quitte

l'armée sur sa demande en 1928

se résume ainsi : prenant en

combattants, dit les Croix de feu-

fondé sur l'élitisme et la coopta-

tion, il en fait un mouvement de

(PSF), dépassant le million

Son reiet de l'aventure lui vaut

la haine de l'extrême droite

(Action française et Jeunesse

patriotes) avec (aquelle il refuse

tout compromis, soit au 6 février

1934, soit dans le Front national

de 1935, dans le Front de la

puis dans l'organisation clandes-tine surnommée la Cagoule. Plus

tard, à Vichy, il fera échouer les

deux tentatives de parti unique.

vise l'assimilation des communautés

hétérogènes, la fusion des classes,

l'union, la . réconciliation française

gage de nos lendemains ». Il reprend

Siècle des Lumières, la croyance

que l'assimilation à la France pro-

met le bonheur aux hommes qui n'y

sont pas nés. L'inspiration hégémo-

nique de cette thèse n'était pas alors

mise en relief, mais elle appartenait

politiquement à la «gauche» et

La Rocque la soutint jusqu'au bout

Au principe de l'assimilation, la

contre une fraction de ses partisans.

pratique apporte des restrictions. Elles s'expliquent par le climat de

1934 et la menace de guerre venue

du Reich. La Rocque se situe exclu-

nationale. Il condamne absolument

le - racisme exacerbé - de l'Allema-

gne et développe :

ement dans le cadre de la défense

· On frémit lorsqu'on dénombre

multitude de réfugiés qui, venus

d'Allemagne, se fixent dans nos

villes, spécialement à Paris. Cer-

tains d'entre eux sont d'authentique

victimes des expulsions hillé-

riennes. Mais à ces victimes s'ajoute

une foule d'indésirables sans foi ni

loi. Une surveillance sévère, un

contrôle restrictif des naturalisa-

avons besoin d'un contre-espionnage

Un an plus tard, le quatrième cha-

pitre de Service public est consacré

an *« problème ethnique* » et pose

nettement ce principe, qu'on ne

trouverait évidemment pas dans les

cadre... Comment commettrions-

nous l'erreur d'un exclusivisme

« Nous formons une collectivité-

textes de l'actuel Front national :

son compte la pensée même du

d'adhérents à la veille de la

es. le Parti social francais

Son action, de 1930 à 1943 à

comme lieutenant-colonel.

raciste? Voudrait-on lui appliquer le discriminant négatif d'un xénophobisme à retardement quelles qu'en soient les victimes ?

- En août 1936, lorsqu'il vient de parcourir l'Afrique du Nord pour changer les cadres des sections PSF qui sont tentés par les arguments raciaux dans l'opposition au gouverrement Blum, La Rocque écrit sans ambiguité dans le Flambeau : « Je confirme ici ma pensée inchangée l'antisémitisme : la France est par nature assimilatrice et le racisme est contraire à son génie. •

En 1933-1934, « la question des étrangers > se pose, non pas en vertu de présupposés ethnico-racistes, mais pour des raisous économiques — à la suite des «innombrables appels de main-d'œuvre » depuis 1918, qui ont constitué « un pullulement de colonies » à l'intérieur du territoire - on pour des motifs d'ordre public, causés par la nécessité d' - d'héberger une foule grouillante, virulante, d'outlaws que rien ne garantit >.

On préférerait certes un autre langage, mais le principe est clair : l'assimilation sans autres limites que celles mêmes dictées jadis par les

conceptions jacobines : · La France est la plus douce des mères adoptives, à condition que ses nouveaux enfants se donnent à elle

interdira aux cadres du Progrès

social français (ancien PSF) de

s'intégrer à la Légion des com-

Le PSF sera dissous par le

gouvernement de Vichy en avril 1942, avant une nouvelle disso-

lution prononcée par l'occupant

en octobre 1942, et confirmée le

9 mars 1945 par le gouverne

La Rocque est arrêté le 9 mars

1943 par la Gestapo pour s'être

opposé à la création de la Milice

et avoir mis sur pied un réseau de

renseignements militaires en liai-

son avec les service britanniques,

mais non avec ceux de la France

libre. Cent cinquante de ses com-

pagnons, dont plusieurs mour-

ront en déportation, sont égale

Rapatrié d'Allemagne le 8 mai

1945, il est accueilli au Bourget

sur l'ordre du ministre de l'inté-

rieur socialiste, Adrien Tixier,

confiné dans la mansarde d'une

caseme de Versailles. Il sera mis

en résidence forcée le 31 décem-

bre 1945, à Croissy. Opéré à

deux reprises des suites de ses

1946. Le général de Gaulle ren-

dra justice à sa mémoire et fera

remettre à son épouse la carte

de déporté établie à son nom, le

sans arrière-pensée... Nous nous

refușons à établir un classement de

nos concitovens par origine, à partir

du moment où celle-ci s'est effacée

devant l'unité française, à partir du moment où les hérédités confession-

nelles, ethniques se sont inclinées

devant l'impératif absolu d'un sen-

timent et de réflexes patriotiques.

Notre génie national façonne les

races et se les incorpore: le pro-blème ethnique n'existe pas chez

Où est

le national-populisme?

Quant à la fixation de conditions

sur l'octroi de la nationalité fran-

çaise, elle ne tranche pas sur les

préoccupations de toutes les frac-

guerres. Peur de la concurrence,

crainte des idées révolutionnaires ou

des doctrines dictatoriales, tout

nourrit la viscérale et traditionnelle

détestation de l'étranger. La CGT

entend défendre en priorité les inté-

rêts des Français et, en 1937, le

Parti communiste - reprend à son

compte le vieux cri nationaliste:

Dans la pratique, La Rocque

défend les droits des immigrés tenus

comme assimilés. Au printemps

1935, il fait intervenir le service

social des Croix-de-Feu pour que

l'assistance médicale gratuite, selon

la loi de 1893, soit attribuée aux

ouvriers algériens malades de tuber-

culose à la place d'un rapatriement

ble, annonce les voies qui conduiront

aux travaux de la Commission sur

l'octroi de la nationalité. S'il faut

Cette attitude, dans son ensem-

la France aux Français ! > (3).

28 avril 1961.

ment de la Libération.

De Saint-Cyr à la mort

en résidence forcée

absolument discerner une continuité de La Rocque à nos jours, sur ce terrain comme sur d'autres, elle aboutit surtout du côté de Raymond Barre, parfois de Jacques Chirac, et non pas chez Jean-Marie Le Pen.

De qui ce dernier reprend-il alors l'héritage, s'il en reprend un? Et où dont l'étiquette est collée à La Roc-

Le Pen, par sa présence physique, ses dons de tribun, rappelle moins La Rocque que Doriot. Il lui manque, de ce dernier, l'essentiel : son expérience politique n'est pas celle d'un apparatchik communiste. Ce pseudo-Doriot ne trouve dans son entourage ni Drieu, ni Pucheu, ni Jouvenel, ni Fabre-Luce. Avant guerre, le national-populisme, forme française du péronisme était, au PPF, non au PSF. Le Pen n'en a repris qu'une certaine forme de manipulation des foules, rien en tout cas qui le relie à l'héritage des gauches, réformistes ou révolutionnaires. S'il y a quelque similitude de clientèle, c'est celle-là même des groupes sociaux qui s'étaient détachés de La Rocque pour l'aventure doriotiste ou d'autres dans le même

La Rocque incarnait délibérément ce que ses fidèles trouvaient en lui : une enchaînement des traditions dans leurs perspectives historiques, y compris le régime républi-cain. Il tablait en fait sur le lent cours du temps et découragea les extrémistes situés sur sa droite. Ils firent dissidence par vagues successives, jusqu'à l'ultime commando qui fut problablement à l'origine de son arrestation par les Allemands.

Les premiers, personnages de second rang, inconnus aujourd'hui, quittèrent les Croix-de-Feu dès 1930. Les anciens soldats d'aventure rompirent plus tard avec La Rocque, pour partir à la Cagoule, qui le combattait durement; les militants venus du sous-prolétariat chez Doriot, les jeunes bourgeois activistes aux Jeunesses patriotes ou à la Solidarité française. Les catholiques traditionalistes s'étaient toujours retrouvés à l'Action française, non chez La Rocque.

Quant aux dirigeants, en 1935, ceux qu'on nomma . les maréchaux » rejoignirent Doriot. Ils prônèrent l'intégration au Front de la Liberté, constitué autour de lui, tard, il refusera l'intégration à la Légion des combattants, à Vichy.

Aux Croix-de-Feu comme au PSF, cette lignée fascinait de loin bien des électeurs fondamentale ment modérés mais mécontents, tout prêts à se rallier à des aventures à la condition de n'y pas participer, comme ils l'avaient fait en Italie.

Toute la stratégie de La Rocque visa a les en détourner, mais la mémoire collective, paradoxale-ment, l'a souvent confondu avec ceux-là qui furent ses pires adversaires, n'epargnant rien pour le discriditer parce qu'il avait réussi à réintégrer dans la République une masse disponible pour des solutions de force. Cette intuition allait à l'encontre de tous les conformisme politiques ou universitaires: lorsqu'elle fut formulée six ans après la mort de La Rocque revenu de déportation. Elle est maintenant pleinement confirmée par l'étude

La France, enfin, n'est plus la même. La carte électorale du Front national le 24 avril montre que son implantation ne recouvre que par-tiellement celle du PSF, dans l'Est. en Isère, dans le Nord. La ligne de coupure Nord-Sud s'est substituée à la ligne coupure Est-Ouest. La Rocque s'inscrivait dans des structures vicilles de plusieurs siècles. Les tout récents travaux d'Emmanuel Todd (4) ont annoncé sur ce point les nutations radicales de la carte politique et en ont donné les motifs de façon convaincante. Celles-ci expliquent le succès de Le Pen. La France de La Rocque n'était pas

(1) Ce rétablissement des perspectives a été dessiné par le professeur René Rémond, dès 1952, avec la première édition de son étude fondamentale. la Droite en France. D'autres chercheum ont approfondi ses intuitions et ses ques s, notamment Mile Janine Bourdin et le regretté sénateur socialiste Phi Machefer, qui enseigna à Nanterre et à l'Institut d'études politiques. Les porte-parole de l'imaginaire collectif, en particulier les - historiens télévi suels . ne semblent pas avoir connais sance des élucidations qui sont le fruit de ces recherches. Le dernier état en a été établi par Pierre Milza, dans le cadre de son travail : Fascisme français, passé et present, Flammarion, 1987,

Libération du 26 avril 1988. (3) Ralph Schor, «La question migrée (1919-1939)», in: l'Histoire, mai 1988, pp. 87-88. (4) Emmanuel France, 6d. du Scuil, 1987.

Les nouveaux anti-européens

(Suite de la première page.)

Même si le slogan sans cesse ressassé - La France aux Français > a sans doute influencé le subconscient de beaucoup, les petits producteurs de lait qui ont « trahi » M. Chirac au bénéfice de M. Le Pen ne l'ont pas fait par peur du Maghrébin mais parce qu'ils savent confusément qu'ils ont été condamnés à la mort lente par « ceux » de Bruxelles. Nul besoin de Maghrébins non plus pour expliquer le vote de ces dévots alsaciens ou lorrains en faveur d'un homme qui ne répugnait pas, il n'y a pas si longtemps, à exalter le paganisme celte : bon nombre d'entre eux ne sont-ils pas contraints à franchir le Rhin tous les matins pour aller gagner leur vie en marks, tandis que les capitaux ouest-allemands rachètent les entreprises locales et que leurs détenteurs restructurent à qui mieux mieux sans souci du chô-

tout aux autres problèmes qu'auront à affronter ses ex-futurs siuets - n'a pris la peine d'évoquer, en termes pratiques, accessibles à tous, ces lendemains qui risquent de déchanter pour beaucoup. Exception faite des incantations européennes de circonstance, la campagne électorale n'aura été mise à profit par aucun candidat pour faire œuvre pédagogique. Nous avous eu droit à l'Europe « potions magique » si l'on met à l'écart les discours nationalo-protectionnistes des duettistes Lajoinie-Marchais sur un thème que M. Le Pen pourrait bien vite leur ravir : « Produisons et consommons français ».

Acto accalmi

Mêmes les vérités de La Palice furent ignorées au cours de cette campagne électorale, qui aura encore un peu plus divisé la France tant il n'y fut question que du passé et des travers humains des rivaux en



nage, et s'installent en maîtres dans les résidences secondaires du cru? Par quotas laitiers interposés ou par proximité géographique, les uns comme les autres se savent aux avant-postes de cette Europe à venir qui, craignent-ils, va les écraser.

Un audit de la société française

Ces craintes vagues, ces peurs mal analysées, n'épargnent pas les professions libérales : qu'un vétéri-naire hollandais s'installe dans un coin de la campagne française, et menacée. Le phénomène fera vite tache d'huile chez les médecins déjà, de toute façon, trop nombreux en France, – les pharmaciens, les notaires et autres petits notables, inquiets de voir leur rente un jour battue en brèche. Les chefs d'entreprise n'échappent pas tous, loin de là, à la maladie, Parfois à juste titre. d'ailleurs, comme les transporteurs routiers condamnés à disparaître pratiquement de l'Hexagone s'ils ne réagissent, pas au prix de douloureuses concentrations, pour pouvoir faire face à leurs concurren allemands et hollandais. Mais des responsables d'entreprises parfaitement saines sont aussi atteints par le virus, révant, les bonnes muits, de protectionnisme, peuplant leurs cauchemars, les mauvaises, d'OPA trans-européennes et de diables

Toutes ces craintes sont d'antant olus vives qu'aucun candidat à la résidence - hormis peut-être M. Barre, dont le tort aura quand même été, à ce chapitre, de ne s'intéresser qu'à la fiscalité, pas du

ayant le visage d'un De Benedetti on

d'un Agnelli.

résence. Quel camp eut-il l'idée élémentaire de procéder à une sorte d'audit de la société française, secteur par secteur, pour expliquer l'enjeu de 1993 ? Aucun, si l'on fait abstraction d'une étude confidentielle et tout à fait hermétique publiée sur le tard par le secrétariat général du comité interministériel pour les questions de coopération économique européenne. Aucun candidat ne pensa non plus à faire une proposition de bon sens : la création d'un super-ministère de l'Europe dont le titulaire n'aurait pas la charge des négociations européennes (avons tout de même pitié d'un Quai d'Orsay qui aura tant souffert de la cohabitation) mais française au grand marché et de l'information des Français sur toutes ces questions. Tant d'imprévoyance n'étonne pas trop, il est vrai, quand on constate les mêmes carences de la part de la plupart des associations

Le terreau, on le voit, est extrêmement favorable à M. Le Pen, surtout depuis que le gaullisme s'est rallié à l'idée européenne, dans la foulée de la conversion de M. Chirac. Tous ceux qui savent qu'une France fri-leuse, repliée sur elle-même, n'aurait aucune chance, doivent en tenir compte s'ils ne veulent pas voir le mai progresser davantage on même endrer une fatale surenchère, non seulement entre forces politiques françaises mais aussi entre les Douze, car on ne compte pas des peureux de l'Europe » que dans l'Hexagone. Le défi à relever pour 1993 est immense; encore faut-il que les Français en connaissent

JACQUES AMALRIC.



un portrait acéré de notre système d'éducation et de ses - trop nombreuses faiblesses.

En vente en librairie

ine coédition La Découverte. Le Monde

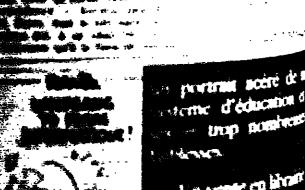
ABONNEZ-VOUS RÉABONNEZ-VOUS

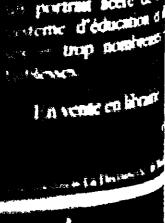
LE MONDE ET SES PUBLICATIONS

Gérez vos abonnements sur minitel 24 heures sur 24 - 7 jours sur 7

ABONNEMENTS







(101 × 121) [11] (11]

Politique

Une légère accalmie régnait en Nouvelle-Calédonie à la veille du second tour

Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, a quitté Nouméa le samedi après-midi 7 mai (heure locale) en estimant qu'il avait accompli sa mission visant à libérer les vingt-trois otages qui avaient été détenus par le FLNKS sur l'île d'Ouvéa : « Nous n'avons pas pu aboutir à une solution négociée, et si nous avons été contraints d'aller à une solution de force, c'est qu'il y allait de la vie des otages », a-t-il notamment déclaré avant son départ. « Il n'y avait pas d'autres issues possibles. Si je suis triste parce qu'il y a en mort d'hommes, je dis que ceux qui attaquent quelqu'un, qui attaquent une banque, qui se livrent à une action terroriste, prement des risques et doivent les assumer. Les ravisseurs d'Ouvéa ont pris des risques, ils les ont

M. Pous avait auparavant affirmé que le FLNKS se résumait désormais, sur le territoire, à « une dizaine de bandes armées ».

L'île d'Ouvéa ayant été de nouveau interdite à la presse après la « visite organisée » à laquelle les journalistes avaient été conviés vendredi par les autorités (nos dernières éditions du 7 mai), diverses incertitudes demeurent sur les circonstances de l'assaut mené jeudi par l'armée et les services secrets contre la « grotte des guerriers » où dix-neuf indépendantistes canaques et deux membres de la DGSE ont trouvé la mort.

A Paris, le directeur de campagne de M. Mitterrand, M. Bérégovoy, a indiqué, à ce sujet, que le président de la République avait « donné son accord » an déclenchement d'une opération mili-

taire sur la base d'indications selon lesquelles l'assant devait « aboutir à un minimum de victimes ». « Il a donné son accord, mais l'opération devait se faire dans des conditions fort différentes de celles que l'on connaît maintenant », a souligné M. Bérégovoy. « C'est pourquoi il a demandé à avoir tous les éléments du dossier. Ce qu'on peut craindre, a ajouté l'ancien ministre, c'est que n'aient pas été exploitées toutes les pos-sibilités de médiation. On en est arrivé là parce

entre les deux communantés. » M. Juppé, porte-parole de M. Chirac, a déclaré, pour sa part : « Le gouvernement est prêt à discuter avec tous ceux qui respectent la légalité républicaine. Il va de soi qu'il faut repren-

samedi 7 mai, sur l'archipel,

quarante-huit heures après la mort de dix-neuf indépendantistes et de

deux agents secrets dans l'assaut de la grotte de Gossanat. Cependant,

l'état-major du FLNKS a annoncé

une - remobilisation - à l'occasion

du second tour du scrutin présiden-

tiel. A Nouméa, une manifestation

de protestation contre les événe-

ments d'Ouvéa a rassemblé un mil-

lier de personnes. Les militants indé-

pendantistes n'ont pu obtenir l'autorisation de marcher sur le cen-

tre ville et ont dû se contenter d'un

meeting dans le quartier populaire de Montravel. Ils sont restés durant

près de six heures face à un impo-

sant cordon de CRS qui les empê

chait de quitter ce quartier. Dra-

peaux de la Kanaky en tête, portant des banderoles qui affirmaient : • Ni

pleurs ni larmes, la lutte continue ».

ou « Hommage à nos 19 camarades

massacrés par le gouvernement français », les manifestants ont dénoncé les conditions de libération

des otages. « C'est parce que le peuple kanak est acculé que certains de ses fils ont choisi la solution

d'Ouvéa », a déclaré un militant du

FLNKS. « Il y a ici les frères et les

sœurs de ceux qui ont été assas-

sinés. Achevez votre sale besogne,

arrosez-les à coups de mitrail-

leuse ! .. a lancé sous les applaudis-

qu'une politique de revanche folle a été menée là-

bas à l'instigation du RPR local. Il est urgent, dès

la semaine prochaine, de rétablir le dialogue

dre le dialogue avec tous ceux qui respectent le verdict des urnes. Il faut que le référendum du 13 septembre soit respecté. •

L'association SOS-Racisme a demandé la constitution d'une « commission d'enquête indépendante » pour que « toute la lumière soit faite » sur l'opération militaire d'Ouvéa à laquelle ont participé environ quatre cent cinquante militaires et agents secrets.

La manifestation de soutien au peuple canaque, qui devait avoir lieu le samedi 7 mai à 14 heures au métro Charonne, à Paris, a été interdite par la préfecture de police. Prenant acte de cette décision, l'Association d'information et de soutien aux droits du peuple kanak (AISDPK) appelle à un nouveau rassemblement le mardi 10 mai, à 18 h 30, toujours au métro Charonne.

Incertitudes après un assaut

Les indépendantistes d'Ouvéa menaçaient surtout les membres du GIGN

NQUMÉA de notre correspondant

Y avait-il réellement imminence d'un massacre des gendarmes détenus en otages par leurs ravis-seurs du FLNKS? Le risque était-il tel qu'un coup de force contre la grotte de Gossanat devenait d'une extrême urgence? Selon des indications recueillies de diverses sources à Nouméa, ces questions-clés aujourd'hui au cœur de la polémi que soulevée par l'assaut meurtrier de jeudi – appellent des réponses

Il apparaît aujourd'hui établi que l'attitude des ravisseurs vis-à-vis des otages était en fait sélective. Les six hommes du GIGN faisaient l'objet d'une haine ouverte, tandis que les

bénéficiaient d'un traitement plutôt convenable. Aux premiers, les militants du FLNKS reprochaient leur esponsabilité dans la mort d'Eloi Machoro, abattu en janvier 1985 par des tireurs de cette unité d'élite. Ils les ont gardés menottés toute la durée de la détention et leur servaient des rations de nourriture en dernier, après tout le monde.

En outre, ils ne leur pardonnaient pas d'avoir tenté de camousler leur appartenance au GIGN, puisque lors de sa capture le 27 avril - ce commando très spécial était vêtu de treillis de simples gendarmes. La découverte après coup de leur véritable identité n'a fait qu'attiser la rancœur des militants FLNKS. Dès que la tension montait d'un cran en

gendarmes mobiles on territorianx réaction aux manœuvres d'approche des unités commandées par le géné-ral Vidal, seuls les hommes du GIGN étaient visés par des menaces de représailles.

> avaient noué avec les autres gendarmes des rapports autrement plus. décrispés. Ils les avaient libérés de leurs menottes et les entretenaient au cours de multiples parties de cartes – de leurs motivations politiques. De la perspective de l'indépen-, dance à la coutume canaque en pas-sant par le rôle des églises et onomie de comptoirs, les sujets même progressivement montrés sensibles à l'argumentation des indé-

> > FRÉDÉRIC BOBIN.

abordés ont été des plus variés. Certains de ces gendarmes se seraient

La logique militaire De même source, on explique

Tel un engrenage, la logique militaire s'est enclenchée durant le week-end dernier, plus précisé-ment le lundi 2 mai, au retour d'une mission d'analyse de la situation en Nouvelle-Calédonie, par l'un des sous-chefs d'étatmajor des armées, plus spécialement chargé des opérations, qui a été dérouté, pour la circonstance, d'un voyage prévu de longue date en Polynésie. Des renseignements plus détaillés. Une appréciation plus fine de la situation sur place, dans l'île d'Ouvéa. Une craint aussi, que, progressivement, plus la situation dans la grotte et dans ses alentours protégés par la végétation et par des fortins, voire des échauguettes, où des tireurs étaient embusqués avec les armes prises à la brigade de

Car, à Paris, tout avait été envisagé, parallèlement aux discussions, y compris le pire, c'està-dire divers scénarios possibles d'une intervention en force, dès les premiers contacts pris entre les ravisseurs et les membres du GIGN conduits par leur chef, le capitaine Philippe Legorjus, promu vendredi chef d'escadion.

Des repérages en avions Falcon-20 Gardian et en hélicoptères avaient permis de discemer, vaguement, à travers le maquis serré de la végétation, un sem-blant de cavité où devaient se tenir les otages, avec leurs ravisseurs. Des géologues ont même été consultés afin de mieux connaître, par avance, les circon-volutions du terrain et les contours de la grotte. Le recours à des traquenards a été écarté : l'usage des gaz anesthésiants ou de poisons dans l'alimentation ou

l'eau conduit à neutraliser. d'abord, les otages dont la coopération, dans ce genre d'opéra-tion, est essentielle et, de surcroît, l'une ou l'autre de ces substances a des effets sans garantie, qui varient d'un individu à l'autre. Un luxe ou un handicap qu'on ne pouvait pas se permet

Très tôt. il est apparu que les affrontements risquaient d'être durs, compte tenu de la topographie, de la détermination des ravisseurs et de leur armement (des fusils d'assaut Famas, un fusil mitrailleur et des fusils de précision dérobés lors de l'attaque de la brigade à Faysoué, le chef-lieu d'Ouvéa, qui fit quatre morts chez les gendames (1). L'attaque, dans ces conditions, supposait une avance frontale des commandos, comme des chasseurs devant qui on rabat le gibier. Très vite aussi, il est apparu que les assaillants, en bénéficiant d'une complicité à l'intérieur de la grotte, dispo-saient d'un atout : c'est le fait d'avoir pu passer deux revolvers à deux gendarmes détenus dans la grotte qui a, partiellement, facilité l'opération « Victor ».

L'assaut contre la grotte et sa ceinture défensive est lié, à en croire des sources militaires, à entre les otaces et leurs décliers. Les relations se seraient insensi-blement tendues au fil des jours, au point que le capitaine Legorjus s'est entendu attribuer la responbilité de l'exécution éventue de deux de ses gendarmes s'il ne réintégrait pas la grotte exacte-ment dans les délais prescrits par les revisseurs lors de sa dernière pérégrination en direction de la

que cette tension à l'intérieur de la grotte correspond a l'audition, par les indépendantistes qui écoutaient leurs transistors, d'informations selon lesquelles ils déte-naient, sans le savoir, des hommes du GIGN qui auraient participé, en janvier 1985. à l'affrontement entre les gen-Machoro, tué par eux en Nouvelle-Calédonie. L'agressivité des ravisseurs s'est alors déchargée - à tort :- contre le capitaine Picon. « On est entré, constate un armées, dans un cycle dont per-sonne ne maîtrisait le tempo ».

Le général Jacques Vidal a recu, dans ces conditions, la directive d'organiser l'assaut à partir des demiers éléments tech-Nouméa. Au ministère de la défense, on considère que, devant les menaces physiques dirigées contre les otages, personne n'avait le droit de s'en tenir à « des contingences électo-

JACQUES ISNARD.

(1) Selon des sources locales la sion du • massacre • des quatre darmes de Fayaoué • à coups de hache et de sabre d'abattis », entre-tenue depais le 22 avril par les auto-rités, ne serait pas totalement confirrités, ne serait pas totalement confirmée par les rapports d'autopsie. Ceux-ci, qui n'ont pas été rendus publics, indiqueraient que les corps présentaient des « polycriblages » et que la mort avait été provoquée par des décharges de fusil de chasse de gros calibre. Les coups portés à l'arme blanche n'auraient pas été susceptibles, à eux seuls, de provoquer la mort (Corpen).

Une suggestion d'experts

« Il faudrait attribuer en bloc toutes les terres libres aux Mélanésiens » eaux et forêts, dont l'intolérance

Dans le numéro 7 de Réalités du Pacifique, MM. Jean Guiart et Pierre Max font diverses suggestions pour une issue politique de la crise calédonienne. Ils écrivent notamment : - Le fait essentiel, qui doit être reconnu et respecté, est que les Canaques ne veulent plus être commandes par les Blancs. C'est devenu physique. Ils ne peuvent plus sup-porter le maintien d'une forme de domination, sous quelque forme

» Si l'on conserve le statut Pons, du moins tant qu'il n'est pas possi-ble d'en faire voter un autre, il faudrait [...] assurer l'attribution, des le départ, aux Mélanésiens, en bloc. pour bien orienter les choses et faire comprendre où est l'avenir, de toutes les terres libres, dont la totalité du domaine public, en proclamant à nouveau la garantie d'inces-sibilité et d'insaisissabilité de ces terres. Ce qui obligerait les services techniques, et en particulier les

vis-à-vis des Mélanésiens est à l'origine de bien des tensions inutiles. aussi bien que les investisseurs divers, à négocier avec les Canaques au lieu de vouloir toujours imposer leur point de vue sous la menace d'une répression assumée par la gendarmerie [...].

. Cette mesure facile à prendre. avec un peu de courage, et qui ne coûterait rien, ne nécessitant par elle-même aucun sinancement particulier [...] assurerait aux Mélanésiens qu'ils cesseraient d'être oubliés, méprisés, puisqu'aucun investissement à l'extérieur de Nouméa ne pourrait se faire en dehors d'eux.

. Ce serait le moyen le plus aisé de casser le système ancien, mais perfectionné par le RPCR, de marginalisation des Canaques. Ce serait en quelque sorte territorialiser les Réserves, en faire un seul périmètre

à peu près cohérent et assurer la société canaque de son droit à survi-vre un peu plus au large en se dégageant du passé colonial [...]. Cela ne serait pas supprimer le statut Pons mais le transformer de l'inté-

· Ce serait le coup de tonnerre

nnoncerait la fin de l'orage et qui obligerait les protagonistes à négocier entre eux sur la base de l'égalité. Le texte de loi pourrait être court, dissolvant en même temps l'ADRAF (une agence foncière), cette fois en évitant de pré-voir la moindre structure juridique inutilement compliquée. Les moyens du développement, même financés par la France, seraient négociés après et organisés sur place au coup par coup, sans créa-tion d'organismes lourds et coûteux. Le statut Pons serait ainsi rééquilibré sans avoir à être Aucun incident n'a été signalé, le CRS. « Se voyant perdus, nos dredi soir, une case aménagée en camarades auraient pu tuer vos otages, ils ne l'ont pas fait », a-t-il

« Achevez votre sale besogne!»

M. Hnalaine Uregei, un des res-ponsables du bureau politique du FLNKS, a pour sa part affirmé que selon les informations commen-çant à filtrer », plusieurs des mili-tants d'Ouvéa « auraient été délibérément massacrés alors qu'ils cherchaient à se rendre ».

Interrogé par l'AFP sur ce point, le général Vidal, commandam supérieur des forces armées en Nouvelle-Calédonie, qui dirigeait l'opération d'Ouvéa, a démenti ces rumeurs.

Cases incendiées

Une délégation de cinq manifestants a été reçue par le chef de cabi-net du haut-commissaire de la République à Nouméa, M. Bernard Soulas. Selon cette délégation, elle a obtenu qu'un vol soit organisé dimanche 8 mai pour Ouvéa à l'intention des familles des victimes. La restitution des corps des ravis-seurs à leurs familles dépend, en revanche, du juge d'instruction chargé de l'enquête toujours en cours, leur a-t-on répondu au haut-Sur l'île de Lifou, après un incen-

die qui a partiellement détruit, ven-

(...) de donner toujours préférence au dialogue, à la compréhension, à

l'esprit de justice. Et quand je dis

respect des autres, j'entends du même coup respect de l'histoire des

autres, respect des autres cultures,

respect de tout ce qui forme un être

humain, dès lors que les chemins de

l'histoire nous ont conduits à vivre

ensemble, dans la même patrie,

formés aux mêmes disciplines, avec

la même ambition de placer ce

flammes, qui ont tous été dégagés. Alors que la radio indépendantiste djiddo faisait aussi état d'- affrontements -, la gendarmerie expliquait seulement qu'une dizaine d'hommes s'étaient présentés devant les forces de l'ordre en les invitant à tirer et

> L'appel à la grève de vingt-quatre heures éventuellement reconducti-ble à partir de lundi, lancé par l'Union syndicale des travaille provoqué quelques débrayages mais

s'étaient ensuite dispersés sans inci-

administratif et devant accueillir un

bureau de vote dimanche a été tota-

lement brûlée dans la nuit, et des

inscriptions indépendantistes ont été

laissées à proximité, selon la gendar-

Celle-ci faisait aussi état de petits

barrages d'abattis, sur la côte est et à Yaté, dans le sud, ainsi qu'une

vingtaine d'autres dans la matinée

sur l'île de Maré, dont cinq en

A Canala, lieu de violents affrontements ces dernières semaines, la présence de semmes et d'enfants dans les rues faisait penser, selon la gendarmerie, à un début de reprise d'une activité normale. - (AFP,

M. Mitterrand : une certaine idée de l'homme et de la liberté

Lors du dernier meeting de sa campagne électorale, le vendredi 6 mai à Portet-sur-Garonne, près de Toulouse, M. Mitterrand a évoque.

Toulouse, M. Mitterrand a évoque.

* sans nommer le territoire, la situavent de songer qu'il est urgent mais lundi nrochain n'est pas loin tant le rôle de l'éducation pour donnet « une certaine idée de l'homme dans la société, de l'individu par rapport à l'Etat, un certain sens de la liberté, une volonté d'égalité, un désir non pas désespéré, mais acharné à préférer le respect des autres à la domination ou à la

Ce que je vous dis là, a souligné M. Mitterrand, est vrai chez nous, pour ce qui se passe ici, en France, dans notre métropole, et vaut plus encore dans le plus lointain coin du

pays-là, la France, au rang qui est le sien. -Débat à Antenne 2 à propos d'un reportage sur la Nouvelle-Calédonie

Un reportage sur la Nouvelle-Calédonie, diffusé le ven-dredi 6 mai, dans le journal de 13 heures, a suscité un certain émoi dans la rédaction d'Antenne 2. Reprenant le point de vue de la gendarmerie sur les derniers événe-ments, le journaliste terminait notamment son reportage par le commentaire on a ainsi évité un massacre ». Après un long et vil débat en conférence de rédaction, la société des journalistes a cependant jugé préférable de ne pas « extériori-ser » la polémique et de la limiter à

Mais le syndicat CFDT a, de son côté, rédigé un communiqué dans lequel il « s'étonne qu'Amenne 2 ait pu diffuser tel qu'il l'a été le reportage expédié par l'un de ses emoyés spéciaux »... Rappelant que « dix-neuf indépendantistes et deux militaires ont été tués pour la libération de vingt-trois otages, la CFDT conclut : • A quelques heures du dentielle, la converture des évênements de Nouvelle-Calédonie requêrait et requiert une rigueur particulière. Elle a fait défaut. »

deuxième tour de l'élection prési-

CORRESPONDANCE

Le droit d'expression des militaires

général d'armée aérienne (cadre de réserve) Philippe Maurin:

Je suis un des signataires de l'article dont vous n'avez donné qu'un extrait dans le Monde du 4 mai et que vous avez critiqué dans celui du S mai. Les vérités énoncées dans cet article ne peuvent gêner que ceux qui cherchent à les camoufler; le souci de la défense de la France qu'il exprime a une autre grandeur que la polémique que vous entretenez.

Vous semblez, au moins dans l'apparence, vous soucier d'un apolitisme dans l'armée d'active : si tel est le cas, vous aviez l'occasion de vous offusquer gravement en 1981, lorsqu'à leur congrès de Valence les socialistes accédant au pouvoir entonnèrent l'Internationale; vous êtes-vous scandalisé à l'époque que les voix des futurs ministres, dont ceux qui devaient être chargés des

Nous avons reçu cette lettre du armées, puissent se mêler à celles des militants de base ?

> Cependant, vous ne pouvez ignorer ce verset de l'Internationale : · Appliquons la grève aux armées/Crosse en l'air et rompons les rangs. S'ils s'obstinent, ces cannibales/A faire de nous des héros,/Ils sauront bientôt que nos balles/Sont pour nos propres généraux. .

> Adressez-vous donc aux dirigeants soviétiques pour leur demander pourquoi l'Internationale n'est plus leur hymne mational depuis 1944, alors que nos socialistes continuent à la chanter au mépris des armées de la France. Mon passé militaire m'autorise à refuser toute leçon; la capacité de défense de mon pays est pour moi une préoccupation majeure : elle conduit le citoyen que je suis à une critique que j'ai le droit d'exprimer,

The second secon

kanakes et exploités (USTKE), a

n'a pas perturbé le trafic à l'aéroport de la Tontouta

Viols non identifiés

Plusieurs lecteurs, émus par les récentes déclarations de M. Chirac et de ses amis sur les ∢ dizaines et dizaines » de viols qui auraient été commis par les militants du FLNKS au cours des troubles de l'hiver 1984-1985, à ce sujet. Il convient donc de préciser qu'en dépit des rumeurs entretenues à Nouméa ces accusations n'ont à ce jour trouvé

Les rapports de la gendarmerie n'ont relevé aucun viol au nelles de cette période, et l'envoyé spécial du *Monde,* qui était à ce moment-là sur place, avait souligné lui-même qu'aucune plainte en ce sens n'avait jameis été déposée non plus auprès de la iustice.

■ PRÉCISION : « ravisseurs » et non « rebelles ». - M. André Giraud, ministre de la défense, nous indique que, contrairement à ce que nous avons écrit à deux reprises, sur la foi d'une dépêche d'agence, il n'a jamais parlé des preneurs d'otages d'Ouvéa comme de « rebelles » mais comme de « ravisseurs ». Dont acte.

• Une édition spéciale sur la Nouvelle-Calédonie. – Douze publications de cauche, parmi lesquelles Politis, la Légende du siècle, Témoignage chrétien, Rouge, Silence, Autogestion-l'Alternative, se sont associées pour publier ensemble, sous le titre « Sang, astuce, complot », une édition spéciale ∢ mettant en cause la censure et les méthodes du ministre de l'intérieur > dans l'affaire calédonienne.

 Un appel de personnalités de gauche. — Une soixantaine de personnalités : s'associent à l'appel que vient de lancer le Comité de réflexion sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie pour condamner « la sanglante absurdité d'Ouvée, qui a provoqué la mort de vingt et une personnes ; dix-neuf Canaques et deux militaires ». « Pour nous. l'honneur du peuple français, c'est reconnaître au peuple canaque ses droits' et sa dignité et non pas verser à nouveau son sang sur sa terre », souli-gnait, vandredi 6 mai, un communiqué de ce comité, en exprimant sa ∢ sympathie [...] aux familles de toutes les victimes ». MM. Yves Jouffa, président de la Ligue des droits de l'homme, Henri Noguères, résistant, l'historien Pierre Vidal-Naquet, l'amiral Antoine Sanguinetti et Philippe Farine (PS), conseiller de Paris, font partie des signataires.

Société

La «révolution pénitentiaire» menacée?

Une enquête est demandée à l'inspection des finances pour des anomalies de marchés

La - révolution pénitentiaire » de M. Chalandon est-elle mort-née, et les quinze mille nouvelles places de prison que le garde des sceaux entendait faire construire et gérer par des établissements privés verront-elles jamais le jour ?

Sans se prononcer sur la philosophie de ce programme d'une grande ambition - politique et financière, - la commission des marchés, dont l'avis est indispensable au ministre 'de la justice pour qu'il engage dési-nitivement l'État, vient de créer une surprise de taille en retirant de son ordre du jour l'examen du premier des quatre dossiers de fonctionnement des nouveaux établissements pénitentiaires. De mémoire de sonctionnaire, cette décision est sans pré-

Pour avoir constaté « des anomalies tant sur la forme que sur le fond - la commission annonce qu'elle va demander à l'inspection des finances de procéder à une enquête. Elle envisage même de saisir la brigade interministérielle d'enquête, composée de magistrats. ce qui peut conduire à des pour-suites pénales.

Jusqu'ici, au ministère de la justice, on a sculement - officiellement - appris l'ajournement de l'examen de ce marché de fonctionnement présenté par les sociétés Fongerolles et Sodhexo pour les étalissements pénitentiaires de la zone ouest inscrits au programme des quinze mille places. Ce dossier, pour des raisons techniques, serait, en principe, examiné le 24 mai, en même temps que le dossier Dumez pour la zone est. En réalité, l'affaire agitait depuis une quinzaine de jours les fonctionnaires des finances et du budget, auxquels se heurte le ministère de la justice. Les marchés de construction, d'un montant global de 4,5 milliards de francs, avaient déjà donné lieu à de sérieuses contro-verses entre la Rue de Rivoli et la Place Vendôme, avant d'être finalement avalisés, fin mars, sans enthousiasme. C'est aujourd'hui l'examen des marchés de fonctionnement des nouveaux établissements pénitentiaires (le Monde du 7 mai), une enveloppe de 8 milliards de francs

sur dix ans, qui risque de tout remettre en question. Dans une lettre datée du 6 mai et transmise à tous les ministères inté-

ressés, le secrétariat général de la commission centrale des marchés s'interroge sur la régularité de la passation de ces marchés et écrit que « des anomalles [peuvent même] entâcher les conditions de dévolution des marchés conclus pour la construction ». Il s'étonne aussi que les sociétés Fougerolles et Sodhexo, « le cinquième moinsdisant pour le fonctionnement », ajent été retenues par le ministère de la justice.

Le soupçon prend corps lorsqu'on examine attentivement les chiffres et les projets. En vérité, on peut penser que les entreprises lauréates du concours ne pouvaient présenter des prix de construction très compétitifs (270 000 francs par place pour un prix moyen habituel de 400 000 francs) qu'à condition de remporter aussi les marchés de fonctionnement dont les prix, eux, paraissent bien trop élevés. Le surcoût a été dénoncé à maintes reprises par les représentants des istères des finances et du budget. Ce système de vases communicants entre des marchés distincts faisant l'objet d'appels d'offres distincts constitue une infraction au code des marchés. Les interventions répétées du

ministère de la justice pour imposer l'examen du dossier Fougerolles-Sodhexo le 10 mai – première date utile de cette commission qui se réu-nit tous les quinze jours – ont également intrigué. . M. Chalandon joue contre la montre », nous a-t-on dit au ministère de l'économie. « Quel que soit le résultat de l'élection sidentielle, et même si M. Chirac devait remettre très rapidement la démission de son gouvernement, rien n'aurait empèché le garde des sceaux – qui expédierait les affaires courantes - de signer le marché le 10 mai si la commission l'avait examiné ce jour-là. »

Le blocage du processus par la commission centrale des marchés risque donc bien de remettre en question, non seulement la concession au secteur privé du fonctionne ment des nouveaux établissements pénitentiaires, mais aussi l'ensemble de ce programme des quinze mille places qui devait marquer le passage de M. Chalandon au ministère de la

AGATHE LOGEART.

A la demande du garde des sceaux

La Cour de cassation examinera la demande de révision du procès Vandapuye

La demande en révision du procès de saisisse la chambre criminelle de la fax Ernest Vandapuye, condamné à demande en révision. Cette juridiction, Max Ernest Vandapuye, condamné à quinze ans de réclusion criminelle par la cour d'assises des Alpes-Maritimes le 21 mai 1984, comaît une évolution favorable au condamné et de nature à satisfaire ceux qui le soutiennent dans sa protestation d'innocence (le Monde du 16 avril).

Le garde des sceaux, M. Albin Chalandon, vient, en effet, de transmettre le dossier, après son examen par la com-mission spéciale prévue par l'article 623 du code de procédure pénale, à tentative d'homicide volontaire sur M. Pierre Arpaillange, procureur géné-nal près la Cour de cassation, pour qu'il et le rejet de son pourvoi, il purge sa

après s'être assurée que l'affaire est en état d'être examinée, peut soit rejeter la demande si elle l'estime mal fondée, soit annuler l'arrêt de condamnation et apprécier s'il est possible de procéder à de nouveaux débats contradictoires, auquel cas elle désigne une nouvelle cour d'assises pour la révision du procès initial.

M. Vandapuye est détenu depuis le 7 avril 1982. Il avait alors été inculpé de peine à la centrale de Poissy (Yvelines).

La constance avec laquelle il ne cessa d'affirmer son innocence lui valut le soutien de plusieurs personnalités telles que Marguerite Duras, Claude Mauriac, Théodore Monod, Jean-Marie Domenach, ainsi que l'appui de la Ligue des droits de l'homme. Le seur de Max Ernest Vandapuye, M° Irène Terrel, en apprenant la décision du garde des sceaux, a fait savoir qu'elle demandait une mesure de suspension de l'exécution de la peine de son client, démarche que prévoit l'arti-cle 624 du code de procédure pénale.

 Un dépôt d'explosifs dans la bantieue de Toulouse. - Des gendarmes à la recherche d'un évadé de la centrale de Muret (Haute-Garonne) ont découvert chez M. Philippe Baron, trente-deux ans, susceptible d'avoir hébergé le fugitif. à son domicile de Castenet-Tolosan dans la banlieue de Toulouse, un lot d'explosifs divers.

Ils ont saisi trente-cinq détonateurs électriques, soixante-quinze bâtons à mèches, deux cents relais et cent vingt mêtres de mêche

Bien que M. Baron ait assuré avoir découvert cet ensemble dans une poubelle, il a été inculpé de détention illicite d'explosifs et

Mulhouse aux prises avec la pollution

MULHOUSE

de notre envove spécia

Il était une fois en Alsace, du côté de Mulhouse, des mines de potasse (MDPA) accusées de poliuer le Rhin en rejetant directement leurs saumures au fleuve. A cause d'elles, mais aussi de tous les chimistes ins tallés le long du fleuve, les Nécriandais devaient tourner sept fois leur langue dans leur bouche avant d'oser boire l'eau du robinet ou même d'arroser leurs tulipes...

Mars 1986 : la commune de Kin-gersheim (Haut-Rhin) découvre que son eau « potable » a pris une couleur jaune et sent la chimie à plein nez Elle porte plainte contre X... et demande au distributeur d'eau local, la Société de gestion de services publics et privés de l'Est (SOGEST), filiale de la Lyonnaise des eaux, de lui faire un branchement de secours. La SOGEST s'exécute aussitôt mais s'inquiète : il se trouve qu'elle a racheté, en 1979, le réseau de distribution d'eau potable mis en place par les mines de potasse pour alimentation de quarante cor munes du Sundgau, au nord de Mul-house, dont six communes situées à l'aplomb du bassin potassique. Par la grâce des mines, qui pourvoient à tout, ces six communes paient leur cau potable à un prix défiant toute concurrence : 90 centimes le mètre

La SOGEST appelle sa maison mère, la Lyonnaise, qui procède aus-sitot à des examens de l'eau imbuvable : on y découvre du chloronitrobenzène. Renseingnement pris, ce genre de produit ne peut venir que de deux sites industriels de Mulhouse : la Société de produits chimiques et matières colorantes de Mulhouse (SPCM), filiale de Pechiney, qui a fermé en 1981; et l'usine Industrie chimique Mulhouse-Dornach (ICMD), filiale de Rhône-Poulenc, qui emploie aujourd'hui trois cent soixante personnes à la nitration du chlorobenzène et autres produits utilisés dans l'industrie des colorants et des produits phytosanitaires. A son tour, la SOGEST et la Lyonnaise des caux portent plainte contre X.... car il faut bientôt rejetor à l'égout l'eau de trois forages. Début 1987, en effet, le ministère de la santé indique que l'eau mise en distribution ne doit pas dépasser 30 microgrammes de chloronitrobenzène par litre - une tolérance accordée pour un an. La SOGEST demande alors à la ville de Mulhouse un raccordement sur son réseau d'eau potable, grâce une canalisation opérationnelle, en juin 1987.

L'on s'avise ensuite que les mineurs de fond ne sont pas des consommateurs comme les autres : à

ministère de la santé décide donc de baisser la barre du chloronitrobenzène à 3 microgrammes par litre. A peine cette mesure est-elle prise que l'on découvre, en février 1988, des traces de dinitrotoluène dans l'eau du champ captant d'Illzach - un produit soupconné d'être cancérigène. Le préfet du Haut-Rhin ordonne la fermeture du captage, dont l'eau est déclarée officiellement non potable le 18 mars. Les quelque quarante mille habitants des six communes du bassin potassique alimentées par la SOGEST sont désormais branchés

« Du mécénat écologique »

sur le réseau de Mulhouse.

Ces péripéties pourraient être considérées comme négligeables, puisque personne n'est privé d'eau dans le bassin potassique, mais l'affaire ne fait que commencer. D'abord, le service des eaux de la ville de Mulhouse facture son eau 3.36 francs le mètre cube. Les communes lésées, regroupées en un Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU), présidé par M. Antoine Gissinger, soixante-quatorze ans, maire de Wittenheim et ancien député (RPR) du Haut-Rhin, refusent donc de payer la différence entre l'ancien tarif et le nouveau - presque quadruplé! « Nous allons bientôt payer l'eau aussi cher que le vin , proteste M. Gissinger, bien décidé à ne pas se laisser faire. Tout en contestant l'arbitraire des normes imposées par la santé, M. Alain Vigneron, chef

sel, ils boivent couramment 6 litres du service régional de l'aménage- de francs de provision pour les tra-d'eau par jour. En décembre 1987, le ment des eaux (SRAE), comprend vaux de dépollution. Le 8 avril, la gens paient leur eau plus cher parce que des industriels l'ont polluée? ». A la préfecture de Colmar, cepen dant, on observe que « les élus, de toute saçon, vont devoir convaincre leurs électeurs que l'eau coûtera plus cher dorênavant ».

> La ville de Mulhouse, prête à faire de nouveaux forages sous la forêt de la Hardt pour satisfaire les besoins du bassin potassique, offre aujourd'hui un prix de 1,75 franc le mètre cube, mais c'est encore le double du prix actuel. En outre, la SOGEST s'est retournée contre Pechiney et Rhône-Poulenc, car elle a dépensé quelque 10 millions de francs en deux ans pour modifier son réseau de distribution, analyser l'eau et surtout pour pomper l'eau des forages inutilisables afin de purger la nappe phréatique contaminée par

deux « langues » de poliution. A la demande de la préfecture, la SOGEST a dû maintenir trois forages inutilisables en activité pour cause de dépollution. Il lui en coûterait environ 1000 francs par jour pour actionner les pompes, en pure perte pour elle. Nous faisons du mécénat écologique », souligne M. Jean-Marie Tristram, directeur de la SOGEST, en contemplant l'arrivée de la conduite qui déverse l'eau des trois forages dans le ruis-seau appelé Dollerbaechlein. « Mais nous ne pourrons pas le faire indéfi-

En fait, sa société et la Lyonnaise ont assigné en référé les deux entre-prises chimiques responsables de la pollution, afin d'obtenir 20 millions

grande instance de Mulhouse a condamné ICMD – la seule usine encore en activité – à verser 7 mil-lions de francs. Décision surprenante, si l'on songe que la responsabi-lité de la pollution n'a pas encore été établie et que les juges n'ont pas tran-ché sur le fond... Bien entendu, ICMD a fait appel de ce « référé

En attendant le jugement du tribu-nal sur le fond, le SIVU va consulter ses experts juridiques pour savoir quelle solution adopter (raccordement définitif au réseau de Mul-house, nouveau forage dans le bassin potassique ou déménagement du champ captant) et le comité départemental d'hygiène va se réunir exceptionnellement pour se fixer une ligne.

Situation paradoxale: Mulhouse cité « verte » aux portes de la Suisse et de l'Allemagne, la ville qui offre à la France le candidat « écolo » Antoine Waechter, est aujourd'hu aux prises avec une pollution bien à elle. Et ce n'est qu'un début : ces deux langues de pollution chimique se déplacent dans la nappe phréatique en suivant la pente, c'est-à-dire vers le nord de l'Alsace.

Et l'on appréhende le jour où sermeront définitivement les mines de potasse (en 2005?). On prévoit déjà qu'une partie du bassin potassique risque l'inondation si l'on ne continu pas à pomper l'ean de la nappe, car le niveau du sol a baissé parfois de 4 mètres. Mais que faire d'une eau chargée de sel et de résidus chimi-ques?

ROGER CANS.

L'avenir de la police nationale

Les deux candidats à l'élection présidentielle répondent à la FASP

Principale organisation syndi-cale du monde policier, la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) a écrit, le 25 avril, aux deux candidats à l'élection présidentielle restés en lice à l'issue du premier tour. Avec l'UNEF-ID, la FASP est le seul syndicat qui ait reçu une réponse signée par M. François Mitterrand. M. Robert Pandraud, ministre délégué chargé de la sécurité, a été chargé de répondre à la FASP au nom de Jacques Chirac.

Dans sa lettre aux deux candidats, la FASP « part de ce constat: la police française possède un capital humain fantastique mais son rendement est médiocre. Le taux d'élucidation des affaires reste faible, les gaspillages sont formida-bles, les rivalités persistantes et les tâches indues écrasantes ». La FASP estime qu'il faut aujourd'hui aller - au-delà - du plan pluriannuel de modernisation adopté en 1985, appelant de ses vœux des réformes en profondeur ».

Trois objectifs lui semblent prioritaires: la territorialisation, qui consiste dans la définition d'une nouvelle circonscription de police. véritable élément de base et ferment d'unité de la police nationale, puis la création de directions régionales de police dont la compétence convrirait les régions économiques ; l'« unification, qui doit mettre fin à l'extrême division de la police en multiples corps et catégories, homogénéiser les déroulements de carrière et promouvoir une formation initiale. commune »; « la transparence, con-crétisée par l'instauration d'un Conseil supérieur de la fonction policière composé de personnalités indépendantes, qu'élus, associations et syndicats pourraient saisir, qui garantirait le respect du code de déontologie promulgué en mars 1986, et recourrait aux services d'inspection pour dresser régulièrement un état des lieux de la police

En dehors de ces « trois grandes urgences -, la FASP demande une réflexion sur la division du travail entre la police, la gendarmerie, les polices municipales et les polices

privées : • Ne pourrait-on réfléchir au principe d'un seul service public chargé de la sécurité, d'une seule institution totalement civile, comme c'est le cas dans d'autres démocraties? » Dans l'immédiat, elle souhaite que des «limites » soient imposées au développement des polices municipales et qu'un « contrôle draconien » soit instauré sur les sociétés de gardiennage et de sécurité. Enfin, estimant que les oliciers, comme les autres age de l'Etat, ont subi l'austérité, elle revendique une augmentation de vingt-cinq points unifiés pour emble des personnels de police.

Dans sa réponse, M. Mitterrand, après avoir rappelé le bilan de son septennat, assure qu'il demandera, septental, assure qui i demantera, s'il est réélu, « au gouvernement de s'engager dans plusieurs directions nouvelles qui rejoignent largement [les] trois objectifs de territorialisation, unification et transparence. Il propose l'installation « dans cha-que département, auprès du préfet, d'un responsable unique de la sécurité», ainsi que la création d'un échelou régional. Il se prononce pour « une plus grande unité des corps, aujourd'hui trop morcelés (...) en rapprochant le statut des policiers du droit commun de la fonction publique ». «La réussite d'une politique de sécurité, conclutil, requiert l'adhésion des citoyens. Celle-ci repose sur la consiance que dois lui inspirer le service public qu'est la police, proche de lui, ouvert, quotidien, rassurant.

La réponse de M. Pandraud, au nom de M. Chirac, propose notamment « l'institution de troncs communs pour la formation des poli-ciers, l'harmonisation complète des déroulements de carrière, la mise en place de passerelles entre les corps en tenue et en civil ». Elle retient l'échelon régional comme instance de territorialisation. Elle est favorable à un « Conseil supérieur de la fonction policière » qui « compren-drait des représentants de l'admi-nistration et des personnels » et aurait à connaître « de l'organisation des services, des problèmes sta-tutaires et des problèmes sociaux » des seuls policiers. Elle y ajoute un «Haut Conseil de la sécurité intérieure », rattaché au premier minis-

Sanction modérée pour trois policiers qui prêtèrent main-forte à un commando

Trois gardiens de la paix qui, hors service, avaient, pour le compte d'une milice patronale, participé, le 13 avril 1987, à l'investissement d'une usine occupée par des gré-vistes à Dammarie-les-Lys (Seineet-Marne) viennent d'être sanc-tionnés par M. Robert Pandrand, ministre délégué à la sécurité. Le conseil de discipline réuni le 2 décembre 1987 avait proposé leur révocation pure et simple. Le minis-tre, par arrêté en date du 26 avril, s'est montré nettement moins sévère en décidant d'abaisser d'un échelon les trois fonctionnaires

Le 13 avril 1987, vers 4 h 30 du matin, un commando de dix-neuf personnes investissait l'usine Sauer. occupée par des grévistes, à Dammarie-les-Lys. Le groupe était dirigé par le responsable d'une société de musculation et de sports de combat, François Briouze, qui avait recruté, pour la circonstance, une vingtaine de « gros bras », membres ou ex-membres de sociétés de surveillance et de sécurité. Parmi ces auxiliaires figurait l'officier de paix principal Henri Leman, commandant du corps urbain de La Courneuve (Seine-Saint-Denis), et trois gardiens de la paix, Jean-Louis Cochery, Thierry Baffioni et Marc

La reprise de l'usine se fit sans incident : seuls quelques militants de la CGT l'occupaient à l'arrivée du commando. Quelques heures plus tard, d'autres ouvriers se rassemblaient devant l'établissement, obligeant la police à intervenir et à immener tous les membres du commando au commissariat pour vérifi-cation d'identité. Les policiers découvraient alors, outre la présence de quatre de leurs collègues dans l'équipe, diverses armes (nunchakus, nerfs de bœuf, matraques, pistolet à grenaille, etc.). Dix des personnes interpellées avaient déjà cu affaire à la police pour infraction à la législation sur les stupéfiants. faux chèques, vol à main armée, port d'armes à feu, coups et blessures volontaires.

Suspendus de leurs fonctions, les fonctionnaires en cause devaient expliquer qu'ils étaient là nour rendre service à leur ami Briouze, croyant que ce dernier avait besoin d'aide pour un déménagement...

L'officier de paix Henri Leman comparaissait bientôt devant le conseil de discipline de son corps, qui proposait pour toute sanction l'abaissement d'un échelon, proposi-tion bientôt ratifiée par M. Robert Pandraud. La commission de discipline, en revanche, proposait la révocation des gardiens de la paix.

Cette différence de traitement avait suscité à l'époque un certain, emoi. Sans doute est-ce la raison pour laquelle M. Pandrand a décidé un nivellement par le bas des sanctions et vient d'aligner celle des trois gardiens de la paix sur celle de l'offi-

L'équité explique moins bien d'autres cas de sanctions bénignes. C'est ainsi que le conseil de discipline des gardiens de la paix, dans sa séance du 28 avril dernier, a examiné le cas d'un policier accusé de violence illétitimes. Un passant qui tentait de s'interposer pour prendre la défense d'une personne interpellée sans ménagements avait luimême été pris physiquement à partie par le policier. Le conseil de discipline a proposé six mois d'exclusion contre le fautif.

SPORTS

AUTOMOBILISME : le tour de Corse Une première pour Didier Auriol

en championnat du monde des ral-lyes, Lancia a échoué, le vendredi 6 mai, dans le tour de Corse. La nouvelle Delta intégrale, invaincue depuis ses débuts en compétition au rallye du Portugal, n'a pu conjurer le mauvais sort qui frappe l'écurie italieme en Corse depuis les acci-dents mortels d'Attilio Bettega (1985) et de Henri Toivonen

En l'absence de Massimo Biasion, le leader du championnat du monde, opéré récemment d'un ménisque, le Corse Yves Loubet partait grand favori. Une commande de boîte de vitesses cassée dans la douzième épreuve spéciale, où il a perdu huit

vingt-deux meilleurs temps en spéciales - contre cinq pour Didier Auriol (Ford Sierra Cosworth) et trois pour Bruno Saby (Lancia Delta intégrale) - le pilote de Porto-Vecchio a du se contenter de la deuxième place à 3 minutes 5 secondes de Didier Auriol.

Le double champion de France des rallyes (1986-1987) qui avait fait des apparitions remarquées dans les rallyes de San Remo et du Portugal, signe en Corse sa première victoire dans une épreuve comptant pour le championnat du monde, malgré le bandicap constitué par les

Cosworth. Pour cette course, Ford-Grande-Bretagne avait, il est vrai, préparé une voiture plus légère (de 70 kg) et équipée d'une boîte de DIUS Pros.

A vingt-neuf ans, Didier Auriol vise cette saison un troisième titre national consécutif. Il espère surtout que ses futures prestations dans les rallyes de San Remo et de Grande-Bretagne inciteront Ford, qui n'avail plus gagné en championnat du monde depuis le rallye des 1 000 lacs 1981, à mettre au point une voi-ture à quaire roues motrices et à lui confier un volant pour un programme mondial complet en 1989. G. A.

• Les Sud-Africains interdits de compétition en Espagne. - Le ministère espagnol des affaires etrangeres a annoncé, le vendredi 6 mai, qu'il serait désormais interdit à tout ressortissant sud-africain de participer à des compétitions sportives en Espagne. Jusqu'à présent, les Sud-Africains ne pouvaient y participer qu'à titre individuel. Cette nouvelle mesure fait suite à un combat de boxe organisé à Madrid, au cours duquel le Sud-Africain Brian Mitchell avait conservé son titre

• FOOTBALL : championnat de France. - L'Olympique de Marseille a battu Niort (1-0) le vendredi 6 mai, en match avancé de la trentequatrième joumée du championnat

صكنامين الملها

e de cons ा. <u>च</u>्चास्

moderee pour trois policies in-forte a un commu

Culture

pétue sans preuves l'opinion com-

cela rend à l'exécution.

mune), il faut entendre comment

Les quelques rares longueurs contournables, et tout aussi sensi-

bles dans les dialogues parlés, ne

diminuent pas la valeur de ces réci-

même si la prononciation de Boris Martinovic (Gaspard) et surtout

d'Alfonso Etcheverria (Kouno) aisse à désirer. Celle de Michèle Command aussi parfois, et on le regrette d'autant plus qu'elle est une Agathe remarquable (1). Danièle Borst possède toute la verve malicieuse de la cousine Annette et une

belle conduite vocale. Alain Vanzo fait de Max le frère aîné de George

Brown de la Dame blanche, ce qu'il

est exactement et que la version française met en lumière.

Découvreur

Le reste de la distribution est

d'une exceliente tenue (Marcel Vanaud: Ottokar, Jean-Jacques Cubaynes: l'Ermite et surtout

Gérard Desroches : Kilian), l'orchestre et les chœurs suivent toutes les injonctions de leur chef,

Michel Plasson, qui confirme sa réputation de découvreur de trésors enfouis. On pourrait souhaiter que

ce Freischütz français fasse, avec

quelques répétitions supplémen-taires, l'objet d'un enregistrement

discographique. En attendant on pourra sans doute entendre la diffu-sion sur France-Musique de celui

réalisé sur le vif par Radio-France

Mais c'est à la scène aussi qu'on

appréciera l'intérêt de cette redé-

converte. Pourquoi pas à Lyon lors d'un prochain Festival Berlioz? Ou

an Capitole, car l'accueil des Tou-

lousains a été très chaleureux pour

un ouvrage qui, en français ou en allemand, n'avait jamais paru sur la

* On trouvera dans le numéro 105/106 de l'Avant-scène-Opéra consacré au Preischütz, une étude sur la version française Berlioz-Pacini. La partition piano-chant est édi-tée chez Kalmus.

(1) Elle vient de réaliser, avec Gabriel Bacquier, le premier enregistrement intégral des mélodies et chansons de Déodat de Séverac pour la collection

discographique régionale de Midi-Pyrénées, Ariane, distribuée par un édi-

GÉRARD CONDÉ.

scène de leur théâtre.

Encore faut-il qu'ils soient bien dits. C'est le cas dans l'ensemble ici,

MUSIQUE

les ressuscite.

Un « Freischütz » inédit à Toulouse

Une collaboration unique entre Weber et Berlioz

C'est cette version apocryphe, jouée à l'Opéra en 1906, qui a failli être donnée à Tonlouse où Michel

Plasson avait eu l'idée originale de faire entendre, en concert, le fruit de cette collaboration unique entre Ber-lioz et Weber. La découverte, à la

bibliothèque de l'Opéra de la seule source authentique ayant échappé aux griffes de l'arrangeur, le manus-crit original établi pour les pre-mières représentations, et l'entête-ment légeodaire des berlioziens out

convaincu les éditions Chappell de refaire le matériel que leurs prédé-cesseurs avaient cru bon de détruire.

A présent qu'on imagine plus de représenter les opéras dans une

autre langue que celle de l'auteur, la

résurrection de ce Freischütz fran-çais ressemble à une gageure. Et pourtant, en debors de l'intérêt réel

des récitatifs, cette adaptation pré-sente un double avantage. D'abord de remettre à sa juste place la ger-

manité prétendue, et réductrice,

d'un ouvrage où les influences fran-

caises et italiennes sont plus fortes qu'on ne croit ; ensuite, d'offrir une

continuité musicale qui renforce la puissance dramatique. On pourrait même imaginer de traduire ces réci-tatifs en allemand, car, sans donner

au Freischütz de fausses allures de

grand opéra, ils prolongent et prépa-rent idéalement les airs et les ensem-bles.

La modestie apparente et la déli-catesse du travail de Berlioz ne sem-

blaient pas permettre de compter

ces six cents mesures de récitatif

parmi ses productions les plus signi-ficatives, et pourtant, avec quelques

niques imprévus, l'association des timbres purs, les registres et les inflexions des voix, il touche tou-

jours juste. On ne s'en douterait pas à la lecture de la partition réduite

pour chant et piano, la seule disponi-ble (ainsi John Warrack dans son

Les récitatifs de Berlioz avaient mauvaise réputation. On ne les connaissait pas. Michel Plasson

Quand le directeur de l'Opéra de Paris décida de monter le Freischütz en 1841, c'est à Berlioz, dont l'admiration pour l'œuvre de Weber était ration pour l'œuvre de Weber était bien connue, qu'il demanda d'écrire les récitatifs destinés à remplacer les dialogues parlés que le règlement bannissait de la première scène lyri-que. Bertioz répondit en substance que le Freischütz n'en avait nul besoin, mais qu'il acceptait si c'était là la condition pour que la ractition là la condition pour que la partition de Weber soit enfin exécutée intégralement et fidèlement, ce qui n'était pas le cas dans l'adaptation de Castil-Blaze : Robin des bois qui

se jouait à Paris depuis 1824. La traduction fut confiée à Emilien Pacini qui s'acquitta de cette tâche délicate avec probité et sut condenser les dialogues parlés afin que les récitatifs ne soient pas d'une longueur disproportionnée. Comme il fallait aussi un ballet, Berlioz instrumenta l'Invitation à la valse en usant de toutes les ressources de son imagination orchestrale. Dans les récitatifs, en revanche, il eut pour principal souci de ne jamais attirer l'attention par des effets trop saillants qui auraient pu empiéter sur ceux de Weber.

On sait que l'exécution ampoulée de ces récitatifs les fit juger sévèrement par Wagner, avec un peu de mauvaise foi. Par la suite on mutila la partition — les récitatifs comme le reste – jusqu'à ce que, en 1905, un arrangeur anonyme s'avisât de réharmoniser et de réorchestrer les récitatifs tronqués en modifiant au passage la ligne mélodique; mais sans faire disparaître pour autant le nom de Berlioz...

Le conseil d'administration de

l'Association de préfiguration de l'Opéra de la Bastille s'est réuni le vendredi 6 mai sous la présidence de M. Raymond Scubie. Après avoir constaté l'avancement des travaux (la grande salle et les installations etterantes servir lipsées la 15 mai

attenantes seront livrées le 15 mai

programmation, le conseil a tenu à

regrammation, le conseu à tenu à «rendre hommage au travail accompli par M. Daniel Barenbolm, dont l'implication personnelle dans le projet et le temps qu'il lui a consacré depuis septembre dernier ont permis ce résultat ». Son contrat

comme directeur musical et artisti-

que a été conclu pour une durée de

«En revanche, ajoute le commu-niqué, le conseil, constatant l'impossibilité de se mettre d'accord

avec M. Pierre Vozlinsky sur des conditions essentielles de son

contitions essentiertes ae son contrat (...), a décidé de procéder à la désignation prochaine d'un direc-teur général. A cette fin, il a chargé le président de l'Association,

M. Soubie, et le vice-président, M. Pierre Viot, de prendre tous les

contacts utiles permettant cette désignation qui sera soumise,

ements et de la

1

- -

. ~

100

. ...---

:

-.:-

quitte l'Opéra de la Bastille

ment du ministère de la culture. » [Pierre Vezinsky et Duniel Buren-holin avaient été noumés directeurs du fatur Opéra de la Bastille le 31 juillet 1987. Tous deux formalent déjà tou-dem à la tête de l'Orchestre de Paris. Ils out mesé à bien la première partie de leur tiche en amouçant des in fin mars la programmation du nouvel éta-blissement jusqu'en 1992 (le Monde du

Un différend estre Pierre Vozinsky et le conteil d'administration empêchait la signature de son contrat. Il portait sur son myenn de rémunération, mais ausai sur une manière différente d'abor-der la tiche redoutable de mettre en route cette énorme machine de pa tion de spectacles.

tion de spectacles.

A cinquante-sept ans, Pierre Voz-finsky a jugé que l'écart entre le salaire proposé et celui de son poste actuel à l'Orchestre de Paris n'était pas propor-tionnel au risque encourn. Par afficurs, il se sent peut-être moint un bousme d'opéra qu'un grand matager d'orches-tre, comme il l'a prouvé pendant des années à la tête des services municanx de Radio-France, et l'Orchestre de Paris préférera sans doute ne pas per-dre ses deux responsables à la fois. — J. L.]

CINÉMA

cinq ans.

« Adieu, je t'aime », de Claude-Bernard Aubert

Pierre Vozlinsky

Le Grand Rose

En voilà un gros sujet de société bien déchirant qui fleurit régulièrement dans le paysage onirique fran-çais (POF). Michel (Bruno Cremer), la quarantaine virile malgré l'embonpoint, PDG d'une boîte d'informatique est marié à Nicole (Marie-Christine Barrault) que la maturité épanouit. Nous partageons un instant leur bonheur. Pas long-temps, car c'est soudain Michel qui s'épanouit mystérieusement.

A-t-il une poule? s'interroge Nicole. Non, c'est pire : il est amoureux d'un petit poulet. Philippe (Stéphane Bonnet), joil jeune informaticien qui a des pectoraux ravissants et des logiciels gonflés. Voilà les deux hommes dans un tourbillon euphorique. Michel redécouvre les joies du flipper, Philippe fait du karaté (premier coup d'œil dans les douches), ils font de la photo, de la moto ensemble (Kawasaki) de la voiture (Peugeot 405) et plein de petites puces électroniques pratiques. Mais Philippe ne supporte pas la première crise de jalousie de Michel et s'en va.

· Chérie, je ne comprends pas ce que j'éprouve; je te jure que c'est la

première fois. Un délire sur l'intelligence artificielle... Il m'a fait aimer Mahler... C'est idiot à dire mais quand je fais l'amour avec toi, je pense à lui... » Agréable. Nicole, brave femme, décide de secourir son Mimi bouleversé au plus profond. Ils retrouvent sa trace à Biarritz où le minet surfe gaiement. Re-moto, re-photo, deuxième scène de douche et quand l'incontournable se produit entre les deux hommes, Nicole pousse un cri de bête blessée. Curiensement, tout de même, parce qu'elle avait largement ouvert la

Restons-en là et ne dévoilons pas le stratagème de Nicole pour recou-vrer son mari. Nous repartageons leur bonheur. Avec violons. Ce n'est pas un sujet absurde et il est traité sans complexe ni préjugés, mais sans beaucoup de grace non plus. Cela fait quand même quelque chose de voir le héros de la 317 section (T'as une clope, Wisdorf? >) ondre de monoï les reins de son surfer de charme sur le sable chaud, pendant que la Barrault boit la tasse.

MICHEL BRAUDEAU.

THÉATRE

« Mon Herbert » au Petit Odéon

Le couple infernal



Katja Rupé et David Benneut

Le Théâtre de l'Europe présente au Petit Odéon. et en français,

une pièce

du plus virulent des Bavarois, Herbert Achtembusch.

Herbert, c'est Herbert Achtern ousch, bavarois, cinéaste marginal, auteur de textes virulents. L'un après l'autre, ils construisent une sorte de suite autobiographique impudique, qui ne ménage personne et surtout pas l'auteur. Son théâtre est fait de monologues qui se chevauchent, cra-chent des fureurs inouïes, des sarcasmes implacables. En France, Claude Yersin a monté Gust et Ella Il y a eu aussi Surn, mis en scène par Hans Peter Cloos qui, actuellement, présente au Petit Odéon Mon Herbert.

On y trouve le personnage d'Ella, la sœur cinglée d'une mère, Louise, qui ne se remet pas d'avoir été abandonnée par son homme sans même avoir été mariée, mais non sans avoir mis au monde le petit Herbert. La pièce part de cette solitude dans aquelle se rabachent les plaintes, 'incompréhension définitive. l'adaptation au malheur des victimes nées.

Telle est l'histoire que raconte Herbert Achternbusch. La vraie histoire de sa mère qui, effectivement, a été atteinte d'un cancer, et s'est suicidée après qu'il a pris le nom de son père et .qu'il est parti.

De quoi s'offrir une superbe culpa-bilité. Herbert Achternbusch cependant a la chance de pouvoir dégorger ses angoisses dans la flamboyante violence de son écriture. Il ne fait grâce de rien, raconte tout sur cette semme qui est sa mère et sur lui, enfant, puis dolescent, jeune homme qu'elle n'a pas su retenir. Elle n'a jamais retenu qui que ce soit, sauf, peut-être, cette sœur cinglée qui sort de temps en temps de l'asile, vient lui demander de l'argent et par-ler pour qu'on l'écoute enfin.

Comme l'écriture, L. vie s'écoule sans s'apaiser. Simplement elle s'arrête et la pièce aussi, au moment où Herbert, prise de remords, tout au moins de compassion, revient avec un bouquet de fleurs rouges, mais c'est trop tard. En dépit des misères acculées, des maladresses de plus en plus insupportables de la mère étouf-fante, en dépit de la révolte de plus en plus cynique du fils, ce mélo féroce échappe totalement au sordide parce qu'il y a l'humour, la fantaisie et une teur toulousain : Scalen'disc (Compact | au cancer d'abord, puis au suicide. spectacle de Hans Peter Cloos.

en gris, des fianelles grises, des

draperies anglaises d'une séche-

resse et d'une souplesse sans pareille. Pour des shorts, des

robes courtes, ou une déclinaison

de combinaisons-surprises d'une soumoise subtilité. Est-on immo-

bile ? C'est une robe longue. Faiton un pas, c'est une jupe-culotte mouvante. Daux liens sages

s'échappent, devant, à la taille,

en pans libres. Les noue-t-on ? Ils

remontent en drapés qui sculp-

noir, fourreau fou de sobriété, encolure modeste, accompagnée

comme un gag sexy d'un foulard en faux cheveux. Et le Moyen Age

réinventé avec des ensembles de mailles colorés - canard, absin-

the - justaucorps et petite jupe corolle plissée. Il y a un manteau clair, raglan époustouflant, la per-

Il v a anesi una roha da etratch

tent la silhouette.

Tout est propre; net - comme on imagine un intérieur bavarois. Le décor de Jean Haas cultive le climat d'enfermement sur la mini-scène du Petit Odéon et par des effets de découpe, de perspective, semble mul-tiplier l'espace. Hans Peter Cloos a éliminé ses habituels soutiens micros cravates, écrans de télévi-sion... Sa mise en scène est simple, serrée, tendue à l'extrême. Elle repose sur le rapport de passion per-verse entre les deux personnages, les deux comédiens. Katja Rupé, la mère, n'est pas un monstre. Elle est une femme, belle, lascivement sen-suelle, à la fois les pieds sur terre et sans défense, prise dans un piège monstrueux, une situation inextricable de tragédie. Elle est exaspérante, bie de tragedie. Elle est exasperante, émouvante, minée de l'intérieur et physiquement épanouie, alors que le fils est une boule d'énergie dans un corps infiniment fragile.

Le fils, c'est David Bennent (le Monde du 30 avril), l'éternel

enfant-tambour du film de Schlön-dorff. Regard pur, voix adolescente, maturité. Qu'il soit Herbert gamin ou adulte, ou qu'il se coiffe d'un bonnet pour représenter Ella la cinglée, il ouvre des portes sur les interdits de

Brûlant-glacé, le spectacle bous-cule, bouleverse, coupe les jambes, et bizarrement, malgré sa cruauté, laisse un sentiment de jubilation. Et on ne résiste pas à la fascination exercée par le couple mythique mère-fils, Katja Rupé-David Bennent.



Azzedine Alaïa à l'« Hôtel du Nord »



Le franc-tireur de la couture, une fois de plus, se moque du calendrier, et après tout le monde, tout seul puisqu'il est unique, présente sa collection hiver 88. maintanant.

Azzedine Alalia, à la veille de sa présentation travaillait évidemment encore, comme s'il avait le temps, dans son nouvel hôtel particulier du Marais. Il était comme à l'habitude tout en noir, arrimé à sa grande table de coupe, gardé par ses yorkshires minuscules, hiératiques comme des lions de

Et comme à l'habitude, il prenaît chaque pièce de vêtement entre ses mains calmes et savantes d'artisan, il façonnait les cols, il montait les manches armées encore de leurs fils de bâtj, et le tissu, miraculeusement. obéissait. Il était pâle, car il dort peu, mais très heureux vraiment,

à la veille, il ne pouvait l'ignorer,

d'un succès. Sur des portants, quelques modèles attendaient. Illustrant le thème général de la collection, un hommage à Arietty, style € Hôtel du Nord » ou « Visiteurs du soir ».

fection sans l'ennui. Pour le soir. le velours est de retour, et pour le froid, sous ce trois quarts de kalgan bouclé, il y a un secret, un cache-poussière fin, fin comme une nuit de fête frileuse. Tout est libre, indépendant, respectueux d'une femme oui s'aimerait, qui accepterait les même en hiver, mais resterait pudique, et réchauffée per des

mini-caleçons moulants, des pullovers extraordinaires. Court ? Long ? *€ Comme on* veut, comme on peut », telle est la loi d'Alaïa. Qui dit : « La fille qui a des jambes à crever, qu'elle les montre avant d'être obligée de les

S'il a choisi Arletty comme marraine de sa collection, c'est ∢ parce qu'elle est la Parisienne, elle a inventé un style, elle a annobli beeucoup de choses de le

Azzedine Alaïa dit encore : « Je n'ai jamais cru à la mode. » Mais la mode croit en lui.

DANIÈLE HEYMANN.

COLETTE GODARD. ★ Petit Odéon, 18 h 30, jusqu'au 29 mai. BROCANTE BASTILLE 5 AU 15 MAI 1988 uverture de 11h a 15h. de 10 a 20h.

DÉJÀ LYRIQUE THE UNDIVINE COMEDY DU 11 AU 14 MALA 21 H 15 TAZARTES CELUI QUI DIT OUI DU 19 AU 26 MALA 19 H 30 MEDEA TOWN FIRE SECRY SERBOROS ALIBO EVAHOLE DU 26 AU 29 MAI A 21 H 15 DIMANÇHE A 17 H THÉÂTRE DE LA BASTILLE 27 76, marie la Resputte 7501 | Paris Tél 43,57.42 | 4

théâtre

SPECTACLES NOUVEAUX

LES DÉLICES DU BAISER, Comédie italienne (43-21-22-22), sam. 20 h 30; dim. 15 h 30. NOUS LES TZIGANES. Mogador (42-85-28-80), sam. 21 h; dim, 16 h.
LES GALANTERIES DU DUC
D'OSSONNE. Th. National de
Chaillot (47-27-81-15), sam.
20 h 30 ; dim, 15 h.

BERENICE Crypte Sainte-Agoès (47-00-19-31), sem. 20 h 30; dim. 16 h. LE CHARIOT DE TERRE CUITE. Corbeil-Essonnes, Centre Pablo-Neruda (60-89-00-72), sam. 20 h 45.

Les autres salles

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). Les Cahiers tango : 17 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

nome: 20 n 30.

ARTS-HEBERTOT (43-87-23-23). Le

Malade imaginaire: 21 h, dim. 15 h 30.

ATELIER (46-06-49-24). La Double Inconstance: 15 h 30 et 21 h, dim. 15 h 30.

ATHÉNÉE-LOUIS JOUVET (47-42-67-27). Le Ion (Conversations d'ar-tistes): 15 h 30, mar. 20 h. Sulle Louis Jouvet. Outrage blues ou conversation imaginaire entre Vincent van Gogh et un musicien: 15 h 30. Maîtresse d'esthète (Conversations d'artistes): 15 h 30. A la (Conversations of artistes): 15 h 30. An exchercise d'une conversation (Conversations d'artistes): 15 h 30. Journal de Janos (Conversations d'artistes): 15 h 30. Avant le spectacle (Conversations d'artistes): 15 h 30. Conversation entre Virginia Wolf et L. Strachey (Conversations d'artistes): 15 h 30. Propositions d'artistes d'artiste entre Virginia Wolf et L. Strachey (Conversations d'artistes) : 15 h 30, mar.

BERRY (43-57-51-55). Poèmes: 18 h 30. Boris Godounov : 20 h 30. Le Caiscuis : 22 h 15.

La petite chane est morte : 15 h 30. Bec-chus : 18 h et 21 h 30, dim. 15 h 30. CARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48-

CARTOUCHERIE THÉATRE DE LA SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-TEMPÈTE (43-28-36-36). Saile L Un 21-93). Jango Edwards explose au Splen-monton à l'entresol suivi de la Pièce de did': 20 h et 22 h. chambertin : 20 h 30, dim. 16 h. La Pièce de chambertin : 20 h 30, dim. 16 h.

CARTOUCHERIE THÉATRE DU SO-LEIL (43-74-24-08). L'Indiade on l'Inde de leurs rêves : 18 h 30, dim. 15 h 30. CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-45). Et vote... la galère !... : 21 h, dim.

CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSI-TAIRE (45-89-38-69). Grand Théaire. Songe d'une muit sans lune : 20 h 30. La Galerie. Rip : 20 h 30 et 22 h, mer., jeu., ven., mar. 20 h 30. La Resserre. Le Délire du serpent : 20 h 30.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-

COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Voltaire' Folies: 19 h 30 et 21 h 30.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22). Les Délices du baiser : 20 h 30, dim. 15 h 30. COMEDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richellen. La guerre de Troic n'aura pas lleu: 14 h. dim. 20 h 30. Le Véritable Saint-Genest, comédien et martyr: 20 h 30, D Dim. Le Jeu de l'amour et du hasard Suivi par le Legs: 14 h. Le

Legs precèdé par le Jeu de l'amour et du hasard: 14 h. CRYPTE SAINTE-AGNES (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).

DAUNOU (42-61-69-14). Mousieur Ma-

DEUX ANES (46-06-10-26). Ely-sée....moi : 21 h, dim. 15 h 30. DIX-HUIT THEATRE (42-26-47-47), Lc Gardien: 20 h 30, dim. 16 h. DUNOIS (45-84-72-00). Le Thélire de 22 : 20 h 30.

EDGAR (43-20-85-11). Les Babas Cadres: 20 h 15. Nous on fait où on nous

ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La Mouette: 20 h 30, dim. 18 h 30.

ESSAION DE PARIS (42-78-46-42). Saile L Qui mais non: 18 h 30, dim. (dernière) 15 h. Chat qui peut: 21 h. GAITE-MONTPARNASSE 16-18). Joe Egg: 20 h 45, dim. 15 h. GALERIE SS-THE ENGLISH THEA-

TRE OF PARIS (43-26-63-51). You're good man Charlie Brown: 20 h 30.
GRAND HALL MONTORGUEIL (42-96-04-06). Créanciers : 20 h 30, dim. 18 h 30.

GUICHET MONTPARNASSE (43-27-88-61). Lettre d'une incomme : 18 h 45. CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Les La Sorcière: 20 h 30. **GYMNASE**

HUCHETTE (43-26-38-99), La Cantatrice chauve: 19 h 30. La Leçon: 20 h 30. Proust: j'avais toujours quatre ans pour elle: 21 h 30.

LA BASTILLE (43-57-42-14). Combien 21 h 15, dim. 17 h. LA BRUYERE (48-74-76-99). Ce que voit Fox (Fall) : 21 h. dim. 15 h.

LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégago autour des oroilles, s'il vous plait : 20 h. Pierre Péchin : 21 h 45.

LE PROLOGUE (45-75-33-15). Si on fai-sait le noir juste une minute ? : 18 h 30 et 21 h.

LES DECHARGEURS (42-36-00-02). La Merle blane : 19 h, dim. 15 h. Speciacle de magie : 21 h. LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34).

Théaire noir. Le Petit Prince: 20 h. Nous, Théo et Vincent Van Gogh: 21 h 15. Théaire rouge. Veuve martinquaise cherche catholique chauve: 20 h 15. La Ronde: 21 h 30.

MADELEINE (42-65-0-99). Au bord du

lit : 18 h et 21 h. dim. 15 h 30. MARAIS (42-78-03-53). Les Voisies : MARIE STUART (45-08-17-80). Angels

MARIGNY (PETIT) (42-25-20-74). La Menteuse: 18 h et 21 h, dim. 15 h. MICHEL (42-65-35-02). Pyjama pour six: 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30. MICHODIERE (42-66-26-94). Show André Lamy L'Ami public nºl: 18 h 30 et 21 h 30.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THEATRE) (45-89-43-22). L'Astro-MOGADOR (42-85-28-80). Nons les Tzi-ganes; 21 h. dim. 16 h. MONTPARNASSE (43-22-77-74). Le Se-cret; 18 h et 21 h 15, dim. 15 h 30. MUSEUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (45-35-75-23). Buffon côté jardin: 16 h et 18 h. mer., ven., dim., lua. 16 h. jeu. 14 h et 15 h. NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). Une soi-née res comme los autres: 20 h 30.

rée pas comme les autres : 20 h 30.

ODÉON (PETT) (43-25-70-32). Mon
Herbert : 18 h 30, dim. 18 h 30.

ŒUVRE (48-74-42-52). Je ne suis pas Rappaport: 20 h 45.
PALAIS DES GLACES (46-07-49-93). Grande salle. La Madeleine Proust à Paris : 21 h. dim. (dernière) 15 h. Petite salle. J'ai pas le choix, je chante Boby Lapointe: 20 h 30, dim. 15 h 30.

PARIS-VILLETTE (42-02-02-68), Judas-Pilate (d'après Figures et Paraboles) : 21 h, dim. 16 h 30. PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). La Taupe: 18 h et 21 h, dim. 15 h 30. BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24), RENAISSANCE (42-08-18-50), Sam. 20 h 45 (dern.) : Good.

SAINT-GEORGES (48-78-63-47). Drôle ARTOUCHERIE EPÉE DE BOIS (48. 08-39-74). Volpone ou le renard : SENTIER DES HALLES (42-36-37-27). Divas sur canand : 20 h 30, dim. 16 h.

THEATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Enfin Bénurcau : 20 h 30, dim. 16 h. 22, v'la du fric : 22 h, dim. 14 h. THÉATRE DE FORTUNE (43-56-76-34). L'Opéra des ravagés : 14 h 30. THEATRE DE L'EST PARISIEN (43-64-80-80), Père: 20 h 30, dim. 15 h.

THÉATRE DE LA MAIN D'OR (48-05-67-89). Salomé: 18 h. Salle L. L'Euran-ger: 20 h 30. L'Ecume des jours: 22 h. THÉATRE GRÉVIN (42-46-84-47). La Vie d'André Colin : 21 h. THÉATRE NATIONAL DE CHAILLOT

(47-27-81-15). Grand Foyer. Paroles en voyage: 15 h. mer., jeu., ven., mar. 14 h 30, jeu., ven., mar. 10 h. Grand Théâtre. Les Galanteries du duc d'Os-sonne vice-roi de Naples : 20 h 30, dim. 15 h. Théâtre Gemiet. Sous les boulin-grins bleus : 20 h 30, dim. 15 h. THÉATRE NATIONAL DE LA COL-

LINE (43-66-43-60). Grande salle. L'inant : 20 h 30. Petite salle. Les THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-60-70). Petite salle. Fièvre romaine : 21 h, dim. 15 h, dim. (dernière) 18 h.

TINTAMARRE (48-87-33-82). La Tim-bale : 15 h 30. Mr Banal : 20 h 15. Smain - 21 h 30 TOURTOUR (48-87-82-48). Istanbul Hö tel : 19 h. Les Fourmidiables : 20 h 30. Le Détour : 21 h 30.

TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). El Secundo (Bill Baxter) : 20 h 30. VARIÉTÉS (42-33-09-92). C'est encore mieux l'après-midi: 20 h 30, dim. 15 h. ZINGARO (CHAPITEAU CHAUFFÉ) ALEXANDRE-DUMAS (43-71-28-28), Zingaro: 20 h 15.

Cafés-théâtres

EDOUARD-VII SACHA GUITRY (47-42-57-49). Les Linisons dangereuses : je l'ai rencontré : 19 h et 20 h 30. Sade ou 21 h. les folles nuits du divin marquis : 22 h 15. ESPACE MARAIS (42-71-10-19). La AU PIED DE LA BUTTE (46-06-02-86).

Moi : 19 b. AU TRIBULUM (42-36-01-01). Les bouffons sont deux bons fons : 20 h 30. BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84). Salle L Areu = MC 2:20 h 15. Laurent Violet: 22 h 30. Salle IL Les Sacrés

Monstres: 20 h 15. Bernadette, calme toi!: 21 h 30. Un ouvrage de dames ; CAFÉ D'EDGAR (43-20-85-11). Tiens, volh deex boudins: 20 h 15 et 23 h 45, Mangeuses d'hommes: 21 h 30. C'est plus show à denx: 22 h 30.

YMNASE MARIE-BELL (42-46-79-79). La Métamorphose : 21 h, dim. 15 h 45. EDGAR III (43-20-85-11). Le Cabaret des

Chasseurs en exil : 20 h 15. Le Chromo-some chatouilleux : 21 h 30. LE BEAUBOURCEOIS (42-72-08-51). de nuits faudra-t-il marcher dans la ville : LE GRENIER (43-80-68-01). Elsy : son univers impitoyable : 22 h MON PETIT CAFÉ-THÉATRE (45-22-

78-70). Folics douces : 21 h 30. PETIT CASINO (42-78-36-50). Les oics sont vaches: 21 h. Nous, on seme: 22 h 30.

LAISSEZ-VOUS PRENDRE AU JEU

TOUS LES JEUX DU MONDE

Yams - La banque - Le billard américain La tour de Hanoï - La bataille navale

JEUX.

36.15 LEMONDE

Samedi 7 - Dimanche 8 mai

POINT-VIRGULE (42-78-67-03). Accusé de déception : 20 h et 22 h 45. Nos désirs font désordre : 21 h 30 et 24 h. TAC STUDIO (43-73-74-47). Quatre Dis-putes à deux : 21 h. dim. 16 h 30.

Les concerts

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-77-11-12). Ensemble moderne. 20 h 30, sam. Dir. H. Zender. œuvres de Zender.

Zimmermann.

EGLISE AMÉRICAINE DE PARIS William Fitzpatrick, Catherine Schneider.

18 h, dim. Violon, piano. Œuvres de Leclair, Franck et Prokofiev. Entréc

EGLISE DE LA MADELEINE (39-61-12-03). Jean-Pierre Lecaudey. 16 h dim. Dir. Récital d'orgne. Œuvres de Bach, Franck et Messiaen, Entrée libre. Franck et Messiaen. Entrée fibre.

EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE
(42-23-55-28). La Maurache. 20 h 45,
sam. Avec M. Bernardi (soprano).
H. Barreau (II., bombardes, chalemies).
J.-P. Bertin (vièles à archet). K. Besson
(luth, quitre, maurache). C. Prunel
(orgue). J. Skowron (rebec, vièle, viole).

Musiques, chansons et danses au Moyen
Age et à la Renaissance.

ECLISES SAINT-LOUIS-EN-LTE E.

ÉGLISE SAINT-LOUIS-EN-L'ILE Orchestre de chambre Athema, 17 h, dim. « Cantate à saint Louis ». Dir. G. Guillard, M.-J. Lechaux (vi), S. Colas (soprano), J.-L. Jardon (bar.). J. Meyer (vi). Œuvres de Bach, Homi-lius et Vivaldi, Entrée libre.

ÉCLISE SAINT-MERRI Duo Syriax. 21 h, sam. J.-P. Seyvos (g.), I. Steffan (fl.), Œuvres de Haendel, Mozart. Giu-liani et Piazzolla. Libre participation aux

Kyoko Kotepanos, Stella Gadedi. 16 h, dim. Piano, flute. Œuvres de Mozart, Franck et Poulenc. Libre participation

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-

15-16). Thomas Demenga. 15 h, sam. Violoncelle. Programme non communi-

MUSÉE DES ARTS ET TRADITIONS POPULAIRES E. Montbel, J. Blan-chard, J.-C. Maillard, 16 h, sam. Corne-muses et muserte de cours. Festival inter-national de musiques vivantes.

NOTRE-DAME DE PARIS (entrée libre). Petits Chanteurs de Saint-Dominique. 11 h 30, dim. Chœurs de Saint-Dominique. Programme non com-muniqué. Entrée libre. François Menis-sier. 17 h 45, dim. Audition d'orgue. Œuvres de Hindemith et Liszt. Entrée libre. SAINTE-CHAPELLE (46-61-55-41). Les

THÉATRE RENAUD-BARRAULT (42-56-08-80). A. Adorjan, B. Pergamenschi-kow, P. Gilliov. 11 h. dim. (flüte, cello, piano). Œuvres de Schubert, Beethoven, Weber.

Trompettes de Versailles. 21 h. dim. Œuvres de Bach, Haendel, Vivaldi, Tele-

cinéma

La cinémathèque

SAMEDI La Marié du port (1949), de Marcel Carné, 15 h; Vivre libre (1943, v.o.), de Jean Renoir, 17 h; Cinéma britannique -documentaires (v.o.), 19 h; la Ville des pirates (1983, v.o.s.t.f.), de Raul Ruiz, 21 h.

Souvenirs perdus (1950), de Christian-Jaque, 15 h; Rain or Shine (1930, v.o.), de Frank Capta, 17 h; Cinéma britannique -documentaires (v.o.s.t.f.), 19 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-78-35-57) SAMEDI Rags (1915), de James Kirkwood, 15 h; Umberto D. (1951, v.o.), de Vittorio de Sica, 17 h; les Carabiniers (1962), de Jean-Luc Godard, 19 h; les Mauvaises Rencontres (1955), d'Alexandre Astruc,

DIMANCHE Fraternité (1925), de King Vidor, 15 h; les Nuits blanches (v.f.), de Luchino Visconti, 17 h; Pop'Game (1967), de Francis Leroi, 19 h; la Fiancée du pirate (1969), de Nelle Konlon, 21.

de Nelly Kaplan, 21 h. SALLE GARANCE, CENTRE GEORGES POMPIDOU (42-78-37-29)

Le Cinéma français des années cin-quante : Faibles Femmes (1958), de Michel Boisrond, 14 h 30 : Broadway By Light (1957), de William Klein, Ascenseur pour l'échafaud (1957), de Louis Malle, 17 h 30; Tu m'as sauvé la vie (1950), de Sacha Guitry, 20 h 30.

DIMANCHE Le Cinéma français des années cin-quante: le Journal d'un curé de campagne, de Robert Bresson, 14 h 30 ; le Petit Monde de Don Camillo (1951), de Julien Duvi-vier, 17 h 30; Maigret et l'affaire Saint-Fiacre (1959), de Jean Delannoy, 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (40-26-34-30)

SAMEDI

Paris, Mai 68: Actualités anciennes: Actualités Gaumont, 12 h 30: la Grève: Citroen Nanterre Mai-Juin 1968 (1968) d'un collectif Arc. l'Autre façon d'être une banque (1974) d'un collectif Cinétutte, 14 h 30; Mao, Cinétracts (1968) d'un col-lectif, la Chinnise (1967) de Jean-Luc Godard, 16 h 30; Anciens de 68; Ciné-tracts (1968) d'un collectif, le Fou de Mai (1976) de Philippo Defrance, 18 h 30; (1976) de Philippe Defrance, 18 h 30: Scénarios pour l'aveair : Actua Tut (1961) de J Herman, 2084 (1984) de Chris Mar-ker, l'An O1 (1973) de Jacques Doillon,

DIMANCHE

Paris, Mai 68: Bilan 1: le Fond de l'air est rouge 1 (1977) de Chris Marker. 14 h 30: Jeunesse (1934) de Georges Lacombe; les Mauvaises Fréquentations (1966) de Jean Eustache, les Cœurs verts (1966) de E. Luntz, 16 h 30: Bilan 2: le Fond de l'air est rouge 2 (1977) de Chris Marker, 18 h 30: Sur les barricades: Cinéments (1968) d'un collectif le Joi Mois de tracts (1968) d'un collectif, le Joli Mois de mai (1968) d'un collectif, les Enfants de Marx et de Coca-Cola (1973) de C. de Marx et de Coer Givray, 20 h 30.

Les exclusivités

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.):

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.):
Saint-André-des-Arts I, 6° (43-26-48-18).
ALOUETTE JE TE PLUMERAI (Fr.):
Ciné Beaubourg, 3° (42-71-52-36);
UGC Montparnasse, 6° (45-74-94-94);
UGC Odéon, 6° (42-25-10-30); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); UGC Convention, 15° (45-74-93-40); Images, 18° (45-22-47-94).

LES ANNÉES SANDWICHES (Fr.): tion, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-

ARDIENTE PACIENCIA (All., v.o.): Lating, 4 (42-78-47-86); Utopia Cham-pollion, 5 (43-26-84-65). U REVOOR LES ENFANTS (Fr.-AIL) : Gaumont Opéra, 2º (47-42-60-33); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76); Les Mont-

parnos, 14 (43-27-52-37). ES AVENTURES DE (Jap., v.f.): Les Montparnes, 14 (43-27-52-37).

27-52-37).

BAGDAD CAFÉ (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); Gaumont Copfra, 2" (47-42-60-33): 14 Juillet Odéon, 6" (43-25-59-83); La Pagode, 7" (47-05-12-15): Gaumont Champs-Elysées, 8" (43-57-90-81); Escurial, 13" (47-07-28-04); Gaumont Parnasse, 14" (43-35-30-40): Gaumont Alésia, 14" (43-27-84-50): 14 Juillet Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); Le Maillot, 17" (47-48-06-06): v.f.: Gaumont Convention, 15" (48-28-42-27).

BLANC DE CHINE (Fr.): Gaumont

BLANC DE CHINE (Fr.): Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08); UGC Gobelins, 13 (43-36-23-44).

BRÉVES RENCONTRES (Sov., v.o.): Epée de Bois, 54 (43-37-57-47).

CHERRY 2000 (A., v.o.): George V, 8: (45-62-41-46); v.f.: Rex, 2: (42-36-83-93); Le Galaxie, 13: (45-80-18-03); Les Montparnos, 14' (43-27-52-37).

95-40).

CORENTIN (Fr.): Forum Arc-en-Ciel, 1° (42-97-53-74); Pathé Hautefeuille, 6° (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 8° (43-59-92-82); Paramount Opéra, 9° (47-42-56-31); Fauvette, 13° (43-31-56-86); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Pathé Montparnaise, 14° (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-01); Le Gambetta, 20° (46-36-10-96).

LA BOHÊME (Fr., v.o.): Vendôme Opèra, 2" (47-42-97-52); UGC Rotonde, & (45-74-94-94); Le Gambetta, 20" (46-

BROADCAST NEWS (A., v.o.): Saint-Germain Huchette, \$ (46-33-63-20); Elysées Lincoln, \$ (43-59-36-14).

CHOUANS (Fr.): UGC Montparnasse, 6-(43-74-94-94); UGC Normandie, 8-(45-63-16-16); UGC Opéra, 9- (45-74-

LES FILMS NOUVEAUX

ADIEU JE T'AIME. Film français de Claude Bernard Aubert: Forum Horizon, 1" (45-08-57-57); George V. 8" (45-62-41-46): Saint-Lazare-Pasquier, 8" (43-87-35-43); Maxewilles, 9" (47-42-56-31): UGC Lyon Basille, 12" (43-43-01-59); Fauvette Bis, 13" (43-31-60-74); Les Galaxie, 13" (45-80-18-03); Les Montparnos, 14" (43-31-60-74); Le Galaxie, 14" (45-39-52-43); Convention Saint-Charles, 15" (45-79-33-00); Pathé Clichy, 18" (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19" (42-06-79-79); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

3ABY BLUES. Film français de ADIEU JE T'AIME. Film français de

BABY BLUES. Film français de Daniel Moosmann: Epéc de Bois, 5º Daniel Moosman (43-37-57-47). BEARN. Film espagnol de Jaime Chavarri, v.o.: Latina, 4 (42-78-47-86). CAMOMILLE. Film français de Mehdi Charef: Gaumont Les Halles, [c (40-26-1212): Gaumont Opéra. 2: (47-42-60-33): Saint-Michel. 5: (43-26-79-17): Gaumont

Michel, 5' (43-25-75-17); Gaumont Ambassade, 8' (43-59-19-08); 14 Juiller Bastille, 11° (43-57-90-81); Fauwette Bis, 13° (43-31-60-74); Gaumont Alésia, 14° (43-27-84-50); Miramar, 14° (43-20-89-52); Ganmont Convention, 15° (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18° (45-22-46-11) DE SABLE ET DE SANG, Film francais de Jeanne Labrune : Ciné Beau-bourg, 3- (42-71-52-36) : UGC Danton, 6° (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6° (45-74-94-94); UGC Biarritz, 8° (45-62-20-40); UGC Opéra, 9° (45-74-95-40); Les Nation, 12° (43-43-04-67); UGC Lyon Bastille, 12° (43-43-01-59); UGC Gobelins, 13° (43-36-23-44); 14 Juillet Beaugrenelle, 15° (45-75-79-79).

NATIVE SON. Film américain de Jerrold Freedman, v.o.: Les Trois Luxembourg, & (46-33-97-77); Les Trois Balzac, & (45-61-10-60). LE RETOUR DES MORTS-VIVANTS 2. Film américain de Ken Wiederhorn, v.o.: UGC Nor-mandie, 8 (45-63-16-16); v.f.: Forum Arc-en-Ciel, 1st (42-97-53-74); Rex. 2 (42-36-83-93);

53-74); Rex. 2 (42.36-83-93); UGC Montparuasse, 6 (45-74-94-94); Pathé Français, 9 (47-70-33-88); UGC Lyon Bestille, 12 (43-43-01-99); Fanvette, 13 (43-31-56-86); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-93-40); Images, 18 (45-22-47-94); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79); Le Gambetta, 20 (46-36-10-96). 68-89. Film français de Gérard Gue-guan: Studio 43, 9 (47-70-63-40).

TERRE DE FER CIEL DE CUI-VRE. Film turc-allemand de Omer Zülfü Livaneli. v.o.: Forum Arc-en-Clei, 1= (42-97-53-74); Reflet Logos I, 5• (43-54-42-34); Elysees Lincoln, 8• (43-59-36-14); Sept Parnassiens, 14• (43-20-32-20).

CRY FREEDOM (Brit., v.o.): Gaumont Les Halles, 1st (40-26-12-12): Saim-Michel, 5st (43-26-79-17); Publicis Champs-Elysées, 8st (47-20-76-22); Gau-mont Alésia, 14st (43-27-84-50); v.f.: Bretagne, 6st (42-22-57-97): Paramount Opéra, 9st (47-42-56-31).

Opéra, 9 (47-42-56-31).

DANCERS (A., v.o.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57); Pathé Hautefenille, 6st (46-33-79-38); George V. 8st (45-62-41-46); Trois Parnassiens, 1st (43-20-30-19); Pathé Maylair, 1st (45-25-27-06); v.f.: Rex. 2st (42-36-83-93); Paramount Opéra, 9st (47-42-56-31); Les Montparnos, 1st (43-27-52-37).

LE DERNHER EMPERSIM (A., v.o.)

LE DERNIER EMPEREUR (Brit-It... E DERNIER EMPEREUR (Brit-IL, v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); UGC Odéen, 6º (42-25-10-30); Les Trois Balzac, 8º (45-61-10-60); Sept Parpassiens, 14º (43-20-32-20); v.f.: Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Fauvette, 13º (43-31-56-86); Mistral, 14º (45-39-52-43).

LA DERNIÈRE IMPÉRATRICE (Chin., v.a.): Bretagne, 6 (42-22-57-97); Gau-mont Ambassade, 8 (43-59-19-08). nont Amossiade, 8 (43-59-19-08).

260 CHRONO (A., v.a.): UGC Normandie, 8 (45-63-16-16); v.J.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

74-94-94).

ECLAIR DE LUNE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1v (40-26-12-12): UGC Danton, 6v (42-25-10-30): Gaumont Ambassade, 8v (43-59-19-08): George V, 8v (45-62-41-46): La Bastille, 11v (43-54-07-76); Gaumont Parmasse, 14v (43-35-30-40): v.f.: Gaumont Opéra, 2v (47-42-60-33); UGC Gobelins, 13v (43-36-23-44); Gaumont Convention, 15v (48-28-42-27).

ECRIT SUR DNI VENT (A. v.o.):

ECRIT SUR DU VENT (A., v.o.): Action Christine, 6: (43-29-11-30). EMPIRE DU SOLEIL (A. v.o.): Forum Orient Express, 1º (42-33-42-26); George V, 8º (45-62-41-46); v.f.: Para-mount Opfra, 9º (47-42-56-31); Pathé Montparnasse, 14º (43-20-12-06).

ENGRENAGES (A., v.o.): Les Trois Bal-zac, 8 (45-61-10-60). ETROITE SURVEILLANCE (A., v.o.):

Enwite Sukvelliance (A., v.o.):
Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26); UGC Danton, & (42-25-10-30);
Pathé Marignan-Concorde, & (43-59-92-82); UGC Biarritz, 8 (45-62-20-40); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94).

FATAL BEAUTY (A., v.o.): George V. 8* (45-62-41-46); v.f.: Hollywood Boule-vard, 9* (47-70-10-41).

LE FESTIN DE BABETTE (Dan., v.o.) : Gaumont Opera, 2: (47-42-60-33) : Cine Beaubourg, 3: (42-71-52-36) ; Cluny Palace, 5: (43-54-07-76) ; 14 Juillet Par-

Pelace, 5: (43-54-07-76); 14 Juillet Parnasse, 6: (43-26-58-00); UGC Biarritz, 8: (45-62-040); La Bastille, 11: (43-54-07-76); 14 Juillet Beaugrenelle, 15: (45-75-79-79); Le Maillet, 17: (47-48-06-06).

FRANTIC (A., v.o.): Forum Horizon, 10: (45-08-57-57); UGC Odéon, 6: (42-25-10-30); La Pagode, 7: (47-05-12-15); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); George V, 8: (45-62-41-46); La Bastille, 11: (43-54-07-76); Escurial, 13: (47-07-28-04); Bienvenite Montparnasse, 15: (45-44-25-02); Kinopanirama, 15: (43-06-50-50); v.f.: Rex. 2: (42-36-83-93); Pathé Français, 9: (47-70-33-88); Les Nation, 12: (43-43-04-67); Gaumont Alésia, 14: (43-27-84-50); Pathé Montparnasse, 14: (43-20-12-06); Gaumont Convention, 15: (48-28-42-27); Pathé Clichy, 18: (45-22-46-01).

Clichy, 18 (45-22-46-01). FRÉQUENCE MEURTRE (Fr.): Forum Orient Express, Iº (42-33-42-26); Pathé Impérial, 2º (47-42-72-52); Pathé Marignan-Concorde, 8º (43-59-92-82); Marignan-Concorde, 8º (4: Miramar, 14º (43-20-89-52).

FULL METAL JACKET (*) (A., v.f.): Hollywood Bonievard, 9: (47-70-10-41). GANDAHAR (Fr.) : Studio 43, 9: (47-70-

LES GENS DE DUBLIN (A., v.o.): Uto-pia Champollion, 5° (43-26-84-65); Ely-sées Lincoln, 8° (43-59-36-14). LE GRAND CHEMIN (Fr.): George V. 8 (45-62-41-46); Convention Saint-Charles, 15 (45-79-33-00).

HIDDEN (A., v.o.): George V, 8 (45-62-41-46): v.f.: Maxevilles, 9 (47-70-L'INSOUTENABLE LÉGÈRETÉ DE L'INSOUTENABLE LEGERETE DE L'ÈTRE (A., v.o.): Gaumont Les Halles, 1" (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-83); Publicis Saint-Germain, 6" (42-22-72-80): Publicis Champs-Elysées, 8" (47-20-76-23); 14 Juillet Basille, 11" (43-57-90-81); Gan-mont Alésia, 16" (43-27-84-50): 14 Juil-let Beaugrenelle, 15" (45-75-79-79); Bienvente Montparmasse, 15" (45-44-25-02): v.f.; Ganmont Opéra, 2" (47-42-

INTERVISTA (Fr.-It., v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34) LIAISON FATALE (*) (A. v.o.): George V, 8* (45-62-41-46); v.f.: Gaumont Parnasse, 14* (43-35-30-40).

25-02) : v.f. : Gaumont Opera, 2º (47-42-

LONGUE VIE A LA SIGNORA v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (46-33-97-77): Trois Parnassiens, 14 (43-20-30-19):

MA VIE DE CHIEN (Su., v.o.): 14 Juil-let Parnasse, 6 (43-26-58-00).

HOLMES (A., v.o.): Action Rive Gau-che, 5 (43-29-44-40).

Le Musée Picasso », 10 h 30, 5, rue de Thorigny (Paris passion).

Le Marais, de l'hôtel de Soubise à l'hôtel de Gourgues », 13 h 45, métro Saint-Paul, sortie (Evelyne Bourdais). zun », 14 heures, métro Pont-Marie

Mysterieuse Egypte au Louvre 14 h 30, métro Louvre, sortie (Isabelle - Jardins et abbaye du bourg Saint-

l'église (Arts et curiosités). Le vieux Mouffetard », 14 h 30, métro Censier-Daubenton (Fläneries). - La crypte archéologique de Noire-Dame - 14 h 30, eatrée de la crypte,

· Passages, jardins et Palais Royal ». 14 h 30, devant l'entrée du Louvre des antiquaires (Approche de l'art).

rie . 15 heures, mêtro Cité, sortie (C.-A. Messer).

MASCARA (*) (Bel.-Fr., v.o.): Forum Orient Express. 1* (42-33-42-26): Sta-dio de la Harpe. 5* (46-34-25-52): UGC Biarritz. 8* (45-62-20-40); v.f.: Para-mount Opera. 9* (47-42-56-31): Le Galaxie. 13* (45-80-18-03); Convention Saint-Charles. 15* (45-79-33-00); Images, 18* (45-22-47-94).

0016

ынадез, 18^a (45-22-47-94). MATADOR (*) (Esp., v.o.) : Сіпе́ Веаи-bourg, 3^a (42-71-52-36) : UGC Danton, 6^a (42-25-10-30) : UGC Rotonde, 6^a (45-74-94-94) : UGC Biarritz, 8^a (45-62-20-40) ; UGC Lyon Bastille, 12^a (43-43-01-59).

NEUF SEMAINES ET DEMIE (*) (A., v.o.): Le Triomphe, & (45-62-45-76). PONDICHÉRY JUSTE AVANT L'OUBLI (Fr.): Studio 43, 9° (47-70-

63-40). PRICK UP YOUR EARS (*) (Brit.

(43-22-46-01).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN
L'AIR (Brit., v.o.): Gaumont Les
Halles, 1º (40-26-12-12); 14 Juillet
Odéon, 6º (43-25-59-83); 14 Juillet Parnasse, 6º (43-26-58-00).

SEPTEMBER (A., v.o.): 14 Juillet Odéon, 6: (43-25-59-83); Gaumont Ambassade, 8: (43-59-19-08); Gaumont Parnasse, 14: (43-35-30-40).

Bastille, 11º (43-57-90-81).
UN ENFANT DE CALABRE (IL-Fr. v.a.): Lucernaire, & (45-44-57-34).
UN ZOO LA NUIT (*) (Can., v.a.):
Forum Orient Express, 1= (42-33-42-26). UNE FEMIME EN PÉRIL (A., v.o.):
Forum Horizon, 1° (45-08-57-57):
Pathé Hantefeuille, 6° (46-33-79-38):
Pathé Marignan-Concorde, 5° (43-59-62-52):
Trick Parencies (43-44-44): 92-82); 'Iros Parnassiens, 14" (45-30-30-19); vs.: Rex. 2: (42-36-83-93); Pathé Français, 9" (47-70-33-86); Mistral, 14" (45-39-52-43); Pathé Montparnasse, 14" (43-20-12-06); UGC Convention, 15" (45-74-93-40); Pathé Wepler, 18" (45-22-46-01); Le Gambetta, 20" (46-36-10-96).

Les grandes reprises

58-00). JUDEX (Fr.): Reflet Logos II, 5* (43-54-42-34): Studio 43, 9* (47-70-63-40). MOLIÈRE (Fr.): Club Gaumont (Publicis Matignon). 8* (43-59-31-97). MACBETH (Brit, v.o.): Le Champo, 54

LE PROCES (Fr., v.o.); Reflet Médicis Logos, 5- (43-54-42-34). SWEET MOVIE (**) (Fr.-Can.) : Studio Galande, 5: (43-54-72-71). TOUCHEZ PAS AU GRISBI (Fr.): Les Trois Luxembourg, & (46-33-97-77); Sopt Parnassions, 14 (43-20-32-20).

PARIS EN VISITES

LUNDI 9 MAI

« L'île Saint-Louis et l'hôtel de Lau-

Germain •, 14 h 30, entrée principale de

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul, sortie (Résurrection du passé).

- Marie-Antoinette à la Concierge-

v.o.): Cinoches, & (46-33-10-82).

PRINCE DES TÉNÉBRES (*) (A. v.o.): UGC Ermitage, & (45-63-16-16): v.f.: Rex. 2: (42-36-83-93): UGC Montparasse, & (45-74-94-94): UGC Gobelins, 13: (43-36-23-44).

PRINCESS BRIDE (A., v.o.): Studio de la Harpe, 5º (46-34-25-52); Le Triomphe, 8º (45-62-45-76): v.f.: Gaumont Parnasse, 14º (43-35-30-40).

RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT (A., RENDEZ-VOUS AVEC LA MORT (A., v.o.): Forum Horizon, 1st (45-08-57-57): Saint-Germain Village, 5st (46-33-63-20): Pathé Marignan-Concorde, 8st (43-59-92-82); v.f.: Saint-Lazare-Pesquier, 8st (43-87-35-43): Maxevilles, 9st (47-70-72-86); Pathé Français, 9st (47-70-33-88): Les Nation, 12st (43-43-46-67): Fnuvetre, 13st (43-31-56-86): Le Galazie, 13st (45-80-18-03): Mistral, 14st (45-39-52-43): Pathé Montparnasse, 14st (43-20-12-06); Convention Saint-Charles, 15st (45-79-33-00); Le Maillot, 17st (47-48-06-06); Pathé Wepler, 18st (45-22-46-01).

SAMMY ET ROSIE S'ENVOIENT EN

Paruasse, 14 (43-35-30-40).

SHADOWS IN PARADISE (Fin., v.o.):
Reflet Médicis Logos, 5 (43-54-2-34);
Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

TRAQUÉE (A., v.o.): Forum Horizon, 1s (45-08-57-57); Pathé Hantefeuille, 6 (46-33-79-38); Pathé Marignan-Concorde, 1s (43-20-32-20); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79); v.f.:
Pathé Français, 9 (47-70-33-88); Pathé Montparnasse, 14 (43-20-12-06); Pathé Clichy, 18 (45-22-46-01); Trois Secrétan, 19 (42-06-79-79).

LES __TRIBULATIONS DE MON GRAND-PÈRE ANGLAIS... (Sov., v.o.): Cosmos, 6 (45-44-28-80); Le Triomphe, 8 (45-62-45-76); 14 Juillet Bastille, 11s (43-57-90-81).

A BOUT DE SOUEFLE (Fr.) : Le Saim-Germain-des-Prés, Salle G. de Beauregard, 6 (42-22-87-23). ASCENSEUR POUR L'ÉCHAFAUD (Fr.): Panthéon, 5º (43-54-15-04). L'EMPTRE DES SENS (**) (Fr.-Jap.,

v.o.): Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25). ILS ÉTAIENT NEUF CÉLIBATAIRES (Fr.): Le Champo, 5º (43-54-51-60). L'IMPOSSIBLE M. BÉBÉ (A., v.o.): Action Ecoles, 5º (43-25-72-07). JE TAIME, MOI NON PLUS (**) (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-36); 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-

UNE BELLE FILLE COMME MOI (Fr.): L'Entrepôt, 14 (45-43-41-63).
LA VIE PRIVÉE DE SHERLOCK

Le château de Vincennes cures, entrée principale (Paris et MONUMENTS HISTORIQUES

· Versailles : Madame Elisabeth et sa propriété de Montreuil ». 14 h 30. - La Montagne Sainte-Geneviève - .
14 h 30. 65, rue Cardinal-Lemoine.

sur le parvis (E. Romann).

« Exposition Degas », 15 heures, Grand Palais, porte A (Tourisme cultu-

CONFERENCES

30. boulevard Jules-Ferry.

Verrières-le-Buisson, salle des fêtes le Colombier, 14 h 15 : • De la menace nucléaire à la réalité psychologique •, par le général Jean Delaunay (les lundis de Verrières). 3, rue Rousselet, 14 h 30 ; - Memphis » (Arcus),

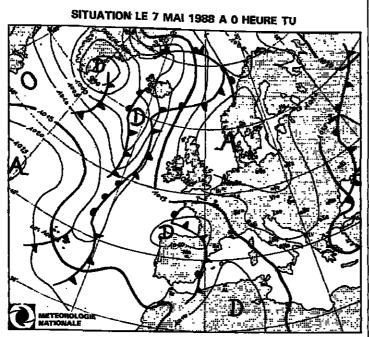
Le canal Saint-Martin », 15 houres,

La rue de la Bûcherie et la primi-tive faculté de médecine ». 15 heures,

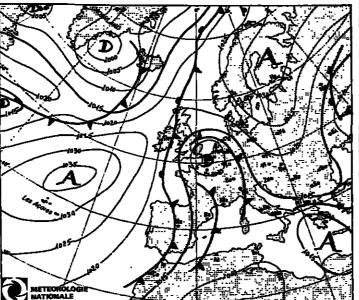
façade de Saint-Julien-le-Pauvre, 1, rue Saint-Julien-le-Pauvre.

Centre George-Pompidou (petite alle), 18 h 30 : « le Musée imaginaire de Picasso », par Denis Hollier (Musée national d'art moderne).

Météorologie



PRÉVISIONS POUR LE 9 MAI A 0 HEURE TU



Evolution probable du temps en France entre le samedi 7 mai à 0 heure UTC et le dimanche 8 mai à 24 heures

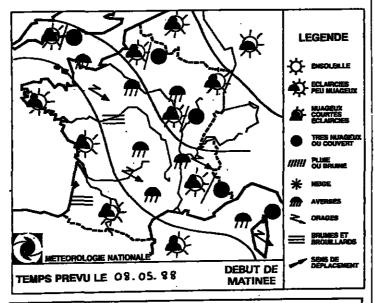
Le temps lourd et orageux s'évacuera vers le nord-est. Il fera nettement moins chaud sur les régions proches de l'Atlan-

Le système dépressionnaire qui tou-che aujourd'hui ime grande parrie du pays remontera vers le nord-est. Après son passage, un flux de nord-ouest s'ins-tallera, apportant un air plus frais.

Dès le matin, le ciel très nuageux, voire couvert, donnera des pluies inter-mittentes de la Méditerranée à la Franche-Comté, jusqu'au Nord, ainsi que de la région toulousaine au Limou-sin, au Centre et à la Haute-Normandie. sez vite, ce mauvais temps gagnera le Nord-Est. Des orages éclateront, princialement des Alpes et des Cévennes à la Touraine. Au moment, des ondées, les rafales de vent d'est à sud-est pourront se renforcer. Mais, en général, le vent

Au fil des heures, les éclaircies reviendront sur une grande partie de ces régions. Mais, du Nord à l'Alsace et aux Alpes du Nord, c'est toujours un ciel Alpes du Nord, c'est toujours un ciel uniformément gris qui régnera, avec pluies et orages de temps à autre. Malgré le retour du soleil, l'amélioration sera très limitée de la Normandie à la Bourgogne, au Centre, aux Pyrénées centrales et aux régions méridionales. En effet, des averses orageuses se produiront encore. Ce sont les régions du sud qui seront les plus touchées. La nuit sera particulièrement douce. Dans la journée, même si le thermomètre perd quelques dearés, ce dimanche laissera quelques degrés, ce dimanche laissera une impression de chaleur.

Enfin, de la Bretagne aux Charentes et à l'Aquitaine, les nuages seront nom-breux en début de journée, notamment du Pays basque au Bordelais, où le temps sera brumeux. Par la suite, les périodes ensoleillées seront plus fréquentes. En revanche, la baisse des temratures de l'après-midi sera beaucoup plus sensible que sur le reste du pays : on perdra de 5 à 6 degrés près des côtes



| TEM | V | aleu | rs ex | rêm | maxim soveen e | entre | • | | | ie | 108 (| | | í |
|--------------|-------|------|-------|------------|-------------------|--------------|-----|-------|-----|-----------|--------------|----|----------|-----|
| le 6-5-19 | 188 à | 6 h | eures | TU | et la 7-5- | 1988 | a 6 | ПЕШТВ | SIU | | | | | _ |
| FRANCE TOURS | | | | | | | | | | | | | | |
| AJACCEO | | 21 | 15 | 0 | TOULOUSE | | 24 | 17 | И | | | 21 | 11 7 | D |
| MARRITZ | | 23 | 15 | Ď | POINTEAP | TRE | 32 | 23 | D | MADRID . | | 18 | | N |
| BORDEAUX. | | 25 | 15 | D | l én | TRAN | JGE | R | | MARRAKE | | 20 | 13 | F |
| NOURGES | | 24 | 15 | ٨ | ALGER | | 23 | 17 | С | MEXICO . | | 29 | 12 | |
| PET | | 19 | 11 | P | AMSTERDA | | 19 | "9 | Ď | MITAN | | 24 | 14 | Ņ |
| CAEN | | 19 | 10 | C | | | | 19 | Ď | MONTRÊA | | 26 | 12 | - |
| CHERDOURG | | 16 | 10 | N | ATHÈNES . | | 33 | 24 | č | MOSCOU. | | 19 | 10 | 1 |
| CIERMONT | | 25 | 13 | С | BANGKOK | | 23 | 15 | č | NADRORE. | | 25 | 17 | (|
| DIDON | | 24 | 13 | C | PARCELON | | | 15 | В | NEW YOR | | 15 | 11 | I |
| CRENOBLE S | | 27 | 14 | Ñ | BELGRADE | | 24 | | č | 0520 | | 16 | 3 | E |
| LTLE | | 20 | 9 | N | BERLIN | | 14 | 10 | | PALMA DE | MAL _ | 27 | 17 | (|
| LDEOGES | | 24 | 16 | N | MINETE | | 20 | 9 | D | PÉKIN | | 19 | 13 | 1 |
| LYON | | 24 | 15 | Ċ | LE CAIRE . | | 31 | 15 | D | RIO DE JA | | 25 | 22 | ō |
| MARSHILE | | 26 | 12 | ŏ | COPENHAG | UE | 15 | 4 | В | 200E | | 27 | 14 | Ň |
| | | 23 | 10 | Ň | DAKAR | | 25 | 15 | D | | | 33 | 27 | ď |
| NANCY | | 24 | 16 | P | NO.HI | | 41 | 33 | D | SENGAPOU | | | | |
| NANTES | | | | č | DERBA | | 41 | 26 | N | STOCKBOL | | 13 | 2 | ١ |
| NICE | | 25 | 10 | č | CENEVE | | 22 | 10 | C | SYDNEY . | ,pq | 26 | 18 | N |
| ARS HOND | | 23 | 15 | _ | HONGKON | | 30 | 27 | Ň | TOKYO | | 21 | 15 | (|
| MU | | 23 | 13 | D | STANBUL | | 23 | 13 | P | TUNES | | 39 | 20 | (|
| ertignan . | | 23 | 16 | Ō | | | 27 | 16 | Ď | VARSOVIE | | 18 | 6 | 1 |
| enes | | 24 | 15 | P | JERUSALEA | | | 13 | č | VENISE | | 22 | 14 | ľ |
| STÉITENNE. | | 24 | 13 | Ç | TEBONNE | | 21 | | _ | VIENNE | • | 20 | 9 | Ţ |
| STRASBOURC | ł | 23 | 11 | N | LONDRES . | | 20 | 10 | D | ARGUAG | | 24 | <u>.</u> | _ |
| | | | _ | | | N | 1 | | _ | Ð | Т | | * | ŀ |
| A | 8 | • | • | ; | D | | - | • | • | • | • | | _ | |
| EVECSE | brus | ne | cou | el vert | cicl dégagé | nuag muag | | ora | ge | phaic | tempê | te | Děi | g¢. |

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

Communication

Avec la création d'Europoster

Avenir affiche ses ambitions

L'Europe de l'affichage se construit : premiers sur leurs mar-chés nationaux, le français Avenir and Allen (360 millions de francs) se rapprochent en échangeant des participations et en créant la filiale commune Europoster, qui contrôlera les sociétés Bernaerts en Belgique et Red en Espagne.

Le nouvel ensemble se place en tête de son secteur en Europe, avec un chiffre d'affaires cumulé de 1,5 milliard de francs et 100 millions et 4800 en Espagne.

 Granada revend sa partici-pation dans Canal Plus. — Le groupe britannique Granada a annoncé le 6 mai qu'il avait revendu la participation de 3 % qu'il détenait dans la chaîne de télévision Canal Plus. Granada, qui avait acheté ses parts en 1986 pour 3 millions de parts en 1986 pour 3 millions de livres, précise qu'il les a revendues pour 23 millions de livres, donc avec un bénéfice de 20 millions. Selon le groupe, ses deux principeux objectifs — acquérir de l'expérience dans le secteur de la télévision par abonnement et affirmer sa présence en France en matière de fourniture de programmes et de coproduction ont été pleinement atteints.

 Manifestation en faveur de Télé-Freedom. - Plusieurs milliers de personnes ont manifesté, le vendredi 6 mai, à Saint-Denis de la Réu-nion, en faveur de Télé-Freedom, une télévision locale privée, pour protester contre la décision de la justice qui avait entraîné une saisie de cassettes vidéo à la station. Au mois de lécembre 1986, Télé-Freedom avait déjà organisé une importante mani-festation pour protester contre une autre décision de justice. La station, qui émet vingt-quatre heures sur vingt-quatre, diffuse essentiellement des films et des clips vidéo.

européennes Concretement, Avenir et Mills and Allen procèdent à des augmentations de capital, au terme desquelles chacun détient 21 % de l'autre. La maison mère d'Avenir, HMR (filiale à 100 % d'Havas), poit aires se part baleses de 75 % à

(1,03 milliard de francs de chiffre d'affaires) et le britannique Mills voit ainsi sa part baisser de 75 % à 59 %, le reste étant détenu par Mills and Allen, les AGF (6 %) et le Quant à Europoster, il reçoit les actifs de Bernaerts (50 millions de francs de chiffre d'affaires et 11 mil-

lions de résultat), déjà détenus par Mills and Allen, et 75% de ceux de de résultat net escompté, pour un parc de plus de 90 000 panneaux, dont 22 000 en Grande-Bretagne, 60 000 en France, 4 000 en Belgique d'affaires), acquis auprès du groupe Velazquez. Au total, l'opération n'implique qu'un débours de 36 millions de

francs - cash - pour Avenir. Les quatre sociétés opèrent sur des marchés très différents : la part de l'affichage, dans les investisse-ments publicitaires, sur les grands médias est forte en France et en Belgique (12 % et 13,3 %), beaucoup plus faible en Grande-Bretagne et en Espagne (3,7 % et 5,6 %), ce qui laisse une marge de croissance, notamment dans ce dernier pays. Europoster affiche d'ailleurs son intention d'acquérir de nouvelles sociétés, notamment en ouvrant son capital.

Les nouveaux partenaires devraient aussi collaborer pour servir des clients multinationaux et pour diversifier leurs méthodes. Ainsi, la France a un système d'affichage par réseaux nationaux changes toutes les semaines, alors que l'Espagne privilégie l'affichage fixe, et que la Grande-Bretagne a un rvthme moins rapide.

Red (40 millions de chiffre

Cet accord, aboutissement de neuf mois de discussions, permettra à Avenir de tirer, dès l'an prochain, 20 % de ses revenus de l'étranger. Et sa maison mère HMR – qui accueille des représentants de Mills and Allen à son conseil - examine les possibilités d'expansion sur le marché des journaux gratuits, notamment en Espagne et en RFA. MICHEL COLONNA D'ISTRIA.

Education

Dans «le Monde de l'éducation » de mai

• Le bilan du collège • Le palmarès des IUT

Le collège unique a imposé aux professeurs et aux élèves une cohabitation parfois difficile, tant l'hétérogénéité de ces derniers est grande : les jeunes d'une même classe sont de niveaux et d'âges différents, leurs rythmes d'apprentissage sont variables, leurs motivations aussi. Comment faire face ? La rénovation des collèges vise à les enseignants à gérer cette hétérogénéité, avec un maître mot : s'adapter. Aujourd'hui, quels sont le sens et les effets de cette « rénovation » ? le Monde de l'éducation a mené l'enquête. Le bilan n'est pas si négatif qu'on le dit, même si des réserves sérieuses peuvent être faites. Découverte - encourageante - de cette enquête, le Monde de l'éduca-

tion montre aussi qu'il n'y a pas que les établissements « en rénovation » qui agissent mais que, pour les autres aussi, c'est le temps de la mobilisation contre l'échec. Dans cas conditions, comment choisir son collège ? Alors qu'à la rentrée prochaine, l'assouplissement des règles de la sectorisation à l'entrée en sixième concernera près d'un établissement sur deux le Monde de l'éducation explique comment se décider de manière responsable.

Les soixante-huitards s'adressent à leurs enfants avec un pavé sur la langue, a constaté Hervé Hamon, co-

auteur, avec Patrick Rotman, de Génération (Le Seuil), et de la série d'émissions que diffuse ce mois-ci la Cinq, sur Mai 68. Dans le Monde de l'éducation, il explique pourquoi ceux qui ont €fait 68 » ne parviennent pas à raconter à leurs enfants ce mouvement politique, social et profondément culturel à la

numéro de mai du Monde de l'éducation, une enquête sur « les jeunes et le cinéma ». 60 % des spectateurs français ont moins de vingt-cinq ans. Le cinéma est le loisir préféré de ceux-ci. Et ils ne perdent pas leur temps dans les salles obscures. Dans sa rubrique « Éva-luation », le Monde de l'éducation publie ce mois-ci le palmarès des instituts universi-taires de technologie : toutes les informations sur toutes les sections, afin que chaque candidat à un IUT puisse arrêter sa stratégie personnelle.

Enfin, dans ses informations pratiques destinées aux parents, le Monde de l'éducation explique quelles activités physiques peuvent être recommandées aux enfants malades, en présentant, pour sept grandes affections (asthme, diabète, épi-lepsie, hypertension, obésité, scoliose, souffie au cœur), ce qui est à privilégier ou à déconseiller. Du sport sur ordonnance

 CONCOURS. – La Fondation Communication Demain recrutera prochainement les stagiaires journa-listes et publicitaires (10 à 15 par section) qu'elle formera en 1988-1989, en leur offrant notamment sept mois de stages en entreprises. Pour se présenter au concours, qui aura lieu le 11 juin 1988 pour l'écrit et les 27, 28 et 29 juin pour l'oral

moins de vingt-sept ans, titulaire du diplôme d'une grande école, d'un DEA ou d'un DESS et de nationalité française. Tous les frais de scolarité sont pris en charge par la Fondation. Data limite d'inscription: 20 mai.

* Renseignements: Fondation Communication Demain, immeuble Le France, 2-6, rue Ancelle, 92525 Neully-sur-Seine Cedex. Tél.: (1) 47-

Le Carnet du Monde

Naissances

- Ariene DOUBLET Franck NOUCHL

Agathe.

Paris, le 5 mai 1988.

- Laurent CHOUCHAN Virginie PIGASSE, out la joie d'annoncer la naissance de

le 30 avril 1988. 6, rue Anguste-Maquet, 75016 Paris.

Décès

- Saint-Cyr-au-Mont-d'Or.

M. Paul Berliet, M. et M™ Alain Merieux, Christophe, Rodolphe, Alexandre, M. et M™ Jacques Viévard, Stéphanie, Julie, Thomas, M. et Mm Marc Berliet.

Antoine, Capucine, M. et M= Yves Berliet, Emilie et David, M. et M∞ André-Pierre Vignon, leurs enfants et petits-enfants, Les familles Vignon, Carret, Dubois, Ainsi que les familles Roche, Bros-ette, Berliet, Pont,

> M™ Paul BERLIET, née Colette Vignon-Carret.

ont la douleur de faire part du décès de

La messe de funérailles aura lieu le samedi 7 mai, à 10 heures, en l'église de Saint-Cyr-au-Mont-d'Or (Rhône), où le

corps est déposé. L'inhumation se fera dans la plus

- Lyon. Chambéry.

M≈ Edmond Combet, née Yvoz, M™ et M. François Boulliat, M. et M™ Hervé Combet, M. et M™ Albert Combet,

Ses enfants et petits-enfants venu dans sa cinquante-huitième année

> M. Edmond COMBET. professeur de mathématiques

Les obsèques ont en lieu le samedi

Le directeur de l'Institut des sciences de la matière de l'université Claude-Bernard-Lyon-I,

Les directeurs de l'Institut de mathématique et informatique,
Tout le personnel de l'Institut,
Et plus particulièrement les membres
des laboratoires de géométrie algèbre

analyse, ont la tristesse de faire part de la dispa-

professeur Edmond COMBET,

décédé le 5 mai 1988, à Lyon. Ils présentent à sa famille leurs

On nous prie d'annoncer le décès

M. Pierre CREVOISIER, architecte DPLG,

chevalier de l'ordre national du Mérite, survenu le 28 avril 1988, à l'âge de

La cérémonie religieuse a été célé-brée dans l'intimité, le 3 mai 1988, en l'église Saint-Pierre de Montrouge. L'inhumation a eu lieu au cimetière

de Montrouge, dans le caveau familial. De la part de Son épouse, Ses enfants, Petits-enfants,

Ceux qui l'ont connu et aimé. 3, rue de la Cité-Universitaire,

MM. Alain et Laurent Fischer.

Toute sa famille.

M[™] Eugène Fischer, M. et M[™] Daniel Schlotterbeck, Philippe et Anne, ont la tristesse d'annoncer le décès accidentel de

> M. Georges FISCHER, ingénieur Ecole centrale des arts et manufactur docteur ès sciences,

survenu le 4 mai 1988.

Les obsèques auront lieu le mardi 10 mai, à 14 h 30, en l'église de La Petite-Pierre (Bas-Rhin).

Les fleurs peuvent être remplacées par des dons pour la paroisse de La Petite-Pierre.

75016 Paris. 59, route d'Ingwiller, 67290 La Petite-Pierre. rue du Général-Gouraud, 67340 Ingwiller.

45, avenue Ferdinand-Buisson,

CARNET DU MONDE Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques79 F Communicat. diverses ... 82 F

M™ Victor Reykenberg, M™ Nicole Habib-Landau M. Eric Landau, son épouse, sa mère, sa sœur, son neveu,

M™ Michel Habib,

Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part de la mort de

Michel HABIB,

survenue accidentellement à Chamonix

Le présent avis tient lieu de saire-

21, rue de l'Angle-Renard, 95470 Vémard. 5, rue de Lille, 75007 Paris. 12, rue du Pré-aux-Clercs, 75007 Paris.

- On nous prie d'annoncer le décès

S. W. HAYTER,

artiste peintre, graveur,

survenu le 4 mai 1988. L'incinération aura lieu le mardi 10 mai, à 8 h 45, au columbarium du

- M™ Léon Hober. son épouse, Josette et Michel Ondarsuhu,

Laurent et Jean-Christophe, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Léon HOBER, survenu le 1º mai 1988.

Selon son désir, il a été incinéré le nercredi 4 mai, dans la plus stricte inti-

Ce présent avis tient lieu de faire

Les Olympiades (H), 38800 Pont-de-Claix.

- M™ Sabine Zlatin, directrice et sondatrice de la Maison d'enfants d'Izieu, se joint aux amis de

> / M™ Ita-Rosa HALLAUNBRENNER.

décédée le 2 mai 1988.

Elle exprime sa profonde triste pense toujours aux deux petites filles, Mina et Claudine, déportées le 6 avril 1944 à Auschwitz depuis Izieu.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des

M= Henri Libertalis, Hervé Libertalis, M. et M™ Jack Lorber et leurs enfants, M. et M= Bernard Liberta<u>lis</u> et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès de

Henri LIBERTALIS. président du tribunal supérieur d'appel de Saint-Pierre-et-Miquelon,

survenu à Paris, le 5 mai 1988.

Les obsèques auront lieu le 9 mai, à 14 h 30, au cimetière parisien de

Bagneux (entrée principale) Cet avis tient lieu de faire-part.

17, rue Emile-Dubois, 75014 Paris.

Anniversaires

- Le 7 mai 1986,

Claude FROMENTIER

- Il y a neuf ans, nous quittait

ouittait les siens.

Henri LOUCHART. Que ceux qui l'ont connu et aimé

aient une pensée pour lui. - Le 8 mai 1978 disparaissait

Eugène ROSE-ROSETTE. Que ceux qui l'ont comm, apprécié et

Communications diverses

Université Paris-IV, le lundi 9 mai, à 10 heures, Celsa, 77, rue de Vil-liers, 92200 Neuilly, M. François Lau-rent : - Communication publicitaire : des sigures de style aux styles de vie ...

 Université Paris-I, le lundi 9 mai,
 à 9 heures, salle C 22-04, au centre.
 Pierre-Mendès-France, M. Zhang Jian Hua: «L'investissement direct interna-tional. Détermination moniste ou dua-

- Université Paris-II, le mardi Universite Paris-II, le marqi
10 mai, à 9 h 30, salle des Consells,
M. Abdellah Ben Mlih: «Structures
politiques du Maroc colomal. D'un Etat
sultanien à un Etat sédimental.».

 Université de Nantes, faculté des lettres, le vendredi 13 mai, à 14 heures, M= Nelly Demé : « La méthode scepti-que dans la philosophie de Hume ».

- Université Bordeaux-III, le samedi 14 mai, à 14 heures, salle des Actes, esplanade des Antilles, domaine universitaire à Talence, Mª Jany Coitit-Goofrey : « Le monde de Béatrix Pot-

- Université Paris-V, le mardi 17 mai, à 9 h 30, salle 224, galerie Claude-Bernard, escalier P, 1= étage, 1, rue Victor-Cousin, Mts Christine-Durif : Rupture et convergence des

Renseignements: 42-47-95-03

savoirs sur le corps et la maladie »

échecs

Nº 1279

CONJUGAISONS

pionnat de Suède

Rieses - W WKSTROM Noirs: S. ERIKSSON Partie espagnole.



NOTES

a) On joue aussi assez souvent 5..., Cd6 avec la suite 6. Fxc6, dxc6; 7. dxc5, Cf3 (on 7..., C64; 8. Dc2, Ff5; 9. Td1, Dc8; 10. Td4 (comme dans la partie Lobron-Lombardy, New-York, 1987); 8. Dxd8+, Rxd8; 9. Cc3 ou 9. c4 ou 9.b3.

b) Probablement le plus énergique et le plus connu depuis une centaine d'années; Albin préférait 6. Tél contre Teichmann en 1897 comme Marco contre Pillsbury en 1902, alors que Tchigorine expérimentait 6. d5 contre Zukertort en 1883.

c) La proposition de Trifunovic, 6..., d5, et considérée comme risquée, bien qu'aucune réfutation n'ait été trouvée : 7. Cxé5, Fd7: 8. Fv-6 /-- ... Cxd4!; 9. C65+, c6; 10. Fxc6+, Cxc6; 11. Cf3, 0-0 avec un bon jeu pour les Noirs), Fxc6; 9.Té1, Fd7; 10.Ff4, c6.

d) Ou 7..., dxg6; 8. dx65, C[5; 9. Td1, Fd7; 10. Cc3, 0-0; 11. C64 et les Blancs sont mieux.

tage aux Blancs (Popovic-Kavalek, 1987), Cxd4; 11. Dxd4, 0-0; 12. Fh6, T68; 13. Cc3 ou 13. Cd2.

f) 9. Dç4 est à regarder de plus près. g) Et non 9..., Cc5 à cause de 10. Cd4!, Fa6; 11. Dg4, Fx[1; 12. D×g7, Tf8; 13. R×f1 et l'attaque des Blancs vaut plus que la qualité (Showalter-Tarrasch, Vienne, 1898).

h) Pilsbury recommandait 10. Tél. i) Si 10..., Cc5; 11. Td1, D68; 12. Cf5, f6; 13. Fh6!, C66; 14. Dg4!. j) Après 11. Tdi, Dé8; 12. Ff4, F×d4; 13. T×d4, Cc5; 14. Fg3 les Blanes ont, semblo-t-il, les meilleures

perspectives. k) Dans la partie en consultation, Marco-Schlechter contre Charousek-Fahodrich, 1898, la suite 11.... D68; 12 f4, d5; 13. Ta-é1. Fb6 donnait aux Noirs un jeu satisfaisant.

1) Les Blancs dominent la case ç5. m) Un plan simple et efficace :

n) Afin de pouvoir mettre en jeu la T-D sans perdre le pion a7. o) Le blocage 18..., b4 est délicat en raison de la manœuvre Cc5-Cxc5, Fxc5-Dd8, Ta-d1 suivi de Fb4-F61-Td2

l'avance du pion g2.

et le pion h4 tombe. p) Si 20..., F×g4?; 21. 66! ou 21. Dg3.

q) L'infériorité positionnelle des Noirs est maintenant manifeste. 21 ... ç5 perd après 22. Fxç5. Cxç5 (ou 22 ... Fxç2; 23. Dxç2, Cxç5; 24. Ta-d1, ç6; 25. Cxd5); 23. Dxc5, Fxc2; 24. Cxd5.

r) Les Noirs, qui s'attendent à la consolidation 23. a3, ont la surprise de voir l'ennemi attaquer sur l'autre aile.

s) Menace 25. Dh2. t) Si 26..., bxç3; 27. fxg6. a) Menace 28. 66 comme 28. rf2+. v) Mesace 30. Tx66, dx66;

T×g6; 30. 66+. w) Le C Blanc est en prise depuis

x) Si 32..., Tf×f6; 33. 6×f6, Df7; 34. D×h7+!, D×h7; 35. f7+ et mat at coup suivant. Si 32..., T6×f6; 33. 6×f6, Rg8; 34. Tg1+, Rh8; 35. Df8+!, T×f8; 36. f7 mat. Les Noirs sont contraints de perdre la qualité pour éliminer le dange reux F Blanc.

y) Menace 35. é6. z) Si 36..., T×67; 37. Df6+.

aa! Et voici l'entrée en jeu du C si longtemps menacé.

ab) Si 38..., Df7; 39. Ta8+, Tg8;
40. cf6, Txa8; 41. Dxh7+, Dxh7;

42. Txh7 mat. ac) 39..., R×h7; 40. Cf6+ st 41. C×68. Si 39..., Rg8; 40. Cf6+. SOLUTION DE L'ÉTUDE nº 1278

K. TATTERSOL, 1911 Biancs: Rh8, Dg8, Ph7 et g7. Noirs: Rg5 et Db2.

1. Db81, Da1 (et non 1..., Dc3; 2. Dg3+! ni 1..., Dd4 (f6); 2. Dd8+!); 2. Dg3+, Rf5; 3. Df2+, Ré4! (si 3..., Ré6; 4. Da2+! et si 3..., Rg5; 4. Dg1+!); 4. Dg2+, Rf3; 5. Rg81,

Dé5; 6. Df3+, Re5; 7. h8=C! (et non 7. h8=D?, Dé8+; 8. Df8, Dé6+; 9. Df7, De8+; 10. Rh7, Dh3= malle), Dé8+; 8. Df8, Dé6+; 9. Cf7+ et les nes gagnent. CLAUDE LEMOINE.

ÉTUDE Nº 1279



abcdefgh BLANCS (6): Rb4, Cl7, Pa5, c4, 67, 15. NOIRS (5) : Ra6, Ta8, Cd4,

Pa7, a4.

Les Blancs jouent et gagnent.

† Précision. — La partie publiée le 2 mai aurait du porter le nº 1278 et la solution le nº 1277.

bridge

Nº 1277

LA GRIFFE DU DIABLE

Ce grand chelem extraordinaire a été réussi grâce à un coup qui est pour les Anglais le véritable Coup du Diable.

La donne a été distribuée au cours d'un championnat au Dane-

| | ♠ RD ♥ R 103 ♦ A 7 5 3 ♣ 8 7 4 2 |
|--------------------------------|-------------------------------------------|
| ◆765 ♥D85 ♦R¥102 ◆953 | N 0 2 0 2 0 2 0 2 0 2 0 0 0 0 0 0 0 0 0 |

♣ARD Ouest entama le Valet de Carreau en pensant que le mort avait As Dame et que le déclarant n'oserait pas faire l'impasse au Roi. Comment, après avoir pris avec l'As de Carreau, Tonny Hessel a-t-il gagné ce GRAND CHELEM A CŒUR

contre toute défense ?

Les chances de trouver D V secs étant trop minces, Hessel a préféré utiliser un jeu de raccourcissement et d'élimination dont le déroulement a été le suivant : il a commencé par couper un Carreau, puis il est monté au mort par la Dame de Pique pour couper un deuxième Carreau; ensuite il a tiré As Roi de Trèfle et, ayant constaté qu'aucus adversaire n'avait fait d'écho (pour indiquer au partenaire un nombre pair de cartes), il se décida pour le Coup du Diable : il joua une troisième fois Trèfle, réalisa le Roi de Pique, coupa le dernier Carreau du mort, tira l'As de Pique et joua son dernier

 $\nabla D85 \quad \frac{\nabla R 103}{4 10 \nabla A9} + 9 \nabla V7$ Ouest coupa le 10 de Pique avec le 5 de Cœur, le mort surcoupa avec le 10 de Cœur et le déclarant fit les deux dernières levées avec le Roi et

Pique, le 10 :

l'As de Cœur. Il aurait mieux valu que Ouest coupe avec la Dame de Cœur, mais

le déclarant aurait surcoupé avec le Roi de Cœur, et il aurait vraisembla-blement fait l'impasse au Valet de Cœur au tour suivant...

Comment tuer un mort ?

Quand cette donne a été publiée dans un concours en montrant seule-ment les mains d'Ouest et de Nord (le mort), 85 % des participants ont trouvé la défense mortelle. Essayez de jouer aussi bien qu'eux en cachant les mains d'Est et de Sud (le déclarant). Le coup à l'origine avait été joué en Belgique.

Ouest Nord contre passe passe... 5 🗭

Ouest entame l'As de Pique coupé par Sud qui joue le 4 de Carreau pour l'As du mort et le 6 d'Est. Le déclarant joue le 6 de Trèfle pour le 8 d'Est, et Sud fournit le Valet. Ouest prend avec la Dame de Trèfle et joue le Roi de Pique. Sud coupe et donne à Ouest l'As de Trèfle sur lequel Est fournit le Roi de Cœur. Comment Ouest doit-il jouer pour faire chater CINQ TRÈFLES?

L'ouverture de cinq dans une mineure est rare car elle nécessite une couleur d'au moins huit cartes

Note sur les enchères

sans soutien dans aucune majeure. PHILIPPE BRUGNON.

COURRIER DES LECTEURS

Que pensez-vous du Texas? Au sujet de l'utilisation du Texas, J. Charbonneau écrit que « la valeur d'une main de I SA peut varier de 16 H jusqu'à 21 points de soutien . Non, c'est impossible car les experts n'admettent l'ouverture de I SA avec 18 H que si la distribution est 4-3-3-3. Il ne peut donc y avoir de points de soutien (même avec un fit de quatre cartes) quand la main contient 18 H.

Haute sécurité (nº 1262)

- Le coup à blanc à Trèfle est un chef-d'œuvre, écrit Antoine Roux, mais il n'aurait servi à rien sur l'entame à Carreau qui était plus indiquée que celle d'un petit Pique sous D V... •

Les annonces n'avaient pas été indiquées, et, avec quatre petits Carreaux, il n'était guère tentant d'entamer dans la couleur d'ouverture du mort (qui avait certainement ouvert de 1 Carreau). Toutefois avec Dame-Valet l'attaque normale était la Dame et non pas un petit à un contrat à la couleur.

dames

Nº 327

L'INSTINCT BRÉSILIEN

Championnet du Brésil, 1987 (Goiénie)

Blanca : MEGUEL Noira : KLAYTON

1. 32-28 18-23 20. 31-26 5-10
2. 34-29(a) 23x-34(b) 21. 46-41 18-15(1)
3. 49x-29(c) 19-24(d) 22. 41-37 14-29
4. 39-34 14-19 23. 25x14 9x29f(m)
5. 34-30 28-25 24. 37-31 28-25
6. 29-20 25-14(c) 25. 47-42 4-9
7. 37-32(f) 12-18 26. 42-37 9-14
8. 41-37 7-12 77. 27-22(a) 18x-27
9. 43-39 1-7(g) 28. 31x-22 12-17(c)
10. 39-34 15-29 29. 44-40 14-28c(p)
11. 38-25 28-24(b) 20. 31-36 34-40 24-29c(f) 28-24(h) 30.39-34(q) 24-28!(r)
10-15!(i) 31.33-24 19-239
15-24 32.43-34(s) 23-25!(t)
13-23 33.34-23 17-22(u)
17-211 34.26×17 25-30
12-18!(j) 35.35×24 20×27
21-26 36.32×21 11×31!(v)
26×37 37.36×27 8-12
7-12(k) Abandon(w) 11. 36-23 12. 34-29 13. 29×20 14. 43-39 15. 49-43 16. 31-27 17. 37-31 18. 50-44 19. 42×31

NOTES

a) Pour la troisième fois dans cette rubrique, les Blanes poursuivent, comme dans presque toutes les parties proposées jusqu'alors aux lecteurs, soit par 2, 33-29, soit par 2, 38-32.

b) Plus fréquente est la prise 2...(23×32); 3.37×28 (12·18, b1, b2); 4.41-37 (16·21); 5.31-26 (19·23); 6. 28×19 (14×34); 7. 39×30 (21-27) [Leonticw-Mogiljanski, championnat des ligues d'URSS, 1986-1987].

b1) 3... (19-23); 4. 28×19 (14×34); 5. 39×30 (10-14); 6. 44-39 (12-18) ;7.50-44 (7-12) ;8.30-25 (1-7) Matarasso-Juan, championnat de France, 1963].

b2) Dans les tendances actuelles on observe 3... (20-25); 4. 41-37 (15-20); 5. 37-32 (17-21); 6. 46-41 (21-26); 7. 41-37 (16-21); 8. 40-34 (11-16); 9. 45-40 (19-24) [Wal-Gantwarg, Coupe du monde, 1985, le Monde du 10 août c) Moins usuel que la prise par

3. 39×30 puis, entre autres multiples variantes de début 3... (20-25) ; 4. 44-39 (25×34); 5. 39×30 (16-21); 6. 31-26(21-27); 7. 30-25 (19-24)!; 8. 40-34 (11-16); 9. 37-32, les Noirs placent une belle combinaison en six temps 9... (17-22) !!; 10. 32×21 (16×27); 11. 28×17 (12×21); 12. 26×17 (14-30); 13. 35×24 (14-20); 14. 25×14 (10×28)!, + [Kekstra-Jurg, champion-nat des Pays-Bas, juniors, 1981, le Monde du 28 août 1982].

d) Au stade de l'ouverture, cet enchaînement répond le plus souvent au désir de perdre des temps sans retard.

e) Confirmation en est donnée, en f) 7.31-27 est interdit [pour tout nou-reaux damistes].

g) Equilibre parfait de la structure des Noirs, qui possèdent d'immenses réserves de puissance sur les cent quatraréserves de puissance sur les cent quatre vingts degrés.

h) Interdisant 12, 31-27 (17-22); 13, 28×17 (11×31); 14, 36×27 (24-30); 15. 35×24 (19×28); 16. 32×23 (18×29), N + 2et +.

 i) Le plus fort est bien l'occupation renouvelée de cette case d'un haut intérêt stratégique : accentuation de la pression sur le centre adverse face à deux pions passifs à la bande (pions à 25 et 35). L'instinct du jeu est dès lors manifeste. j) L'instinct du jeu au service des consaissances théoriques dans ce début

Ann: S. don. Pers. vuln.

classique. ki La comparaison des po limite par au plaisir des yeux de l'initié. Et pourtant il faut bien convenir que les pulsions pour les positions de rêve conver-gent irrésistiblement vers la formation des Noirs, équilibrée, riche de chaînes offensives, sans pion faible à la bande, sans aucun problème de développement des ailes, solidement implantée au centre.

i) Sur 21... (12-17), les Blancs dame-raient en six temps : 22. 35-30 (24×35) ; 23. 25-20 (14×25) ; 24. 33-29 (23×34) ; 25. 39×30 (35×24) ; 26. 27-21 (16×27) ; 27. 32×5 l, rafle cinq pions,

m) Formation d'une colonne d'atta-que compromettant le déploiement de l'aile drone des Bianes.

n) C'est sur cet échange qu'apparaît faiblesse positionnelle des Blancs.

 O) L'application clairvoyante de la théorie, qui préconise cet enchaînement réduisant considérablement la liberté de mouvement sur l'aile gauche des Blancs. p) Nouvelle colonne d'attaque prête à déclencher la fondre si 30, 39-34.

g) Sur le fil du rasoir, subissant une constante pression depuis le quatorzième temps, les Blancs, psychologiquement fourbus, laissent place à la virtuosité de eur adversaire, encore très peu connu sur

le plan international. r) Lancement d'une originale combi on en sept temps et à variantes. s) \$i32.28×19 (13×24);33.43×39 (17×28); 34. 32×23 (24-30); $35.35 \times 24 (20 \times 18), N + 1.$

 Nouvelle accélération faite à la fois d'acquis théorique et d'instinct, la Fédération brésilienne du jeu de dames te moins de vingt ans. u) Pour une succession de deux vastes rafles.

v) Le résultat de l'engouement gran-dissant pour le jeu de dames et du tempé-rament brésilien dans cette phase tacti-que caractérisée_par_un florilège de crochets, d'arabesques, de changements, de purpus s'auvent sur l'empressement nes, s'ouvrant sur l'embra de rythi

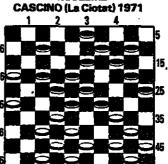
w) La supériorité numérique des

* Pour obtenir la liste actualisée des principaux ouvrages didactiques et recueils en langue française qui permet-tent dès les premiers mois de franchir plutent des les premiers mois de franchir plu-sieurs caps de l'initiation, les lecteurs peuvent s'adresser directement à Jean Chaze: « La Pastourelle », bâtiment D, boulevard de Paste, 07000 Privas.

sout des mots

Larousse Mostré de l'asmée. (Les

PROR! ÈME



48 49 Les Blancs jouent et gagnent en

7 temps. Les Blancs jouent et gagnent en 7 temps. Hautement spectaculaire, ce comp pratique, dont le mécanisme est bien comu des initiés, vastes rafles consécutives d'anéantissement.

SOLUTION: 32-27! (22×31) 37-32 (28×37) 34-30 (25×34); suivent deux doubles sacrifices qui caractrisent, pour l'essentiel, le mécanisme 43-39 (34-32) 48-43 (37×39) 26×8! [rafle quarre pions] (3×12) avant le prodigieux parcours du pion 44 qui rafle huit pions : 44×2!...

JEAN CHAZE.

mots croisés

Nº 507

Horizontalement

II. Micux vaut se taire que la proncer. Très intérieur. - III. Elles ne forcent ni leur entrain ni leur gaîté. Plus jamais jadis. - IV. C'est moi, je le reconnais. Pas bien gras. Article. – V. Pour l'otage. Son importance dépend de ses parties et son sens a varié. - VI. Symbole. Ils nous font bien rire, ceux-là. -VII. Tiennent du discours. Beaucoup s'y laissent prendre. - VIII. Tiendras quitte. Possessif. -IX. Napoléonienne. Même dans le

bon sens, ne déchaîne pas l'enthousiasme. Vous l'êtes, si vous en terminez avec moi. – X. Napoléonien. I Généralement compromis -Révolutionnaire. - XI. Pour la vie.

1. Qui le sera demain? - 2. Crac, boum, hue. — 3. II a tout prévu. Tant pis pour eux. — 4. En Suisse. Fait chanter. — 5. Elle en fait des chatteries! Belle quand on l'épelle. 6. Font de belles rames. Rate dans un sale état.
 7. Préposition. Souvent sur la scène. - 8. Toujours cachés, sauf accident. Note. -9. Article dans un sens ou dans l'autre. S'exprima. On ne s'y fie pas. - 10. Voilà du nouveau. Dans les vieux récits de voyages. - 11. Elle en impose. Donne des sucres. -12. Qui les arrêtera?

SOLUTION DU Nº 506

Horizontalement

I. Irréductibles. - II. Raisonner. Ana. - III. Rictus. Trains. -IV. Enarc. Daignes. - V. Génoise. Thème. - VI. Epeiche. Eim. -VII. Louis. Rares. - VIII. Ipsc. Diner. An. - IX. Etendre, Niait, - X. Restaurateurs.

Verticalement

1. Irrégulier. - 2. Raine. Opte. -Ricaneuses. - 4. Estropient. -Doucies, Da. - 6. Uns. Si. Dru. -Cn. Décrier. - 8. Téta, Han. -9. Irritèrent. - 10. Agh. Erié. -11. Lamées. Au. - 12. Ememi. Air. -

FRANÇOIS DOPLET.

anacroisés

Nº 508

Horizontalement

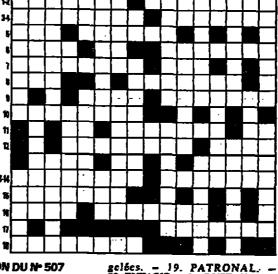
1. CILNOOS. - 2. BINORRSU. -. AEHNNOT. - 4. EEEEHRT. -AEIORT (+2). - 6. ADILNOS. -AEGINORR (+2). -3. AEIONT (+2]. - 6. ADILNOS. -7. AEGINORR (+2). -8. BEEERTV. - 9. AENNSTT (+1). -10. CEEHRRTU (+1). -11. IILOPST. - 12. BEEOQSSU. -13. ACEEPRTT. - 14. EEIMSSS (+2). - 15. EEEMPRS. -16. CEEEHLS. - 17. EELRSTT (+1). - 18. EEEEILLV.

19. AACHNRTT (+ 1). —
20. ALNORR. — 21. AEEMNRT
(+ 2). — 22. CEEGNNOO. —
23. AEEGPR. — 24. CEHOPPR. —
25. BEHIOPS. — 26. EEHOORRT. —
27. EEPRRSTU (+ 2). —
28. BEEIIQRU. — 29. EEILLOT. —
30. DEFENOS. — 21. AENSTU 30. DEEEMOS. - 31. AENSTUV (+1). - 32. DEHINOR. -33. BEEISS. - 34. AEESSST. -35. AEIINNR. - 36. AIILSST (+2). - 37. AEMOTT (+ 1). -38. EEENSSS. - 39. AAELNST

remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui Les chaires qui suivent cerrieus turages corres-pondent su nons-bre d'anagram-mes possibles, mais implaçables sur la grille. scrabble, on pent conjuguer. Tous les mots figurent 1544 dons le première partie du Petit

SOLUTION DU Nº 507

4. TAHITIEN. - 5. TILBURYS, voiture légère, - 6. OLIVATRE (TRA-VIOLE, etc.). - 7. ESPERERA (REPAREES). - 8. ARMADAS

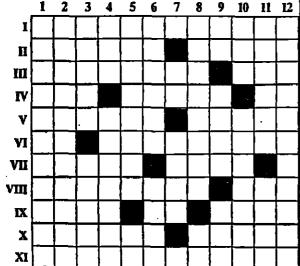


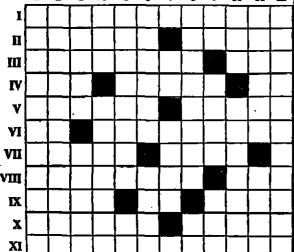
1. PUANTEUR. - 2. RAUCHER. remettre à section une galerie de mine (RUCHERA CHARRUE). ~ EPRENONS (PERSONNE). -(MADRASA). - 9. GRELEUX. -10. ETAYERAI. - 11. ANXIETE. -12. XANTHOME, tumeur contenant du cholestérol. — 13. NICOTINE. — 14. ADORGE. — 15. HUERONS. — 14. ADOREE - 15. HUERONS. 16. RENTIER (RETENIR TERRIEN
TERRINE). - 17. EXAMINE 18. MERZLOTA, terres toujours

gelées. - 19. PATRONAL. 20. EXTASIE. - 21. RUSTAUDE. 22. ATHEISME (HEMATIES). 23. YTTRIUM. - 24. ASTRONEF. 25. URETRES. - 26. RENIES
(NEREIS. etc). - 27. GRIECHES. 28. ROMBIERE. - 29. ASTERIE
(ATRESIE). - 30. LUNAIRE
(ULNAIRE LAINEUR). - 31. USURIERE. - 32. UNIMENT. 33. HOUSEAUX, pl. guêires. 34. RETRECIR. - 35. EXTIRPA
(EXPIRAT).

MICHEL CHARLEMAGNE

MICHEL CHARLEMAGNE et MICHEL DUGUET.







Chronologie

ETRANGER

- Full Strate

• ••

. · ·

** 141

L this car

1". - ÉTATS-UNIS : M. Robert Campeau, homme d'affaires canadien de Toronto, parvient à acquérir pour 6,6 milliards de dollars Federated Department Stores, cinquième groupe de distribution américain, après plus de deux mois d'une ntense bataille boursière (3-4, 5 et

1°. - INDE : Au Pendjab, le cre de trente-sept villageois par des terroristes sikhs porte à près de six cent cinquante le nombre des tués en trois mois (2, 3-4, 6 et 26).

3. - ÉTHIOPIE-SOMALIE : Un «accord de paix» est signé entre Addis-Abeba et Mogadiscio afin de mettre fin au conflit larvé qui s'est poursuivi depuis la guerre de l'Ogaden en 1977 (6 et 27).

5. - PROCHE-ORIENT : Un Boeing-747 koweitien, qui effectuait la liaison Bangkok-Koweit avec cent douze personnes à bord, est détourné vers Mechhed (Iran). Les pirates de l'air exigent la libération de dix-sept extrémistes pro-iraniens empri-sonnés au Koweit, mais les autorités koweftiennes refusent catégoriquement. Il s'ensuit quinze jours d'extrême tension, le Boeing gagnant Larnaca (Chypre) le 8, où deux otages kowestiens sont tués le 9 et le 11, puis Alger le 13, où les trente et un otages encore à bord finissent par être libérés le 20. Les auteurs du détournement obtenant l'impunité, leur identité reste inconnue, mais le Koweit et M. Arafat ont accusé l'Iran d'être directement impliqué (du 6 au 23, 26 et 28).

5. - URSS: La Pravda critique sévèrement le véritable *- manifeste* des forces hostiles à la restructuration - que le quotidien de Moscou Sovietskala Rossia avait publié le 13 mars et que M. Egor Ligatchev. numéro deux du régime, avait fait largement diffuser dans les organisations du parti. Les jours suivants, articles et lettres de lecteurs en faveur du changement se multiplient dans tous les journaux et les hauts responsables régionaux du parti, réunis en trois fois au Kremlin, les 11, 14 et 18, apportent leur soutien - unanime - aux réformes économiques et politiques. Les rumeurs de disgrâce de M. Ligatchev sont apparemment démenties le 22 par la participation de ce dernier à une cérémonie aux côtés de M. Gorbatchev (7, 8, 12, du 16 au

5-8. - LIBAN: De violents combats opposent au Liban sud les milices chiites d'Amal et du Hezbollah. Ils font au moins soixante morts et aboutissent à la quasi-élimination du Hezbollah (intégriste proiranien) de cette région à majorité chite (7, 8 et 9/IV, 7/V).

6. - ÉTHIOPTE : Les autorités demandent aux organisations humanitaires d'évacuer les provinces de l'Erythrée et du Tigré, où l'armée iopienne s'apprête à lancer une importante offensive après les succès remportés par les guérillas tigréenne et érythréenne. Sans l'aide internationale, plus de deux millions de personnes sont menacées de mourir de faim dans cette région (14, 2, 5, du 7 au 18, 22 et 28).

8. - CHINE: M. Yang Shangkun, agé de quatre-vingt un ans, est élu chef de l'Etat par les députés. L'âge moyen des principaux minis-tres, élus le 12, baisse de sept ans. Lors de la session annuelle de l'Assemblée nationale populaire, du 25 mars au 13 avril, les observateurs étrangers constatent l'accroissement des scrutins à bulletin secret et des votes négatifs (3-4, 9, 10-11, 13 et

9. - PROCHE-ORIENT: M. Mikhail Gorbatchev, recevant à Moscou M. Yasser Arasat, invite l'OLP à - la reconnaissance de l'Etat d'Israël et la prise en compte de ses intérêts de sécurité » (9, 12,

10. - PAKISTAN : Des centaines d'habitants des villes jumelles d'Islamabad et de Rawalpindi sont tués dans l'explosion d'un dépôt de munitions qui servait de centre de transit pour les armes destinées à la résistance afghane. Les autorités n'excluent pas qu'un attentat soit à l'origine de la catastrophe (12, 13 et

11. - GRANDE-BRETAGNE: Une vaste réforme du système de protection sociale, qui réduit le rôle de l'« Etat-providence » institué en 1942, entre en vigueur malgré les protestations travaillistes (13, 15, 21, 26 et 30).

13. - ITALIE: M. Ciriaco De Mita, secrétaire général de la Démocratie-chrétienne, forme un gouvernement qui reconduit la coalition de cina partis au pouvoir depuis 1981. Deux attentats sont commis les jours suivants : le 14, à Naples, l'explosion d'une voiture piégée

Avril 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numero du Monde où est rapporté l'événement cité.

– par ÉDOUARD MASUREL -

devant un cercle de l'armée américaine fait cinq morts; le 16, Roberto Ruffilli, un des principaux conseil-lers de M. De Mita, est assassiné chez lui à Forli, près de Bologne, par un commando du Parti comm combattant, proche des Brigades rouges (du 13 au 19 et 23).

14. - AFGHANISTAN : L'accord sur le retrait militaire soviétique est signé à Genève par les ministres des affaires étrangères d'Afghanistan, du Pakistan, d'URSS et des Etats-Unis, en présence du secrétaire général de l'ONU. Les cent quinze mille soldats soviétiques devront quitter l'Afghanistan en neuf mois à partir du 15 mai. La résistance afghane rejette cet accord et annonce qu'elle poursuivra le combat jusqu'au ren-versement du régime de Kaboul (du 2 au 19 et du 22 au 30).

14. - BELGIQUE: L'assemblée générale extraordinaire de la Société générale de Belgique confirme que le groupe Suez et ses alliés belges possèdent la majorité des actions. Aucun représentant de M. Carlo De Benedetti, qui contrôle 47 % du capital, n'est élu au conseil d'administration (du 12 au 18).

14. - FINANCES MON-DIALES: L'annonce d'un déficit commercial des Etats-Unis de 13,83 milliards de dollars pour février, contre 12,44 milliards en janvier, provoque des remous sur les marchés financiers. La chute du dollar est limitée par l'intervention rapide des banques centrales, alors que les ministres des sinances des sept principaux pays industrialisés, réunis le 13 à Washington, avaient réaffirmé leur volonté de stabiliser les changes. A Wall Street, l'indice Dow Jones, qui, à 2 110 le 12, était le plus élevé depuis le krach d'octobre, perd 101 points (-4,8%). Mais l'optimisme est à peine entamé

à la Bourse de Tokyo, où l'indice Nikkel a rejoint puis dépassé ses plus hauts niveaux historiques audessus de 27 000 (6, 8, 10-11, 13, du 15 au 18 et 24-25/IV, 2/V).

14. - FRANCE-CANADA: Le conflit franco-canadien sur la pêche s'envenime avec l'arraison d'un chalutier français venu pêcher illégalement dans les caux canadiennes. L'incarcération à Terre-Neuve, le 15, des quatre élus de Saint-Pierre-et-Miquelon et des dixsept marins qui étaient à bord du chalutier est vivement critiquée par Paris, avant leur libération sous caution le 17 (14, du 16 au 22, 26

16. - PROCHE-ORIENT: Abou Jihad, chef militaire et numéro deux de l'OLP, est assassiné dans sa résidence de Sidi-Bou-Saïd, près de Tunis. L'opération, qui aurait été menée par un commando israélien, est vivement condamnée dans tous les pays arabes, ainsi que, le 25, par le Conseil de sécurité de l'ONU, les Etats-Unis s'abstenant. Trois cent mille Palestiniens participent, le 20, aux obsèques d'Abou Jihad dans le camp palestinien de Yarmouk, au sud de Damas (du 17

16-17. - ISRAEL: L'assassinat d'Abou Jihad en Tunisie est suivi d'une flambée de violences sans précédent dans les territoires occupés, où près de vingt Palestiniens sont tués. Le 19, huit Palestiniens sont expulsés vers le Liban, après huit autres le 11. Du 19 au 23, de nouvelles mesures d'isolement total sont imposées par l'armée à la Cisjordanie et à Gaza. Les tentatives d'infiltrations de commandos palestiniens se multiplient à la frontière pord, où le 26, deux militaires israéliens, dont un lieutenant-colonei, sont tués (à

18. - IRAN-IRAK : L'Iran subit deux graves revers : l'armée irakienne, après une offensive éclair lancée le 17, déloge les gardiens de la révolution de la péninsule de Fao qu'ils avaient conquise en février 1986. Dans le Golfe, Washington ayant décidé des représailles après la découverte de nouvelles mines, dont l'une a endommagé une frégate américaine le 14, six navires américains détruisent les plates-formes pétrolières de Sirri et de Sassan. Les forces navales iraniennes tentent de répliquer : plusieurs affrontements avec des navires américains s'ensuivent et six unités iraniennes sont détruites, dont une vedette lancemissiles et deux frégates. Dans la guerre des villes », une trêve întervient le 20 : depuis le 28 février, plus de deux cent cinquante missiles solsol ont été tirés, dont les trois quarts

par l'Irak (du 2 au 14, 16, du 19 au 27 et 29/IV, 2 et 3/V). 19. - DANEMARK : M. Poul Schlüter, qui dirige depuis 1982 un gouvernement unitaire de centredroit, décide de dissoudre le Parlement élu le 8 septembre 1987, après le vote, le 14, d'une résolution de l'opposition de gauche visant à obliger les navires de guerre entrant dans les eaux territoriales à déclarer s'ils sont porteurs d'armes nucléaires. Les élections sont fixées au 10 mai (14, 16, 17-18, 20 et 21).

19. – ÉTATS-UNIS M. Michael Dukakis, en remportant la primaire de New-York, prend un l'investiture démocrate (5, 7, 9, 13, 16. 19. 21 et du 23 au 29).

20. - PANAMA : L'état d'urgence est levé. Les sanctions économiques américaines n'ont pas entraîné le départ du général Noriega, souhaité par Washington (du 3 au 14, 22, 26, 28 et 30/IV,

23. - LIBAN : Un attentat à la voiture piégée fait soixante-neuf morts à Tripoli (24-25 et 26).

25. - ISRAËL : John Demjanjuk est condamné à mort pour crimes contre l'humanité ». Jugé par un tribunal spécial de Jérusalen depuis février 1987 après avoir été extradé des Etats-Unis, il était accusé, malgré ses dénégations, d'avoir été de 1942 à 1945 un des hourceaux du camp de la most nazi de Treblinka (20, 23, 26 et 27).

25. - PROCHE-ORIENT: Les entretiens à Damas entre le prési-

union, qui formera le deuxième

groupe d'assurances français, der-

rière l'UAP, afin de contrer l'offen-

sive du groupe d'assurancess italien

Generali sur le Midi (16, 21, 22, 24-

27. - Le comité central du PCF

approuve le rapport de M. Marchais

qui appelle à voter au second tour

pour M. Mitterrand sans s'engager à

27. - M. Giscard d'Estaing

annonce qu'il soutient M. Chirac.

- qui est maintenant le candidat

unique de la majorité UDF et

28. - Au cours de leur face-à-

face télévisé sur Antenne 2 et TF 1, M. Mitterrand et M. Chirac s'oppo-

sent durement, en particulier sur la

Nouvelle-Calédonie et à propos de la

25, 28 et 30/IV, 2/V).

ses côtés (du 26 au 30).

RPR - (29).

dent Assad et M. Arafat marquent les retrouvailles syro-palestiniennes après cinq ans de brouille (21, 22, 23, 26 et 27).

26. - ARABIE SAOUDITE-IRAN: Ryad rompt ses relations diplomatiques avec Téhéran afin d'éviter de nouvelles manifestations de pèlerins iraniens en juillet pen-dant le pèlerinage à La Mecque (13, 28 et 29).

26. - CORÉE DU SUD : Aux élections législatives, le Parti pour la justice et la démocratie du président Roh Tae Woo perd la majorité absolue en n'obtenant que 125 des 299 sièges. Avec 35 sièges, le Nouveau Parti démocrate et républicain (conservateur) de M. Kim Jong Pil est en position d'arbitre. Dans l'opposition, le Parti pour la paix et la démocratie de M. Kim Dae Jung. avec 70 sièges, devance le Parti pour la réunification démocratique de M. Kim Young Sam, qui recueille 59 sièges (23, 28, 29 et 30).

26. - PETROLE : Sept pays exportateurs non membres de l'OPEP, réunis pour la première fois à Vienne, acceptent de réduire pour deux mois leur production de 5 % s la conférence des treize pays de l'OPEP, qui s'ouvre le 28, accepte le même effort (6, 9, 12, 13, 14, 17-18, 20, 22, 23 et à partir du 27).

26. - POLOGNE : Un mouve ment de grève est lancé par les ouvriers des aciéries Lénine de Nowa-Huta, près de Cracovie, pour protester contre les hausses des prix. Tandis que le mécontentement s'étend, les arrestations d'opposants se multiplient avant les célébrations du 1" mai (3-4, 24-25 et à partir du

26-27. - MOZAMBIQUE: Les représentants des pays et des organisations donneurs d'aide, réunis à Maputo, s'engagent à fournir une assistance de 270 millions de dollars au Mozambique, ravagé par guerre civile et la famine (21 et

28-30. - NICARAGUA : Les représentants du gouvernement sandiniste et de la Contra, réunis à Managua, ne parviennent pas à s'entendre pour prolonger le cessezle-feu en vigueur depuis le 1e pour soixante jours (5, 7, 8, 12, du 16 au 20, 24-25 et 30/IV, 2 et 3/V).

29. - URSS: M. Gorbatchev, recevant au Kremlin, pour la première fois depuis Staline, le patriarche de l'Eglise orthodoxe, en appelle au soutien des croyants et du clerge pour la « perestroïka » (2/V)

29. - Un - meeting unitaire - est

organisé autour de M. Chirac au

palais omnisports de Bercy M. Barre, insistant sur sa

- lovauté - pour son - camp -.

prend la parole avant que M. Chirae

n'exprime sa volonté de . compren-

dre tous les Français sans excep-

tion -, tout en réaffirmant son

refus intransigeant - du racisme

30. - Les propos de M. Pasqua,

affirmant à Valeurs actuelles que,

sur l'essentiel, le Front national se

réclame des mêmes préoccupations,

des mêmes valcurs que la mujo-

rité », suscitent de nombreuses pro-

testations, y compris de la part

d'UDF et de RPR (2, 3, et 4/V).

FRANCE

voque les protestations de plusieurs responsables de la centrale (6, 8, 14,

22 et 24-25). 7. - M. Mitterrand rend publique sa Lettre à tous les Français : il ne s'agit pas d'un - programme », qui - est l'affaire des partis -, mais d'une - réflexion - sur la France et son avenir qui, en cinquante feuillets, mêle l'analyse et l'anecdote, la pédagogie et la polémique. Tandis que M. Barre y relève - l'immobi-lisme affiché, le socialisme masqué et l'imprécision constante. M. Chirac critique un . proiet flou. vague et surtout porteur d'immobi-lisme -. Les jours suivants, la campagne se durcit entre le président et son premier ministre, placés en tête par les sondages : M. Chirac met en cause la compétence, la bonne foi mais aussi l'âge de M. Mitterrand,

UN CHOIX D'ENQUÊTES **ET DE REPORTAGES**

ALGÉRIE : Attaque en piqué contre les criquets (6).

SCIENCES : L'ozone en fuite (6).

CAMPUS : Les débouchés de la chimie (7). JAPON : L'immigration des pau-

vres d'Asie (7). AFFAIRES : ICI, le chimiste britannique à l'assaut des Alle-

mands (9). FRANCE : Le monde agricole et l'élection présidentielle (14). LIVRES : 2001, l'adyssée de

l'esprit (15). FRANCE : Les renseignements généraux et les sondages

électoraux (21). FRANCE : La vie en or des Duvalier (24-25). ÉCONOMIE : Le bilan de santé

de la France (26). FRANCE: Les transports parisiens du XXII siècle (28).

AFFAIRES : Le retour d'Ambroise Roux (30).

de la pensée » du « candidat de l'Etat-RPR » (du 2 au 25).

8. - L'Association pour la recher-che sur le cancer (ARC) est mise en cause dans un rapport de l'inspection générale des affaires sociales, qui dénonce son mode de fonctionnement ainsi que des pratiques iugées trop interventionnistes (du 10 au 14, 16 et 20/IV, 4/V).

11. - Hachette obtient l'accord du conseil d'administration de l'éditeur américain Grolier pour son OPA lancée le 13 mars. Grace à cette acquisition, Hachette devient le troisième éditeur mondial et, en rachetant, le 13, Diamandis, septième groupe de presse américain, il accède au premier rang mondial d'éditeur de magazines (2, du 10 au 15, 21 et 28).

11. - M. Christian Derveloy, PDG de Prouvost, et M. Jérôme Seydoux, président des Chargeurs, s'entendent pour se partager le groupe Prouvost après la bataille boursière de l'été 1987. Les activités de négoce-peignage sont vendues aux Chargeurs, qui devient le numéro deux du textile français der-rière DMC (13, 14 et 23).

12. - En février, le déficit du commerce extérieur a atteint 5,2 milliards de francs. En mars, le nombre de chômeurs inscrits a diminué de 1,8 % et les prix ont aug-menté de 0,3 % (7, 13, 14, 17-18, 27, 28 et 29).

14. - L'élection d'un UDF à la présidence du conseil régional de Franche-Comté grâce aux voix du FN est dénoncée par les socialistes comme la préfiguration d'un futur accord national entre la droite et l'extreme droite, tandis qu'un désaccord surgit entre MM. Mitterrand et Chirac à propos du droit de vote des immigrés aux élections locales (12, 15, 16, 20, 21 et 27).

14. - M. Michel Droit se met en congé e de la CNCL après avoir été mis en cause pour avoir conservé des liens l'inanciers avec le groupe Hersant, son ancien employeur. Le juge Grellier, dont les investigations ont permis cette déconverte, se voit menacé d'être dessaisi, comme en décembre 1987, de ce nouveau dossier (du 8 au 19, 22, 24-25 et 29)

16-17. - Une nouvelle mutinerie, après celles de 1987, éclate à la con-

6. - L'engagement de la CGT en qui dénonce la « vulgarité » de ces trale d'Ensisheim (Haut-Rhin), qui mais ne reprend pas dans sa déclara-(19, 20 et 21).

20. – Le groupe Bolloré prend le contrôle de Rhin-Rhône après être parvenu à un accord avec la société nationale Elf-Aquitaine, qui avait tenté de contrer l'OPA qu'il avait lancée le 4 mars (7, 9, 12, 13 et 21).

21. - La signature de deux contrats avec Dassault-Breguet et la SNECMA lance officiellement le programme de l'avion de combat Rafale, qui équipera après 1996 l'armée de l'air et l'aéronautique navale (12 et 22).

24. - Au premier tour de l'élection présidentielle, l'extrême droite est en net progrès et la droite traditionnelle, gaulliste comme libéralocentriste, recule. M. Mitterrand, arrivé largement en tête avec 34,09 % des suffrages exprimés, appelle au rassemblement - autour des valeurs de la démocratie : progrès, justice sociale, égalité des chances, respect des autres -. M. Chirac (19,94 %) reçoit le soutien = de M. Barre (16,54 %),

l'impartialité de l'Etat. » M. Le Pen se sélicite du « tremblement de terre politique - provoqué par ses 14,39 % de voix. Le PCF enregistre le plus faible score de son histoire, avec 6,76 % des voix pour M. Lajoinie. Ni l'écologie ni l'extrême gauche ne progress M. Waechter obtient 3,78 %, M. Juquin 2,10 %, Mile Laguiller 1,99 % et M. Boussel 0,38 %. Le taux d'abstention est de 18,62 %

25. - M. Mitterrand dénonce à tion . exprimant l'espoir se laissera aller jusqu'à traiter » avec le Front national (27 et 28).

CULTURE

5. - Mort du cinéaste Pierre Prévert (7 et 8).

11 .- Le Dernier Empereur, film de Bernardo Bertolucci sur la vie de Pu Yi, le dernier empereur de Chine, remporte neul oscars à Hollywood (13).

11. - Mort d'Alan Paton, écrivain blanc sud-africain adversaire de l'apartheid (13 et 19). 12. - Parution du premier

volume des œuvres complètes de Sigmund Freud. Les vingt autres seront publiés par les Presses universitaires de France jusqu'en 1996 pour former la seule édition historique et critique en français dans une nouvelle traduction après unification du vocabulaire psychanalytique

14. – Les Pays lointains, de Julien Green, obtient le gutenberg du meilleur roman français décerné à l'occasion du huitième Salon du livre, qui a quitté le Grand Palais pour le Parc des expositions de la porte de Versailles (15, 16 et du 19 au 22).

14. - Mort de l'écrivain Daniel Guérin, militant et théoricien de l'anarchisme (15 et 22).

racisme et tous les extrémismes;

M. Barre venait, à ses côtés, au

Sénat, de lui demander de désen-

dre : · Une société ouverte, tolé-

rante, qui refuse la xénophobie, le

(26, 27 et 29).

Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) les • théories de violence et de ségrégaqu'- aucun candidat responsable ne

17. - Mort de Louise Nevelson,

18. - Mort de l'humoriste Pierre

19. - Création française de King

Priam de Sir Michael Tippett dans une mise en scène d'Antoine Bour-

21. - M. Giorgio Strehler exprime, dans une lettre adressée à

M. François Mitterrand, son inquié-

tude pour l'avenir du Théâtre de

l'Europe, dont il est le directeur depuis sa création en 1983 (16 et

22. - Mort de Tchicaya U

Tam'si, écrivain congolais franco-

26. - M. Claude Hagège pro-nonce sa leçon inaugurale au Col-

lège de France, où il occupe la chaire de théorie linguistique (28).

27. - Mort de l'historien Fred

30. - Le Musée du Louvre

acquiert le Saint Thomas peint en

1630 par Georges de La Tour, après avoir recueilli 24 des 32 millions de

francs nécessaires grâce à une sous-

cription lancée le 22 mars (19 et

seiller à l'Opéra de Nancy (26).

sculpteur américain (20).

Desproges (20).

phone (23 et 27).

Kupferman (29).

30/III, 2/V)

Elections et troubles en Nouvelle-Calédonie

26. - Le groupe AXA et la Com- lutte contre le terrorisme (27, 29 et

Le 22, un « commando » d'indépendantistes canaques du FLNKS attaque un poste de gendarmerie sur l'île d'Ouvéa : quatre gendarmes sont tués et vingtsept autres pris en otages. Dans d'autres régions, la tension s'accroît à l'approche du scrutin régional que les indépendantistes ont appelé à boycotter.

Le 24, les élections présidentielle et régionales, fixées par le gouvernement le même jour, sont perturbées par la multiplication des violences. Le taux d'abstention, supérieur à 40 % pour l'ensemble du territoire, est beaucoup plus élevé dans les communes où la population mélanésienne est majoritaire. Le RPCR, proche du RPR, obtient 35 (+ 10) des 48 sièges au Congrès du territoire et le Front national 8 (+ 5).

Les jours suivents, des affrontements entre gendarmes et indépendantistes se poursuivent dans plusieurs régions, en particulier dans les îles de Lifou et de Maré ainsi que, sur la côte est de la Grande Terre, a Pouébo et surtout à Canala, Dans l'île d'Ouvéa, douze gendarmes sont

libérés le 25 et le 26, mais sept autres, dont le commandant du GIGN, et un magistrat, venus négocier avec les ravisseurs,

sont capturés à leur tour le 27.

· Le 28, alors qu'en métropole une vive polémique sur les responsabilités politiques de la dégradation de la situation en Nouvelle-Calédonie oppose M. Mitterrand à M. Chirac ainsi que les socialistes au RPR. M. Bernard Pons, ministre des DOM-TOM arrivé le 25 à Nouméa, demarda la dissolution du FLNKS, qui a refusé de se désolidariser des preneurs d'otages. M. Chirac, après avoir réuni le 29 à Matignon un conseil de sécurité intérieur, demande à M. Pons des « compléments d'information ».

A la fin du mois, les violences ont cessé, mais la situation reste très tendue. Les négociations avec le groupe indépendantiste d'Ouvéa sont dans l'impasse, les ravisseurs demandant la nomination d'un médiateur e pour discuter d'un référendum d'autodétermination > (5 8, 9, 12 13 17-18 et à partir du 22)

Economie

REPÈRES

Fiscalité

Les sociétés à capital risque

encouragées

Le régime fiscal des sociétés de capital risque (SCR) va être modifié pour favoriser le développement de leurs fonds propres. Un communiqué du ministère de l'économie et des finances indique que « les plus-values réalisées par une SCR lors des cessions de titres cotés seront exonérées d'impôt sur les sociétés si ces cessions concernent des titres que détenait la SCR préalablement à leur introduction en Bourse, et interviennent dans les trois ans de la cota-

« Le portefeuille de titres non cotés des SCR ouvrant droit au régime fiscal de faveur, précise le communiqué, sera étendu, sous certaines conditions, aux participations dans des sociétés holdings non cotées, aux avances en compte courant préalables à des souscriptions d'actions ou d'obligations convertibles, aux bons de souscriptions

Cas mesures devraient être insé-

Paiements courants

L'excédent français

en ianvier

La balance des paiements cou-rants de la France a été déficitaire de 1,2 milliard en janvier. Mais après correction des variations saisonnières, le total des transactions courantes (biens et services, transferts) a été excédentaire de 2,2 milliards de francs après avoir été déficitaire de 2,4 milliards de francs en décembre (écalement après correction des variations saisonnières). Ces données fournies par le ministère de l'économie et des finances sont provisoires.

Pétrole

Redressement des cours

Les cours du pétrole se sont és en fin de semaine, après une chute, lundi et mardi, à la suite de l'échec de la réunion de l'OPEP à Vienne. Les opérateurs considèrem désormais que, si un accord de réduction de la production concerté entre les pays de l'OPEP et sept pays indépendants n'a pu être obtenu, il reste possible lors de la nouvelle réu-nion prévue début juin. Vendredi 6 mai, les cours sont remontés de 35 cents à New-York à 17,74 doilars le baril, et de 20 cents à Londres à 16,40 dollars.

Les perspectives de la consommation mondiale, meilleures que prévu, ont contribué à cette hausse. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) a annoncé, le 6 mai, une croissance de la demande dans l'OCDE de 1,5 % à 2 % en 1988 contre 1 %

RFA

Balance des capitaux lourdement déficitaire

La balance des capitaux ouestallemande a accusé un fort déficit de 23,9 milliards de deutschemarks (environ 80 milliards de francs) au cours du premier trimestre. Cette balance avait été largement positive sur les trois premiers mois de l'année dernière, avec un excédent de 17.1 milliards de deutschemarks (58 milliards de francs).

Les chiffres publiés vendredi 6 mai par la Bundesbank montrent que, sur les trois premiers mois de l'année. les exportations nettes de capitaux se sont constamment gonflées, atteignant 5 milliards de deutschemarks en janvier, 7,5 milliards de deutschemarks en février et, enfin, 11,5 milliards de deutschemarks en mars. Ce déséquilibre s'explique par des achats de titres étrangers (actions et obligations) par les investisseurs allemands. A l'inverse, les investisseurs étrangers ont continué de se désen-

SOCIAL

Le congrès de la Confédération européenne des syndicats à Stockholm

« Une chance de renverser la vapeur » d'ici à 1992

La perspective du grand marché unique européen en 1992 servira de toile de fond au sixième congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui se tiendra du 9 au 13 mai à Stockholm. Créée en 1973, la CES regroupe treme-six organisations appartenant à vingt et un pays et revendiquant une quarantaine de millions d'adhérents. Présidée depuis son précédent congrès de Milan, en mai 1985, par le président du DGB, la confédération syndicale allemande, M. Ernst Breit, elle réu-nit des organisations aussi diffé-rentes que les TUC britanniques, les syndicats nordiques et du Beneiux, les confédérations italiennes et, pour la France, à la fois FO et la CFDT, qui y défendent des positions assez

Dressant un constat de la situation syndicale à bien des égards trop optimiste - « la crise économique n'a pas entraîné de crise syndicale » note un des rapports présentés à Stockholm, – elle estime toutefois que les organisations syndicales doi-vent • se fixer de nouvelles tâches dans des domaines tels que la lutte contre le chômage, la protection de l'environnement, la mattrise de l'introduction des nouvelles techno-logies et la syndicalisation de nouvelles catégories et de groupes spécifiques de travailleurs ».

Depuis mai 1985, le chômage en Europe de l'Ouest est passé, selon la CES, de 18 millions à 20 millions, tandis que la CEE elle-même comp-tait, en février 1988, 16,6 millions de chômeurs contre 12,6 millions en avril 1985. Dans les rapports qu'il va présenter au congrès, et qui donnent lieu à cinq projets de résolution, M. Mathias Hinterscheid (CGT luxembourgeoise), secrétaire géné-ral de la CES, dresse un bilan plutôt négatif de la situation économique et sociale en Europe. Il dénonce la « recrudescence du néoconservatisme tentaculaire > et affirme que la plupart des gouverne-ments ont opté pour « une politique macro-économique purement moné-tariste » qui a abouti à « un chô-mage encore plus élevé ».

Toutefois, M. Hinterscheid nuance son pessimisme en relevant que, depuis 1985, l'eéchece de ces politiques a conduit certains responsables économiques et politiques à accorder « plus d'attention aux pro-positions de la CES ». La présence de M. Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, mais aussi l'amorce d'un dialogue avec le patronat – l'Union des industries de la Communauté européenne (UNICE), - qui «commence à porter ses premiers fruits», lui sont espèrer qu'il existe «une chance de

Retour au plein emploi

Si le patronat européen ne veut ndre parler de convention collective européenne ou de négociation en bonne et due forme, les réu-nions qu'il a tenues avec la CES à Vai-Duchesse, en Belgique, ont abouti à plusieurs déclarations d'intentions communes. Et la CES a sentiment d'avoir fait avancer l'idée que « la flexibilité ne pouvait pas mettre en question les droits des travailleurs dans le domaine de la sécurité sociale, de la protection sociale et des conditions de travail . A Stockholm, la CES vou-drait aller plus loin et réitérer sa revendication de négociations sur la formation et sur les nouvelles tech-

Dans l'immédiat, la CES entend réaffirmer l'idée que « le resour au plein emploi est et reste l'objecti numéro un du mouvement syndi-cal ». Pour M. Hinterscheid, « le droit au travail et le droit du travail sont des frères siamois inséparables ». L'idée de la CES est d'arriver à ce que « des taux de croissance de l'Europe occidentale de 3% à 3,5% minimum solent réa-lisés durant la période à venir » et que « l'emploi augmente d'au moins 1,5 % par an et le chômage diminue d'au moins 1 % par an ». Utopies? Pour y parvenir, elle demande le rétablissement et l'amélioration du pouvoir d'achat, le renforcement du système monétaire européen, la réduction du temps de travail, . en particulier pour réaliser la semaine de trente-cinq heures », l'adoption de politiques industrielles qui « accroissent l'investissement tant public que privé » et un développe-ment de la formation profession-

Alors que le degré d'attachement l'Europe « sociale » est très variable selon les adhérents - les syndicats britanniques et ceux des pays cas britanniques et cenx des pays nordiques étant les plus réticents, – les débats devraient porter pour l'essentiel sur la perspective du grand marché de 1992. Lucidement,

M. Hinterscheid constate que « la dimension européeme de l'activité syndicale n'est pas toujours intégrée dans le travail syndical de tous les jours, à tous les niveaux ».

to moures a

graniner une A

Dans la perspective de 1992, la CES estime que « les mesures de développement du marché intérieur développement du marché Intérieur doivent s'accompagner de politiques macro-éconômiques qui garantissent que l'activité économique et l'emploi augmentent généralement plutôt que de crèer une situation où les bénéfices, d'une autre région ou d'un secteur se réalisent au désiment d'une région ou d'un autre secteur. « Les mesuges de marché intérieur, ajoute-t-elle, doivent s'accompagner de mesures qui déves'accompagner de mesures qui déve-loppent l'espace social en Europe ». Différentes conceptions, parlois très divergentes, de l'Europe sociale risquent d'apparaître à Stockholm. L'impulsion pour une plus grande unité syndicale viendra peut-être de M. Delors, qui doit intervenir devant le congrès. Le président de la Com-mission européenne vient de plaider, dans la perspective de 1992, pour un socie de droits sociaux garantis. en ajoutant que l'harmonisation des normes pour la protection des salariés devait se faire « en prenant l'ascenseur vers le haut ».

MICHEL NOBLECOURT.

Les syndicats et l'élection présidentielle

La CGT comprend ceux qui veulent « barrer la route » à M. Chirac

Après avoir implicitement appelé à voter au premier tour pour M. André Lajoinie, la commission exécutive de la CGT s'est prononcée contre M. Chirac sans soutenir explicitement M. Mitterrand pour le second tour. Dans une déciaration adoptée à l'unanimité moins une abstention, celle de M. André Deluchat, membre - socialiste - du burean confédéral (1), elle souligne que les résultats électoraux « marquent les interrogations quant à l'avenir face à un débat politique dominé par les forces qui ont fait le choix du consensus autour de la

Préoccupée par « la poussée des thèses dangereuses de haine et d'exclusion , la CGT estime qu'il faut « attaquer le mal à sa racine », c'est-à-dire « combattre la misère, le chômage, l'austérité, la régression sociale ». Rappelant que M. Mitter-rand « a conduit dès 1982 une poli-tique de déclin industriel et d'austérité », « poursuivie et aggravée » par M. Chirac, la centrale ne nourrit pas la moindre illusion, comme le PCF, dans le cas d'une réélection du président sortant : « Quel que soit le résultat de l'élection, sans le développement de son action, le monde du travail devra faire face à une agression antisociale sans précéde plus en plus mise à mal : déjà grave, le déclin de la France s'accentuera encore. »

Dans un texte, quatre responsa-bles socialistes de la CGT -MM. Deluchat, Gaumé, Gond et M^m Berlureau – ont appelé quant à eux «clairement les salariés à se déterminer sans hésitation pour François Mitterrand > : « Comment peut-on hésiter un seul instant pour rejeter la politique de régression et d'injustice sociale menée depuis deux ans par Chirac? Comment peut-on hésiter à affirmer avec force le rejet d'un condidat qui affi-che tant de complaisance à l'égard des thèses et des élus du Front

La CGT a déjà annoncé une journée nationale interprofessionnelle de grèves et de manifestations pour le 26 mai prochain, sur les salaires, le pouvoir d'achat, le SMIC à 6000 francs, les libertés, etc.

(1) Deux autres socialistes, MM. Gaumé et Gond, n'étaiem pas pré-sents au moment du vote. Quant à M™ Berlureau, membre de la commission de contrôle financier, elle n'a pas le droit de vote.

PÊCHE

La « guerre de la morue »

Les escarmouches continuent entre Paris et Ottawa

MONTRÉAL

de notre correspondante

Le petit chalutier de Terre-Neuve arraisonné le jeudi 5 mai par la marine française, alors qu'il péchait illégalement dans les caux territo-riales de Saint-Pierre-et-Miquelon, est rentré au Canada. «Retenus» depuis la veille à Saint-Pierre, les cinq membres d'équipage du Mari-timer ont été autorisés le vendredi 6 mai à reprendre la mer par le tribunal de première instance de l'archipel, moyennant une caution de 150 000 F que le gouvernement canadien s'est engagé à payer.

Accusé d'avoir utilisé son chalut dans une zone où il aurait du se contenter de pêcher à la figne, le patron de ce petit bateau de 17 mètres sera jugé le 24 mai.

Cette affaire, dernier épisode en date de l'interminable « guerre de la morue» que se livrent depuis prèsde deux ans le Canada et la France, a suscité un véritable tollé à Ottawa et à Saint-Jean de Terre-Neuve. Le secrétaire d'Etat aux affaires extérieures, M. Joe Clark, a convoqué l'ambassadeur de France pour lui remettre une note de protestation. Selon Ottawa, les petits pêcheurs terre-neuviens sont traditionnelle-ment autorisés à fréquenter les eaux entourant l'archipel français et à pêcher comme bon leur semble. M. Clark avait auparavant décidé d'annuler la rencontre prévue vendredi à Paris entre les négociateurs des deux pays (le Monde du 7 mai).

l'opposition à la Chambre des com-munes, qui a réclamé des repré-sailles à caractère commercial contre la France. Les élus de Terre-Neuve ont notamment demandé que le ministère canadien de la défense rejette la candidature d'un consortium français en vue de la construction d'une douzaine de sous-marins à propulsion nucléaire (un contrat de 37 milliards de francs qui doit être attribué fin juin). Ils ont de plus invité Air Canada à renoncer à la trentaine d'Airbus que la compagnie aérienne nationale s'apprétait à

Le gouvernement canadien a refusé « pour le moment » de céder à ces pressions en soulignant que nement du Maritimer est intervenu au moment où la campagne présidentielle française touchait à sa fin. Cette affaire a créé un certain embarras chez les élus de Saint-Pierre, qui avaient eux-mêmes été emprisonnés pendant trois jours à Terre-Neuve le mois dernier. Aux yeux du sénateur et maire Albert Pen (apparenté socialiste), le gouvernement français s'est « trompé de cible » en s'en prenant aux petits pécheurs de Terre-Neuve, avec lesquels la population saint-pierraise entretient d'excellentes relations. Pour M. Pen, cet arraisonnemen d'un bateau canadien – le premier que la marine française ait jamais effectué dans les parages - était particulièrement « maladroit ».

MARTINE JACOT.

Un administrateur provisoire est nommé à la tête de Primistères

Après trois journées d'une grèv qui paralysait son activité, le groupe de distribution Primistères-Radar-Félix Potiu a demandé et obtem da tribunal de commerce de Paris, le jeudi 5 mai, la nomination d'un

my ye

337

The state of the

Carrier .

18 X.

A l'appel de l'Union française du travail (UFT), majorisaire à 95 % dans cette entreprise qui emploie six mille personnes dans cent cinquante supermarchés et un millier de magasins, un mouvement de grève illimitée avait été déclenché en début de semaine. Des magasins étaient fermés et, surtout, les deux entrepêts de Longjumeau (Essonne) et de La Courneave (Seino-Saint-Denis) le de la CXTI cas - étaient occupés (le Monde du 4 mai). Le personnel voulait s'opposer à un projet de restructuration rendu nécessaire à la suite de mauvais résultats. Primistères perdrait 15 millions de francs par mois, selon PUFT.

A la demande du conseil d'admini ration, Me Lafont « aura la tâche de rétablir le fonctionnement normal de Primistères pour pouvoir mettre en œuvre un plan de réorganisation logistique ». L'UFT a, le 6 mai, suspendu la grève « dans un souci d'apaisement », mais maintient ses revendications.

Le groupe Primistères, qui avait racheté la société Radar en 1986, réalise un chiffre d'affaires de 4,7 milliards de francs et devrait afficher des résultats négatifs pour l'exercice 1987. La direction avait aumoncé la fermoture de l'entrepôt de La Courneuve qui sert également d'unité administrative pour la division supermarché (2,7 milliards de chiffre d'affaires). De trois cents à trois cent cinquante licencie-ments seraient envisages. En revanche, la restructuration épargnerait la division petits magasins.

Le conflit de la SNECMA

Poursuite, sans résultat, des négociations

Les négociations qui se sont pour-suivies, le vendredi 6 mai, entre la surves, le vendredi é mai, entre la direction générale de la SNECMA et les syndicats se sont soldées par un échec, comme les jours précédents. Les propositions de la direction ont peu évolné et les grévistes maintiennent leurs revendications alors que le conflit dure depuis huit sermaines

Des actions révèlent l'exaspéra-tion : pneus brûlés et arbres en tra-vers de la RN 7 à Corbeil (Essonne) et trafic ferroviaire interrompu en gare de Lieusaint (Seine-et-Marne). la journée du lundi 9 mai nourrait être décisive. Vingt-cinq salariés sont assignés en référé au tribunal de Nanterre et le médiateur. M. Jean-Pierre Mignot, devrait

• La CFTC alerte le CNPF contre une « dégradation du cli-mat social ». — A la tête d'une délégation de la CFTC, M. Jean Bornard a été reçu le 4 mai par M. François Périgot, président du CNPF, qu'il a alerté contre «une dégradation cartaine du climat social résultant des tansions sur les salaires et l'emploi, de nombreuses difficultée dans l'utilisation des formules préceires de tra-vail et des atteintes au droit syndica/a. Selon M. Bornard, le CNPF a «réaffirmé sa volonté de poursuivre la politique contractuelle, se décla-

Le Monde



Vingt ans après, c'est déjà de toire, avec ses deux compofications profondes de cette révolte. brève, violenta, qui a marqué toute une cánération. Les signes avant-

affirmation du malaise sociel, agitation étudiante dans le monde émergence de maîtres à penser. Le mai des étudiants, celui des lycéene aussi, fut relavé par le mai des ouvriers. La grève générale débouche sur les accords de Granelle : conquêtes matérielles comme l'augmentation du SMIC, conquêtes qualitatives



Le pouvoir était dans la rue ; le pou voir fut face à la rue. Fin juin, la peur

du désordre et de la «chienlit» conduisit à l'élection d'une Assemblée dominée par la droite. Mais les retombées réelles sont toujours plus lentes : nouveaux rapports entre

maîtres et élèves, entre parents et enfants, reconne tés, affirmations du féminisme et des femmes en général dans le monde du travail, sexualité et paroles libérées. De la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse en 1974 aux lois Auroux de 1982 sur l'expression des salariés, de l'abaisse ment de l'âge de la majorité en 1974 à la loi de 1982 sur l'indé-pendence de l'audiovisuel, il a bien fellu vingt ans pour prendre l'exacte mesure de ce que fut mai 68.

UN DOSSIER SPÉCIAL 12 PAGES EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO LE DERNIER ÉTAT DU MONDE

Quatre pages indispensables pour réviser le bac

Le « plus » qui fero la difference

DOSSIERS ET DOCUMENTS - MAI 68 Code postal



Économie

ETRANGER

En Yougoslavie

Les mesures de redressement vont entraîner une nouvelle hausse des prix

BELGRADE de notre correspondant

Le gouvernement yougoslave pré-sentera le 15 mai son plan d'assainissement économique et financier du pays, qui traverse une crise aigné depuis 1980, ainsi qu'un bilan de ses activités an cours des deux dernières années. Certains éléments de ce plan auraient été élaborés en collaboration avec le Fends monéraire internetional avec le Fonds monétaire international.

avec le Fonds monétaire international, dont les experts auraient éprouvé quelques difficultés à comprendre le fonctionnement du système yougoslave. Comment se fait-il, par exemple, qu'après le gel des prix en novembre dermer, l'inflation ait pu croître depuis de 5,4 % en moyenne par mois? Les points forts du plan sont la libéralisation de 60 % des prix, du régime des devises qui est àl'origine d'interminables disputes entre les républiques et régions autonomes, et le passage an cours « réel » du dollar, ce qui sousentend une nouvelle dévaluation de la momaie nationale.

La première conséquence de la mise

La première conséquence de la mise en œuvre de ce programme sera une hausse des prix estimée par la presse

surtout parmi les personnes aux plus bas salaires. En revanche, les particuliers « aisés », disposant d'argent liquide assiègent déjà les magasins. « Les gens veulent s'assurer au dernier "Les gens veulent s'assurer au dernier moment le maximum de réserves pos-sible, a déclaré le directeur d'une entreprise de denrées alimentaires. Ils achètent tout et on a l'impression qu'ils se préparent à la guerre. » Le malaise, perceptible dans tous les milieux, a entraîné une vague de critiques contre le gouvernement.

critiques contre le gouvernement. Nombreux sont ceux qui demandent publiquement sa démission. Ils font valoir que les responsables fédéraux n'ont pas atteint, au cours des deux dernières années leur principal objec-tif, à savoir juguler l'inflation qui durant cette période a été supérieure à

Les critiques les plus virulentes arri-vent de Slovénie, république fédérée la plus développée et où un mouveme séparatiste se développe rapidement surtout parmi les intellectuels et les jeunes. Le numéro un de la région,

entre 30 et 70 %.Les détails qu'elle public à ce sujet ont suscité une vive inquiétude, frolant parrois la panique, surtout parmi les personnes aux plus de la politique économique. Il s'est attiré une vive réaction de la direction collégiale de la Ligne des communistes pour laquelle cette allégation est « irresponsable, musible et inocceptable ». Néanmoins, la direction de la Slovénie a donné l'instruction à sa délégation à Balande de la communiste de la communiste

a donné l'instruction à sa délégation à Belgrade de ne pas approuver le rapport du gouvernement et de poser la question de confiance. On assiste donc à un conflit ouvert, le plus grave depuis la guerre, entre la fédération et l'une des républiques qui la composent aux conséquences politiques imprévisibles. De son côté, le chef du gouvernement, M. Branko Mikulic, faisant preuve d'un flegme tout britannique, maintient ses positions. Tout au plus at-til rappelé que l'Assemblée nationale avait le droit d'engager si elle l'estime nécessaire, la procédure de son renvoi.

La Yougoslavie a déjà procédé à La Yougoslavie a déjà procédé à plusieurs réformes économiques. Ancune d'elles n'a pu être réalisée en raison des conflits d'intérêts qui opposent les différentes républiques et

régions autonomes, mais aussi du fait de la crainte de désordres sociaux, de la crainte de désordres sociaux, chaque réforme impliquant une sévère cure d'austérité. Ce risque, aucun des souvernements précédents n'a cru devoir le courr. Il existe également à l'heure actuelle, mais M. Mikulic et son équipe semblent décidés à le pren-dre, quitte à se rendre impopulaires.

PAUL YANKOVITCH.

Les paradoxes américains

(Suite de la première page.)

La plupart des indices vont dans le même sens : la productivité de l'industrie continue de s'améliorer au rythme de 4 % l'an, les crédits à la consommation ont sensiblement augmenté en mars (10 % en rythme annuel), les investissements restent importants, et au total la croissance depuis le début de l'année atteint 2,3 % en rythme annuel.

Le « mauvais » côté de ces bonnes nouvelles est que, selon bon nombre d'analystes, le danger de « surchauffe » est maintenant réel, et ne pourra être prévenu que par une hausse – dommageable – des taux d'intérêt, sur lesquels certaines pressions se font déjà sentir.

Jusqu'à présent, l'inflation-se maintient à un niveau raisonnable (4% environ) parce que la hausse des salaires reste faible. Mais l'état actuel du chômage signifie qu'en fait, dans certains Etats, les employeurs se livrent à une véritable bataille pour la main-d'œuvre. La conséquence logique devrait être une hausse des rémunérations, en particulier des plus basses d'entre

Les crédits à la consommation ont continué d'augmenter rapidement : un peu plus de 10% en rythme el au cours des trois premiers mois de l'année.

Autre facteur potentiel d'inflation: certains secteurs de l'industrie américaine tournent à plus de 85% semble pas nourrir de bien sérieuses

de leur capacité de production. La inquiétudes : l'annonce, tôt vendredi matin, de la nouvelle contraction du -sagesse - économique - du moins chômage n'a été suivie que d'une dans son acception la plus répandue baisse très modérée de l'indice Dow - vondrait donc que, faute de pou-Jones, qui se maintient au-dessus de voir accroître très rapidement les 2000 depuis maintenant plusieurs investissements, des mesures soient prises pour freiner la demande intérieure. Sagesse bien improbable en Naturellement les responsables de année électorale. Ni l'administration l'administration - et M. Reagan le ni les démocrates qui contrôlent le premier - se frottent les mains :

Reste donc le recours à une politique de relèvement des taux d'intérêt, par l'intermédiaire de la avoir dénoncé, quelques jours plus tôt, les prophètes de malheur qui, Réserve fédérale. Mais, là aussi, il paraît peu probable que son président, M. Alan Greenspan, dont les sympathies pour les pépublicains sont connues, applique avec beaucoup de vigueur une politique peutêtre salutaire à long terme, mais susceptible de gâcher d'ici là le joli tableau économique que l'actuelle administration - et le vice-président

Congrès n'ont envie de heurter l'opi-

blicain - auront à cœur de présenter aux électeurs d'ici à novembre. D'ailleurs, M. Greenspan a déjà expliqué, il y a quelques jours, qu'à son avis les tensions sur le marché de l'emploi n'étaient pas encore de nature à déclencher une forte inflation. Vendredi 6, le président de la chambre américaine de commerce. M. William Kanaga, a abondé dans

le même sens. Même Wall Street ne

Bush, porte-drapeau du Parti rénu-

ment, un motif supplémentaire...

JAN KRAUZE.

Les bonnes nouvelles continuent,

l'économie poursuit sa croissance à

une allure modérée et l'inflation reste contrôlée », a déclaré, ven-

dredi, le président américain, après

selon lui, n'ont pas cessé de se trom-

Tout au long de sa campagne électorale, le vice-président Bush

entonne évidemment le même

refrain et répète que les Etats-Unis

en sont actuellement à leur soixante-

cinquième mois de croissance inin-

De fait, le thème de la crise éco-

nomique, qui, à l'automne dernier,

semblait devoir fournir d'excellentes

munitions de campagne au Parti

démocrate, a fait long feu. Des pro-

blèmes aussi considérables que les

déficits budgétaires et commerciaux

semblent perçus avec moins

d'acuité. N'est-ce pas là, précisé-

terrompue.

AFFAIRES

...

رفنست جادين

... 1 711 2 222

13.

La publicité et l'OPA sur Télémécanique

Rappel à l'ordre de la COB

La Commission des opérations de Bourse (COB) épingle certaines informations financières contenues dans les publicités généreusement diffusées dans la presse par les sociétés Télémécanique, Framatorne et Schneider, acteurs d'une OPA-fleuve depuis le mois de février.

La COB critique la qualité des savants calculs auxquels se livrent les parties prenantes à propos des risques de « réduction » encourus par les action-naires qui décideraient de répondre à l'OPA de Schneider. Ce groupe se proposant d'acheter une pertie seulement du capital de Télémécanique, les action-naires ne pourront lui céder la totalité des titres Télémécanique qu'ils détiennent. Rien que de très banal jusqu'ici. Mais toute la quelle proportion ils pourront ou non profiter des conditions offertes par Schneider. Et c'est là colonnes, les deux camps se disputent sur ce point, chiffres à

lacunes dans les affirmations des uns et des autres, allant jusqu'à un manque d'objectivité chez Télémécanique, la COB a donc décidé de mettre le holà à cette inflation publicitaire et demande aux parties incriminées de cesser leurs pratiques.

TRANSPORTS

La Compagnie américaine Texas Air réclame 1.5 milliard de dollars à ses syndicats

La direction de la compagnie aérienne américaine Eastern Air-lines (filiale du groupe Texas Air) a engagé, le vendredi 6 mai, une action en justice contre deux syndicats, celui des pilotes et celui des mécaniciens. Elle les accuse de -diffamation - et d'-extorsion de fonds ». Selon elle, ces syndicats veulent affaiblir la compagnie pour ensuite pouvoir la racheter à bas prix. Devant la justice, Eastern Air-lines leur réclame aussi 1,5 milliard de dollars de dommages-intérêts.

M. Franck Lorenzo, président de Texas Air, a déclaré que sa filiale éprouvait des difficultés financières par passager transporté a baissé de 21,8% en avril par rapport à avril 1987. Eastern fait, par ailleurs, l'objet d'une enquête de la part de l'administration fédérale américaine à propos de la manière dont la com-pagnie respecte ou non les règles de sécurité.

 La CFIT rachète Sanara. La Compagnie française d'investissements et de transports (CFIT, filiale à 40 % d'Elysée Investissements) vient d'acheter à la société Le Rhin, filiale de l'ATIC, 90,57 % du capital de Sanara, a annoncé Elysée Investissements, le vendredi 6 mai, dans un communiqué. Sanara, qui a réalisé en 1987 un chiffre d'affaires de 600 millions de francs et qui est bénéficiaire, est surtout connue pour son activité dans le transport fluvial.

Le japonais Stanley va s'implanter en Loire-Atlantique

Le groupe japonais Stanley, un des leaders mondiaux de l'équipement pour l'éclairage automobile, a obtenu l'autorisation du gouvernement français d'implanter une unité de fabrication de diodes électro-luminescentes et de systèmes d'affichage à cristaux liquides. Le site de Malville, en Loire-Atlantique, recueille les faveurs de M. Teshima, le président de Stanley, mais la décision définitive n'interviendra qu'à l'issue de la réunion du conseil du groupe, en juin prochain.

Le montant des investissements dépassera 70 millions de francs et cent soixante-dix emplois pourraient concurrence les sites d'Orléans, de Bordeaux, d'Aix-les-Bains et l'Alsace. Le site de Malville dispose des anciens locaux de GCA Matra, équipés de salles à atmosphère proée. Le conseil régional des Pays de la Loire et le conseil général de Loire-Atlantique se déclarent prêts à accorder chacun 2 millions de francs de subventions pour l'achat des bâtiments. La commune de Malville devrait également consentir une exonération totale de taxe prodie needant projet bénéficie aussi d'une prime d'aménagement du territoire

En 1984, la régie Renault avait envisagé de s'associer à Stanley pour la production d'affichages à cristaux liquides (utilisés, par exemple, dans l'affichage des montres et des calculatrices). Mais, à la suite de ses difficultés économiques, la Régie avait abandonné le projet.

Paribas vend à la Caixa de Barcelone sa filiale CGIB

Le gronpe Paribas va vendre à la Caixa de Barcelones sa filiale, la Banque pour la construction et l'équipement (CGIB). Spécialisée dans le financement des acquéreurs de biens immobiliers et des profes-sionnels de ce secteur, cette banque avait dû être renflouée en 1983 par son actionnaire unique, Paribas, après une perte de 77 millions de francs, due à des provisions sur crédits. Son bilan s'élève à 7,5 milliards de francs, et elle dispose de quinze agences, avec un en-cours de 7 milliards de francs et 2,5 milliards de

francs de crédits distribués en 1987. La Caixa, première caisse d'épar-gne ibérique et premier établisse-ment d'Espagne pour les dépôts, avec un bilan d'environ 120 milliards de francs, cherche à s'implanter en France dans la perspective du

les produits d'entretien. – M. Bal-ladur, ministre de l'économie, des avis de la commission de la concurrence, a interdit aux deux groupes Henkel (RFA) et Colgate Pal (Etats-Unis) d'exploiter et de com-mercialiser conjointement les produits d'entretien Lesieur-Cotelle (Per savon, Javel La Croix, etc.) rachetés à Lesieur. La commission a en effet jugé que « cette opération donnait aux deux sociétés des parts de marché supérieures à 50 % pour cinq produits de nettoyage et était de nature à porter atteinte à la concurrence ». Les groupes Henkel et Colgate Palmolive ont immédiatement fait savoir qu'ils abandonnaient leur projet initial de se partager les actifs

l'Amérique dans tous ses

Découveir les USA, c'est pouvoir en parcourir rous les états au gré de son

TWA vous offre cette liberté. En effet, votre billet transatlantique TWA vous donne accès au Twairpass TWA. Le Twairpass*, c'est un forfait composé de 3 coupons minimum d'un coût unitaire

Chaque coupon vous permet de relier deux villes de votre choix, quelle que soit la distance qui les sépare.

Et TWA dessert plus de 100 villes

américaines. Sauter de la Nouvelle Orléans à la Californie, de Las Vegas à la Floride, de Boston au Colorado et méme, pour un tout perir supplément, à Hawaï ou aux Caraïbes, c'est vraiment l'Amérique. C'est vraiment TWA. Pour en savoir plus, contactez votre agence de voyages; à Paris, TWA au 16 (1) 47.20.62.11; en province, noure

agent général Worldship.

Pour le meilleur de l'Amérique.

In Allie! secess

- peur d'une hauss

Revue des valeurs

BOURSE DE PARIS

ATCH mil, ou presque. Commencée sous le signe de la hausse, la semaine s'est achevée rue Vivienne sur une note incertaine, après que les valeurs françaises eurent reperdu la plus grande partie du terrain gagné initialement. Rien de plus normal à l'avant-veille du dernier choc entre MM. Chirac et Mitterrand. Encore que, il y a sept ans, la Bourse, emportée un peu vite par le vent des sondages, avait fait preuve d'une réelle fermeté. Les temps ont changé. Si les sondages restent, le facteur politique, lui, a beaucoup perdu de son efficacité au profit d'autres centres d'intérét.

Déçu le vendredi précédent par le débat télévisé des deux ténors de la campagne présidentielle, le marché deux ténors de la campagne présidentielle, le marché reprenaît dès lundi une progression à pas comptés (+0,03%) et continuait le lendemain d'avancer sur la pointe des pieds (+0,1%). Fut-il encouragé par son audace et l'absence d'obstacles? Le fait est que, mercredi, le mouvement de hausse s'accéléra sensiblement (jusqu'à 1,8% en séance) avec des échanges accrus (1,5 milliard de francs de transactions sur les valeurs françaises, soit 50% de plus que quarante-huit heures auparavant) pour se terminer en clôture avec une montée de 1,2% des divers indices. Cette petite poussée de fièvre n'eat cependant pas de suite. Jeudi, le souffié retomba (-1,1%) et, à la veille du week-end, la prudence l'emportant, le marché, dans l'incertitude du score final, refusa d'entériner une reprise, qui s'était dessinée en cours de séance (+0,15%). Bref, d'une semaine à l'autre, les différents instruments servant à mesurer la température de la Bourse n'ont pas varié.

à mesurer la temperature de la Bourse la out pas varie.

Pourtant, que d'événements ont émaillé ces cinq journées sous les lambris! Il y est d'abord ces rumeurs folles d'OPA qui circulèrent avec insistance dans les travées désignant Olida-Caby, après la cession de certaines filiales de ce groupe à Lesieur, et surtout Pernod-Ricard, que beaucoup voyaient déjà marié soit à BSN, soit à Saint-Louis, voire à Perrier ou à LVMH. Le nom du britannique Grand Met fut même prononcé comme candidat aux noces d'Olida. Tout cela sans aucun élément de prague. Mais le remne-ménage ent nour effet de caudidat aux noces d'Ofida. Tout cela saus aucun élément de preuve. Mais le remue-ménage eut pour effet de rameuter les investisseurs. Beancoup se lancèrent dans une véritable partie de chasse à l'opéable. Toutes les valeurs concernées y passèrent, depuis Aussedat-Rey, Fives-Lille, DMC naturellement, Club Méditerranée, en passant par Accor et la Navigation Mixte, dont on disait à mots couverts que le patron était « mort de trouille».

«Tout est désormais opéable», nous déclara sans ambages un banquier de la place. «Il faut s'habituer à ça pour les années, qui viennent». Simple vue de l'esprit ou

Une partie de chasse à l'opéable

constat d'un phénomène en voie d'extension avec lequel i fandra vraiment compter? Les étrangers out semblé y croire au point que des professionnels durent, paraît-il, s'employer à expliquer énergiquement à ces investisseurs, venus d'ailleurs, que mieux valait mettre la pédale douce avant que ne se mette en place le nouveau panorama

Frémissement d'inflation

Conseils superflus. La tension observée sur le front des taux d'intérêt (voir ci-contre notre rabrique « Marché monétaire »), conséquence directe d'un frémissement d'inflation dans le moude, se chargea de tempérer les des cours jeudi n'a pas en d'autres causes que ces craintes d'origine monétaire, alimentées par l'enchérissement du loyer de l'argent en Allemagne tédérale, mais aussi par les loyer de l'argent en Allemagne tederale, mais aussi par les déclarations intempestives de M. Alain Greenspan, le président du FED américais. M. Greenspan a en effet dit tout hant ce que tout le monde pensait tout bas, à savoir qu'il n'excluait pas la possibilité de relever les taux d'intérêt pour casser la spirale inflationniste. A bou entendeur... La Bourse n'a pas négligé l'avertissement. Du coup, la libération inespérée des otages au Liban et le coup de force engagé contre le FLNKS en Nouvelle-Calédonie nour récunérer les sendarmes retenus prisonniers dans les pour récapèrer les gendarmes retems prisonniers dans les grottes d'Ouvéa, deux évémements de mature à encourager le marché, sont passés inaperçus.

L'annouce d'un retour à l'excédent (+ 1,8 milliard de francs) de la balance commerciale française pour mars n'a pas produit beaucoup plus d'effet, encore qu'il était vendredi difficile d'en juger en raison de l'attentisme observé quarante-huit heures avant le second tour de la

Mais le plus singulier ces derniers jours est l'escamotage à peu près complet du facteur électoral. Mais faut-il s'en étouper? Rue Vivieune, la communanté financière tient pour pratiquement acquise la réélection du

Diff.

3 145 + 85 1 036 + 85,70 - 1,20 2 325 - 185 410,50 + 3 657 + 8 734 + 15

6-5-88 Diff.

60 + 92 -102,90 +

42 -403,50 -51 -205 -

2 mai

875 209

7 257 792

8 215 239

109,8 107,4

15 1,15 5,40 1,10 3,90 2,70 0,80

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1987)

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1987)

(base 100, 31 décembre 1981)

112,1 | 112,4 | 114 | 113

Indice gén. | 310,2 | 310,7 | 313,2 | 314,3 | 311

1 306 783

8 401 773

102 379

9810935

110,1

107.3

Valeurs diverses

Agence Havas

CGIP
Club Méditerranée
Essilor
Europe 1
Hachette

L'Air liquide

L'Oréai
Navigation Mixte
Nord-Est
Presses Cité
Saint-Gobain
Sanofi

Gencor ... Gold Field

RM

R. et obl.

Françaises

Étrangères

Total

Mines d'or, diamants

Semaine du 2 au 6 mai

président Mitterrand, et elle ne voit pas d'un mauvais ceil la constitution d'un gouvernement de centre gauche.
D'après le scénario le plus souvent évoqué sous les verrières, le président de la République, après avoir dissous l'Assemblée, attendrait la prochaine rentrée de septembre pour convoquer les Français à élire de nouveaux députés. Dans tous les cas de figure, il aurait, dit-ou, les coudées alors plus franches pour confier des maroquies à des hommes de l'actuelle majorité. « Qui trabira? », s'interrogenit-on sous les colonnes. Mais « les passions seront retombées d'ici là, fit remarquer quelqu'un. Ce ne sera plus que du déviation

De toute façon, les étrangers, assure-t-on, considèrent déjà que la France a « toutes les chances d'entrer dans une assez longue période de stabilité» et commencent à regarder son marché avec « les yeux de Chimèse ». La regarder son marché avec « les yeux de Chimèse». La Bourse n'a donc pas trop à s'inquiêter pour les prochains mois. A moins que l'incendie ne se propage dans la pyramide des taux d'intérêt. Ce que les pessimistes redouteat avec la chuite du chômage aux Etats-Unis, à son plus bas niveau depuis 1974, qui traduit une certaine accélération de la cruissance outre-Atlantique. « laseasé, disait un financier parisien vendredi soir. Mieux vaut par les tempes sei compat fire penyment et melada que réche et au les temps qui courent être panvre et malade que riche et en

Les financiers, toutefois, ne se tracassent pas trop. De l'avis général, New-York sera de moins en moins appelé à l'avis général, New-York sera de moins en moins appelé à tenir le rôle de « leader » pendant au moins au su, le temps pour la nouvelle administration américaine de s'installer et de mettre en route sa politique. La zone européeane, où la situation économique est plutôt bonne, pourrait servir de refuge aux capitaux en quête de placement. Dans l'immédiat, « si Mitterrand gagne, disait un ancien agent de change, ou baissera landi et mardi ». « Si Chirac l'emporte, ce sera la divine surprise et ou montera landi et mardi. Mais, de toute manière, les pendules seront remises à l'heure mercredi. » Sauf accident monétaire majeur, Paris est d'ores et déjà en condition pour s'élancer dans une nouvelle étape de hausse. A fin avril, le montant des achats à découvert avait encore diminné de 12,6 % pour tomber à 2,61 milliards de francs. Ce qui, au rythme actuel des échanges, représente deux journées de transactions, au tomper a 2,01 minards de francs. Le qui, au rytume actuel des échanges, représente deux journées de transactions, au plus. Difficile de souhaiter une situation plus idéale avec en plus, 1,21 milliard de francs de veutes à découvert. A n'en pas douter, le facteur monétaire fera la différence.

Alimentation

Euromarché Guyenne et Gasc.

Nestié Occidentale (Gle)

Olida-Caby Pernod-Ricard ...

Pengeol LVMH

Sanoti Gén. des Eaux .

Béghin-Say

Bâtiment, travaux publics

Auxil.d'eatr.

Lafarge
Maisons Phénix
Polier et Chausson
SCREG
SGE-SB

ou indexé

PME 10.6 % 1976 ... 8,80 % 1977 10 % 1978

9,80 % 1978 9 % 1979 10,80 % 1979 16,20 % 1982

16 % 1982 .

4 mai 1468516

8 859 670

10 434 605

107,4

106419

16 % 1982 15,75 % 1982 CNE 3 % CNB bq. 5 000 F. CNB Paribas 5 000 F CNB Suez 5 000 F

Valeurs à revenu fixe

6-5-88

6-5-88

114.10

852 102,66

102.60

1614671

6680434

113394

8 408 499

107.5

Diff.

1.85 0.10 0.20 0.18 0.25 0.22

1 349 050

7 252 902

162966

8764918

786 - 56 869 + 22 915 - 14 526 433,50 - 16,50

ANDRÉ DESSOT.

6-5-88

125

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT

TRAITÉES AU RM (*)

Nbre de

164 945 84 269 420 674

251 444 703 375 318 808

193 827 105 936

(*) Du 28 gyril au 5 mai inclus.

LES PLUS FORTES VARIATIONS

DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

+ 34,9 + 16.l

..... 27 077 112 640 388 258 281 109 081 947

Antil d'estr

Çours 29 avriL

Cours 6 maj

Variation (jour/velle es ptr

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Pièce française (10 fr.) Pièce sulsse (20 fr.) Pièce latine (20 fr.)

50 pesos 20 marks 10 florins

BONS DU TRÉSOR

Séance du 6-5-88

Cours compen-union

92,38

92,17

92.15

627 834 1 113 652 379 373 499 518 191 978 549

148 581 088 131 884 981 131 051 229

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Alourdissem Malgré un bon démarrage, le marché new yorkais n'a pas réussi à tenir la dis-tance. Il s'est graduellement affaibli, new-yorkais n'a pas teussi a team a tantot, reperdant non sculement toul le terrain gagné au départ (environ 26 points à l'indice), mais encore une partie des gains accumulés la semaine dernière. Finalement, le Dow Jones s'est établi à 2007,46, en retrait de 24,86 points (-1,22 %) d'un vendredi à l'autre. Comme les autres places, Wall Street, après avoir succombé aux charmes des OPA, s'est trouvée confrontée à la dure réalité de la hausse des taux. L'assurance donnée par M. Alan Greenspan, président du Fed, qu'il n'hésiterait pas à utiliser cette arme pour briser l'inflation a singulièrement refroidi l'ardeur des opérateurs. D'autant que l'annouce vendredi d'une réduction du chômage, à son plus bas niveau depuis quatorze ans, témoigne de l'accélération d'une croissance que beaucoup aimeraient voir sance que beaucoup aimeraient voir mettre en veilleuse. D'une façon géné-rale, l'activité a été assez faible avec 757,02 millions de titres échangés contre 707,45 millions précédemment.

| OHAO TOTAL MANAGEMENT | | | | |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
| | Cours 29 avril | Cours 6 mai | | |
| Alcoa Allegis (ex-UAL) ATT lociag Lase Man. Bank be Pont de Nemours sastman Kodak fexon Ford Jeneral Electric Jeneral Motors J | 24 5/8 24 5/8 45 7/8 47 1/4 40 1/4 75 113 1/2 46 5/8 46 5/4 46 5/4 | 44 85 3/4 26 49 24 1/2 83 5/8 41 5/8 44 1/8 47 39 1/2 74 3/8 64 3/4 110 1/2 47 3/4 46 1/8 | | |
| Mobil Oil Pfizer Schlumberger Texaco Jnion Carbide JSX Westinghouse Kerox Corp | 463/4 55 37 1/2 50 1/8 23 1/2 32 52 1/8 54 1/8 | 46 1/8 52 5/8 37 1/2 52 23 3/8 32 1/8 50 3/4 52 3/8 | | |

LONDRES

Lrrégulier

Après avoir poursuivi son avance dans Après avoir poursuivi son avance dans la mouvance du courant d'OPA, le marché a évolué de façon très irrégulière pour finalement reprendre toute son avance initiale, et même un peu au-delà. En fait, il a assez mal encaissé la décision prise par le ministre du commerce et de l'industrie, kord Young, de porter devant le Commission des monopoles le cas de l'Office d'investissement koweitien, dont la participation dans BP tien, dont la participation dans BP atteint maintenant 22 %. Cette démar-che, qui pourrait être dissuasive pour les groupes étrangers déaireux d'augmenter leur participation dans le capital des sociétés britanniques, a provoqué des dégagements sur les « opéables ».

Indice « FT » du 6 mai : industrielles, 1 440,1 (contre 1 443,9); mines d'or, 201,7 (contre 206,4); Fonds d'État,

| | Cours 29 avril | Cours 6 mai |
|---------------|-------------------|----------------|
| Beecham | 476 | 469 |
| Bowater | 382 | 386 |
| B.P | 272 | 268 |
| Charter | 345 | 345 |
| | 386 | 377 |
| Courtaulds | | |
| De Beerz (*) | 10 3/4 | 11 5/8 |
| Free Gold (*) | 97/8 | 87/8 |
| Glazo | 929 | 953 |
| G.U.S | | 16 19/64 |
| | 984 | 986 |
| ICI | | |
| Reuters | 478 | 487 |
| Shell | 10 5/8 | 10 43/64 |
| Unilever | 452 | 459 |
| Vickers | 168 | 170 |
| War Losn | 39 1/16 | 39 |
| 72 LANGE | J77 1/10 | 37 |

(*) En dollars. FRANCFORT

Moins 1 %

Rendu frileux par la tension observée sur le front monétaire, le marché alle-mand s'est réfugié dans un prudent e. En moyenne, les cours ont fléchi de 1 %.

L'annonce par Siemens d'une baisse de 9 % de son bénéfice net pour le pre-mier semestre de l'exercice 1987-1988 n'a pas peu contribué à rendre les inves-

Indice de la Commerzbank du 1 343,2 (contre 1 356,2).

| | Cours 29 avril | Cour 6 ma |
|---------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| AEG BASF Bayer Commerzbank Deutschebank Hoechst Karstadt Mannesman Siemens Volkswagen | 284,70 247,20 266,20 226 410 254,20 453 135,90 341 239,48 | 209,3 241,5 262,5 218 395,5 254,5 454 139,5 332,7 239,8 |
| TOK | YO | |

Effritement

Deux séances et demie cette semaine en raison des cérémonies cours se sont généralement effrités un murché très creux, les investiss répugnant à prendre des initiatives avant le retour à une activité normale. Indices du 7 mai : Nikkeï, 27 487,77

(contre 27509,54), général, 2 197,20 (contre 2 195,54).

| Į | • | Cours 29 svrii | Cours 6 mai |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|
| | Akai Bridgestone Canon Fuji Bank Honda Motors Matsushiha Electric Mitsubishi Heavy Sony Corn. | 629 1 460 1 290 3 370 1 820 2 790 716 5 530 | 639 1 450 1 320 3 339 1 849 2 770 731 5 698 |
| ı | Toyota Motors | 2 440 | 2410 |

Banques, assurances sociétés d'investissement

| | 6-5-88 | Diff. | | | |
|---------------------|--------|------------------|--|--|--|
| Bail Équipement | 278 | - 2 | | | |
| Bancaire (Cie) | 399 | + 2.10 | | | |
| Cetelem | 603 | - 54 | | | |
| Chargeurs SA | 944 | + 63 | | | |
| CFF | 836 | inch | | | |
| CFI | 368 | - 7 | | | |
| Eurafrance | 1 255 | + 60 | | | |
| Hénin (La) | 426 | + 11 | | | |
| Imm. PiMonceau | 324,50 | + 11.58 | | | |
| Locafrance | 380,60 | - 33,49 | | | |
| Locindus | 837 | – 26 | | | |
| Midi (1) | 1 700 | - 41 | | | |
| Midland Bank | 160 | - 9 | | | |
| OFP | 960 | - 40 | | | |
| Paris de réesc | 332,50 | - 2,50 | | | |
| Prétabail | 1 135 | + 10 | | | |
| Soc. Génér | 268 | - 12 | | | |
| Schneider | 289,70 | + 9,70 | | | |
| Suez (Cie Fin.) | 225 | - 2 [*] | | | |
| UCB | 172,90 | + 4,78 | | | |
| (1) Coupon de 12 F. | | | | | |

| Filatures, textiles, magasins | | | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|--|--|
| | 6-5-88 | Diff. | | |
| Agache (Fin.) André Roudière BHV CFAO Damart-Serviposte DMC Galeries Lafayette La Redoute Nouvelles Galeries Printemps SCOA | I 530 180 315 1 315 2 000 446,40 772 2 400 346 394,80 51 | + 50 - 11 - 1 + 89 + 51 + 7,40 - 18 + 110 + 1 - 36,20 - 1,50 | | |

Métallurgie construction mécanique

| | 6-5-88 | Diff. |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Alspi Aviors Dassault-B De Dietrich FACOM Fives Li Marine Wendel Penhoet Peugeot SA Sagem Sautos-Châtillon Strafor | 225 760 1 575 805 | - 10 - 46 - 15 + 10 + 3,20 - 3,50 - 2 - 20 - 25 + 4,10 |
| Valéo Valiourec | 416 94,50 | - 3 + 12,50 |

La commission fédérale de

contrôle des opérations bour-

sières (Securities Exchange Com-

mission), la COB américaine, a

permis aux autorités du National

Association of Securities Dealers

(NASD), le marché secondaire

américain, de suspendre momen-

tanément toute transaction sur

l'annonce d'une information

importante pouvant affecter son

Cette décision vise à limiter

les transactions d'initiés iuste avant l'annonce d'une OPA par

exemple ou d'un accord de

rachat d'entreprise. Actuelle-ment, quand le New York Stock

Exchange suspend provisoire-

ment les transactions sur un

titre, le NASD peut interdire à ses membres de réaliser des

échanges par le biais du système automatique de l'association.

Mais le NASD ne peut pas empê-

OU SES COURS.

| 2 2,10 4 3 4 7 7 0 1 1,58 3,49 6 1 9 0 2,50 0 2 | Alcatel Alsthom CGE Crouzet CSEE (ex-Signaux) Genérale des Eaux IBM Intertechnique ITT Legrand Leroy-Somer Lyonnaise des Eaux Matra Merlin-Gérin Moulinex PM Labinal Radiotechnique Schlumberger SEB Siemers | 1 814 268,20 235 267 552 1 132 2 439 2 439 5 96 1 159 1 149,10 1 910 71 206 752 1 127 | - 8 - 1,80 - 6 + 26 + 19 - 2 - 115 + 14 - 30 - 54 + 25 - 13,90 + 390 + 390 + 31 - 7 - 17 - 31 |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9,70 2 4,70 | Thomson-CSF Mines, caoutch | 169,20 | _ 1,20 |
| T. | Géophysique | 6-5-88 454,10 172,50 183 47,80 40,20 1,40 | + 0.30 - 1.50 + 4 |

Matériel électrique

6-5-88

Diff,

Produits chimiques

| | 6-5-88 | Diff. |
|---------------|--------|--------------|
| Inst. Mérieux | 3 320 | + 1 |
| Labo, Bell | 1 075 | - 12 |
| Roussel UC | | - 19 |
| BASF | 810 | - 15 |
| Bayer | 891 | - 16 |
| Hoechst | 850 |] — 9 |
| Imp. Chemic | 103,40 | ıl— 0. |
| Norsk Hydro | 179 | اً |

Wall Street: nouvelles règles

de moralisation

| • | Petroles . | | |
|---|---------------|--------|--------|
| | | 6-5-88 | Diff. |
| | B.P. France | 76,60 | - 2,70 |
| • | Elf-Aquitaine | 276 | - 8 |
|) | Esso | 293,50 | - 1.50 |
| | Exxon | 238.80 | + 4.20 |
| | Petrofina | 1 805 | + 32 |
| | Primagaz | 600 | + 5 |
|) | Raffinage | 71.90 | - 3.90 |
|) | Royal Dutch | 696 | - 3 |
| | Sogerap | 271 | - 4 |

cher les firmes de courtage

d'effectuer des transactions pri-

vées entre elles, même si les

cotations sont suspendues.

Cette pratique est connue sous le

mission du commerce du

Congrès, la banque d'investisse-

ment Drexel Burnham Lambert a,

par ailleurs, décidé de ne plus

autoriser ses employés à acquérir

des obligations souscrites par la

firme pour financer des opéra-tions d'offre publique d'achat. La

commission du Congrès avait

estimé que les employés de Drexel avaient réalisé d'impor-

tants bénéfices en achetant, pour

les revendre quelques mois plus

tard, des paquets d'obligations dites « junks bonds », placées par

la firme. Drexel limitait en même

temps le nombre de ces titres

offerts à ses clients.

Mise en cause par une com-

nom de « troisième marché ».

| | 6-5-88 | Diff. |
|-----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------|
| P. France If-Aquitaine ssoo xxon etrofina rimagaz affinage oyal Dutch | 76,60 276 293,50 238,80 1 805 600 71,90 696 | - 2,70 - 8 - 1,50 + 4,20 + 32 + 5 - 3,90 - 3 |
| ogerap | 271 340 | - 1,50 |

MATIF Notionnel 10 %. -- Cotation en pourcentage du 6 mai 1988

| COURS | ECHEANCES . | | | | |
|--------------|-------------|----------|---------|---------|--|
| | Jain 88 | Sept. 88 | Déc. 88 | Mars 89 | |
| Premier | _ | | | | |
| + haut | 100,80 | 99,80 | 99,20 | | |
| + bas | 100,35 | 99,45 | 99,05 | | |
| Destrier | 100,40 | 99,50 | 99,05 | | |
| Compensation | 100,40 | 99,50 | 99,05 | | |

Nombre de contrats : 44 806.

Le Monde EN BANQUE DE DONNÉES

LE TEXTE INTÉGRAL DU MONDE INDEXE DEPUIS JANVIER 87 EN LIGNE SUR VOTRE TERMINAL OU VOTRE MINITEL POUR TOUS RENSEIGNEMENTS:

SINORG G CAML SERVEUR

Tél.: (1) 45-38-70-72

مكذات الأعوا

Crédits, changes, grands marchés

L'EUROMARCHÉ

Un sujet accessoire

L'approche du nouveau septennat présidentiel n'aura eu aucune influence sur le crédit des emprunteurs français sur le marché interna-tional des capitaux. L'issue des élections n'est bien souvent un sujet majeur de préoccupation que lors-que la valeur d'une monnaie se trouve spécialement mise en cause. Certes, les opérateurs s'attendent à un remaniement au sein du système un remaniement au sein du système monétaire européen. Mais il s'agit plus précisément d'une réévaluation du mark qu'on envisage de 3 % à 5 %. L'ampleur devrait dépendre de l'idée qu'on se fait en Allemagne du risque de résurgence de l'inflation.

Mais pour ce qui est de la considération portée aux grands emprun-teurs français, les élections de ce dimanche ne constituent pas un réel dimancae ne constituent pas un reci événement. La preuve en a été four-nie ces dernières semaines par l'accueil réservé aux grandes sociétés d'Etat se présentant sons la garantie de la République. Elles ont garante et a respondue. Enes ont sollicité avec succès et pratiquement dans les meilleures conditions possi-bles tous les marchés disponibles. Le plus souvent, elles étaient accompa-gnées, suivies de peu ou immédiate-ment précédées par les plus grandes signatures d'Autriche ou de Suède. Les trois pays ont ensemble, et en gros dans la même mesure, été les grands bénéficiaires du mouvement global de quête de la qualité qui s'est manifesté avec une rare netteté depuis l'effondrement boursier du 19 octobre dernier. Leurs besoins d'argent frais pour cette année étant en partie comblés, ces pays en sont à réaménager leur endettement de façon la plus économique possible. Ils ne cessent de procéder au rem-boursement anticipé de nombreux emprunts aux coupons élevés dans le but de les remplacer par des opéra-tions moins coûteuses.

C'est sur le marché suisse des capitaux que s'est portée leur attention la semaine passée. La Banque française du commerce extérieur (BFCE) a lancé à 101,25 % un emprunt de 200 millions de francs suisses qui portera intérêt au taux de 4,50 % l'an durant dix ans. Brillamment menée par le Crédit suisse, la transaction a été bien accueillie. En transaction a ete oten acchenne. En témoignaient, vendredi, des décotes de l'ordre de 1,50 % qui se compa-rent à deux commissions totales de 2,75 %. Au prix d'émission, le rende-ment brut à l'échéance est de 4,34 %. Dans la foulée, une entre-prise publique autrichieu du conprise publique autrichienne du sec-teur hydro-électrique, TTWAG, s'est adressée au même marché pour une même durée de dix ans.

Dix ans, cela semble bien long ent alors que les prévisions auxquelles on se hasarde sont le plus sonvent à très courte vue. Le marché suisse est encore un des rares à ponvoir offrir aux emprunteurs internationaux de telles durées avec il est particulièrement peu onéreux en terme de coupons, les débiteurs n'ont pas nécessairement à se sou-cier de réaliser une opération de swap afin de réduire le coût de leurs

emprunts: Ainsi croit-on que les 100 millions d'argent frais du pro-duit de l'émission BFCE ne sont pas « swappés ». Les autres 100 millions servent au refinancement d'un pré-cédent emprunt de la BFCE, lancé en 1983, dont le coupon est de 6 % et qui sera remboursé par anticipa-tion le 11 août prochain.

TIWAG, Tiroler Wasserkraft-werke, bénéficie de la garantie du Land du Tyrol. Sa proposition est en tout comparable à celle de la BFCE, à l'exception toutefois du prix d'émission. Ce dernier est de 101 %, c'est-à-dire inférieur de 0,25 % à celui de son concurrent français. Une différence s'imposait, ne serait-Une différence s'imposait, ne seraitce que pour distinguer entre la qualité des crédits, puisque l'emprunt
tyrolien n'est garanti que par une
région. On aurait pu même s'attendre à un rendement comparativement encore plus élevé, mais
TIWAG jouit en Suisse d'une
grande faveur, due à l'existence de
liens historiques particulièrement
solides. L'emprunt TIWAG est également destiné à remplacer une opération de 100 millions de francs
suisses qui a été dénoncée pour remboursement au 14 juin : lancées en boursement au 14 juin : lancées en 1982, les obligations étaient assor-

ties de coupons de 6,25 %. La forme sous laquelle les grands débiteurs nationaux français accèdent aux marchés obligataires mon-

diaux fait actuellement l'objet d'un sérieux examen. L'enseignement tiré de certains placements privés, effectués au début de l'année auprès d'investisseurs japonais, tend à prouver que, par exemple, la même BFCE ou le Crédit d'équipement des petites et moyennes entreprises (CEPME) pourraient sans dissiculté majeure s'adresser directe-ment aux marchés publics. L'aban-don de la garantie de la République française dont ils peuvent normale-ment se prévaloir leur infligerait vraisemblablement un coût supplé-mentaire, mais celui-ci resterait dans des limites generables. Colo dans des limites supportables. Cela irait d'environ huit à quinze points de base par an selon les marchés, de celui du franc suisse à celui du doilar australien. La sortie de nouveaux véhicules financiers est donc atten-due. Cela s'inscrirait logiquement à la suite d'autres opérations telles que les emprunts du Crédit local de France et d'Interlinance. Ces nouveaux débiteurs interviennent pour le compte des groupes CAECL et Crédit national quand ces derniers empruntent sur l'euromarché sans garantie d'Etat. Le changement correspondrait à une évolution récente. celle de la diminution de l'activité de prêts bonifiés de la part de plu-sieurs établissements publics qui se

Raccourcir la durée

En abrégeant de cinq à trois ans la durée minimale prescrite pour un euro-emprunt en francs français, les autorités financières de Paris viennent de fournir une nouvelle marque de leur attachement à l'existence d'un segment obligataire distinct du marché intérieur. Si la décision avait été prise plus tôt cette année, elle aurait certainement déià contri bué à une animation de l'activité primaire. C'est en tout cas une mesure de nature à accélérer la réouverture de l'eurocompartiment dès que la situation politique du pays sera éclaircie. Les incertitudes interna-tionales sont si lourdes qu'elles incicinq ans et - imagine-t-on - de 8,90 % à trois ans. Il n'y a pas de comparaison directe avec les obligatent les prêteurs partout dans le monde à préférer les courtes durées. tions d'Etat pour les plus courtes échéances. On en est donc réduit à Les débiteurs, pour leur part, sont généralement rebutés par le niveau réel de l'intérêt (c'est-à-dire déduction faite de l'inflation) produit par les titres libellés en francs français. Il se peut que l'avantage évident Cet intérêt réel pourrait diminuer prochainement, à l'occasion du remaniement monétaire attendu au sein du SME. Il apparaît en tout cas

considérée est rapproché. D'aucuns n'hésitemt pas à prévoir un surcroît d'animation qui pourrait provenir d'emprunteurs français attirés par la possibilité d'émettre en francs pour des durées courtes. La emprunt lancé sur le marché intérieur ne soit pas inférieur à sept ans, Si, jusqu'à présent, les emprunteurs français sont demeurés peu nombreux sur le marché de l'eurofranc,

d'autant moins prohibitif que le terme de l'opération obligataire

trouvent de plus en plus livrés au jeu de la libre concurrence. c'est, en partie, parce qu'on ne peut pas y accéder à des coûts inférieurs à ceux des rendements des fonds d'Etat. Au contraire, il faut y ajon-ter une marge de l'ordre de 20 à 30 centimes. Ainsi, pour une signa-ture de toute première qualité, une eurotransaction de dix ans aurait dû, la semaine passée, offrir au moins 9,80 % de rendement, soit environ une trentaine de points au-dessus des obligations assimables du Trésor. Les rendements auraient été d'environ 9,60 % à sept ans, 9,40 % à

que procure le marché de l'eurofranc sur son homologue domestique conduise à la fixation de conditions meilleures pour les débiteurs. L'exemple aliemand est éloquent à sujet. Depuis que l'on redoute une retenue à la source sur les cou-pons des obligations lancées en entschemarks sur le marché intérieur, l'attrait de l'euromarché, qui, lui, demeurera exempt de tonte nombreuses banques et entreprises d'outre-Rhin. Ces dernières sont désormais en mesure de lever des fonds à des coûts inférieurs à ceux de la République fédérale elle-

CHRISTOPHE VETTER.

LES DEVISES ET L'OR

La lire menacée

L'événement de la semaine a été l'accès de faiblesse de la lire, véritable « ventre mou » du système monétaire européen (SME). Jeudi 5 mai, la monnaie italienne était attaquée à Milan et la Banque d'Italie la laissait - filer > quelque peu vis-à-vis du mark, dont le cours montait à 746 lires, nouveau record historique. Rappelons que le cours pivot, ou médian, du mark à Milan est de 720,70 lires et que son cours plafond, supérieur de 6 % (au lieu des 2,25 % retenus pour les autres devises du SME), est fixé à 765,40 lires depuis le 12 janvier 1987.

C'est à l'égard de la devise allemande, la plus forte du SME, que la lire est la plus faible, phénomène aisément compréhensible, puisque l'Allemagne est le premier client de l'Italie, absorbant 20 % de ses exportations et assurant 18 % de ses importations.

Or l'évolution des données « fondamentales » sur l'Italie indique que la lire est de plus en plus surévaluée. L'inflation, redescendue un moment en dessous de 5 %, remonte doucement, les salaires dérapent et, surtout, le déficit budgétaire, plaie sai-gnante de la péninsule depuis des années, s'alourdit dangereusement atteignant 112 000 milliards de lires, soit un peu plus de 500 mil-liards de francs. Bref, la compétitivité de l'industrie italienne se dégrade plus vite que celle des autres pays de la CEE. En outre, le beau redressement du deuxième semestre 1987, avec un excédent commercial de 4300 milliards de lires (19 milliards de francs) n'est plus qu'un souvenir. Dans ces conditions, les milieux industriels italiens réclament, à mots couverts, une nouvelle dévaluation, après la réévaluation du mark (3 %) en janvier 1987,

ne veut pas entendre parier de dévaluation. En septembre dernier, elle avait stoppé un mouvement de spéculation contre sa devise en intervenant sur les marchés de changes à hauteur d'une vingtaine de milliards

En même temps, la Banque centrale resserrait son dispositif, ramenant à 8 % la croissance annuelle des crédits bancaires, en plein dérapage, avec une augmentation de 13 % et en raccourcissant de façon très sévère les délais d'utilisation des devises pour les opérations d'importexport. Levées depuis, tout au moins pour l'import-export, de telles mesures seraient susceptibles d'être appliquées à nouveau.

Cet accès de faiblesse, rapidement jugulé à la veille du week-end, avec un mark ramené à 745 lires après 747 lires en pointe, n'a pas nanqué d'agiter les milieux financiers européens. Les plus pessimistes des opérateurs, rappelant la dévaluation-surprise de la lire le samedi 20 juillet 1985 (8 %), ne donnent pas quinze jours à vivre aux parités actuelles. En haut lieu, on affirme que la Banque d'Italie · fera le nécessaire », c'est-à-dire qu'elle interviendra et qu'e on pourra durer jusqu'à l'automne ... Il est certain, en effet, qu'une initiative italienne dans ce domaine, tendant à obtenir de l'Allemagne une réévaluation, déstabiliserait le SME. Que ferait la France, deuxième client et fournisseur de l'Italie? En profiterait-elle pour demander également à l'Allemagne une réévalua-tion, sans doute inférieure? Nul ne sait, car la décision risque d'être de nature politique et non pas froide-

En tout cas, jeudi 5 mai, la courte défaillance de la lire ébranlait passa-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 2 AU 6 MAI (La ligne inférieure donne œux de la semaine précédente.)

| PLACE | Lière | \$EU. | Franc français | Franc suisse | D. mark | Franc belge | Florin | Lire italienne |
|------------|---------|---------|-------------------|-----------------|---------|----------------|---------|-------------------|
| | 1,8615 | - | 17,4825 | 71,3266 | 59,4530 | _ 2,8433 | 53,0222 | 0,8797 |
| New-York | 1,8820 | | 17,5963 | 71,8907 | 59,8006 | 2,8604 | 53,3333 | 0,680 |
| | 10,6478 | 5,7260 | • | 407,98 | 340,07 | 16,2639 | 393,29 | 4,55% |
| Paris | 10,6954 | 5,6830 | | 498.55 | 339,89 | 16,2557 | 363,69 | 4,572 |
| | 2,6698 | 1,4020 | 24,5110 | - | 83,3531 | 3,9863 | 74,3372 | 1,1175 |
| Zurich | 2,6179 | 1,3910 | 24,4765 | - | 83,1938 | 3,9788 | 74,1867 | 1,1191 |
| | 3,1310 | L,6829 | 29,4857 | 119,97 | ı | 4,7825 | 89,1834 | 1,3400 |
| Franciert | 3,1467 | 1,6720 | 29,4211 | 120,28 | - | 4,7826 | 89,1733 | 1,3451 |
| | 65,4690 | 35,17 | 6,1486 | 25,8856 | 299,18 | • | 18,6479 | 2,8035 |
| Brunnler | 65,7947 | 34,96 | 6,1517 | 25,1336 | 289,89 | | 18,6453 | 2,8813 |
| | 3,5108 | 1,3860 | 32,9717 | 134,52 | 112,12 | 5,3625 | - | 1,5003 |
| Acustordum | 3,5288 | 1,3750 | 32,9931 | 134,80 | 112,14 | 5,3639 | | 1,5084 |
| | 2335,25 | 1254.50 | 219,31 | 894,79 | 745,83 | 35.6696 | 665,16 | - |
| 16ks | 2339,33 | 1243 | 218,72 | 893,60 | 743,42 | 35,5549 | 662,93 | - |
| | 232,50 | 124,99 | 21,8369 | 89,0870 | 74,2568 | 3,5513 | 66,2248 | 8,8995 |
| Tokyo | 234,87 | 124.80 | 21,3602 | 89,7196 | 74,6411 | 3,5698 | 66,5640 | 0,1004 |

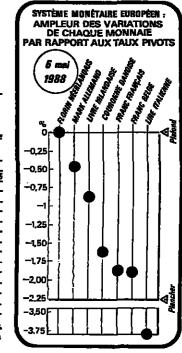
A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 6 mai, 4,5796 F contre 4,5537 F le

Pour l'instant, la Banque d'Italie gèrement le franc qui faiblissait un peu vis-à-vis du mark. Le cours de la monnaie allemande passait brutale-ment de 3,3980 F à 3,4050 F avant de revenir sagement à 3,40 F à la veille du week-end de l'élection présidentielle. La monnaie française, nous l'avons souvent répété dans ces colonnes, n'est pas menacée à l'heure actuelle, protégée qu'elle est par des taux d'intérêt réels historiquement et ruineusement élevés.

> La livre sterling a connu un peu de répit, ses cours rétrogradant un peu vis-à-vis de ceux des monnaies européennes et revenant de 3,15 marks à 3,13 marks environ (10,65 Fcontre 10,70 F à Paris).

Quant au dollar, un peu déprimé en début de semaine par l'annonce d'une diminution des achats d'obligations américaines par les Japonais (voir ci-dessous), il s'est redressé assez nettement, en sin de semaine, sur l'annonce d'une nouvelle diminution du chômage aux Etats-Unis, tombé de 5,6 % à 5,4 % de la population active, an plus bas niveau depuis 1974. Cet indice d'une croissance toujours vigoureuse fait craindre un resserrement de la politique monétaire de la Réserve fédérale. soucieuse d'éviter la surchauffe et un regain d'inflation. Le resserrement provoquerait une hausse des taux d'intérêt américains, de nature à attirer les capitaux et renforcer le dollar, du moins dans un premier stade, ce phénomène étant appelé à s'inverser si l'inflation s'accélérait. comme cela n'est pas exclu.

FRANÇOIS RENARD.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

La peur d'une hausse des taux

Les choses ne s'arrangent pas sur le front des taux d'intérêt, de part et d'autre de l'Atlantique. Aux Etats-Unis, les taux des obligations poursuivent leur lente et inquiétante remontée : porté à 9,11 % la semaine dernière, le rendement de l'emprunt à trente ans du Trésor, véritable thermomètre pour les observateurs du monde entier, a poussé une pointe à 9,17 % avant de revenir à 9,13 % en fin de semaine.

Après une montée continue l'an dernier, de 7,40 % fin mars à 10,50 % le matin du 19 octobre, juste avant le krach de Wall Street, le rendement du «trente ans» était retombé à 8,25 % au début de l'année, à la satisfaction générale des milieux financiers. Depuis, il se raffermit inexorablement, sur la crainte d'un retour de l'inflation et, surtout, des mesures restrictives que pourrait prendre une Réserve fédérale soucieuse de ne pas laisser la nachine s'emballer.

C'est pourquoi, à la veille du week-end, l'annonce d'une nouvelle diminution du chômage a provoqué une hausse des taux américains. Aux Etats-Unis, tout va trop bien, la consommation, la production, l'emploi, le tout à crédit et aux dépens des prêteurs du monde

Ces derniers commencent d'ailleurs à se méfier. Ainsi, les investisseurs japonais ont réduit de 36% leurs achais nets d'obligations étrangères, principalement américaines, au cours de l'exercice 1987-1988, clos le 31 mars dernier. Les achats nets se sont même écroulés pendant ce même mois de mars 1988, chutant à 1,14 milliard de dollars, contre 10,7 milliards de dollars le mois précédent. Explication : les investisseurs en question en ont

assez de voir les valeurs de leur portesemille d'obligations libellées en dollars se déprécier à jet continu depuis deux ans. Aujourd'hui, ils présèrent soit les actions, soit les actifs immobiliers, acquérant des gratte-ciel entiers à New-York et venant même prospecter en Europe, en France notamment; un phénomène qui pourrait être lourd de conséquences pour le Trésor des Etats-Unis. Le semaine prochaine, celui-ci va émettre pour 27 milliards de dollars de bons : les résultats de l'adjudication seront suivis avec

En Europe, on a noté avec inquiétude une nouvelle augmentation des taux à long terme en RFA. Le taux moyen des titres publics allemands est passé de 5,94% à 6%, contre 5,50% en janvier et en mars. Les opérateurs en sont venus à suspecter la Bundesbank de vouloir relever ses taux d'intervention pour lutter, pré-ventivement, contre un réveil de l'inflation, bien modeste au demeurant, puisque la hausse des prix outre-Rhin s'établit maintenant à 1% sur une base annuelle.

Mais les cinq instituts de conjonc-ture d'Allemagne fédérale, ceux de Berlin, de Kiel, de Hambourg, de Francfort et d'Essen, prévoient une inflation de 2,5 % en 1988 et, à la Bundesbank, on n'aime pas cela du tout. Jeudi, après la réunion de son conseil d'administration, M. Helmut Schlesinger, le vice-président, a déclaré qu'il fallait maintenir la croissance de la masse monétaire allemande à l'intérieur des limites fixées. Sinon, il n'exclut pas un resserrement du crédit.

Une telle mesure, on s'en doute bien, ne scrait pas prise unilatéralement. A Franciort, on se rappelle

cains au relèvement des taux amorcé par la Bundesbank en octobre 1987. et tout ce qui s'ensuivit : chate du dollar et de Wall Street. Mais, assurent les milieux financiers de Franc-fort, si la Réserve fédérale des Etats-Unis fait monter significativement les taux outre-Atlantique, l'Allema-gne suivra sans tarder. En attendant, le taux d'intervention de la Bundesbank est resté fixé à 3,25 % cette semaine, sans véritable surprise. Le moment n'est pas encore venu.

En France, le MATIF a accueilli tont cela sans plaisir et a poursuivi son siéchissement. Le cours de l'échéance juin, qui, déjà, la semaine précédente, était retombé de 102,70 (et non pas 103,70, comme indiqué par erreur dans la revue du 2 mai 1988) à 101, a encore fléchi jusqu'à 100,40, soit un rendement un peu supérieur à 10 %. On a pu voir se user l'écart entre les cours des obligations au comptant et ceux pratiqués sur le MATIF, les rendements du comptant (physique) se montrant inférieurs de 0,30 point, comme si les investisseurs se montraient plus confiants que les opéra-

Dans le domaine des émissions, enfin, seule a compté l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables (OAT) par le Trésor, qui a limité à 6 milliards de francs son appel, avec des résultats qualifiés de « neutres ». Une tranche de 1,06 milliard de francs à échéance de 25 ans a tronvé preneur à 9,80 %, contre 9,37 % en mars dernier; une autre de 1,45 milliard de francs à 10 ans a été adjugée à 9,48 %, contre 9,05 % en mars; le reste, 3,5 milliards de francs, étant émis à taux variable.

LES MATIÈRES PREMIÈRES

Si les minerais et métaux non fer-

Les non-ferreux sous pressions chinoises

reux ont connu ces derniers mois une conjoncture savorable, marquée par un relatif assainissement de l'offre et un raffermissement consécutif des prix, certaines substances minérales sont menacées par les orientations récentes de la politique chinoise d'exportation. Grâce à ses réserves considérables, qu'elle commence à peine à mettre en valeur, la Chine occupe déjà un rang de pre-mier ordre pour la production de substances aussi diverses que la barytine (numéro un mondial), le spath fluor, le tale (20 % de l'offre totale), le tungstène, le silicium ou l'antimoine. Faute d'une capacité suffisante d'absorption par son industrie, Pékin multiplie les offensives commerciales en cassant les prix pour écouler ces matières premières sur les marchés occidentaux, avec l'Europe pour cible rappro-chée. Le premier bilan de cette politique dressé par la Fédération francaise des minerais et métaux non ferreux est édifiant. En 1983, la Chine vendait 25 000 tonnes de barytine dans la CEE. Ce sont aujourd'hui plus de 70 000 tonnes qui entrent dans la Communauté, à es prix inférieurs de 40 % (en France par exemple) à ceux pratiqués dans l'Europe des Douze ou par le Maroc, sournisseur traditionnel de l'Hexagone. Elément de haute pureté utilisé dans les écrans de télévision ou comme produit de charge dans les peintures, la barytine est extraite en France dans cinq sites miniers, en Corrèze et dans le Var, notamment. La stratégie chinoise est de nature à entamer la

rentabilité de ces gisements, de la

même manière que, l'an passé, la

mine de tungstène d'Anglade

(Ariège) a dû cesser son activité

après l'effondrement des prix du

prix défiant toute concurrence de

Omniprésent dans la pharmacie et la cosmétologie, la papeterie et la céramique, le talc est depuis longtemps une « affaire » française avec le gisement de Luzenac. Mais, en 1987, les exportations chinoises vers l'Europe ont atteint le niveau record de 20 000 tonnes, - grace à une politique de prix irréaliste -, selon l'expression des professionnels français des métaux. Ces pratiques se répètent sur le spath fluor. Après l'Allemagne de l'Ouest, la France est devenue le deuxième objectif des producteurs chinois du spath fluor. Celui-ci passe les frontières avec des rabais de 15 % à 20 % sur les prix en vigueur dans la CEE. Bruxelles

| envisage, en outre, le dépôt d'un | | | |
|-----------------------------------|------------------|--|--|
| PRODUTTS | COURS DU 6-5 | | |
| Culvre b. g. (London) | 1 090 (+ 38) | | |
| Trois mois | Livres/tonne | | |
| Alansinium (Losius) | 1 205 (+ 40) | | |
| Trois mois | Livres/tonne | | |
| Nickel (Lonins) | 13 800 (- 500) | | |
| Trois mois | Dellars/tenne | | |
| Şacre (Pais) | 1 325 (- 27) | | |
| Août | Francs/tonne | | |
| Café (Louiza) | 1 079 (+ 63) | | |
| Mai | Livres/tonne | | |
| Cacno (Nex-York) | 1 593 (- 8) | | |
| Mai | Dollars/tonne | | |
| Blé (Chicago) | 297 3/4 (- 6,75) | | |
| Mai | Cents/boisscatz | | |
| Male (Chicago) | 201 3/4 (- 0,50) | | |
| Mai | Cents/boissean | | |
| Soja (Chicago) | 206,96 (+ 3,48) | | |
| Mai | Dollars/L courte | | |

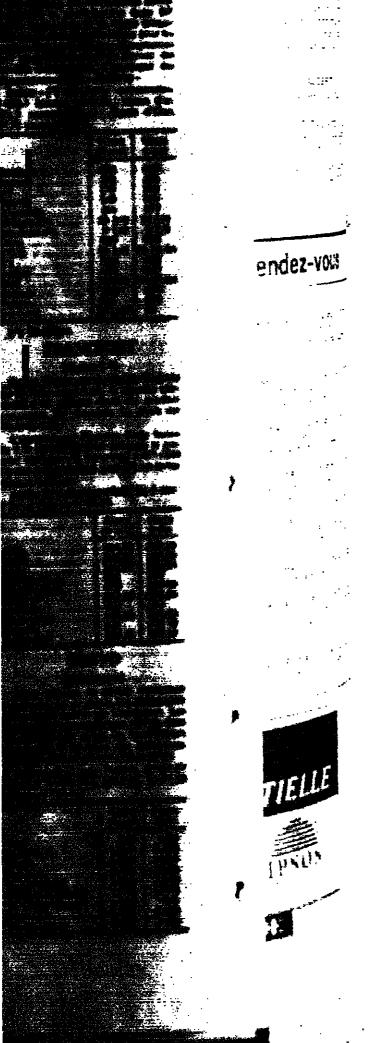
Le chiffre entre parenthèses indique la

métal provoqué par les ventes à des plainte antidumping sur le dossier du manganèse, dont les ventes chinoises dans la Communauté ont explosé en 1987 pour atteindre près de 15 000 tonnes, contre 428 tonnes en 1985.

> Les Etats-Unis étudient une riposte comparable sur l'antimoine (utilisé comme ignifugeant), que Pékin brade impunément, mettant à profit ses réserves considérables. Cest maintenant au tour du silicium chinois d'entrer dans la course, après la fermeture de plusieurs unités de production européennes. Des rabais de 10 % à 20 % sont consentis aux acheteurs de ce métal d'alliage précieux dans l'électronique. Pour l'industrie communautaire, cette offensive tous azimuts lancée par la Chine réveille un impératif de modernisation des procédés et de sélection des meilleurs sites. Elle est aussi un défi lancé à Bruxelles qui, à l'heure du grand marché européen, devra savoir conjuguer l'ouverture et la nécessité de dresser çà et là quelques Murailles de Chine.

ERIC FOTTORINO.

(*) Dans le cadre de l'exposition Parfums de plantes » s'est ouvert, le 27 avril et jusqu'au 16 mai, le Salon du café, au Muséum national d'histoire naturelle. L'histoire du café, l'art et la manière de le préparer et de le déguster sont largement présentés, dans le cadre reconstitué du célèbre Procope ou du Florian. L'anecdote et le professionna-lisme font bon ménage autour du petit grain à torréfier, qui représente chaque année un commerce mondial de 14 milliards de dollars. Deuxième matière pre-mière échangée sur la planète (seul le pétrole vient devant), le café attend les amateurs au 36, rue Geoffroy-Saint-Hilaire, Paris-5. Ouvert tous les jours (sauf mardi) de 10 h à 17 h.



Le Monde

ÉTRANGER

- 3 Après la libération des otages français du Liban. 4 Les élections législatives au Danemark.
- Le gouvernement polonais envisage des mesures d'exception pour mettre fin aux grèves.
- 5 Le voyage du pape en Amérique latine.

Leurs dernières

allocutions

POLITIQUE

- 6 La campagne de M. Mitter-
- 9 La situation en Nouvelle-Calédonie.
- 7 La campagne de M. Chirac. 8 Le Pen a-t-il pris la suite du colonel de La Rocque ?

SOCIÉTÉ

- 10 Une enquête demandée sur des anomalies de mar-chés pour le fonctionne-
- ment des prisons privées. Les candidats à l'élection présidentielle répondent aux questions sur l'avenir de la police nationale. Mulhouse aux prises avec la pollution.

- 11 Mon Herbert, au Petit Odéon.
- Un *Freischütz* inédit à Toulouse. Azzedine Alaïa à l'« Hōtel du Nord 3.

ÉCONOMIE

- 16 Le congrès de la Confédé ration européenne des syndicats à Stockholm.
- -La ∢guerre de la morue » : les escarmouches continuent entre Paris et Ottawa. 18 Revue des valeurs. 19 Crédits, changes, grands

SERVICES

Jeux14 Chronologie 15 Météorologie13

Spectacles12

MINITEL

LA NUIT DE L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE

 Dimanche 8 mai, 20 heures : tous les resultats ville par ville. les reports de voix, les analyses, les commentaires du Monde. 3615 Tapez LEMONDE 3615 Tapez LM

Le second tour de l'élection présidentielle

La droite et la gauche face au Front national

« Comprendre » ou combattre

Les deux candidats ont mis un terme, le vendredi 6 mai au soir, à la campagne électorale officielle par une allocution de cinq minutes chacun sur Antenne 2 » et « France inter ». M. Mitterrand a appelé au ∢ rassemblement > des Français

tout en les mettant en garde contre « la confusion ». Il les a invités à « se mettre en marche pour la France unie dès que, le 8 mai, nous pourrons aborder la nouvelle période de notre histoire qui s'ouvre devant nous ». Il a souligné : « Je n'ai pas voulu prendre part aux polémiques excessives ni aux attaques personnelles », car « il est grand temps de réapprendre le langage du cœur et de la raison ».

M. Chirac a affirmé que « s'abstenir dimanche c'est voter, en réalité, pour le candidat socialiste ». Puis il a rappelé que depuis deux ans il avait gouverné « notre pays en harmonie parfaite avec les autres pays de la Communauté européenne ». Il a souligné qu'il gouvernait ∉ iusqu'au terme de [soa] mandet ». « comme vous avez pu le voir avec les initiatives que j'ai prises pour rétablir le respect de la démocratie, de la fiberté, et lutter contre le terrorisme en Nouvelle-Calédonie, ou en ayant permis la libération de nos derniers otages ». Il a ajouté qu'il voulait « continuer et amplifier » son action e pour avoir demain une France plus solidaire ».

Le numéro du « Monde : daté 7 mai 1988 a été tiré à 620 934 exemplaires



PRIX TRES COMPÉTITIES 25 appées d'expérience 75014 Paris. Mª Alésia - Tél. : 45-49-57-49

Des débats que suscite la progression électorale du Front national commence à se dégager, à droite comme à gauche, l'idée qu'appréhender le vote Le Pen comme un symptôme n'est pas adéquat et, en tout cas, pas suffisant. Le niveau atteint par M. Le Pen, le 24 avril, transforme la vision de ce que l'on considérait comme un sation éphémère des comportements électoraux - et oblige à reconnaître que l'on a affaire à un mouvement politique consistant, ayant ses objectifs propres, auxquels correspond une straté-

Les déclarations de M. Charles Pasqua à Valeurs actuelles sur les «valeurs» communes au Front national et à la majorité, et les réactions qu'elles ont provoquées, témoignaient de cette évolution et ont contribué, elles-mêmes, à déplacer la discussion de la question des facteurs sociaux du courant qui porte M. Le Pen à celle de son contenu politique. Ces électeurs expriment, sans doute, une « protestation », comme l'a dit M. Chirac, ou une - demande sociale -, selon la formule de M. François Mitterrand, mais ils font, surtout, un choix politique qu'il n'est plus possible d'ignorer et dont, en bonne démocratie, ils sont en droit d'attendre qu'on leur

Comme le dit un jeune ministre du RPR – et ce n'est pas nouveau dans sa bouche, – déculpabiliser les partisans du Front national, en expliquant que leur vote est seulement le reflet des difficultés qu'ils renconpeut que les encourager à persévérer. Or ces électeurs, s'ils connais-sent des difficultés, choisissent de soutenir un parti qui se caractérise par une certaine façon de présenter et de comprendre ces difficultés et par les solutions qu'il propose. Pour paraphraser la formule de M. Fabius, ils ne se bornent pas à poser des questions : ils adhèrent à une réponse, et, à vrai dire, la réponse est dans la question. On ne demande pas : « N'y a-t-il pas trop d'étrangers en France ? » sans avoir une idée en tête

Il faut donc, selon ce jeune ministre, montrer ce que ce choix a d'inacceptable et l'apprendre, s'ils l'ignorent, à ceux qui le font. En d'autres termes, on ne gagne rien à affecter d'ignorer M. Le Pen pour ne s'intéresser qu'à ses électeurs. Ce qui les réunit, c'est M. Le Pen, son

discours, ce qu'il dit et ce qu'il laisse dire, ses « valeurs », enfin (qui ne sont rien d'autre, telles qu'elles apparaissent dans le document rendu public mercredi par M. Le Pen, qu'une copie conforme des thèses de l'extrême droite). On ne s'étonnera pas que, pour ce ministre, haut placé dans le dispositif de campagne de M. Chirac, les propos de M. Pasqua dans Valeurs actuelles soient « inacceptables ».

Le parallèle écologiste

Lorsque ce jeune ministre avait entrepris naguére, conformém son analyse, d'attaquer M. Le Pen, le Front national et ce qu'ils représentent, « on » lui avait demandé de bien vouloir retourner sagement dans son coin. Et M. Chirac a suivi une autre méthode, celle qu'a parfaitement résumée la note de l'institut de sondage BVA lui recommandant de trouver - les mots qui sauront désenclaver l'électorat de Jean-Marie Le Pen • - et non pas ceux qui montreront à cet électorat qu'il fait fausse route. Ainsi le premier ministre a-t-il adopté la logique qui devait le conduire à ne pas voir le racisme là où il est et à qualifier d' extrémités regrettables » (le Monde du 12 avril) des comportements qui ne sont, bien évidemment, rien d'autre que les manifestations actuelles du racisme.

M. Chirac et d'autres mettent volontiers sur le même plan, pour les besoins de la tactique électorale, le vote Le Pen et celui dont a bénéficié le candidat écologiste. La différence est, pourtant, considérable. Les électeurs écologistes forment, depuis une quinzaine d'années, une masse . оці ехр tions ne mettant nullement en cause les principes de la démocratie et du droit, et qui n'a jamais élaboré une démarche lui donnant prise sur la réalité politique.

En Allemagne, en revanche, les Verts sont parvenus, il y a quelques années, à constituer un courant, nourri à l'origine des mêmes inquiétudes devant la dégradation de l'environnement et les risques de l'énergie nucléaire, mais qui, au-delà, a tendu à affaiblir ce pays – et l'Europe occidentale - face à la pression soviétique. Chacun s'accordait alors en France (hormis le PCF) sur la nécessité de combattre ce mouvement, sans plus s'arrêter aux « questions » qu'il posait sur l'avenir des forêts ou sur la menace d'un accident électro-nucléaire.

Au surplus, si les obsessions des écologistes ne font de mal à personne - encore Alain Touraine et d'autres sociologues s'étaient-ils inquiétés, en 1980, dans la Prophétie antinucléaire, de ce que l'on pou-vait découvrir dans les tréfonds de n'ont rien d'innocent. On ne peut que s'alarmer de voir la facilité avec laquelle, corollaire de la montée du Front national et dans l'insoupçonnable intention d'y comprendre quelque chose, on en vient à accepter la relation que ce monvement établit entre l'« immigration » et... l'état des immeubles HLM, la médiocre qualité de l'enseignement dans certaines écoles primaires, le fait que des quartiers soient laissés à l'abandon, sans parler de la délin-quance ou du chômage.

Comme s'il n'y avait pas des offices d'HLM qui font plus ou moins bien leur travail, des responsables de l'éducation nationale qui négligent leur tâche ou qui manquent de crédits, des maires dont l'urbanisme laisse à désirer, des policiers en nombre insuffisant ou incompétents et... des dirigeants morniques dépassés par les événements. Comme si la mise en cause des immigrés avait pour elle la force de l'évidence et était, au fond, sans réplique possible, alors qu'elle procède d'un choix. Or ce choix-là fait son chemin par les mille détours d'une société dont plus d'un acteur est tenté par la démission. L' « explication» par l'immigré, justifiée jusque parmi les adversaires du Front national, gagne du terrain.

A soustraire du lepénisme ce qui en fait la dynamique propre, à s'aveugler sur ce qui cimente autour de ce parti une fraction de l'électo-rat qui n'a cessé de croître depuis cinq ans, on s'expose à des douloureux réveils devant les problèmes politiques que pose cette force politique. La droite en fait, aujourd'hui, l'expérience. Le tour des socialistes

< Paris vaut bien

Si les centristes, dans leur grande majorité, sont hostiles à toute idée d'alliance avec le Front national, tandis que certains, au RPR et au PR, sont disposés à l'accueillir dans la grande famille dont M. Pasqua a dessiné les contours, le débat tra-verse, en fait, toutes les formations. Au RPR, il y a ceux qui pensent qu'aucune entente n'est possible avec M. Le Pen, dont tout le projet est, plus que jamais, de «tuer» M. Chirac. Et puis il y a ceux qui disent que . Paris vaut bien une messe ». Pour l'heure, le premier ministre récuse toute espèce d'accord et s'insurge contre le piège du débat sur les valeurs, débat ou'il a lui-même, par les ambiguités de son discours — et que dire de celui de M. Pasqua! — rendu indispensa-

Mais ensuite? Combien de députés sont tout prêts, en cas de dissolution, à aller implorer leur salut chez les électeurs de M. Le Pen? Le travail de « bouton de veste », que certains avaient entrecelles des partisans de M. Le Pen pris dans l'espoir de rallier des élus

du Front national à la candidature de M. Chirac, continue... dans l'autre sens. Les téléphones sonnent, et l'on cogite sur l'après-8 mai. Les responsables les plus hostiles au compromis reconnaissent qu'il ne sera pas possible de tenir les troupes et que, même si l'on aborde des élec-tionws législatives anticipées en res-suscitant l'Union pour une majorité nouvelle de juin 1981, cette union-là visage étrange que lui donnera, officiellement ou non, une composante

La balle est, alors, dans le camp adverse. Le sort de la droite « classique » sera entre les mains de M. Mitterrand. Celui-ci considérerat-il que les succès de M. Le Pen l'ont, jusqu'a présent, servi et que tout l'invite à se réjouir de l'échec de MM. Chirac et Barre, et à en profiter pour une dissolution rapide? L'usage tactique du Front national, justifié par la même approche de ce courant en termes de « demande sociale », reste de mise parmi les dirigeants socialistes, que la ten-dance d'une partie des électeurs de M. Le Pen à choisir M. Mitterrand au second tour semblait, jusqu'à ces derniers jours, satisfaire, sans leur inspirer, apparemment, d'inquiétude sur la façon dont cette passerelle entre l'extrême droite et la gauche pourrait fonctionner dans l'avenir.

D'autres socialistes, en province et plus près de la base, ne se satisfont pas de cette analyse. Ainsi le premier secrétaire de la puissante fédération du Nord, M. Bernard Roman, distingue-t-il dans la progression du Front national dans son département les germes de la constitution d'un mouvement de type fasciste, et rappelle que les socialistes trouveront bien M. Le Pen en face d'eux le 9 mai. M. Michel Rocard est le premier dirigeant socialiste de haut niveau à critiquer ouvertement, dans ses discours, les électeurs de milieux populaires qui ont choisi de voter Le Pen. Ici ou là, comme le 3 mai à Limoges, lors d'un meeting auquel participait M. Fabius, s'exprime l'appel à un « front popu-laire » contre le Front national, dont on a pu voir l'esquisse, à Paris, lors des manifestations syndicales qui ont rassemblé, au total, le 1º mai,

plus de monde que M. Le Pen. A cette demande instinctive de mobilisation contre le « fascisme » chez les militants répond, chez certains dirigeants, la crainte de l'opportunité qu'ouvre à M. Le Pen la déstabilisation de la droite. Cette préoccupation est présente chez M. Lionel Jospin, sans que le pre-mier secrétaire du PS en tire aucune conséquence quant à la démarche de M. Mitterrand après le second tour. Après avoir remis la gauche à flot, le président de la République, face au Front national, voudra-t-il sauver la droite de la noyade ?

PATRICK JARREAU.

Mort du graveur Stanley William Hayter

Stanley William Hayter est mort le 4 mai à son domicile parisien. Il était âgé de quatre-vingt-

Né à Londres en 1901, Stanley William Hayter était issu d'une samille d'artistes, ce qui n'avait pas empêché son père de le pousser à faire des études de chimie et de biologie. Celles-ci l'amenèrent même à travailler, de 1922 à 1925, pour l'Anglo-Iran Oil Company, dans le

Venu à Paris en 1926, où il avait commencé à s'initier à la gravure, Hayter ne devait plus quitter la capitale française, sauf pour New-York, pendant la seconde guerre mondiale. Et c'est à Montparnasse que, dès 1927, il allait ouvrir ce fameux Atelier 17 qu'ont fréquenté Picasso, Dali, Chagall, Miro et bien d'autres grands, ainsi que des jeunes artistes venus de tous les coins du monde chez « Bill », non pour apprendre un métier traditionnel. mais pour chercher auprès de lui à concilier gravure et langage contem-

Expérimentateur impénitent, très lié dans les années 30 aux surréa-listes, Hayter a, en effet, contribué au renouvellement complet de la gravure comme moyen d'expression moderne, abstrait, laissant leur chance à la spontanéité, à l'automa-tisme, multipliant les recherches de matière, d'impression (impression sur plâtre) et de couleurs. Peintregraveur, créateur à part entière, Hayler a laissé une œuvre person-nelle importante à laquelle il est rendu régulièrement hommage.

',- a .i

Décès de Dany Bloch

Dany Bloch, attachée de presse au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, est morte le jeudi 5 mai à Paris. Elle était âgée de soixante-six ans.

Dany Bloch depuis quinze ans contribuait à donner un vrai sens aux trois lettres de l'ARC : Animation, Recherche, Confrontation, au-Musée d'art moderne de la Ville de Paris. Elle y était officiellement chargée du service de presse, mais son rôle était beaucoup plus important, simplement parce qu'elle était généreuse, qu'elle aimait vraiment la jeune création, et qu'elle défendait les artistes avec chaleur.

Elle était née à Paris en 1925 et avait travaillé au service de la recherche de l'ORTF avant d'entrer dans l'équipe de l'ARC. Elle s'était spécialisée dans l'art vidéo, son sujet de thèse à l'Université, et publiait sur cette discipline qu'elle connaissait mieux que personne en France (l'Art vidéo, aux éditions L'Image).

Le Monde

UN NUMÉRO EXCEPTIONNEL

(en deux cahiers séparés)

LUNDI 9 MAI (DATÉ MARDI 10)

TOUS LES RÉSULTATS DU SECOND TOUR:

Les premières réactions politiques ● Les commentaires et

SUPPLÉMENT SPÉCIAL:

■ Les syndicats face au nouveau président ■ Les retards du patronat français · Comment affronter le marché unique de

ET DES PAGES D'OFFRES D'EMPLOI **POUR LES CADRES**

prix habituel de 4,50 F, en deux cahiers séparés.

36.15 LEMONDE code ELEC

DES DIMANCHE 20 h SUR MINITEL

Les résultats ville par ville

● Les commentaires du MONDE ● Les résultats de 81 et du 1ª tour 88.

Les inquiétudes de la communauté juive

« Marseille ne deviendra pas la capitale du racisme »

MARSEILLE de notre correspondant

Qu'aurions-nous dit si ce vote s'était produit en Allemagne? Que nous si un Le Pen allemi faisait 30 % des voix à Munich? • La question posée par Mª Gérard Bismuth, avocat marseillais et membre de l'Appel des Quarante signé par une quarantaine de personna-lités juives de la ville, a donné le ton de la réunion organisée jeudi 5 mai sur le thème « Marseille ne deviendra pas la capitale du racisme » et à laquelle la communauté juive avait répondu, nombreuse, mais égale-

des gitans. * Nous sommes des juifs de tous horizons politiques », ont affirmé les organisateurs auxquels s'étaient ointes des personnalités : MM. Guy

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de per-2000 analyses graphologiques par an Yous pouv par correspondance très individuelle. Informator

ment des beurs, des Arméniens et

Sebag, Marek Halter et Beate Klarsfeld, qui ont appelé la société française à plus de vigilance; Michel Boujenah et le grand rabbin Sitruk avaient adressé des messages

L'Appel des quarante a été entendu au-delà de Marseille, puisque des structures identiques se mettent en place à Lyon, Stras-bourg, Montpellier, dans la perspective des prochaines élections municipales. Dans l'après-midi, un groupe de militants antiracistes, avec Me Klarsfeld à leur tête, a défilé sur le Vieux-Port et fait halte devant le Bar des yachts, dont le patron, M. Henri Lambert, a été récemment inculpé pour avoir, avec un pistolet à grenaille, tiré sur un jeune homme qui critiquait les thèses du Front

JEAN CONTRUCCI.

• NORVÈGE : trente-six morts dans un accident d'avion, — Un appareil d'une compagnie norvégienne régionale avec trente-six personnes à bord s'est écrasé et a pris feu, vendredi soir, près de Torghat-ten, sur une île à quelque 200 kilomètres au sud de Bodo. Il n'y a aucun survivant, selon la police. L'avion, de type Dash-7, avec trentetrois passagers et trois membres d'équipage, assurait une liaison Nansos-Broennoeysund et s'est écrasé pour une raison encore incon-

 COLOMBIE : la guérilla libérerait ses otages le 9 mai. – La guérilla procubaine qui détient quatorze otages en Colombie, dont l'attaché de presse de l'ambassade de France, M. Jean-Christophe Rampal, a déclaré, le vendredi 6 mai, dans un communiqué qu'elle les libérerait lundi. L'Armée de libération nationale (ELN) a déclaré que les otages étaient en bonne santé et qu'ils seraient relâchés pendant une conférence de presse en présence de journalistes étranģers. Par ailleurs, une journaliste de la télévision colombienne enlevée mardi par la guérilla a été libérée vendredi. --

 Le groupe sud-coréen Samsung s'implante en Espagne. — Les fabricants sud-coréens de matériels électroniques grand public continuent d'investir l'Europe. Dejà implanté en Grande-Bretagne et au Portugal, le groupe Samsung vient de conclure un accord avec la firme espagnole inter-invest SA en vue de constituer avec elle une filiale de production dans la péninsule Ibérique. Samsung sera majoritaire (90 %) dans la nouvelle entreprise. La construction de l'usine commencera au cours du premier semestre 1989. L'unité pourrait commencer à fonctionner au printemps 1990. Elle aura une capacité de fabrication de 300 000 téléviseurs couleur par an et de 250 000 magnétoscopes. Un autre group, sud-coréen, Goldstar, est, lui, installé en Allemagne fédérale, où il produit déjà 400 000 téléviseurs couleur par an.

 Un cadavre dans un coffre de voiture. - Un cadavre en état de décomposition avancée a été découvert, le vendredi 6 mai, dans le coffre d'une voiture stationnée depuis plusieurs semaines sur une place de Honfleur (Calvados). Le véhicule, dont la présence avait intrigué un habitant, appartiendrait à M. Hervé Goger, demeurant à Trivagou (Côtesdu-Nord). Ce dernier l'aurait prêté le 8 janvier à son frère Jean-Luc, ingénieur agronome, que personne n'a

EN BREF

nue. - (AFP, Reuter.)

EFGH

